

EMISSION DE BILLETS DE TRESORERIE MISE A JOUR 2010

DOSSIER D'INFORMATION

Programme d'émission de Billets de Trésorerie

plafond du programme d'émission : MAD 800 000 000

Valeur Nominale : MAD 100 000

ORGANISME CONSEIL



ORGANISME RESPONSABLE DU PLACEMENT



Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Dahir n° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) portant promulgation de la loi n° 35-94 relative à certains titres de créances négociables telle que modifiée et complétée, l'original du présent dossier d'information a été soumis à l'appréciation du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières qui l'a visé le 24 novembre 2011 sous la référence n°VI/EM/045/2011.

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Abréviations et définitions

ABREVIATIONS

BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BPA	Bénéfice par action
CA	Chiffre d'affaires
CCA	Comptes courants d'associés
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CFS	Contribution pour Financement de Stocks
CMH	Compagnie Marocaine d'Hydrocarbures
CSP	Catégorie Socioprofessionnelle
CT	Court terme
CV	Curriculum Vitae
DPA	Dividende par action
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
FOB	Free On Board
FOB MED	FOB en region méditerranéenne
FOB SEA	FOB en region atlantique
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié
GPM	Groupement des Pétroliers Marocains
HSE	Hygiène, Santé et Environnement
IFRS	International Financial Reporting Standards
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les sociétés
K MAD	Milliers de Dirhams
Kg	Kilogramme
Km	Kilomètre

M MAD	Millions de Dirhams
M²	Mètre carré
M³	Mètre cube
MAD	Dirham marocain
MLT	Moyen et Long Terme
NS	Non Significatif
NM	Non Mesurable
ONE	Office National d'Electricité
OPCYM	Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P	Comptes prévisionnels
Pdm	Part de Marché
Pf	Comptes pro-forma
R&C	Risques et Charges
REX	Résultat d'exploitation
SAMIR	Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage
SNTL	Société Nationale des Transports et de la Logistique
SOMAS	Société Marocaine de Stockage
T	Tonnes
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TIC	Taxe Intérieure de Consommation
TM	Tonnes métriques
TMTp	Technologies, Médias, Télécommunications et Participations
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur ajoutée
Var.	Variation

DEFINITIONS

Caisse de Compensation	Organisme de régularisation des prix de vente des produits subventionnés, afin de maintenir les prix de vente publics à un niveau déterminé.
Contribution pour le financement du Stock	Avance accordée par la Caisse de Compensation pour financer une partie du stock de sécurité.
Dettes de consignation	Dettes correspondant aux montants payés par les clients en contrepartie de la consignation des bouteilles et citernes.
Marge spéciale	Somme collectée par les centres emplisseurs (MAD 30 /tonne) et devant être inscrite au passif du bilan comme une dette à long terme vis à vis de la caisse de compensation. Cette marge doit être exclusivement affectée à la constitution des stocks de sécurité.
Prix de reprise	Niveau de prix d'achat de GPL subventionné par la Caisse de Compensation.
Péréquation	Rubrique de la structure officielle des prix des GPL, intitulée « solde caisse de compensation » (elle peut être créditrice ou débitrice).
Valeur énergétique	La quantité d'énergie dégagée par la combustion d'un volume de gaz se mesure en British thermal units (BTU). La valeur du gaz est déterminée par son potentiel énergétique mesuré en Btu. Une BTU est la quantité de chaleur nécessaire pour élever la température d'une livre d'eau d'un degré Fahrenheit à une pression atmosphérique.
Taux de consignation	Rapport entre le montant payé par le consommateur final et le coût total de la bouteille de GPL pour consigner cette dernière. Ce montant est remboursable lors du retour des bouteilles consignées.

Sommaire

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS.....	2
SOMMAIRE	5
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	7
AVERTISSEMENT	8
PREAMBULE	9
PARTIE I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES	10
I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	11
II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	12
III. L'ORGANISME CONSEIL	27
IV. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE	28
PARTIE II. PRESENTATION DE L'OPERATION	29
I. CADRE DE L'OPERATION.....	30
II. OBJECTIFS DE L'OPERATION	30
III. MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ATTRIBUTION.....	32
IV. SYNDICAT DE PLACEMENT- INTERMEDIAIRES FINANCIERS	34
V. REGIME FISCAL DES BILLETS DE TRESORERIE	34
VI. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION	36
PARTIE III. PRESENTATION GENERALE DE AFRIQUIA GAZ	37
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL	38
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE AFRIQUIA GAZ.....	42
III. MARCHE DES TITRES DE AFRIQUIA GAZ.....	48
IV. NOTATION.....	50
V. ASSEMBLEE D'ACTIONNAIRES.....	50
VI. ORGANES D'ADMINISTRATION	51
VII. ORGANES DE DIRECTION.....	56
VIII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	59
PARTIE IV. ACTIVITE DE AFRIQUIA GAZ	61
I. HISTORIQUE DE AFRIQUIA GAZ.....	62
II. APPARTENANCE A AKWA GROUP	64
III. FILIALES DE AFRIQUIA GAZ	70
IV. MARCHE DU GPL	75
V. METIERS DE AFRIQUIA GAZ	88
VI. ORGANISATION	99
PARTIE V. SITUATION FINANCIERE SOCIALE DE AFRIQUIA GAZ.....	112
I. ANALYSE DE L'ETAT DES SOLDES DE GESTION.....	113
II. ANALYSE BILANCIELLE	123

III.	ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	136
PARTIE VI. SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE DU GROUPE AFRIQUIA GAZ		137
I.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	138
II.	ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	141
III.	ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE	148
IV.	ANALYSE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	160
PARTIE VII. PERSPECTIVES		162
I.	PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DU GPL	163
II.	ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE AFRIQUIA GAZ	166
III.	DONNEES FINANCIERES PREVISIONNELLES	167
PARTIE VIII. FACTEURS DE RISQUE		181
I.	RISQUES CONCURRENTIELS	182
II.	RISQUES LIES A L'EVOLUTION DU MARCHE	182
III.	RISQUES LIES A LA LIBERALISATION	182
IV.	RISQUE DE DEPENDANCE A DES CLIENTS PARTICULIERS	182
V.	RISQUES LIES A LA SECURITE	182
VI.	RISQUES LIES AUX FLUCTUATIONS DES COURS A L'INTERNATIONAL	182
PARTIE IX. FAITS EXCEPTIONNELS, LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES		184
PARTIE X. ANNEXES		186
I.	DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES	187

Table des illustrations

Figure 1.	Evolution du cours boursier de AFRIQUIA GAZ du 01.01.2009 au 14.01.2011	48
Figure 2.	Organigramme fonctionnel de AFRIQUIA GAZ	56
Figure 3.	Structure de AKWA Group.....	65
Figure 4.	Principales participations de AFRIQUIA GAZ	70
Figure 5.	Evolution des prix de reprise du butane sur la période 2008-2011 SI (MAD / T)	75
Figure 6.	Chaîne de valeur du secteur des GPL	78
Figure 7.	Evolution de la consommation des GPL (en milliers de TM) sur la période 2002-2010.....	78
Figure 8.	Evolution de la structure de consommation des GPL sur la période 1990-2008.....	79
Figure 9.	Evolution de la structure d'approvisionnement en GPL	80
Figure 10.	Répartition du volume des importations de GPL en 2008.....	81
Figure 11.	Evolution des volumes emplis (en milliers de TM).....	81
Figure 12.	Répartition du volume global des volumes emplis des sociétés d'emplissage de GPL en 2010	82
Figure 13.	Structure de la demande en GPL en 2010.....	85
Figure 14.	Evolution de la structure de la demande en GPL en 2010.....	85
Figure 15.	Evolution de la part de marché de Afriquia Gaz sur le segment du Butane	86
Figure 16.	Evolution de la part de marché de Afriquia Gaz sur le segment du Propane.....	86
Figure 17.	Répartition du volume des ventes de GPL conditionné en 2010	87
Figure 18.	Structure du marché des GPL vrac en 2010.....	88
Figure 19.	Présence de AKWA Group et AFRIQUIA GAZ sur la chaîne de valeur du GPL	88
Figure 20.	Schéma de distribution du GPL.....	89
Figure 21.	Répartition du volume empli par centre d'emplissage en 2010	92
Figure 22.	Ventes du GPL conditionné de AFRIQUIA GAZ sur la période 2008-2010 (en milliers de TM) ..	94
Figure 23.	Structure des ventes de GPL conditionné de AFRIQUIA GAZ en 2009.....	95
Figure 24.	Evolution des ventes de GPL vrac de AFRIQUIA GAZ (en milliers de tonnes)	96
Figure 25.	Organigramme fonctionnel de AFRIQUIA GAZ	100
Figure 26.	Figure 3. Répartition de l'effectif de AFRIQUIA GAZ par catégorie et par direction	102
Figure 27.	Répartition géographique des installations de AFRIQUIA GAZ.....	103
Figure 28.	Répartition géographique des installations de SALAM GAZ.....	106
Figure 29.	Figure 5. Evolution des besoins en GPL sur la période 2008-2030 (en millions de tonnes)	164

Avertissement

Le visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en billets de trésorerie est soumis au risque de non remboursement. Ce programme d'émission de billets trésorerie ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par l'émetteur.

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité du programme d'émission de billets de trésorerie, ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des échéances du programme de billets de trésorerie objet du présent dossier d'information.

Le présent dossier d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription aux valeurs mobilières, objet dudit dossier d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

L'organisme chargé du placement ne proposera les billets de trésorerie, objet du présent dossier d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), ni AFRIQUIA GAZ, ni BMCE Capital Conseil n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.

Préambule

En application des dispositions de l'article 15 du Dahir I-95-3 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables, telle que modifiée et complétée, le présent dossier d'information porte, notamment, sur l'organisation de AFRIQUIA GAZ, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'Opération envisagée.

Le présent dossier d'information a été élaboré par BMCE Capital Conseil, agissant en qualité d'Organisme Conseil de AFRIQUIA GAZ dans le cadre de la mise à jour 2010 du programme d'émission de billets de trésorerie pour un plafond de 800 000 000 Dhs.

Le contenu de ce dossier d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Commentaires, analyses et statistiques fournis par la société AFRIQUIA GAZ, notamment lors des due diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession ;
- Liasses comptables de AFRIQUIA GAZ pour les exercices clos aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010 ;
- Procès-verbaux des Conseils d'administration, des Assemblées Générales Ordinaires, des Assemblées Générales Extraordinaires relatifs aux exercices 2008, 2009 et 2010 ainsi que l'exercice en cours jusqu'à la date de visa ;
- Rapports de gestion pour les exercices clos au 31 décembre 2008, 2009 et 2010 ;
- Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés et rapports spéciaux pour les exercices clos aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010.

En application des dispositions de l'article 15 de la loi n° 35-94 promulguée par le dahir n° I-95-3 du 26 janvier 1995 relatif aux titres de Créances Négociables (TCN), ce dossier d'information doit être :

- Remis ou adressé sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenu à la disposition du public au siège de AFRIQUIA GAZ et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions selon les modalités suivantes :
 - il est disponible à tout moment au siège social de AFRIQUIA GAZ sis à (Rue Ibnou El Ouennane, Km 7, Route de Rabat BP 2545 – Casablanca, Tél : (212) 5 22 63 96 00 ;
 - il est disponible sur demande dans un délai maximum de 24h auprès des points de collecte du réseau de placement :
 - BMCE Bank : 140, Avenue Hassan II – 20 000 Casablanca.
 - il est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma).

Partie I. **ATTESTATIONS ET COORDONNEES**

I. Le Président du Conseil d'Administration

I.1. Identité

Dénomination ou raison sociale	AFRIQUIA GAZ
Représentant légal	M. Ali WAKRIM
Fonction	Président du Conseil d'Administration
Adresse	Rue Ibnou El Ouennane Km 7, Route de Rabat BP 2545 Ain Sebaâ-Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 5 22 35 22 90/93/73
Numéro de fax	(212) 5 22 35 44 46
Adresse électronique	a.wakrim@akwagroup.ma

I.2. Attestation

Objet : Mise à jour du programme d'émissions de billets de trésorerie

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données du présent dossier d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de AFRIQUIA GAZ ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Ali WAKRIM

Président du Conseil d'Administration

II. Les Commissaires aux Comptes

II.1. Identité des commissaires aux comptes

Prénom et nom	Abdelaziz AL MECHATT	Abdellah RHALLAM
Dénomination ou raison sociale	COOPERS & LYBRAND (MAROC) S.A	FIDECO S.A.R.L
Adresse	83, Avenue Hassan II – Casablanca	124, Boulevard Rahal El Meskini – Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 5 22 27 50 05	(212) 5 22 31 63 49
Numéro de fax	(212) 5 22 27 48 90	(212) 5 22 31 62 26
Adresse électronique	abdelaziz.almechatt@pwc-cl.com.	ab.rhallam@fideco.ma
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	1998	1999
Date d'expiration du mandat actuel	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2013	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2013

II.2. Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux comptes sociaux pour les exercices clos aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010

Objet : Mise à jour du programme d'émissions de billets de trésorerie de AFRIQUIA GAZ

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans le présent dossier d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse sociaux annuels audités de AFRIQUIA GAZ.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans le présent dossier d'information, avec les états de synthèse sociaux annuels de AFRIQUIA GAZ tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2008, 2009 et 2010.

Casablanca, le 17 novembre 2011

COOPERS & LYBRAND MAROC

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

II.3. Rapports des commissaires aux comptes relatifs aux comptes sociaux

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société AFRIQUIA GAZ S.A. au 31 décembre 2008, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 648 791 568 dont un bénéfice net de MAD 261 061 148.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société AFRIQUIA GAZ S.A. au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Par ailleurs, un processus d'acquisition de la totalité des actions de la société NATIONAL GAZ S.A en cours au 31 décembre 2008 a abouti en février 2009.

Casablanca, le 27 mars 2009

COOPERS & LYBRAND MAROC

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société AFRIQUIA GAZ S.A. au 31 décembre 2009, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés MAD 1 711 592 089 dont un bénéfice net de MAD 293 113 021.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société AFRIQUIA GAZ S.A au 31 décembre 2009 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler qu'AFRIQUIA GAZ S.A a acquis au cours de l'exercice 2009, la totalité des actions composant le capital de la société NATIONAL GAZ S.A.

Casablanca, le 22 février 2010

COOPERS & LYBRAND MAROC

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société AFRIQUIA GAZ S.A. au 31 décembre 2010, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés MAD 1 800 312 495 dont un bénéfice net de MAD 329 345 406.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société AFRIQUIA GAZ S.A au 31 décembre 2010 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 24 février 2011

COOPERS & LYBRAND MAROC

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

II.4. **Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010.**

Objet : Mise à jour du programme d'émissions de billets de trésorerie de AFRIQUIA GAZ

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans le présent dossier d'information, en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés annuels audités d'AFRIQUIA GAZ.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans le présent dossier d'information, avec les états de synthèse consolidés annuels de AFRIQUIA GAZ tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2008, 2009 et 2010.

Casablanca, le 17 novembre 2011

COOPERS & LYBRAND (MAROC)

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

II.5. Rapports des commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de AFRIQUIA GAZ S.A, comprenant le bilan au 31 décembre 2008, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives .

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constituée par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2008, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 18 mai 2009

COOPERS & LYBRAND MAROC

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos au 31 décembre 2009.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société AFRIQUIA GAZ S.A, comprenant le bilan, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives .

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les comptes consolidés

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation de la société AFRIQUIA GAZ S.A au 31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Casablanca, le 8 avril 2010

COOPERS & LYBRAND MAROC

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos au 31 décembre 2010.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société AFRIQUIA GAZ S.A, comprenant le bilan, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives .

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les comptes consolidés

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation de la société AFRIQUIA GAZ S.A au 31 décembre 2010, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Casablanca, le 5 avril 2011

COOPERS & LYBRAND MAROC

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

II.6. **Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux comptes sociaux semestriels établis au 30 juin 2010 et au 30 juin 2011.**

Objet : Mise à jour du programme d'émissions de billets de trésorerie de AFRIQUIA GAZ

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans le présent dossier d'information, en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse sociaux semestriels d'AFRIQUIA GAZ objets de notre examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans le présent dossier d'information, avec les états de synthèse sociaux semestriels d'AFRIQUIA GAZ au titre des premiers semestres clos au 30 juin 2010 et 2011, objets de l'examen limité précité.

Casablanca, le 17 novembre 2011

COOPERS & LYBRAND (MAROC)

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Attestation d'examen limité des commissaires aux comptes sur la situation intermédiaire**Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2010**

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société AFRIQUIA GAZ S.A comprenant le bilan et le compte de produits et charges relatifs à la période du 1^{er} Janvier 2010 au 30 juin 2010. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 646 324 188 MAD, dont un bénéfice net de 175 357 099 MAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la Société.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2010, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 23 septembre 2010

COOPERS & LYBRAND (MAROC)

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Attestation d'examen limité des commissaires aux comptes sur la situation intermédiaire**Exercice du 1er janvier au 30 juin 2011**

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société AFRIQUIA GAZ S.A comprenant le bilan et le compte de produits et charges relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 737 719 345 MAD, dont un bénéfice net de 180 376 750 MAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la Société.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2011, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 09 septembre 2011

COOPERS & LYBRAND (MAROC)**Abdelaziz ALMECHATT****FIDECO****Abdellah RHALLAM**

II.7. **Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux comptes consolidés semestriels au 30 juin 2010 et au 30 juin 2011.**

Objet : Mise à jour du programme d'émissions de billets de trésorerie de AFRIQUIA GAZ

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans le présent dossier d'information, en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés semestriels d'AFRIQUIA GAZ objets de notre examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans le présent dossier d'information, avec les états de synthèse consolidés semestriels de AFRIQUIA GAZ objets de l'examen limité précité.

Casablanca, le 17 novembre 2011

COOPERS & LYBRAND (MAROC)

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Attestation d'examen limité des commissaires aux comptes sur la situation intermédiaire consolidée

Exercice du 1er janvier au 30 juin 2010

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société AFRIQUIA GAZ S.A comprenant le bilan et le compte de produits et charges consolidés relatifs à la période du 1er Janvier 2010 au 30 juin 2010. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 558 172 milliers de dirhams, dont un bénéfice net consolidé de 170 654 milliers de dirhams.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2010, conformément aux normes internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 23 septembre 2010

COOPERS & LYBRAND (MAROC)

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

Attestation d'examen limité des commissaires aux comptes sur la situation intermédiaire consolidée

Exercice du 1er janvier au 30 juin 2011

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société AFRIQUIA GAZ comprenant le bilan et le compte de produits et charges consolidés relatifs à la période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 680 319 milliers de dirhams, dont un bénéfice net consolidé de 197 858 milliers de dirhams.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2011, conformément aux normes internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 12 septembre 2011

COOPERS & LYBRAND (MAROC)

Abdelaziz ALMECHATT

FIDECO

Abdellah RHALLAM

III. L'Organisme Conseil

III.1. Identité

Dénomination ou raison sociale	BMCE Capital Conseil
Représentant légal	Mehdi Jalil Drafiate
Fonction	Président du Directoire
Adresse	63, Boulevard Moulay Youssef Casablanca - Maroc
Numéro de téléphone	Tél : +212 522 42 91 00
Numéro de fax	Fax : +212 522 43 00 21
Adresse électronique	mj.drafiate@bmcek.co.ma

III.2. Attestation

Le présent dossier d'information a été préparé par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'il contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de AFRIQUIA GAZ, à travers :

- Commentaires, analyses et statistiques fournis par la société AFRIQUIA GAZ, notamment lors des due diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession ;
- Liasses comptables de AFRIQUIA GAZ pour les exercices clos aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010, et au 30 juin 2010 et 2011 ;
- Procès-verbaux des Conseils d'administration, des Assemblées Générales Ordinaires, des Assemblées Générales Extraordinaires relatifs aux exercices 2008, 2009 et 2010 ainsi que l'exercice en cours jusqu'à la date de visa ;
- Rapports de gestion pour les exercices clos au 31 décembre 2008, 2009 et 2010 ;
- Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés et rapports spéciaux pour les exercices clos aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010.

La préparation de ce dossier d'information a été effectuée conformément aux règles et usages internes en vigueur au sein de BMCE Capital Conseil.

L'opération, objet du présent dossier d'information, est conforme aux dispositions de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables promulguée par le dahir n°1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) ainsi que l'arrêté du ministère des finances et des investissements extérieurs n° 2560-95 du 9 octobre 1995 tels que modifiés et complétés.

BMCE Capital Conseil

Mehdi Jalil Drafiate

Président du Directoire

IV. Le responsable de l'information et de la communication financière

IV.1. Identité

Responsable	Omar BELAMQADDAM
Fonction	Responsable Ingénierie Financière
Adresse	Km 7,5 Route de Rabat Aïn Sebaâ – Casablanca 20 000 – Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 5 22 35 22 90 / 93 / 73
Numéro de fax	212) 5 22 35 44 46
Adresse électronique	o.belamqaddam@akwagroup.com

Partie II. **PRESENTATION DE L'OPERATION**

I. Cadre de l'opération

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n°35-94 promulguée par le dahir n°1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) et de l'arrêté du Ministre des Finances et des Investissements Extérieurs n°2560-95 du 09 octobre 1995 relatif aux Titres de Créances Négociables (TCN), la société AFRIQUIA GAZ émet dans le public des billets de trésorerie portant intérêt en représentation d'un droit de créance pour une durée inférieure ou égale à un an.

Le présent programme d'émission, d'un plafond de 800 000 000 Dhs, a été autorisé par le Conseil d'Administration tenu en date du 24 décembre 2010, qui a donné tous pouvoirs au Président Directeur Général afin d'arrêter les modalités de l'opération qu'il jugera opportunes et nécessaires à la réalisation de l'émission de billets de trésorerie.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 35-94 promulguée par le dahir n° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) et de l'arrêté du Ministre des Finances et des investissements extérieurs n° 2560-95 du 09 octobre 1995 relatif aux Titres de Créances Négociables (TCN), Afriquia Gaz a établi, avec le conseiller, le présent dossier d'information relatif à son activité, sa situation économique et financière et son programme d'émission.

En application de l'article 17 de ladite loi, et tant que les TCN sont en circulation, le dossier d'information fera l'objet d'une mise à jour annuelle dans un délai de 45 jours après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes du dernier exercice. Le présent dossier d'information constitue par ailleurs la mise à jour 2010 du dossier d'information.

Toutefois, des mises à jour occasionnelles pourront intervenir en cas de modification relative au plafond de l'encours des titres émis ou tout événement nouveau susceptible d'avoir une incidence sur l'évolution des cours des titres ou la bonne fin du programme.

II. Objectifs de l'opération

La Société souhaite procéder à un programme d'émission de billets de trésorerie afin de :

- Optimiser le coût de financement à court terme en substituant, de manière partielle ou totale, aux concours bancaires existants des billets de trésorerie ;
- Faire face à ses besoins de trésorerie ponctuels induits par des variations de besoin en fonds de roulement en cours d'année (portées par les fluctuations de délais de paiements des différentes contreparties de la Société).

Tableau I Renseignements relatifs aux titres à émettre

Nature des titres	Titres de Créances Négociables dématérialisés par inscription au dépositaire Central (Maroclear) et inscrits en compte auprès des affiliés habilités.
Forme des titres	Billets de Trésorerie au porteur.
Plafond de l'émission	MAD 800 000 000
Valeur nominale	MAD 100 000
Maturité	De 10 jours à 12 mois.
Date de jouissance	À la date de règlement.
Taux d'intérêt	Déterminé pour chaque émission en fonction des conditions du marché.
Intérêts	Post-comptés.
Paiement du coupon	<i>In fine</i> , soit à l'échéance de chaque billet.
Remboursement du principal	<i>In fine</i> , soit à l'échéance de chaque billet.
Négociabilité des titres	Aucune restriction n'est imposée par les conditions de l'émission à la négociabilité des billets de trésorerie émis. Les titres sont négociables de gré à gré. La négociabilité des titres est assurée par BMCE Bank.
Garantie	L'émission ne bénéficie d'aucune garantie.
Clauses d'assimilation	Les billets de trésorerie émis ne font l'objet d'aucune assimilation à des titres ou émissions antérieurs.

III. Modalités de souscription et d'attribution

III.1. Période de souscription

A chaque fois qu'AFRIQUIA GAZ manifestera un besoin de trésorerie, BMCE Bank procédera à l'ouverture de la période de souscription au moins 72 heures avant la date de jouissance.

III.2. Bénéficiaires

Les personnes physiques ou morales, résidentes ou non résidentes.

III.3. Identification des souscripteurs

L'organisme chargé du placement doit s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories prédéfinies. A ce titre, il doit obtenir une copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à la catégorie et la joindre au bulletin de souscription.

Tableau 2 Document qui atteste de l'appartenance du souscripteur

Catégorie	Documents à joindre
Associations	Photocopie des statuts et photocopie du récépissé du dépôt de dossier.
Enfants mineurs	Photocopie de la page du livret de famille attestant de la date de naissance de l'enfant.
OPCVM de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément mentionnant l'objet qui fait apparaître l'appartenance à cette catégorie. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les Fonds Communs de Placement (FCP), le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal ; ▪ Pour les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), le numéro du registre de commerce.
Personnes morales étrangères	Modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent attestant de l'appartenance à la catégorie ou tout moyen jugé acceptable par l'établissement placeur.
Personnes morales marocaines	Modèle des inscriptions au registre de commerce.
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document.
Personnes physiques résidentes et non marocaines	Photocopie de la carte de résident.
Personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale.

III.4. Modalités de souscription

BMCE Bank est tenu de recueillir les ordres de souscription auprès de sa clientèle, à l'aide de bulletins de souscriptions fermes et irrévocables, après clôture de la période de souscription, selon le modèle joint en Annexe. Ces bulletins, considérés fermes et irrévocables, doivent être remplis et signés par les souscripteurs.

Les souscriptions seront acceptées et enregistrées au fur et à mesure de leur confirmation par écrit à BMCE Bank et ce, jusqu'à atteindre le plafond de l'émission.

Toutes les souscriptions se feront en numéraire, quelle que soit la catégorie de souscripteurs :

- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs dont l'âge est inférieur ou égal à 18 ans sont autorisées à condition d'être effectuées par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur. L'organisme chargé du placement est tenu d'obtenir une copie de la page du livret de famille faisant ressortir la date de naissance de l'enfant mineur et de la joindre au bulletin de souscription ; en ce cas les mouvements sont portés soit sur un compte ouvert au nom de l'enfant mineur soit sur le compte titres ou espèces ouvert au nom du père, de la mère, du tuteur ou du représentant légal ;
- Les souscriptions pour le compte de tiers sont autorisées à condition de présenter une procuration dûment signée et légalisée par son mandant. L'organisme chargé du placement est tenu d'en obtenir une copie et de la joindre au bulletin de souscription. Les titres souscrits doivent, en outre, se référer à un compte titres au nom de la tierce personne concernée, lequel ne peut être mouvementé que par cette dernière, sauf existence d'une procuration ;
- Une procuration pour une souscription ne peut en aucun cas permettre l'ouverture d'un compte pour le mandant aussi l'ouverture d'un compte doit se faire en présence de son titulaire selon les dispositions légales ou réglementaires en vigueur ;
- Tout bulletin doit être signé par le souscripteur ou son mandataire. L'organisme chargé du placement doit s'assurer, préalablement à l'acceptation d'une souscription, que le souscripteur a la capacité financière d'honorer ses engagements. L'organisme placeur déterminera librement les modalités de la garantie financière demandée aux souscripteurs, qui peut être un dépôt en espèce, en titres, une caution. Pour les investisseurs institutionnels, il ne sera pas exigé de couverture de la souscription ;
- Les investisseurs peuvent effectuer plusieurs ordres auprès de l'organisme chargé du placement. Les ordres sont cumulatifs. L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que tous les ordres peuvent être satisfaits totalement ou partiellement en fonction de la disponibilité des titres.

Tous les ordres de souscription :

- ne respectant pas les conditions ci-dessus seront frappés de nullité ;
- sont irrévocables après la clôture de la période de souscription.

III.5. Modalités d'allocation

Au cours de la période de souscription, les allocations se feront selon la méthode du « premier arrivé/premier servi », en fonction des souscriptions reçues et des quantités de BT disponibles. Ainsi, lors de la clôture de la période de souscription, l'allocation des titres sera faite.

La période de souscription peut être clôturée par anticipation dès que le placement de la totalité l'émission aura été effectué.

III.6. Modalités de versement des souscriptions

Le règlement des souscriptions se fera par transmission, à la date de jouissance, d'ordres de livraison contre paiement (LCP MAROCLEAR) par BMCE Bank, en sa qualité d'établissement dépositaire des titres. Les titres sont payables au comptant en un seul versement.

III.7. Engagement d'information du CDVM

AFRIQUIA GAZ s'engage à communiquer au CDVM à l'issue de chaque émission, les caractéristiques des billets de trésorerie émis (maturité, taux d'intérêt nominal, date de jouissance, date d'échéance) ainsi que les résultats de placements des billets de trésorerie par catégorie de souscripteur.

IV. Syndicat de placement- intermédiaires financiers

Conseiller et coordinateur	BMCE Capital Conseil 30 bd Moulay Youssef – Casablanca
Organisme chargé du placement	BMCE Bank 140, Avenue Hassan II – 20000 Casablanca
Établissement teneur de comptes titres	BMCE Bank 140, Avenue Hassan II – 20000 Casablanca
Etablissement assurant le service financier des titres	BMCE Bank 140, Avenue Hassan II – 20000 Casablanca

V. Régime fiscal des billets de trésorerie

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

V.1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

V.1.1. Personnes Résidentes

▪ Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- La raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- Le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

▪ Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit à restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IR selon le régime BNR ou BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - ▶ Le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de carte d'étranger ;
 - ▶ Le numéro d'article d'imposition à l'IR.

V.1.2. Personnes Non Résidentes

Les produits de placement à revenu fixe perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

▪ Plus values

Personnes Résidentes

▶ Personnes Physiques

Conformément aux dispositions de l'article 73 du livre d'assiette et de recouvrement, les profits nets de cession d'obligations et autres titres de créances sont soumis à l'IR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- L'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- L'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 68 du livre d'assiette et de recouvrement, sont exonérés de l'impôt :

- Les profits ou la fraction des profits sur cession d'obligations et autres titres de créances correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 30 000 Dhs ;
- La donation d'obligations et autres titres de créances effectuées entre ascendants et descendants, entre époux frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- D'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment des frais de courtage et de commission ;
- Et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession ou acquisition.

▶ Personnes Morales

Conformément aux dispositions du livre d'assiette et de recouvrement, les profits de cession d'obligations et autres titres de créances sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

Personnes Non Résidentes

▶ Personnes Physiques

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créances réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

▶ Personnes Morales

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créances réalisés par les sociétés étrangères sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

VI. Charges relatives à l'opération

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 0,2% HT du montant de l'opération. Ils comprennent les charges suivantes :

VI.1. Charges relatives à la mise en place du programme :

- Les frais de conseil financier ;
- La commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières ;
- La communication.

VI.2. Charges relatives à chaque émission :

- Les frais de placement ;
- La commission de Maroclear.

Partie III. **PRESENTATION GENERALE DE
AFRIQUIA GAZ**

I. Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	AFRIQUIA GAZ S.A.
Siège social	Rue Ibnou El Ouennane, Aïn Sebâa – Casablanca
Siège administratif	139, Bd Moulay Ismail, Casablanca
Téléphonie / Télécopie	(212) 05 22 63 96 00 (212) 05 22 24 80 85
Site web	www.afriquiagaz.com
Forme juridique	Société anonyme à conseil d'administration
Date de constitution	1992
Durée de vie	La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévue par les statuts ou par la loi.
N° Registre du commerce	68 545 Casablanca
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Capital social	MAD 343 750 000 divisé en 3 437 500 actions de MAD 100 chacune au 30 juin 2011.
Consultation des documents juridiques	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales, les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social ou au siège administratif de AFRIQUIA GAZ.
Objet social	<p>Selon l'article 3 des statuts, la société a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le commerce et l'industrie, sous toutes ses formes, y compris l'importation, l'exportation, la reprise en raffinerie, l'entreposage, le magasinage, le transport, la consignation et la distribution des gaz de pétrole liquéfiés ainsi que de tous sous-produits et denrées ; ▪ La création et l'exploitation de tout centre de stockage de conditionnement et de remplissage de ces gaz, tant pour le compte de la société que pour le compte de tous tiers ; ▪ L'exploitation de toutes marques et procédés ; ▪ Et plus généralement toutes Opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à l'objet principal et pouvant faciliter l'extension et le développement de la société.
Textes législatifs et réglementaires applicables	<p>De par sa forme juridique, la Société est régie par le droit marocain, la loi n°17-95 telle que modifiée par la loi n°20-05 relatives aux SA ainsi que par ses statuts.</p> <p>De par son activité commerciale, la Société est régie par les textes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dahir n° 1-96-83 du 1^{er} août 1996 portant promulgation de la loi 15.95 formant Code de Commerce ; ▪ Dahir n° 1-92-138 du 25 Décembre 1992 relatif aux obligations comptables des commerçants ; ▪ Dahir n° 1-97-65 du 12 Février 1997 portant promulgation de la loi n° 53.95 instituant des juridictions de commerce ; ▪ Dahir n° 1-03-194 portant promulgation de la loi n° 65-99 formant Code du travail ; ▪ Dahir n° 1-00-19 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n° 17-97 relative à la protection de la propriété industrielle ;

- Dahir n° 1-00-225 du 05 juin 2000 portant promulgation de la loi n° 06-99 sur la liberté des prix et de la concurrence ;
- Dahir du 12 août 1913 portant Code des Obligations et Contrats ;
- Décret n° 2-96-906 du 18 janvier 1997 pris pour application du chapitre II- relatif au registre du commerce- du titre IV du Livre premier de la loi n° 15-95 formant Code de Commerce.

De par son activité de stockage et de distribution de GPL, la Société est régie par les textes suivants :

- Dahir portant loi n° 1-72-255 du 22-2-1973 sur l'importation, l'exportation, le raffinage, la reprise en raffinerie et en centres emplisseurs, le stockage et la distribution des hydrocarbures ;
- Dahir du 18 Joumada I 1374 (12 janvier 1955) portant règlement sur les appareils à pression de gaz, tel qu'il a été modifié et complété,
- Dahir du 29 hijja 1356 (2 mars 1938) réglementant la manutention et le transport par voies de terre des matières dangereuses, des matières combustibles, des liquides inflammables (autres que les hydrocarbures et les combustibles liquides), des poudres, explosifs, munitions et artifices, des gaz comprimés, liquéfiés, solidifiés, et dissous, des matières vénéneuses, caustiques et corrosives et des produits toxiques ou nauséabonds, tel qu'il a été modifié
- Dahir portant loi n° 1.74.403 du 5 Chaoual 1397(19 septembre 1977) réorganisant la caisse de compensation.
- Dahir portant loi n° 1-75-368 du 4-9-1975 modifiant et complétant la loi n° 009-71 du 12 octobre 1971. Relatif aux stocks de sécurité (BO n°3280 du 10 septembre 1975) ;
- Dahir portant loi n° 1-76-294 du 16-2-1977 modifiant et complétant la loi n° 009-71 du 12 octobre 1971 relatif aux stocks de sécurité. (BO n° 3 359 du 16 mars 1977) ;
- Dahir n° 1-95-141 du 6 rabii I 1416 (4 août 1995) portant promulgation de la loi n° 4-95 modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1-72-255 du 18 moharrem 1393 (22 février 1973) sur l'importation, l'exportation, le raffinage, la reprise en raffinerie et en centre emplisseur, le stockage et la distribution des hydrocarbures;
- Dahir du 25 août 1914 portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dangereux ;
- Décrets
 - ▶ Décret n°2-72-622 du 12-2-1973 portant délégation de pouvoirs au Ministre chargé des mines en ce qui concerne les stocks de sécurité relatifs aux produits énergétiques ;
 - ▶ Décret n° 2-72-513 du 7-4-1973 pris pour l'application du dahir portant loi n° 1-72-255 du 22 février 1973 sur l'importation, l'exportation, le raffinage, la reprise en raffinerie et en centres emplisseurs, le stockage et la distribution des hydrocarbures ;
 - ▶ Décret n° 2-95-699 du 22/5/1996 modifiant et complétant le décret n° 2-72-513 du 7/4/1973 pris pour l'application du Dahir sus visé n° 1-72-255 ;

- Arrêtés
 - ▶ Arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines, du ministre des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres et du ministre des transports n° 1263-91 du 9 Chaoual 1413 (1er avril 1993) approuvant le règlement général relatif aux normes de sécurité applicables aux centres emplisseurs, aux dépôts en vrac ou en bouteilles et aux stockages fixes à usage industriel ou domestique de gaz de pétrole liquéfiés ainsi qu'au conditionnement, la manutention, le transport et l'utilisation de ces produits.
 - ▶ Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine Marchande n° 053-62 du 2-1-1962 relatif aux caractéristiques des gaz de pétrole liquéfié (BO n° 2 571 du 2 février 1962) ;
 - ▶ Arrêté 324-68 du 3-6-1968 relatif aux stocks de sécurité des produits pétroliers ;
 - ▶ Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine Marchande n° 674-73 du 31-5-1973 relatif au réseau de distribution au détail des repreneurs en raffineries d'hydrocarbures raffinés autres que les gaz de pétrole liquéfié;
 - ▶ Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine Marchande n° 773-73 du 20-7-1973 définissant l'importance du parc de bouteilles des repreneurs en centres emplisseurs ;
 - ▶ Arrêté 3-337-75 du 4-9-1975 déterminant les conditions de répartition des primes et des dépenses de la loi sur la réglementation et le contrôle des prix et les conditions de détention et de vente des produits et marchandises ;
 - ▶ Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine Marchande n° 393-76 du 17-2-1977 relatif aux stocks de sécurité des produits pétroliers. (BO n°3361 du 30 mars 1977) ;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n°483-81 du 25-5-1981 relatif à la valorisation et à la dévalorisation des stocks des produits pétroliers (BO n°3588 du 5 aout 1981) ;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n°484-81 du 25-5-1981 relatif aux conditions d'utilisation de la marge spéciale pour le financement des stocks de sécurité en combustibles liquides et gazeux (BO n°3588 du 5 aout 1981) ;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n°485-81 du 25-5-1981 modifiant l'arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine Marchande n° 393-76 du 17-2-1977 relatif aux stocks de sécurité des produits pétroliers (BO n°3588 du 5 aout 1981) ;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 153-88 du 22 février 1991 relatif aux caractéristiques des grands produits pétroliers ;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n°944-91 du 18 juin 1991 modifiant et complétant l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 153-88 du 22 février 1991 relatif aux caractéristiques des grands produits pétroliers (BO n°4107 du 17-7-1991) ;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 42-95 du 27 rejeb 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en

- raffinerie et de vente du carburéacteur JPI;
- ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 43-95 du 27 rejab 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 2245-95 du 9 rabii II 1416 (5 septembre 1995) modifiant l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 42-95 du 27 rejab 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente du carburéacteur JPI ;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 2246-95 du 9 rabii II 1416 (5 septembre 1995) modifiant l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 43-95 du 27 rejab 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane;
 - ▶ Arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 2671-95 du 13 joumada II 1416 (7 novembre 1995) modifiant l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 43-95 du 27 rejab 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane;
 - ▶ Arrêté du Ministre du Transport et de la Marine Marchande, du Tourisme, de l'énergie et des mines n°2869-97 du 28 joumada II 1418 (31 octobre 1997) modifiant l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 43-95 du 27 rejab 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane ;
 - ▶ Arrêté du Ministre du Transport et de la Marine Marchande, du Tourisme, de l'Energie et des Mines n°251-98 du 30 ramadan 1418 (29 janvier 1998) modifiant l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 43-95 du 27 rejab 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane ;
 - ▶ Arrêté du Ministre du Transport et de la Marine Marchande, du Tourisme, de l'Energie et des Mines n°533-98 du 29 chaoual 1418 (27 février 1998) modifiant l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 43-95 du 27 rejab 1415 (30 décembre 1994) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane.

De par sa cotation sur la Bourse des Valeurs, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment :

- Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca tel que modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ;
- Règlement général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001 et par les arrêtés du Ministre des Finances et de la Privatisation n°1994-04, 1137-07 et 1268-08. ;
- Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des

personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par les lois n°23-01, 36-05 et 44-06 ;

- Règlement général du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières tel qu'approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 8222-08 du 14 avril 2008 ;
- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et modifié et complété par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 et complété par l'arrêté n°77-05 du 17 mars 2005 ;
- Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier telle que modifiée et complétée par la loi n°46-06 ;
- Dahir portant loi n° 1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n° 35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs telle que modifié et complétée par la loi n° 43-02 ;

De par l'émission de Billets de Trésorerie objet du présent document, elle est soumise aux dispositions légales et réglementaires suivantes :

- Dahir n°1-95-03 du 26/01/1995, portant promulgation de la loi 35-94 relative à certains TCN telle que modifiée et complétée par la loi 35-96 et 33-06 ;
- L'arrêté du Ministre des Finances et des Investissements Extérieurs n°2560-95 du 09 octobre 1995 relatif à certains Titres de Créances Négociables (TCN) modifié par les arrêtés n°692-00, 1311-01 et 2232-02.

Tribunal compétent en cas de litige

- Tribunal de Commerce de Casablanca

Régime fiscal

AFRIQUIA GAZ est soumise au taux d'impôts sur les sociétés de 30%.
 La Société est soumise au taux de TVA de 10% concernant les produits vendus, et au taux de TVA de 20% pour ses charges d'exploitation et ses investissements.

II. Renseignements sur le capital de AFRIQUIA GAZ

II.1. Renseignements à caractère général

À la date d'établissement du présent document d'information, le capital social de AFRIQUIA GAZ s'établit à MAD 343 750 000 réparti en 3 437 500 actions d'une valeur nominale de MAD 100 chacune.

Tableau 3 Evolution du capital social

Date	Capital initial	Nature de l'Opération	Nominal	Montant opération (hors prime d'émission)	Nombre total d'actions	Capital final	Prix par action
1992	-	Constitution	100	1 000	1 000	100 000	100
1993	100 000	Souscription en numéraire	100	9 900 000	100 000	10 000 000	100
1994	10 000 000	Augmentation de capital	100	72 500 000	825 000	82 500 000	100
1998	82 500 000	Division du nominal	50	-	1 650 000	82 500 000	N.A
1999	82 500 000	Augmentation de capital par Appel public à l'épargne	50	20 625 000	2 062 500	103 125 000	185
1999	103 125 000	Augmentation du nominal	100	-	1 031 250	103 125 000	N.A
2005	103 125 000	Augmentation de capital réservée	100	240 625 000	3 437 500	343 750 000	430

Source : AFRIQUIA GAZ

Depuis sa date de création, AFRIQUIA GAZ a procédé à 4 augmentations de capital :

- le 7 mai 1993, portant le capital de MAD 100 000 à MAD 10 000 000, soit 99 000 nouvelles actions de nominal MAD 100 totalement souscrites par Afriquia SMDC ;
- le 24 novembre 1994, consistant en un apport d'actifs (apport de MAD 72 947 847 par Afriquia SMDC) et règlement d'une soulte à Afriquia SMDC (d'un montant de MAD 447 847) ;
- le 3 mai 1999, augmentation de capital par souscription en numéraire lors de l'introduction de AFRIQUIA GAZ à la Bourse des Valeurs de Casablanca. Le prix d'introduction était de MAD 185 par action ;
- le 22 juillet 2005, augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription par émission de 2 406 250 actions pour un montant global de MAD 1 034 687 500, soit un prix d'émission de MAD 430 par action.

II.2. Historique et Structure de l'actionariat

Au 25 juin 2011, la structure de l'actionariat de AFRIQUIA GAZ se présente comme suit :

Tableau 4 Historique de l'actionariat de AFRIQUIA GAZ sur la période 2008-2011 :

Actionnaires	déc-08		déc-09		déc-10		25 juin 2011	
	Nombre de titres	% du capital et des droits de votes	Nombre de titres	% du capital et des droits de votes	Nombre de titres	% du capital et des droits de votes	Nombre de titres	% du capital et des droits de votes
AFRIQUIA SMDC	1 306 250	38,0%	1 306 250	38,0%	1 306 250	38,0%	1 306 250	38,0%
AKWA Holding	1 031 514	30,0%	1 031 514	30,0%	1 031 250	30,0%	1 031 250	30,0%
RMA - WATANYA	171 877	5,0%	171 877	5,0%	178 750	5,2%	178 750	5,2%
AL AJIAL INVESTMENT FUND HOLDING			171 875	5,0%	171 875	5,0%	171 875	5,0%
Flottant en bourse	921250	26,8%	749 575	21,8%	749 575	21,8%	749 575	21,8%
Total	3 437 500	100,00%	3 437 500	100,00%	3 437 500	100,00%	3 437 500	100,00%

Source : AFRIQUIA GAZ

Entre décembre 2008 et décembre 2010, l'actionariat de la Société est demeuré relativement stable avec comme principaux actionnaires stratégiques AFRIQUIA SMDC et AKWA Holding.

Le 23 mars 2010, le fonds d'investissement AL AJIAL INVESTMENT FUND HOLDING a franchis le seuil de 5,0% des titres de capital de la Société et déclare vouloir poursuivre ses achats sur la valeur concernée.

II.3. Présentation des actionnaires de référence

AKWA Group

Activité	Holding
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2009	MAD 25,0 milliards
Résultat net part du Groupe au 31.12.2009	MAD 1,05 milliard
Actionnariat actuel (au 30/06/2010) (en % du capital)	
▪ Famille AKHANNOUCH	50%
▪ Famille WAKRIM	50%

Source : AKWA Group

AFRIQUIA SMDC

Activité	Distribution de carburants
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2009	MAD 13,9 milliards
Résultat net – Part du Groupe au 31.12.2009	MAD 356,0 millions
Actionnariat actuel (au 30/06/2010) (en % du capital)	
▪ AKWA Group	62,5%
▪ AW Holding	17,4%
▪ CMKD	7,5%
▪ MAMDA-MCMA	7,5%
▪ RMA WATANYA	2,5%
▪ Autres	2,6%

Source : AKWA Group

II.4. Pacte d'actionnaires

Il n'existe aucun pacte d'actionnaires encadrant les relations entre les actionnaires de AFRIQUIA GAZ.

II.5. Politique de distribution des dividendes

II.5.1. Dispositions statutaires

L'article 40 des statuts d'AFRIQUIA GAZ stipule que les produits de l'exercice constatés par l'inventaire annuel, après déduction de toutes les charges, de tous amortissements de l'actif et, de toutes provisions pour risques commerciaux ou industriels, constituent des bénéfices.

Sur ces bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures, du prélèvement prévu ci-dessus et des réserves obligatoires et augmenté des reports bénéficiaires.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Sur le bénéfice distribuable, l'assemblée ordinaire, sur la proposition du conseil d'administration, a le droit de prélever toutes sommes qu'elle juge convenables, soit pour être reportées à nouveaux sur l'exercice suivant, soit pour être affectées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, soit pour la distribution aux actionnaires.

Ce ou ces fonds de réserves peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'assemblée, sur proposition du conseil d'administration.

L'article 41 des statuts d'AFRIQUIA GAZ stipule que l'époque, le mode et le lieu de paiement des dividendes sont fixés par l'assemblée générale annuelle, ou à défaut, par le Conseil d'administration.

Le paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de 9 mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent être l'objet de rapport ou de restitution, ceux non touchés sont prescrit, conformément à la loi, cinq ans après la date de mise en paiement.

En cas de cession d'actions, l'acquéreur a droit aux dividendes non encore mis en paiement, sauf convention contraire des parties, notifiée à la société.

II.6. Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices

Le tableau suivant indique le montant des dividendes distribués par AFRIQUIA GAZ au cours des trois derniers exercices :

Tableau 5 Historique des dividendes distribués sur la période 2008-2010

En K MAD	2008	2009	2010
Résultat net de l'exercice	261 061	293 113	329 345
Résultat net par action (en MAD)	75,9	85,3	95,8
Dividendes par action (en MAD)	67	70	73
Nombre d'actions	3 437 500	3 437 500	3 437 500
Actions détenues en autocontrôle	1 626	4 960	-
Distribution des dividendes en n+1	230 313	240 625	250 938
Dividendes revenant aux actions détenues en autocontrôle	109	347	-
Distribution des dividendes (retraité)	230 204	240 278	250 938
Taux de Distribution (<i>Pay-Out</i>)	88,2%	82,0%	76,2%

Au titre de l'exercice 2010, AFRIQUIA GAZ a versé à ses actionnaires un dividende équivalent à MAD 73 par action. La Société a ainsi distribué 76,2% de son résultat.

Sur les 3 derniers exercices, AFRIQUIA GAZ a distribué en moyenne 82,1% de son résultat.

III. Nantissement d'actif

Le 31 juillet 2007, la Société a procédé au nantissement de 288 000 bouteilles de gaz au profit de Chaabi Leasing réparties comme suit :

Tableau 6 Détail du nantissement d'actif inscrit au profit de Chaabi Leasing

Nature	Nombre
Bouteilles de 3 Kg	95 000
Bouteilles de 6 Kg	48 000
Bouteilles de 12 Kg	145 000
Total	288 000

Source : Afrika Gaz

IV. Nantissement d'actions

Néant.

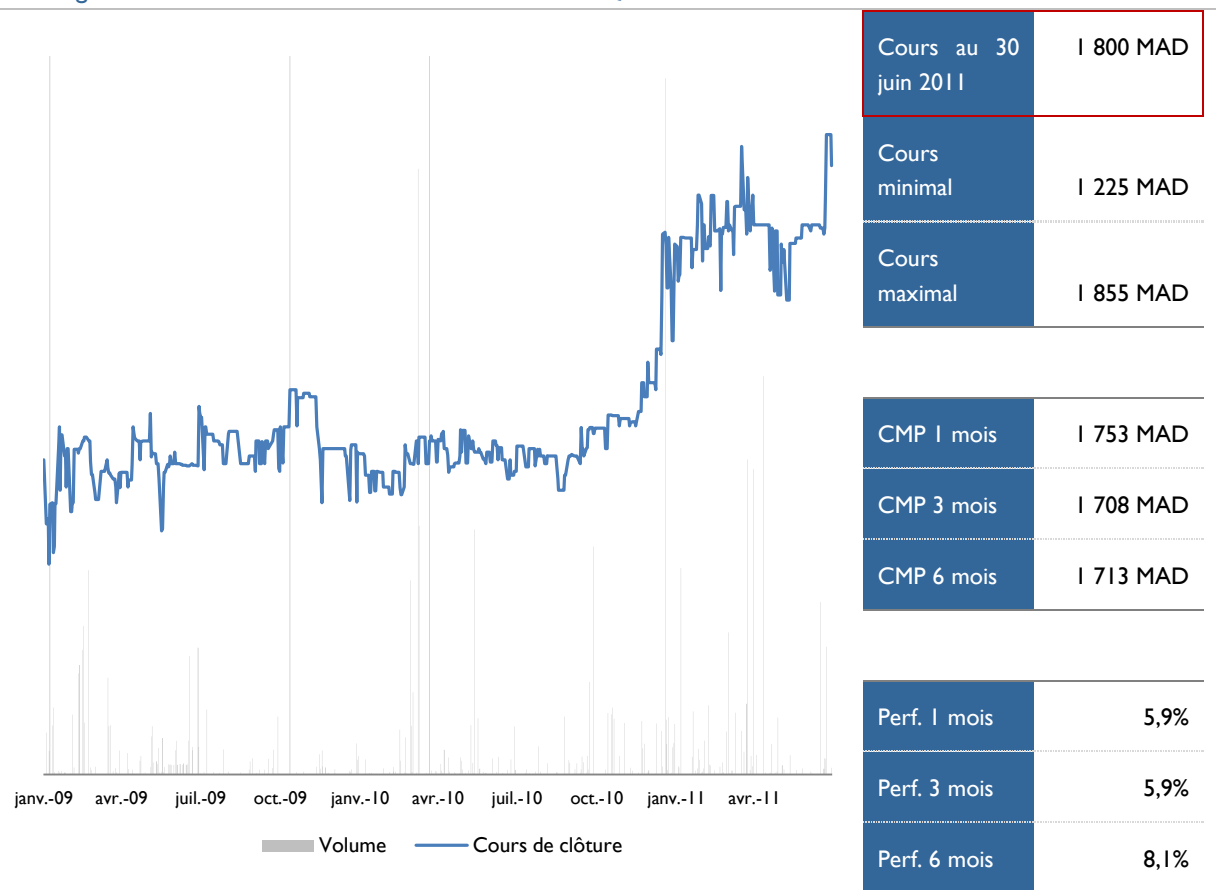
V. Marche des titres de AFRIQUIA GAZ

V.1. Caractéristiques des actions AFRIQUIA GAZ

AFRIQUIA GAZ est cotée à la Bourse de Casablanca depuis le 03 mai 1999 sous le code ticker GAZ. Le titre est coté au premier compartiment de la Bourse de Casablanca.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du cours de l'action AFRIQUIA GAZ depuis janvier 2009 :

Figure 1. Evolution du cours boursier de AFRIQUIA GAZ du 01.01.2009 au 30.06.2011



Source : Bourse de Casablanca au 14 janvier 2011

Le tableau ci-dessous résume les principaux indicateurs boursiers de AFRIQUIA GAZ sur les trois derniers exercices :

Tableau 7 Indicateurs boursiers de AFRIQUIA GAZ sur les exercices 2008, 2009 et 2010

	2008	2009	2010
Nombre d'actions	3 437 500	3 437 500	3 437 500
Plus haut – cours de clôture (MAD)	1 598	1450	1855
Plus bas – cours de clôture (MAD)	1 145	1225	1225
Nombre de titres échangés	216 804	61 562	249 836
Volume échangé	609 996 728	160 893 870	347 918 115
Bénéfice par action – MAD	75,9	85,3	95,8
Dividende par action – MAD	67	70	73
Capitalisation en fin de période (M MAD)	4 950 000	4 685 312	5 737 187 500
PER au 31 décembre	19,0x	16,0x	17,4x
Taux de distribution (Pay-out)	88,2%	82, 0%	76,2%

Source : AFRIQUIA GAZ, Bourse de Casablanca

V.2. Emission de titres de créances

AFRIQUIA GAZ a émis un premier emprunt obligataire non coté de 70 millions de dirhams en juillet 2002 et dont le remboursement a eu lieu en juillet 2005. Par la suite, un second emprunt obligataire de MAD 400 millions a été émis en septembre 2005, d'une maturité 5 ans et dont le remboursement aura lieu en septembre 2010. En juillet 2010, la Société a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 600 millions de dirhams. Le tableau suivant présente les principales caractéristiques des trois émissions obligataires :

Tableau 8 Caractéristiques des émissions obligataires

	1 ^{er} emprunt	2 ^{ème} emprunt	3 ^{ème} emprunt
Valeur nominale (en MAD)	100 000	100 000	100 000
Prix d'émission	Au pair	Au pair	Au pair
Nombre de titres	700	4 000	6 000
Montant de l'émission (en MAD)	70 000 000	400 000 000	600 000 000
Date de jouissance	11-juil.-02	13-sept.-05	21-juil-10
Date d'échéance	11-juil.-05	15-sept.-10	21-juil-15
Durée de l'emprunt	3 ans	5 ans	5 ans
Spread	130 pbs	95 pbs	92 pbs
Taux nominal	6,20%	4,92%	4,80%
Prix d'émission (en MAD)	100 000	100 000	100 000
Remboursement des intérêts	Annuel	Annuel	Annuel
Remboursement du principal	<i>In fine</i>	<i>In fine</i>	<i>In fine</i>

Source : AFRIQUIA GAZ

Les objectifs des émissions obligataires précédentes se déclinent comme suit :

- L'émission obligataire réalisée en 2002 avait pour objectifs :
 - ▶ De renforcer le financement permanent de la Société afin de financer les emplois stables et une partie du besoin en fonds de roulement ;
 - ▶ De diversifier ses sources de financement et d'affiner la correspondance actif-passif de son bilan ;
 - ▶ D'accéder au marché de la dette afin d'asseoir une signature sur le marché.
- L'émission obligataire réalisée en 2005 entraine dans le cadre du :

- ▶ financement de l'acquisition de 99,9% du capital de Primagaz Holding et de 100% du capital de Sodipit détenus par CGP Primagaz pour un montant global de transaction de 690 millions de dirhams ;
 - ▶ financement de l'acquisition de 50% du capital de Tissir Primagaz détenus par Afriquia SMDC pour un montant global de 646 millions de dirhams ;
 - ▶ financement de l'acquisition du parc de bouteilles détenu par Afriquia SMDC pour un montant global de 52 millions de dirhams ;
 - ▶ financement d'investissements d'exploitation courants de la Société à hauteur de 47 millions de dirhams.
- L'émission obligataire réalisée en 2010 entre dans le cadre du :
 - ▶ Refinancement, pour un montant maximum de 400 MDh de l'emprunt obligataire émis en 2005, arrivant à échéance ;
 - ▶ Financement partiel du programme d'investissement de la Société.

VI. Notation

La société AFRIQUIA GAZ n'a pas fait l'objet d'une notation.

VII. Assemblée d'actionnaires

Les modes de convocations, les conditions d'admission, les quorums et les conditions d'exercice des droits de vote des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de la société AFRIQUIA GAZ sont conformes à la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi n°20-05.

VII.1. Mode de convocation

Selon l'article 28 des statuts d'AFRIQUIA GAZ, l'Assemblée Générale est convoquée par le conseil d'Administration. A défaut elle peut être également convoquée par :

- Le ou les commissaires aux comptes ;
- Un mandataire désigné par le Président du Tribunal statuant en référé ;
- Le ou les liquidateurs après la dissolution de la société ;
- Par les actionnaires majoritaires en capital ou en droits de vote après une offre publique d'achat ou d'échange ou après une cession d'un bloc de titres modifiant le contrôle de la société.

Selon ce même article, l'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice. Ce délai peut être prolongé une seule fois et pour la même durée à la demande du conseil d'administration par ordonnance du Président du tribunal statuant en référé.

Elle peut être réunie extraordinairement pour l'examen de toute question de sa compétence.

Les convocations sont faites conformément aux lois en vigueur. L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre endroit de la ville où est situé le siège social désigné par l'avis de la convocation.

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5% (cinq pour cent) du capital social ont la faculté de requérir l'inscription d'un ou de plusieurs projets de résolution à l'ordre du jour.

Lorsque le capital social est supérieur à cinq (5) millions de dirhams, le montant du capital à représenter en application de l'alinéa précédent est réduit à 2% pour le surplus.

L'Assemblée, ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

VII.2. Conditions d'admission

Selon l'article 29 des statuts, l'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions, à condition que lesdites actions soient libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, son ascendant ou descendant ou par un autre actionnaire.

Tout actionnaire peut recevoir les pouvoirs émis par d'autres actionnaires en vue de les représenter à une assemblée et ce sans limitation du nombre de mandats ni des voix dont peut disposer une même personne, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Les sociétés actionnaires pourront se faire représenter par un mandataire spécial qui peut n'être pas lui-même actionnaire.

Les mineurs, incapables et interdits sont valablement représentés par leur tuteur.

Tous les propriétaires d'actions peuvent assister à l'Assemblée Générale sur simple justification de leur identité à la condition d'être inscrits sur les registres sociaux cinq jours au moins avant l'Assemblée.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par des moyens de visioconférence et par des moyens équivalents permettant leur identification dont les conditions sont fixées par l'article 50 bis de la Loi.

VII.3. Conditions d'exercice du droit de vote

Conformément à l'article 34 des statuts, chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix que lui confèrent les actions qu'il possède ou représente.

Les délibérations sont prises à la majorité simple en ce qui concerne les AGO et à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés en ce qui concerne les AGE.

VII.4. Conditions de délibération

Les conditions de délibération des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires d'AFRIQUIA GAZ sont conformes à la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, modifiée et complétée par la loi n°20-05.

VIII. Organes d'administration

Les articles 14 à 19 des statuts de la société relatifs à la composition, aux modes de convocations, aux attributions, aux fonctionnements et aux quorums du Conseil d'Administration d'AFRIQUIA GAZ sont conformes à la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, modifiée et complétée par la loi n°20-05.

Afin de les mettre en harmonie avec la loi de la SA, la Société a décidé la refonte des statuts en 2009.

VIII.1. Composition du Conseil d'Administration

L'article 14 des Statuts de la société AFRIQUIA GAZ stipule les éléments suivants en matière d'administration de la Société :

- La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins et de quinze (15) membres au plus pris parmi les personnes physiques ou morales, actionnaires ;
- Les membres du Conseil d'administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire ;
- Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Toute nomination intervenue en violation des dispositions de l'article 14 est nulle. Cette nullité n'entraîne pas celle des délibérations auxquelles a pris part l'administrateur irrégulièrement nommé ;
- Le nombre des administrateurs liés à la société par contrat de travail ne peut dépasser le tiers des membres du Conseil d'Administration ;

- Les personnes morales auxquelles les fonctions d'administrateur auront été conférées seront représentées au sein du conseil par leur représentant permanent qui ne sera pas tenu d'être lui-même actionnaire ;
- Ce représentant permanent est soumis aux mêmes conditions et obligations et il encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le Conseil d'Administration de AFRIQUIA GAZ est présidé par Monsieur Ali WAKRIM et se compose par ailleurs de Messieurs Rachid IDRISSE KAITOUNI, Mohammed Bouzaid OUAISSI, AFRIQUIA SMDC, représentée par Monsieur Adil ZIADY et AKWA Group, représentée par Monsieur Youssef IRAQI HOUSSEINI.

Le tableau suivant présente la composition du Conseil d'Administration actuel d'AFRIQUIA GAZ :

Tableau 9 Composition du Conseil d'Administration de AFRIQUIA GAZ

Membres du conseil d'Administration	Fonction actuelle	Lien avec AFRIQUIA GAZ	Date de nomination	Expiration du mandat
M. Ali WAKRIM	Président du CA	PDG	1999	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016
M. Rachid IDRISSE KAITOUNI	Administrateur	Intuitu personae	1999	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016
M. Mohammed Bouzaid OUAISSI	Administrateur	Intuitu personae	2010	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016
AFRIQUIA SMDC (représenté par M. Adil ZIADY)	Administrateur	Actionnaire	2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016
AKWA Group (représenté par M. Youssef IRAQI HOUSSEINI)	Administrateur	Actionnaire	1999	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016

Source : AFRIQUIA GAZ

VIII.2. CV des administrateurs

M. Ali WAKRIM, Président du Conseil d'Administration (57 ans)

Après une Maîtrise d'Economie à l'Université de Pau et des pays de l'Adour, M. WAKRIM intègre le Groupe en tant que Directeur Administratif et Financier de MAGHREB GAZ. Il rejoint en 1985 AFRIQUIA SMDC en tant que Directeur Commercial avant de devenir, en 1988, Directeur Général Adjoint du Groupe AFRIQUIA. Depuis 1992, M. WAKRIM est Vice-président de AKWA Group. Il est actuellement Président du Conseil d'Administration de AFRIQUIA GAZ et AFRIQUIA SMDC.

M. WAKRIM est marié et père de 4 enfants.

M. Rachid IDRISSE KAITOUNI, Administrateur (49 ans)

Après un diplôme des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, un certificat en informatique et gestion et un Bachelor en Administration des Affaires, il entame sa carrière dans un établissement financier marocain avant de rejoindre AKWA Group en 1988 en tant que Directeur Administratif et Financier de Maghreb OXYGENE. Il participe à la création de la société TECHNOGAZ, où il assume à partir de 1992 les fonctions de Directeur Général, mettant en place notamment le processus de certification ISO 9002. Il est promu en avril 1994 Directeur Général de AFRIQUIA GAZ, puis Directeur Général du Pôle Gaz au sein de AKWA Group en septembre 2001.

M. IDRISSE est marié et père de 3 enfants.

M. Mohammed Bouzaid OUAISSI, Administrateur (63 ans)

Après l'obtention en 1970 de son diplôme d'Ingénieur à l'INSA de Lyon, M. OUAISSI réalise sa carrière à l'OCP où il a été Directeur des industries chimiques et Directeur du Développement. En 2000, il rejoint le groupe

AKWA en qualité de Directeur Général de AFRIQUIA LOGISTIQUE. En 2003, il est nommé à la Direction Générale de AFRIQUIA SMDC avant d'en devenir en 2006, Vice-Président Directeur. En Octobre 2007, il est nommé Président du Conseil d'Administration de MAGHREB OXYGENE.

M. OUAISSI est marié et père d'un enfant.

M. Adil ZIADY, Administrateur

Est titulaire d'un DESS de Contrôle de Gestion et d'Audit de la Sorbonne à Paris. M.ZIADY intègre AFRIQUIA SMDC en tant qu'auditeur interne en 1989. Deux années plus tard, il est nommé Responsable Financier et Comptable. En 1993, il est promu Directeur Général de PROACTIS (ex AFRIQUIA MANAGEMENT) avant de devenir en 1998, Directeur général du Pôle Carburants et Lubrifiants de AKWA Group.

M. Youssef IRAQI HOUSEINI, Administrateur (49 ans)

M. IRAQI est titulaire d'une Maîtrise en Sciences Economiques et Sociales à Casablanca en 1982. Après 10 ans passés à la BMCE au poste de chargé de la gestion des grands comptes et des entreprises étatiques, M. IRAQI intègre en 1992 AKWA Group en tant que Directeur Financier de sa filiale MAGHREB OXYGENE. En 1994, il est nommé Directeur Administratif et Financier de l'ensemble du groupe. Il est administrateur également de la majorité des filiales de AKWA Group, et Président des sociétés de moyens à savoir PETRODIS, PROACTIS, et TIMLOG. Il est membre du Comité Exécutif du groupe depuis sa création. M IRAQI est également administrateur de CHAABI LLD. Il est, par ailleurs, élu membre international au sein de « The Institute of Internal Auditors » à New York en 2000. En parallèle à son activité professionnelle, M. IRAQI a donné régulièrement plusieurs conférences universitaires sur divers thèmes économiques et financiers.

VIII.3. Fonctionnement du Conseil d'Administration

VIII.3.1. Actions de garantie

Le nombre des actions de garantie prévues par les statuts et que doit détenir chaque administrateur dans la société est fixé à une (1) action selon l'article 17 des statuts de la société.

VIII.3.2. Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs ne peut excéder six (6) années. Les administrateurs sont rééligibles sauf stipulations contraires des statuts. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale sans même que cette révocation soit mise à l'ordre du jour.

VIII.3.3. Rémunération des administrateurs

Selon l'article 24 des statuts de la société, l'Assemblée Générale ordinaire peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations incluses aux charges d'exploitation sont portées à la connaissance des commissaires aux comptes et soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

VIII.3.4. Réunions du Conseil d'Administration

Selon l'article 19 des statuts de la société, le Conseil d'administration se réunit sur la convocation de son Président, aussi souvent que la loi le prévoit et que la bonne marche des affaires sociales le nécessite.

Le Président fixe l'ordre du jour du Conseil d'Administration, en tenant compte des demandes d'inscription sur ledit ordre du jour des propositions de décisions émanant de chaque administrateur.

En cas d'urgence, ou s'il y a défaillance de la part du Président, la convocation peut être faite par le ou les commissaires aux comptes.

Lorsque le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, le Directeur Général ou le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président de convoquer le Conseil. Lorsque le Président ne convoque pas celui-ci dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la demande, ledit Directeur Général ou lesdits administrateurs peuvent convoquer le Conseil d'Administration à se réunir.

VIII.3.5. Quorum, majorité et procès-verbaux

Selon l'article 19 des statuts de la société, le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Toutefois, aucune décision ne peut être prise valablement si deux administrateurs ne sont pas effectivement présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage des votes, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil (article 20 des statuts de la société) sont constatées par des procès verbaux établis par le Secrétaire du Conseil sous l'autorité du Président.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont consignés sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé par le greffier du tribunal du lieu du siège social.

VIII.3.6. Pouvoirs du Conseil

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances, au nom de la société toute décision concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tout acte de gestion et de disposition, et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

VIII.4. Mandats d'administrateur du Président

Le tableau suivant présente la liste des autres mandats du Président du Conseil d'Administration au 30 juin 2011 :

Tableau 10 Liste des autres mandats du Président du Conseil d'Administration

Société	Fonction
AB GAZ	Administrateur
AFRIQUIA SMDC	Président du Conseil d'Administration
AFRILUB	Administrateur
AKWA Group	Administrateur
AKWA IMMOBILIER	Administrateur
AUTO SPEEDY	Représentant AFRIQUIA SMDC
AW HOLDING	Administrateur
CARACTERES	Administrateur
CIMENT DU SOUSS	Administrateur
GAZ .N. MAROC	Administrateur
H. GAZ NATUREL MAROC	Administrateur
HTT	Administrateur
OMNIUM DE STOCKAGE	Administrateur
PETROLOG	Administrateur
MAGHREB GAZ	Administrateur
MAGHREB OXYGENE	Administrateur
MEDITERRANEENNE DE GAZ	Administrateur
REZO ROUTE	Représentant AKWA Group
SALUB	Administrateur
SAMACOPRO	Administrateur
SFPP	Administrateur
SEJ	Représentant AFRIQUIA SMDC
SETTAT GOLF MANAGEMENT	Administrateur
SODEGIM	Représentant MAGHREB OXYGENE
SUD OIL	Représentant AFRIQUIA SMDC
STOGAZ	Représentant AKWA Group
TADLA GAZ	Administrateur
TECHNO GAZ	Représentant AKWA Group
TECHNO SOUDURES	Administrateur

Source : AFRIQUIA GAZ

IX. Organes de direction

IX.1. Organes de direction

Selon l'article 22 des statuts d'AFRIQUIA GAZ, la direction générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques d'assister le président à titre de directeur général avec le titre de Directeur Général Délégué.

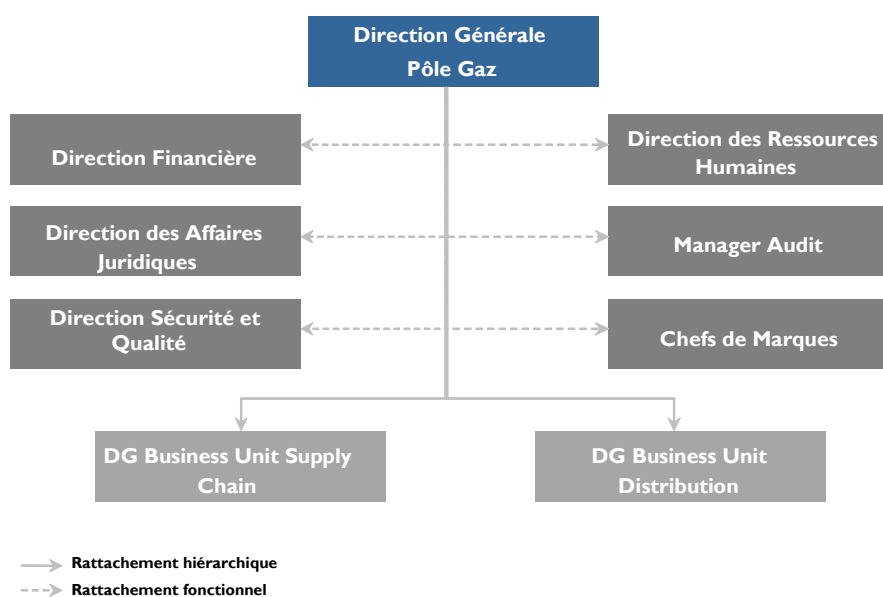
A l'égard de la société, les directeurs généraux délégués sont investis des pouvoirs dont le Conseil d'administration détermine, sur proposition du Directeur Général, l'étendue et la durée.

A l'égard des tiers, les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

IX.2. Liste des principaux dirigeants

Au 30 juin 2011, l'organigramme fonctionnel actuel d'AFRIQUIA GAZ se présente comme suit :

Figure 2. Organigramme fonctionnel de AFRIQUIA GAZ



Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau ci-dessous présente une liste des principaux dirigeants d'AFRIQUIA GAZ :

Dirigeants	Fonction actuelle	Date d'entrée en fonction
M. Ali WAKRIM	Président Directeur Général de AFRIQUIA GAZ	2008
M. Rachid IDRISSE KAITOUNI	Directeur Général – Pôle Gaz (AKWA Group)	2001
M. Tawfik HAMOUMI	Directeur Général Délégué de AFRIQUIA GAZ	2001
M. Amine ABDELHAKIM	Directeur Général Business Unit Distribution (AKWA Group)	2006
M. Ghassane BENCHEKROUN	Directeur Business Unit Supply Chain (AKWA Group)	2010
M. Redouane BENBIHI	Directeur Financier – Pôle Gaz (AKWA Group)	2006
M. Hassan FOURRAT	Directeur des Ressources Humaines – Pôle Gaz (AKWA Group)	2005
M. Abdelmoula EL MOUAQUIT	Direction Sécurité et Qualité – Pôle Gaz (AKWA Group)	2005
		2007

Source : AFRIQUIA GAZ

IX.3. CV des principaux dirigeants

M. Ali WAKRIM, Président Directeur Général

Cf. VI.2 CV des principaux administrateurs.

M. Rachid IDRISSE KAITOUNI, Directeur Général – Pôle Gaz (AKWA Group)

Cf. VI.2 CV des principaux administrateurs.

M. Tawfik HAMOUMI, Directeur Général Délégué de AFRIQUIA GAZ et Directeur Général Business Unit Distribution (AKWA Group)

Après un diplôme des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, il entame sa carrière dans un établissement financier marocain en tant que Fondé de Pouvoir Principal pendant six ans, puis il assure la direction générale d'une société de construction. Il rejoint AKWA Group en 1992 en tant que Directeur Général de MAGHREB GAZ. Depuis novembre 2001, M. HAMOUMI occupe le poste de Directeur Général de AFRIQUIA GAZ. Il occupe aussi le poste de Directeur Général BU Distribution depuis 2006.

M. Amine ABDELHAKIM, Directeur Business Unit Supply Chain (AKWA Group)

Après un diplôme d'état de l'école nationale supérieure d'électricité et de mécanique obtenu en 1990, M. Amine ABDELHAKIM rejoint la société Shell du Maroc en tant qu'ingénieur projet. En 1992 il rejoint le groupe Somepi en tant que Directeur technique vrac et GPL. Il assure ensuite la direction technique de TissirPrimagaz de 1999 à 2005. Entre 2005 et 2010, il occupe la fonction de directeur Stockage et Emplissage au sein d'Afrique Gaz. En 2010, M. ABDELHAKIM est nommé Directeur de la Business Unit Supply Chain AKWA Group.

M. Ghassane BENCHEKROUN, Directeur Financier – Pôle Gaz (AKWA Group)

M. BENCHEKROUN est Directeur Financier du Pôle Gaz depuis mai 2006. Il a débuté sa carrière en tant qu'analyste financier au sein du Département Analyse et Recherche de ATTIJARI INTERMEDIATION. Il rejoint ensuite AKWA Group, en 2004, en tant qu'analyste financier et stratégie puis Corporate Finance Manager au sein de la Direction Stratégie et Organisation.

M. BENCHEKROUN est diplômé du cycle normal de l'ISCAE et titulaire d'un DESS en Ingénierie financière de l'Université Paris XII.

M. Redouane BENBIHI, Directeur des Ressources Humaines – Pôle Gaz (AKWA Group)

M. BENBIHI est Directeur des Ressources Humaines de la société depuis novembre 2005. Il s'occupait précédemment du Département Qualité, Organisation et Audit de TISSIR PRIMAGAZ qu'il a rejoint en 2007. M. BENBIHI est Lauréat de l'Executive MBA de l'Université de Sherbrooke, d'un DESS en Management de l'Université François Rabelais de Tours ainsi que d'une Maîtrise en techniques d'analyse et contrôle qualité.

M. Hassan FOURRAT, Directeur des Affaires Juridiques – Pôle Gaz (AKWA Group)

M. Hassan FOURRAT, Directeur des Affaires Juridiques Pôles Gaz & Fluides, est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit des Affaires ainsi qu'en droit et Techniques des assurances, promotion 1996 Université Hassan II de Casablanca. Il est également titulaire du Master de recherche en Droit Privé de l'Université de Perpignan obtenu en 2006.

Après une première expérience au sein de la Direction Juridique de WAFABANK, M. FOURRAT a rejoint le groupe SOMEPI en 1997 pour prendre les rênes du département Juridique & Assurances. Depuis 2005, il occupe le poste de Directeur des Affaires Juridiques des Pôles Gaz & Fluides de AKWA Group.

M. Abdelmoula EL MOUAQUIT, Direction Sécurité et Qualité – Pôle Gaz (AKWA Group)

M. EL MOUAQUIT a débuté sa carrière en 1994 en tant qu'ingénieur animateur à la BNSTP. Il a occupé ensuite le poste de Responsable Qualité et Process chez SCHNEIDER. Depuis 2007, M. EL MOUAQUIT est Directeur Qualité et Sécurité Pôle Gaz au sein de AKWA Group.

M. EL MOUAQUIT est ingénieur d'Etat en génie mécanique de l'ENSEM. Il est titulaire d'un MBA en management général de l'Université Paris-Dauphine.

IX.4. Rémunération attribuée aux membres du Conseil d'Administration et aux dirigeants**IX.4.1. Rémunérations attribuées aux membres du Conseil d'Administration**

Le montant global des rémunérations attribuées, sous forme de jetons de présence, aux membres du Conseil d'Administration s'élève à MAD 1 500 000 au titre de l'exercice 2010.

IX.4.2. Rémunérations attribuées aux principaux dirigeants

Le montant global des rémunérations (primes d'intéressement comprises) attribuées aux principaux dirigeants d'AFRIQUIA GAZ (hors ceux liés par des liens fonctionnels uniquement) au titre de l'année 2010 s'élève à MAD 6 269 563.

X. Gouvernement d'entreprise

X.1. Comités internes

En tant que filiale d'AKWA Group, AFRIQUIA GAZ bénéficie des instances décisionnelles organisées en comités dont est dotée AKWA Group :

Comité Exécutif	Il se rassemble de manière hebdomadaire, le Président, le Vice-président, les Directeurs Généraux des différents Pôles et les Directeurs Généraux des fonctions supports. Le comité exécutif a pour objectif d'assurer le suivi et le contrôle de la ligne stratégique du groupe et de l'ensemble des grands projets. Le comité exécutif étudie également les opportunités d'investissement du groupe.
Comité Stratégique	Il se rassemble semestriellement, et réunit le Président, le Directeur Stratégie et Organisation, le Vice-président, les Directeurs Généraux des différents Pôles et les Directeurs Généraux des fonctions supports.
Comité « Cost Killer »	Il se réunit de manière mensuelle, afin de suivre et réduire les coûts du groupe et de ses filiales. Il rassemble le Directeur Financier, le Directeur Stratégie et Organisation et le Directeur Systèmes d'Information. Peuvent également participer à ce comité, le Président et les Directeurs Généraux des différents Pôles.
Comité Support	Il a pour but d'optimiser les relations supports et les différents Pôles. Il rassemble tous les deux mois, les Directeurs des fonctions supports et le Directeur des Systèmes d'Information. Le Président et les Directeurs Généraux des différents Pôles peuvent également assister à ce comité.
Comité HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement)	Organisé annuellement, le comité HSE a en charge l'amélioration de la gestion de l'hygiène, la sécurité et l'environnement. Il regroupe en outre la Présidence du groupe, le Directeur Général de PETRODIS, les Directeurs Généraux des Pôles et les médecins du travail.

L'organisation de ces groupes de travail a pour objectif de permettre aux organes décisionnaires d'être en permanence en liaison directe avec les responsables opérationnels et de rechercher, mettre en évidence et développer les synergies entre les différentes filiales du groupe.

Par ailleurs, du fait de son appartenance à AKWA Group, AFRIQUIA GAZ bénéficie de l'apport de la Direction de l'Audit qui constitue l'organe de contrôle interne.

Le dispositif de contrôle interne est destiné à garantir de manière permanente :

- La vérification des opérations et des procédures internes ;
- Le suivi et l'analyse des risques ;
- L'optimisation et la fiabilité des flux des données comptables et financières ;
- La mise en place des éléments clés du contrôle ;
- L'existence d'une bonne communication de l'information entre les différents niveaux de responsabilité.

X.2. **Conventions entre AFRIQUIA GAZ, ses administrateurs et ses principaux dirigeants**

Cf. Titre II.2. Conventions conclues entre AFRIQUIA GAZ et les autres sociétés du Groupe.

X.3. **Prêts accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction**

Néant.

X.4. **Intéressement et participation du personnel**

Néant.

Partie IV. **ACTIVITE DE AFRIQUIA GAZ**

I. Historique de AFRIQUIA GAZ

- 1965** Démarrage de l'activité gaz en tant que département de la Société Marocaine de Distribution de Carburants (AFRIQUIA SMDC). Ce département intervient dans la distribution de Gaz de Pétroles Liquéfiés (GPL) directement auprès des détaillants de la région de Casablanca, sous la marque AFRIQUIA GAZ. Le circuit de distribution était simplifié et se faisait directement vers les détaillants, sans faire appel à aucun intermédiaire.
- 1970** Création du centre emplisseur de Ain Sebaâ par MAGHREB GAZ, filiale de AFRIQUIA SMDC, en association avec Texaco, ce qui a permis de renforcer la position du Groupe sur le marché du Gaz sur la région de Casablanca. Cette même année, fut lancée la distribution du propane en vrac, utilisant des citernes de petites et moyennes capacités, importées ou fabriquées localement.
- 1975** Mise en place d'un système de consignation des bouteilles chez les dépositaires grossistes, qui agissent aussi bien à Casablanca que dans les autres villes du royaume.
- 1992** Réorganisation structurelle du Groupe qui s'est accompagnée par la création juridique de la société anonyme AFRIQUIA GAZ dotée d'un capital initial de MAD 100 000, et à laquelle la société AFRIQUIA SMDC a transféré son activité Gaz.
- 1994** Augmentation du capital social d'AFRIQUIA GAZ à hauteur de MAD 82 500 000 afin de financer en partie la construction du centre emplisseur de Harbil, dans les environs de Marrakech.
- 1995** Démarrage de la nouvelle unité d'emplissage de Marrakech (en remplacement de l'ancienne).
- 1999** Introduction d'AFRIQUIA GAZ sur la Bourse de Casablanca par augmentation de capital par souscription en numéraire de 412 500 actions, soit 20% du capital de la société après augmentation de capital, au prix de MAD 185 l'action.
- 2000** Démarrage des importations de propane qui seront stockées dans les dépôts de MAGHREB GAZ.
- 2001** Augmentation de la capacité de stockage d'AFRIQUIA GAZ par la réalisation d'un dépôt de stockage de propane en partenariat avec SHELL (STOGAZ). La société diversifie ainsi ses sources d'approvisionnement tout en réduisant ses coûts logistiques. Parallèlement, AFRIQUIA GAZ, en partenariat avec ZIZ, crée en 2001 un centre emplisseur à Souk El Arbâa, dénommé AB Gaz, couvrant les besoins d'emplissage de la société dans la région Nord.
- 2004** Changement d'identité visuelle avec notamment la création d'un nouveau logo afin de moderniser l'image de la société et de poursuivre son intégration au sein de AKWA Group.
- 2005** Acquisition de 99,9% de Primagaz Holding et de 100% de SODIPIT. Suite à cette opération, AFRIQUIA GAZ prend le contrôle de 100% de TISSIR PRIMAGAZ.
- Augmentation de capital de MAD 1,035 milliards (prime d'émission de MAD 330/action) dans le cadre du financement des opérations stratégiques réalisées en 2005.
- 2007** Obtention de la certification ISO 9001 version 2000 pour l'ensemble de la chaîne gazière.

- 2008** Extension du terminal de stockage de propane à Jorf Lasfar pour une capacité de 3 900 T.
Démarrage d'un programme de rachat d'actions portant sur 3% du capital de AFRIQUIA GAZ. Achevé en août 2009, ce programme a permis de réduire la volatilité du titre.
- 2009** Acquisition de la société National Gaz auprès de REPSOL BUTANO, sise à Oujda, spécialisée dans la distribution de bouteilles de gaz butane.
- 2010** Inauguration le 6 janvier de la 1ère phase d'un nouveau centre de stockage à Jorf Lasfar, propre à AFRIQUIA GAZ et doté d'une capacité de stockage de propane de 5 560 m³ répartie sur 2 sphères sous sarcophage de béton. Cette extension de capacité devra être achevée en 2011 avec la mise en service de la 2^{ème} phase du nouveau terminal, et qui sera affectée au stockage de butane.
Obtention par la Société de la certification QHSE (Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement) pour l'ensemble de sa chaîne de valeurs qui regroupe l'importation, le stockage, l'emplissage, le transport et la distribution de GPL.
Acquisition de DRAGON GAZ.
- 2011** Démarrage du terminal de stockage Butane de Jorf Lasfar.

Créée en 1965 en tant que département au sein de la société Marocaine de Distribution de Carburants (AFRIQUIA SMDC), AFRIQUIA GAZ a rapidement été appelée à se développer vers la fin des années 70 avec la diversification dans la distribution de propane.

L'expansion rapide de la holding AKWA Group, appuyée par la volonté du Management de restructurer de manière plus efficiente son schéma organisationnel, s'est traduite par la spécialisation et la filialisation des différentes entités, regroupées en cinq Pôles distincts : Carburants & Lubrifiants, Gaz, Fluides, TMTP (Technologies, Médias, Télécommunications et Participations) et Immobilier (créé début 2007).

Capitalisant sur une structure juridique propre ainsi que sur le soutien financier et institutionnel de ses actionnaires, AFRIQUIA GAZ a poursuivi son chantier de développement, à travers la mise en place d'un nouveau centre emplisseur à Marrakech (localité de Harbil) en 1995, l'introduction de 20% de son capital à la Bourse des Valeurs de Casablanca en 1999 et la mise en œuvre de plusieurs projets de partenariats.

En avril 2005, AFRIQUIA GAZ et CGP PRIMAGAZ ont conclu un accord portant sur l'acquisition par AFRIQUIA GAZ auprès de CGP PRIMAGAZ de 99,9% de PRIMAGAZ Holding et par conséquent 50% de TISSIR PRIMAGAZ et de 100% de SODIPIT pour un montant global de MAD 690 millions.

En juin 2005, AFRIQUIA GAZ a procédé à une recapitalisation de plus de MAD 1,0 milliard en vue de financer l'acquisition des 50% restant de TISSIR PRIMAGAZ détenus par AFRIQUIA SMDC (suite au rapprochement de AFRIQUIA SMDC et de OISMINE Group en mars 2005). En contrôlant TISSIR PRIMAGAZ, AFRIQUIA GAZ est devenue le leader national de la distribution de GPL et a pu renforcer sa position pour faire face à la libéralisation du secteur.

II. Appartenance à AKWA Group

II.1. Présentation de AKWA Group

II.1.1. Présentation

Au 25 juin 2011, la société AFRIQUIA GAZ est détenue majoritairement par AKWA Group (directement et à travers AFRIQUIA SMDC) à hauteur de 68,0%, dont les principaux actionnaires sont les familles AKHANNOUCH et WAKRIM.

AKWA Group est une holding marocaine créée par les familles AKHANNOUCH et WAKRIM en 1993. Leader dans la distribution de carburants et de gaz, la holding opère également dans plusieurs autres secteurs d'activités comme la presse écrite ou les télécommunications.

II.1.2. Activités de AKWA Group

AKWA Group dispose d'un portefeuille d'une soixantaine de sociétés et d'une vingtaine de marques phares qui s'articulent autour de cinq grands Pôles opérationnels :

- Carburants & Lubrifiants ;
- Gaz ;
- Fluides ;
- Développement ;
- Immobilier.

AKWA Group abrite les cinq pôles d'activité et assure toutes les opérations fonctionnelles qui ne relèvent pas de l'activité première des entreprises. Chaque filiale est gérée par un directeur général qui reporte au directeur du pôle dont dépend la société. En effet, la philosophie de cette réorganisation, est le regroupement des moyens et la séparation des métiers.

II.1.3. Description des autres pôles de AKWA Group

Pôle Carburants et Lubrifiants

Le Pôle Carburants & Lubrifiants est le cœur de l'activité de AKWA Group. Ses filiales comptent parmi les leaders du marché. Ce pôle est composé de sociétés complémentaires ayant comme noyau dur la distribution de carburants, opérée par AFRIQUIA SMDC.

De manière générale, le Pôle Carburant & Lubrifiants de AKWA Group, intervient sur l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur de la commercialisation de carburant et lubrifiants, allant de l'importation à la vente sur le marché, en passant par le stockage et la distribution. Cette structure permet au Pôle Carburant & Lubrifiants de AKWA Group d'être relativement autonome et d'avoir une parfaite maîtrise de la chaîne de valeur.

Pôle Fluides

Le Pôle Fluides repose sur la société MAGHREB OXYGENE qui produit et commercialise des gaz industriels et médicaux. En parallèle, le Pôle Fluides commercialise des équipements de soudage et des équipements médico-techniques à travers la société TECHNO SOUDURES.

Outre la création de nouvelles sources de revenus, l'activité de TECHNO SOUDURES permet à MAGHREB OXYGENE d'étoffer son portefeuille clients en vue de développer davantage l'activité gaz.

Pôle Développement

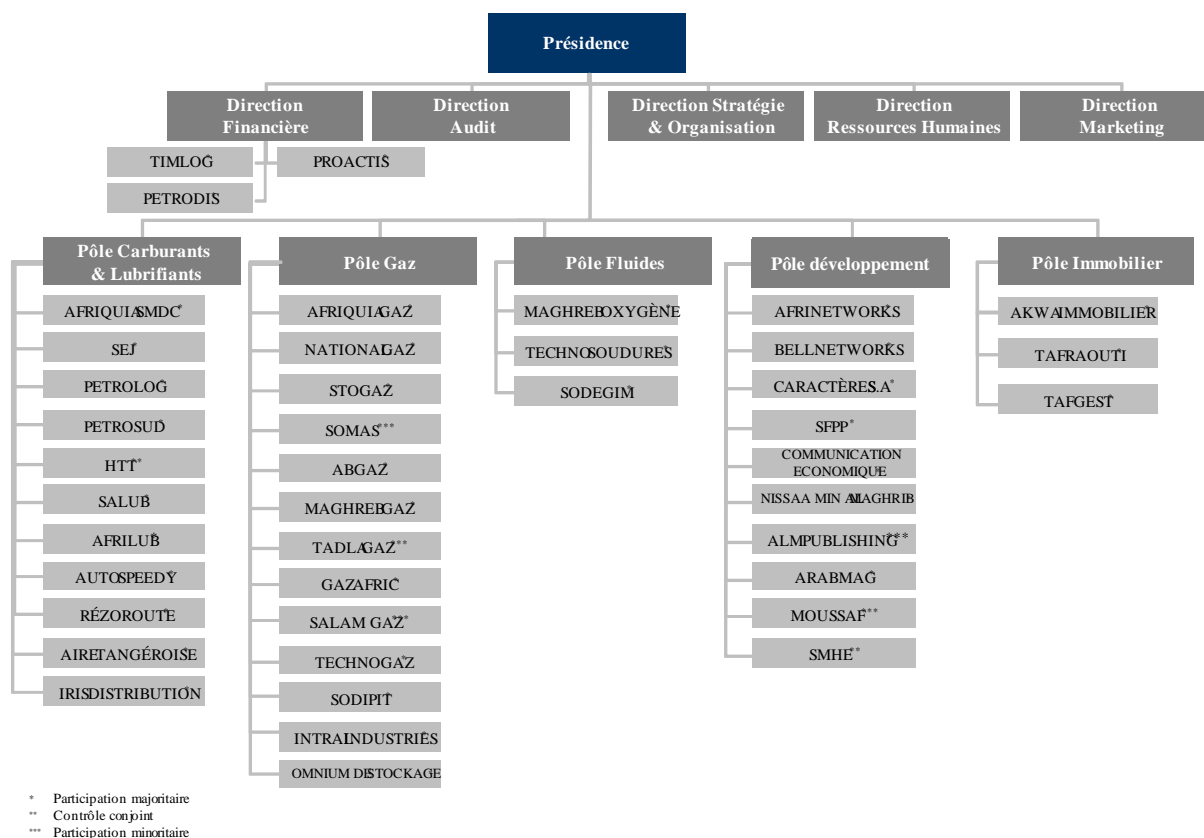
Le pôle Développement regroupe des filiales et les participations du groupe dans les nouvelles technologies, les médias et les télécommunications.

Pôle Immobilier

Le Pôle Immobilier regroupe l'immobilier de bureaux et de commerce (TAFRAOUTI), l'immobilier touristique et de loisirs (SGM SA, Marina d'Agadir, etc.) ainsi que l'immobilier social (DAR ARRIZK).

II.1.4. Organigramme de AKWA Group

Figure 3. Structure de AKWA Group



Source : AKWA Group

II.1.5. Principaux faits marquants de Akwa Group

1932 – 1942 Le fondateur Ahmed OULHADJ AKHANNOUCH ouvre une échoppe à Casablanca, où il revend au litre du pétrole acheté à des sociétés étrangères, telles que BERRY et SOCONY VACUUM.

1959 Lancement dans le domaine pétrolier avec la création de la société AFRIQUIA SMDC (Société Marocaine de Distribution de Carburant) par Ahmed OULHADJ AKHANNOUCH et Hadj Ali WAKRIM. La même année, AFRIQUIA SMDC franchira une étape décisive dans son développement en obtenant l'agrément de distributeur, qui lui permettra de s'imposer face aux multinationales.

1965 Le Groupe se diversifie en créant un département gaz au sein de la société AFRIQUIA SMDC spécialisé dans le stockage, le conditionnement et la distribution de GPL (propane et butane) sous la marque AFRIQUIA GAZ.

- 1972** Démarrage de l'activité lubrifiants en partenariat avec la société Elf Aquitaine. Cette activité constitue aujourd'hui un secteur intégré du Groupe.
- 1976** Création de MAGHREB OXYGENE dont la production d'oxygène sera nécessaire à la bonne connexion des pipelines de carburants utilisés par AFRIQUIA SMDC.
- 1993** Une nouvelle organisation voit le jour avec la naissance de AKWA Holding. Basée sur une volonté de regrouper les moyens et de séparer les métiers, elle a conduit à un repositionnement des filiales du Groupe dans des Pôles d'activité cohérents et homogènes. En parallèle, le Groupe s'est déchargé des fonctions administratives, en les confiant aux sociétés AFRIQUIA MANAGEMENT et AFRIQUIA LOGISTIQUE. Une solution qui offre aux filiales du Groupe la possibilité de se consacrer exclusivement à leur métier¹.
- 1999** Le Groupe prend un nouveau virage stratégique, celui de la diversification. Il investit dans le domaine des télécommunications en entrant à hauteur de 11% dans le capital de MEDITELECOM à travers la holding HOLDCO.
- Il s'introduit également dans le secteur de la presse avec le Groupe Caractères, comprenant les sociétés SFPP, editrice de « La Vie Eco », et Communication Economique, editrice de « Femmes du Maroc », « Maisons du Maroc » et « Nissaa Min Al Maghrib ».
- Des projets novateurs et complémentaires aux métiers de base du Groupe sont, par ailleurs, lancés, tels que les « Villages Afriquia » et les centres « Speedy ».
- 2002** Les différentes décisions stratégiques prises les années auparavant mènent au changement de dénomination sociale du Groupe. En effet, dans l'objectif de préparer l'avenir, d'optimiser la gestion de ses quarante filiales et de ses vingt marques phares, le Groupe se réorganise et change de dénomination sociale pour devenir AKWA Group. Une évolution qui s'accompagne d'une vaste campagne de communication véhiculant, sous la signature « l'avenir n'attend pas ! », les valeurs qui ont toujours caractérisé le Groupe et ses fondateurs : esprit d'entreprise, dynamisme et combativité.
- 2004** AKWA Group se voit attribuer la concession du terminal 3 du Port Tanger Med dans le cadre d'un groupement formé avec MAERSK A/S (Danemark) et APM Terminals (Hollande). Ce terminal a une capacité de 3 millions de conteneurs EVP (Equivalent vingt pieds) et comprend 1 600 mètres de quais et 78 ha de terre-pleins.
- 2005** L'année 2005 marque un nouveau départ pour AKWA Group. En effet, deux importantes acquisitions sont conclues dans le secteur de l'énergie. L'acquisition par AFRIQUIA SMDC de SOMEPI Carburants, une des principales compagnies de distribution de carburant au Maroc, suivie de celle de TISSIR PRIMAGAZ, filiale de la société franco-néerlandaise CGP PRIMAGAZ, par AFRIQUIA GAZ propulse AKWA Group au rang de *leader* national dans le secteur du gaz.
- 2006** Signature d'un partenariat avec CHEVRON TEXACO afin de consolider leurs activités lubrifiants au Maroc. Le Groupe CHEVRON TEXACO apporte, de son côté, son soutien technologique, son expérience à travers plus de 180 filiales dans le monde, ainsi que des équipes multidisciplinaires dédiées au support de la Joint-venture aussi bien dans les processus que dans l'assistance à la clientèle.
- Ouverture du capital de AFRIQUIA SMDC au profit d'investisseurs institutionnels de

¹ Aujourd'hui les fonctions de Management sont opérées par Akwa Group.

référence.

Adjudication de la concession de gestion du terminal à hydrocarbure du port de Tanger Med au consortium comprenant AFRIQUIA SMDC, HORIZON Terminals Limited et INDEPENDANT PETROLEUM GROUP. Les travaux de construction ont démarré en juillet 2007.

- 2007** Poursuite de la stratégie de diversification de AKWA Group avec la création d'un Pôle immobilier autour de projets dans les domaines de l'immobilier professionnel, touristique, de loisir et de l'immobilier social.
- 2008** Création par la filiale Fluides du groupe, MAGHREB OXYGENE, d'une joint venture avec un partenaire du secteur pour la construction et l'exploitation d'unités on-site.
- 2009** Rachat en février, par AFRIQUIA GAZ, de la société NATIONAL GAZ, filiale de Repsol Butano, spécialisée dans la distribution de bouteilles de butane dans l'Orient. Une opération qui permet à AFRIQUIA GAZ de renforcer sa présence dans la région précitée.
- 2010** Inauguration le 6 janvier de la 1^{ère} phase d'un nouveau centre de stockage, au profit de AFRIQUIA GAZ, sis à Jorf Lasfar doté d'une capacité de stockage de propane de 5 560 m³ répartie sur 2 sphères sous sarcophage de béton. Cette extension de capacité doit être achevée en 2011 avec la mise en service de la 2^{ème} phase du nouveau terminal, et qui sera affectée au stockage de butane.
- Accord d'association entre AKWA Group et RISMA, fonds d'investissement hôtelier, portant sur le lancement de l'enseigne Etap Hôtel au Maroc, avec la construction à terme de 24 unités hôtelières, soit une capacité cumulée de près de 4 000 chambres.
- Signature d'une convention de partenariat entre AKWA Group et SNI en vue de la réalisation d'un terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) au Maroc. Cette infrastructure sera composée d'un terminal destiné à accueillir les navires méthaniers, d'infrastructure de stockage, d'installations de regazéification ainsi que d'un gazoduc et d'un réseau de distribution.
- 2011** Adoption d'une nouvelle identité visuelle.

II.2. Flux financiers entre AFRIQUIA GAZ et les autres sociétés de AKWA Group

Le tableau suivant synthétise les flux financiers sur la période 2008-2010 faisant l'objet d'une convention de financement entre AFRIQUIA GAZ et les autres entités de AKWA Group :

Tableau 11 Flux financiers entre AFRIQUIA GAZ et les autres sociétés de AKWA Group

Société du Groupe	Montant de l'avance financière consentie (en K MAD)	Date de l'avance	Taux d'intérêt annuel	Montant de la créance au 31.12.2010 (en K MAD)	Montant des produits constatés durant l'exercice 2010 (en K MAD)
Akwa Group	40 000	DU 04-07-05 AU 14-07-10	5,5%		1 192
Akwa Group	7 000	DU 31-12-09 AU 05-02-10	3,0%		21
Oismine	24 000	02/01/2005	3,5%		730
AFRIQUIA SMDC	150 000	DU 26-01-10 AU 16-04-10	3,0%		726
AFRIQUIA SMDC	280 000	DU 29-01-10 AU 16-06-10	3,0%		1 971
AFRIQUIA SMDC	160 000	DU 12-04-10 AU 29-04-10	3,0%		224
AFRIQUIA SMDC	500 000	DU 20-07-10 AU 13-09-10	3,0%		3 485
AFRIQUIA SMDC	100 000	DU 05-10-10 AU 26-10-10	4,8%		276
AFRIQUIA SMDC	250 000	30/12/2010	4,8%	250 000	33
AFRILUB	30 000	DU 31-12-09 AU 05-02-10	3,0%		91
SALUB	9 000	DU 31-12-09 AU 17-06-10	3,0%		126
TIMLOG	7 500	DU 31-12-09 AU 05-02-10	3,0%		23
PETRODIS	3 500	DU 31-12-09 AU 05-02-10	3,0%		11
TAFRAOUTI	6 500	23/01/2010	4,0%	6 500	254
NATIONAL GAZ	81 500	25/06/2010	5,3%	81 500	2 224
Stogaz	1 000	04/07/2005	6,0%	1 000	61
Stogaz	6 000	19/12/2008	5,3%	6 000	321
Stogaz	4 000	31/12/2009	3,0%	4 000	122
Stogaz	3 200	30/12/2010	5,3%	3 200	0
Technosoudure	2 000	04/07/2005	7,0%	2 000	142
Intral	20 000	DU 22-10-09 AU 18-05-10	3,5%		268
Techno Gaz	10 000	22/10/2009	3,5%	10 000	355
AB GAZ	42 000	22/10/2009	3,5%	32 000	1 136
SODIPIT	6 000	DU 31-12-09 AU 01-06-10	3,0%		76
MAGHREB OXYGENE	30 000	DU 31-12-09 AU 01-07-10	3,0%		376
Total	1 800 184			396 200	14 242

Source : AFRIQUIA GAZ

La créance de 24 000 MDh accordée à OISMINE Group est relative à la contribution au financement de stock correspondant à l'acquisition de bouteilles lors du rachat du groupe SOMEPI par le groupe AKWA.

Le montant de 40 000 MDh correspond à une rémunération exceptionnelle relative à des prestations de services pour le compte de AKWA Group. Il s'agit d'un avenant à la convention de prestation de services initialement conclue avec la société AKWA Group en date du 25 novembre 1998. Cet avenant a été conclu en date du 29 juin 2010.

AFRIQUIA GAZ place, au cas par cas, les excédents de trésorerie prolongés ou importants auprès des sociétés du groupe AKWA, en bénéficiant de rendements supérieurs à ceux offerts par certains instruments de placement (OPCVM monétaires, etc.).

II.3. Autres flux entre AFRIQUIA GAZ et les autres sociétés de AKWA Group

Le tableau ci-dessous présente les flux autres que financiers entre AFRIQUIA GAZ et les autres sociétés de AKWA Group sur la période 2008 -2010 :

Tableau 12 Flux autres que financiers entre AFRIQUIA GAZ et les autres sociétés de AKWA Group

Société du Groupe	Nature du flux	Produits ou	Produits ou	Produits ou
		charges	charges	charges
		constatés en	constatés en	constatés en
		2008	2009	2010
		(en K MAD)	(en K MAD)	(en K MAD)
STOGAZ	Achats de prestations de stockage de gaz	-4 549	-4 156	-4 572
SALAM GAZ	Achats de GPL	-1 249 918	-812 474	-1 240 752
SALAM GAZ	Ventes de GPL	273	4 028	18 129
GAZAFRIC	Achats de GPL	-663 847	-487 235	-656 848
GAZAFRIC	Ventes de GPL	66 021	18 429	55 861
PROACTIS	Achats de prestations de gestion administrative	-7 541	-4 522	-8 039
AKWA Group	Achats de prestations de services	-11 000	-22 700	-11 000
MAGHREB OXYGENE	Location de terrain	-30	-30	-30
MAGHREB OXYGENE	Ventes de GPL	7 879	7 879	13 197
MAGHREB OXYGENE	Achat d'oxygène	-319	-349	-403
SETTATGOLF MANAGEMENT	Redevances de sponsoring	-300	-564	-390
INTRAL	Acquisitions d'immobilisations	-95 584	-146 653	-121 374
INTRAL	Ventes de GPL	3 115	3 812	10 902
TIMLOG	Achat de prestations de services (transport)	-89 657	-82 282	-74 708

Source : AFRIQUIA GAZ

Les prestations de services assurées par AKWA au profit de AFRIQUIA GAZ concernent principalement les fonctions de support tel que la réalisation d'études internes, les ressources humaines, comptabilité, etc.

Par ailleurs, les opérations d'achats et de ventes entre AFRIQUIA GAZ et les Sociétés sœurs sont réalisées dans des conditions de marché normales.

Les flux de dividendes distribués par AFRIQUIA GAZ aux sociétés de AKWA Group sur la période 2008-2010 se présentent ainsi :

Tableau 13 Flux de dividendes distribués par AFRIQUIA GAZ aux sociétés de AKWA Group

En K MAD	2008	2009	2010
AKWA Group	61 891	72 206	75 300
AFRIQUIA SMDC	78 375	87 520	91 438

Source : AFRIQUIA GAZ

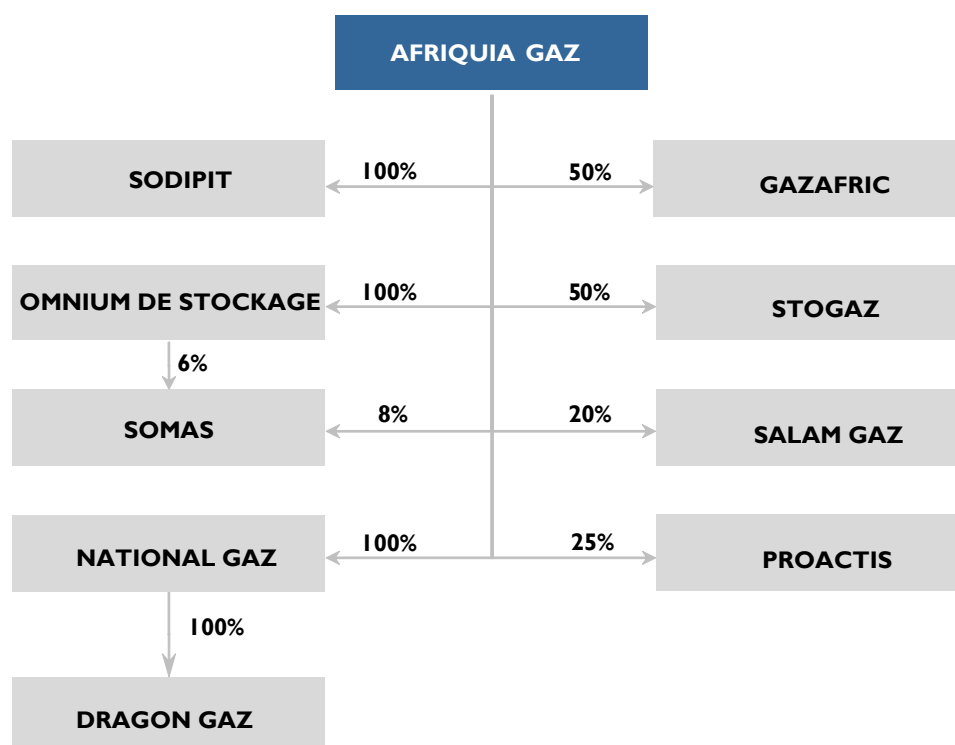
III. Filiales de AFRIQUIA GAZ

III.1. Organigramme juridique

AFRIQUIA GAZ détient plusieurs participations dont les plus importantes sont NATIONAL GAZ, SODIPIT, OMNIUM DE STOCKAGE, GAZAFRIC, STOGAZ et DRAGON GAZ.

En plus des filiales détenues majoritairement, AFRIQUIA GAZ détient des participations dans d'autres sociétés. Le graphique suivant présente les principales participations de AFRIQUIA GAZ à la date d'établissement du présent dossier d'information :

Figure 4. Principales participations de AFRIQUIA GAZ au 30 juin 2011



Source : AFRIQUIA GAZ

III.2. Présentation des participations

III.2.1. Principales participations de AFRIQUIA GAZ

NATIONAL GAZ

Dénomination sociale	NATIONAL GAZ
Siège social	Km 5, route de Berkane BP 426 Oujda
Domaine d'activité	Distribution de GPL
% de capital détenu	100%
Date d'acquisition	2009

Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux indicateurs financiers sur la période 2008-2010 :

Tableau 14 Evolution des principaux indicateurs financiers de NATIONAL GAZ

En K MAD	2008	2009	2010
Capital social	5 000	5 000	5 000
Fonds propres	31 483	21 126	19 350
Dettes financières	45 004	44 890	129 903
Total Bilan	121 662	136 086	265 678
Chiffre d'affaires	106 136	107 358	127 182
Résultat net	7 671	9 143	7 224
Dividendes distribués	0	19 500	9 000

Source : AFRIQUIA GAZ

SODIPIT

Dénomination sociale	SODIPIT
Siège social	Chemin de la Falaise, complexe industriel –Mohammedia
Domaine d'activité	Réparation de bouteilles de gaz et fabrication d'accessoires
% de capital détenu	100%
Date d'acquisition	1952

Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux indicateurs financiers sur la période 2008 -2010 :

Tableau 15 Evolution des principaux indicateurs financiers de SODIPIT

En K MAD	2008	2009	2010
Capital social	10 000	10 000	10 000
Fonds propres	19 524	20 123	20 486
Dettes financières	0	0	0
Total Bilan	40 272	39 938	34 691
Chiffre d'affaires	47 993	46 248	42 639
Résultat net	154	599	363
Dividendes distribués	0	0	0

OMNIUM DE STOCKAGE

Dénomination sociale	OMNIUM DE STOCKAGE
Siège social	Km 7, route de Rabat - Aïn Sebâa – Casablanca
Domaine d'activité	Holding (stockage de GPL)
% de capital détenu	100%

Source : AFRIQUIA GAZ

Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux indicateurs financiers sur la période 2008-2010 :

Tableau 16 Evolution des principaux indicateurs financiers de OMNIUM STOCKAGE

En K MAD	2008	2009	2010
Capital social	8 400	8 400	8 400
Fonds propres	9 289	11 838	11 277
Dettes financières	0	0	0
Total Bilan	9 304	11 890	11 303
Produits des titres de participations	600	3 024	2 304
Résultat net	583	3 111	2 379
Dividendes distribués	798	563	2 940

Source : AFRIQUIA GAZ

GAZAFRIC

Dénomination sociale	GAZAFRIC
Siège social	Rue Assinaâ, quartier Anza – Agadir
Domaine d'activité	Emplissage de bouteilles GPL
Actionnariat	
AFRIQUIA GAZ	50%
Famille Bicha	50%
Date d'acquisition	1978

Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux indicateurs financiers sur la période 2008-2010 :

Tableau 17 Evolution des principaux indicateurs financiers de GAZAFRIC

En K MAD	2008	2009	2010
Capital social	15 000	15 000	30 000
Fonds propres	41 138	45 006	52 929
Dettes financières	ND	ND	208 992
Total Bilan	649 464	688 650	948 042
Chiffre d'affaires	1 251 472	864 395	1 144 454
Résultat net	14 430	17 376	22 864
Dividendes distribués	12 000	13 500	30 000

Source : AFRIQUIA GAZ

STOGAZ

Dénomination sociale	STOGAZ
Siège social	Rue Farhat Hachad – Mohammedia
Domaine d'activité	Stockage de GPL
Actionnariat	
AFRIQUIA GAZ	50%
SHELL du Maroc	50%
Date d'acquisition	1998

Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux indicateurs financiers sur la période 2008-2010 :

Tableau 18 Evolution des principaux indicateurs financiers de STOGAZ

En K MAD	2008	2009	2010
Capital social	45 000	45 000	45 000
Fonds propres	45 891	46 337	46 621
Dettes financières	20 000	18 000	15 788
Total Bilan	67 977	66 686	64 419
Chiffre d'affaires	8 476	8 615	8 797
Résultat net	150	446	284
Dividendes distribués	0	0	0

Source : AFRIQUIA GAZ

DRAGON GAZ

Dénomination sociale	DRAGON GAZ
Siège social	136, route des abattoirs BP:25 Tanger code postal 90 000
Domaine d'activité	Distribution de gaz conditionné
% de capital détenu	100%
Date d'acquisition	2010

Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux indicateurs financiers sur la période 2008 -2010 :

Tableau 19 Evolution des principaux indicateurs financiers de DRAGON GAZ

En K MAD	2008	2009	2010
Capital social	10 000	10 000	10 000
Fonds propres	23 722	25 971	28 810
Dettes financières	45 388	52 423	54 033
Total Bilan	146 940	140 929	205 288
Chiffre d'affaires	94 199	96 619	99 332
Résultat net	3 156	2 249	2 840
Dividendes distribués	0	0	0

Source : AFRIQUIA GAZ

PROACTIS

Dénomination sociale	PROACTIS
Siège social	Rue Ibnou El ouannane Km 7, Route de Rabat, Ain Sebaâ Casablanca
Domaine d'activité	Société de gestion de la Comptabilité, des Systèmes Informations et Patrimoine, Assurance et Prévoyance Sociale.
% de capital détenu	25,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

SALAM GAZ

Dénomination sociale	SALAM GAZ
Siège social	Résidence des Jardins d'Irama, Rue Arroumane, Secteur 9 BP 2016 Hay Ryad RABAT
Domaine d'activité	Emplissage GPL
% de capital détenu	20,0%
Date de création	1991
Date d'acquisition	1991

Source : AFRIQUIA GAZ

III.2.2. Autres participations

Au 31 décembre 2010, AFRIQUIA GAZ détient également des participations dans les sociétés suivantes :

Tableau 20 Autres participations de AFRIQUIA GAZ

Société	Participation au capital	Prix d'acquisition global (K MAD)	Valeur comptable nette (K MAD)	Situation nette (K MAD)	Résultat net (K MAD)
SALAM GAZ	20%	30 000	30 000	379 944	104 451
SOMAS	8%	11 192	11 192	161 171	87 428
GENERAL TIRE AFRIQUIA MANAGEMENT	4%	5 437	0		
Banque Populaire	25%	493	493		
ALLO Gaz	0%	0	0		
SETTAT Golf	12%	37	0		
AB Gaz	2%	10	10		
THERMALTHECH TECHNO	0%	10	10	29 980	10 606
SOUUDURE	0%	1	0		
	0%	0	0	3 179	1 209

Source : AFRIQUIA GAZ

III.3. Relations entre AFRIQUIA GAZ et ses filiales

Cf. Titre II.2. Flux financiers entre AFRIQUIA GAZ et les autres sociétés de AKWA Group.

IV. Marche du GPL

IV.1. Cadre réglementaire

L'importance stratégique des GPL, pour l'indépendance énergétique du Maroc mais surtout en tant que produit social de première nécessité, a poussé les autorités gouvernementales à mettre en place un système réglementaire complet qui encadre l'ensemble des maillons de l'activité, de l'importation à la distribution en passant par le stockage et l'emplissage.

IV.1.1. Fixation des prix

L'importance économique et sociale des produits énergétiques en général, et des produits pétroliers en particulier, est à l'origine d'une réglementation du secteur favorisant l'intervention de la Caisse de Compensation en vue de réguler les prix.

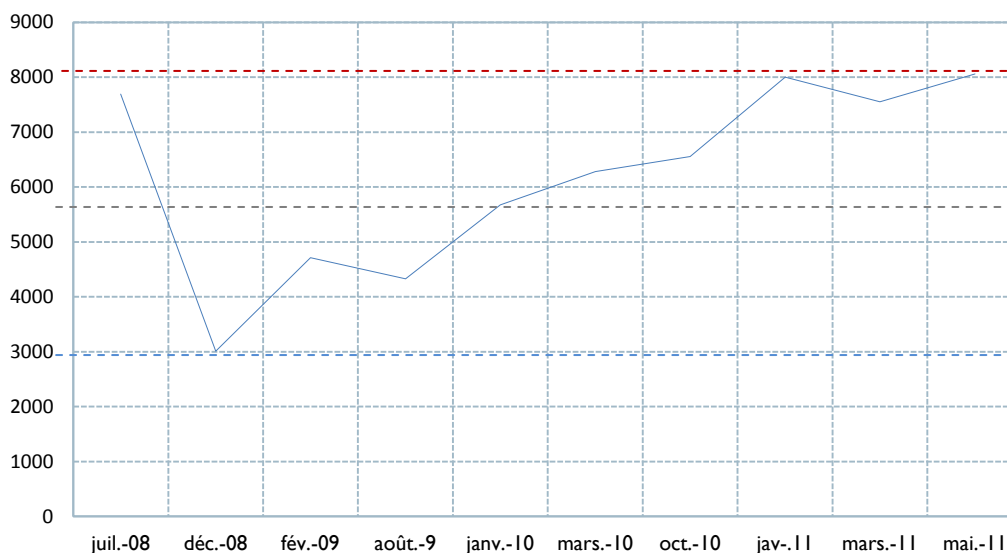
Jusqu'au 31 décembre 1994, les prix des GPL à la consommation étaient fixés par l'Etat qui déterminait les prix de reprise (les prix d'achat des produits auprès des raffineries) et assurait aux différents intervenants du secteur (centres emplisseurs, sociétés distributrices, dépositaires et détaillants) une marge fixe.

A compter de 1995, le prix du propane n'est plus réglementé. En revanche, étant donné que le butane est considéré comme un produit de première nécessité, son prix est régi par la structure officielle des prix fixée en général mensuellement par le Ministère de L'Énergie et des Mines.

Les prix de reprise du butane (prix de sorties des raffineries) sont indexés sur les cotations internationales de Rotterdam et sont calculés mensuellement, sur la base de la moyenne mensuelle des cours FOB MED et FOB SEA pondérés par le cours USD quotidien.

Le graphique suivant retrace l'évolution des prix de reprise sur la période 2008-2011 SI :

Figure 5. Evolution des prix de reprise du butane sur la période 2008-2011 SI (MAD / T)



Source : Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)

Les prix de vente des centres emplisseurs varient mensuellement. Les centres se rémunèrent à travers une marge fixée par l'Etat.

Les prix de vente des sociétés distributrices, des dépositaires grossistes et des détaillants sont maintenus constants grâce à la péréquation, qui consiste au financement par la Caisse de Compensation d'une aide à l'importation des produits pétroliers, permettant de maintenir fixes les marges des différents intervenants.

Le régime des importations de GPL prévoit des comptes d'ajustement des prix d'importation (comptes de stabilisation des prix de la Caisse de Compensation) dans le cas où ces prix sont supérieurs au prix de reprise, afin de maintenir stable le prix de vente au public.

Le tableau ci-dessous présente la structure des prix du Butane conditionné du mois de mai 2011 :

Tableau 21 Structure des prix du Butane conditionné

	Charges supérieures à 5 kg	Charges inférieures à 5 kg
1- Prix de reprise HT	8 010,63	8 010,63
2- TIC	46,00	46,00
3- TVA (10% de 1+2)	805,66	805,66
4- Crédit de droit (0,41% de 2+3)	3,49	3,49
5- Prix de facturation aux centres emplisseurs (1+2+3+4)	8 865,78	8 865,78
6- Coulage emplissage (2% de 5)	177,32	177,32
7- Marge et frais emplissage	318,00	318,00
8- Marge spéciale pour financement des stocks (dette à long terme envers la Caisse de compensation)	30,00	30,00
9- Provision de transport en vrac	50,00	50,00
10- Capsulage bouteilles	20,00	50,00
Sous-total (5+6+7+8+9+10)	9 461,10	9 491,10
TVA à déduire (3)	805,66	805,66
11- Prix de vente aux sociétés de distribution HT	8 655,44	8 685,44
12- TVA (10% de 11)	865,54	868,54
13- Prix de vente aux sociétés de distribution TTC (11+12)	9 520,98	9 553,98
14- Frais et marge "Sociétés de distribution"	538,00	604,00
15- Frais et marge "Dépositaires"	387,50	450,00
Sous-total (13+14+15)	10 446,48	10 607,98
TVA à déduire (12)	865,54	868,54
16- Sous-total HT	9 580,94	9 739,44
17- TVA sur prix fort (maximum de a et b)	958,09	973,94
a- TVA sur prix de vente en gros (9,091% de 19)	205,26	201,71
b- TVA (10% de 16)	958,09	973,94
18- Solde de la Caisse de compensation	- 7 401,53	- 7 630,05
19- Prix de vente en gros TVA comprise (16+17+18)	3 137,50	3 083,33
20- Marge "Détailants"	195,83	250,00
21- Prix de vente au détail (Prix de base) (19+20)	3 333,33	3 333,33

Source : Afriquia Gaz

IV.1.2. Stock de sécurité

Compte tenu de l'importance du secteur de l'énergie pour l'économie marocaine, les compagnies d'hydrocarbures, conformément à la loi n° 009-71 du 12 octobre 1971, sont tenues de constituer un stock de sécurité qui répond aux règles suivantes :

- **En volume :** Egal à 2,5 fois la moyenne mensuelle de leurs ventes en volume de l'année précédente pour tous les produits (sauf autorisation de la Direction de l'Energie) ;
- **En valeur :** les centres emplisseurs doivent détenir à une date donnée un stock dont la valeur (calculée au prix de reprise de cette date) doit être supérieure ou égale à la somme de la valeur initiale² et de la marge spéciale à la même date³ (équation de la Caisse de Compensation).

Le stock de sécurité reconstitué doit être détenu en permanence. Un contrôle périodique est effectué par des agents de l'Etat pour s'assurer du respect de cette réglementation.

IV.1.3. Intervenants



Le Ministère de l'Énergie, des Mines de l'Eau et de l'Environnement représente l'autorité de tutelle pour l'ensemble des compagnies d'hydrocarbures au Maroc : il publie périodiquement la structure des prix qui fixe les prix de reprise et les marges pour chaque maillon de l'activité GPL.

Ministère des Affaires Economiques et Générales

Le Ministère des Affaires Economiques et Générales est chargé de suivre l'évolution des prix et de proposer ou de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir le bon fonctionnement du marché et la protection du pouvoir d'achat du consommateur.

A travers la Caisse de Compensation, le Ministère subventionne les prix des produits réglementés (butane conditionné et vrac) et finance les stocks de sécurité constitués par les opérateurs.

Groupement des Pétroliers du Maroc

Ce groupement a pour principale vocation la diffusion d'informations auprès des sociétés du secteur. Ainsi, il publie des statistiques mensuelles qui détaillent les ventes réalisées par chaque opérateur et leur répartition par types de produits : huiles moteurs, graisses et autres catégories.

² La valeur initiale des stocks correspond à leur valeur au prix de reprise au moment de l'adhésion à la convention relative à la marge spéciale. La marge spéciale affectée au financement du stock de sécurité apparaît dans la structure officielle des prix.

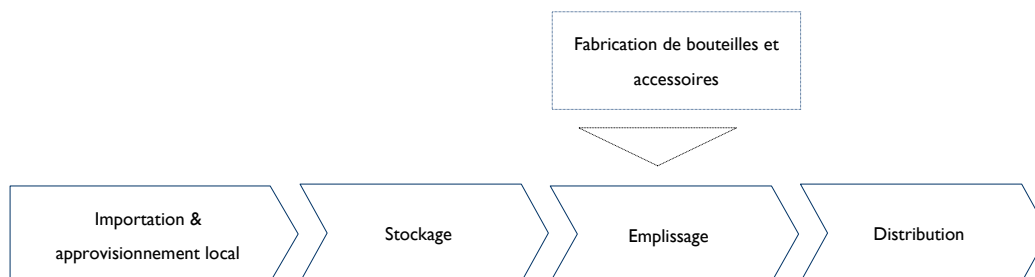
³ Fixée à 30 dirhams à la tonne.

IV.2. Marché

IV.2.1. Généralités

La chaîne de valeur du secteur des GPL se présente comme suit :

Figure 6. Chaîne de valeur du secteur des GPL



Source : AFRIQUIAGAZ

Le secteur des GPL se divise en deux activités bien distinctes :

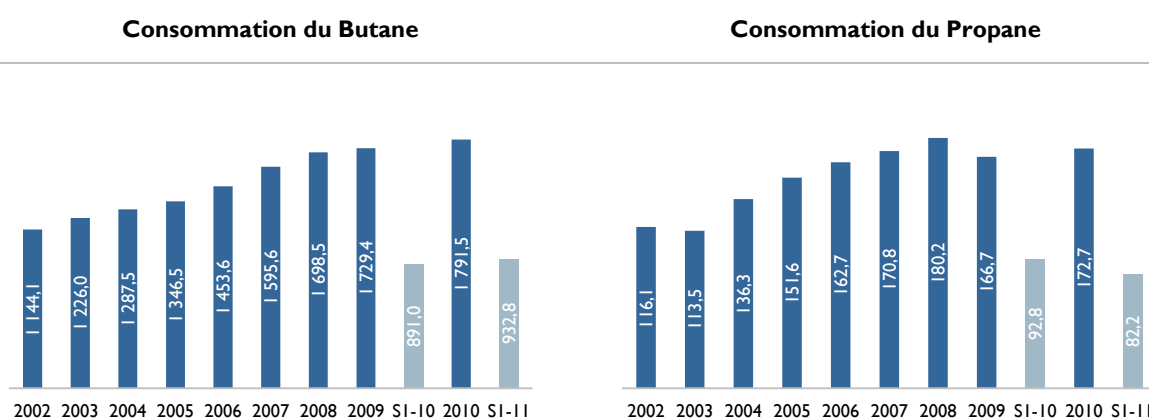
- L'emplissage ;
- La distribution.

Il conviendra de distinguer au sein de cette dernière activité, deux types de distribution, à savoir la distribution de produits conditionnés et la distribution de produits en vrac. L'activité d'emplissage s'applique uniquement aux produits conditionnés.

IV.2.2. Présentation

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la consommation des gaz butane et propane sur la période 2002- SI₂₀₁₁ :

Figure 7. Evolution de la consommation des GPL (en milliers de TM) sur la période 2002-SI₂₀₁₁



Source : MEMEE

Les ventes de GPL ont marqué une progression importante au cours de ces 8 dernières années avec un TCAM₀₂₋₁₀ de 5,8% pour le butane et un TCAM₀₂₋₁₀ de 5,1% pour le propane.

Figure 8. Evolution de la structure de consommation des GPL sur la période 2002-SI₂₀₁₁

En KT	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	SI-10	2010	SI-11
- Butane	1 144,1	1 226,0	1 287,5	1 346,5	1 453,6	1 595,6	1 698,5	1 729,4	891,0	1 791,5	932,8
en % du total	90,8%	91,5%	90,4%	89,9%	89,9%	90,3%	90,4%	91,2%	90,6%	91,2%	91,9%
- Propane	116,1	113,5	136,3	151,6	162,7	170,8	180,2	166,7	92,8	172,7	82,2
en % du total	9,2%	8,5%	9,6%	10,1%	10,1%	9,7%	9,6%	8,8%	9,4%	8,8%	8,1%
Total	1 260,2	1 339,5	1 423,8	1 498,1	1 616,3	1 766,4	1 878,7	1 896,1	983,8	1 964,2	1 014,9

Source : MEMEE

Le butane est utilisé pour le chauffage, la cuisine et l'éclairage en milieu urbain et rural. La croissance de la consommation de ce produit de base a été fortement liée jusqu'ici à la croissance du nombre de ménages et à la sous-électrification du milieu rural. Ainsi, la demande en butane a connu une progression relativement régulière sur la période considérée. Un autre facteur récent qui tire cette demande en butane est le secteur agricole qui utilise le butane, en raison de son prix subventionné, en remplacement d'autres carburants.

La consommation de propane est liée, quant à elle, à la croissance économique (notamment des industries céramiques, métallurgiques et agro-alimentaires) et bénéficiait jusqu'en 1995 de mesures d'encouragement de la part de l'Etat. En 1995, le prix du propane a été libéralisé, ce qui a occasionné une baisse de la consommation de 10% entre 1995 et 1996. Du fait du renchérissement des prix sur les marchés internationaux, une tendance baissière est constatée entre 1997 et 2001. Cependant, la hausse enregistrée en 2001 du cours à l'international du butane, a mené les industries consommatrices de GPL à opter pour le propane, dont la valeur énergétique est supérieure à celle du butane.

IV.2.3. Approvisionnement en GPL

Historiquement, l'approvisionnement en GPL était assuré par la SAMIR, à hauteur d'environ 20% de la demande en butane et 50% de la demande en propane. Le solde de la demande était couvert par l'importation. Cependant, suite à l'incendie de la SAMIR survenu en novembre 2002, les distributeurs de GPL ont commencé à s'approvisionner quasi-intégralement par la voie d'importation.

Le droit de s'approvisionner en GPL est fixé par voie réglementaire. Seules les sociétés autorisées à reprendre les GPL produits par SAMIR sont habilitées à l'importer.

Le tableau suivant décrit l'évolution de la structure d'approvisionnement des opérateurs GPL au Maroc :

Figure 9. Evolution de la structure d'approvisionnement en GPL⁴

En KT	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Importations	1 000	1 215	1 288	1 296	1 361	1 604	1 594	1 813
<i>en % du total</i>	<i>81,2%</i>	<i>94,8%</i>	<i>92,5%</i>	<i>86,4%</i>	<i>87,6%</i>	<i>90,4%</i>	<i>90,3%</i>	<i>94,7%</i>
- Butane	923	1 098	1 168	1 186	1 246	1 474	1 465	1 674
<i>en % du total butane</i>	<i>82,9%</i>	<i>94,5%</i>	<i>92,8%</i>	<i>88,0%</i>	<i>89,3%</i>	<i>91,6%</i>	<i>92,2%</i>	<i>95,9%</i>
- Propane	77	117	120	110	115	130	129	139
<i>en % du total propane</i>	<i>64,7%</i>	<i>96,7%</i>	<i>90,2%</i>	<i>71,9%</i>	<i>73,2%</i>	<i>78,3%</i>	<i>73,7%</i>	<i>81,8%</i>
Production raffinerie SAMIR	232	67	104	204	192	170	170	102
<i>en % du total</i>	<i>18,8%</i>	<i>5,2%</i>	<i>7,5%</i>	<i>13,6%</i>	<i>12,4%</i>	<i>9,6%</i>	<i>9,7%</i>	<i>5,3%</i>
- Butane	190	64	91	161	150	135	124	72
<i>en % du total butane</i>	<i>17,1%</i>	<i>5,5%</i>	<i>7,2%</i>	<i>12,0%</i>	<i>10,7%</i>	<i>8,4%</i>	<i>7,8%</i>	<i>4,1%</i>
- Propane	42	4	13	43	42	36	46	31
<i>en % du total propane</i>	<i>35,3%</i>	<i>3,3%</i>	<i>9,8%</i>	<i>28,1%</i>	<i>26,8%</i>	<i>21,7%</i>	<i>26,3%</i>	<i>18,2%</i>

Source : MEMEE

En 2002, la part de SAMIR dans l'approvisionnement national en GPL était de 18,8%. A partir de 2003, suite à l'incendie ayant touché les installations du raffineur à Mohammedia, la part de SAMIR a baissé considérablement pour atteindre une moyenne de 9,0% de l'approvisionnement du marché.

Les GPL ne représentent en 2011 que 3% de la production des raffineries de la SAMIR. La part des GPL dans la production de SAMIR risque de baisser suite au programme de modernisation des infrastructures de raffinage⁵.

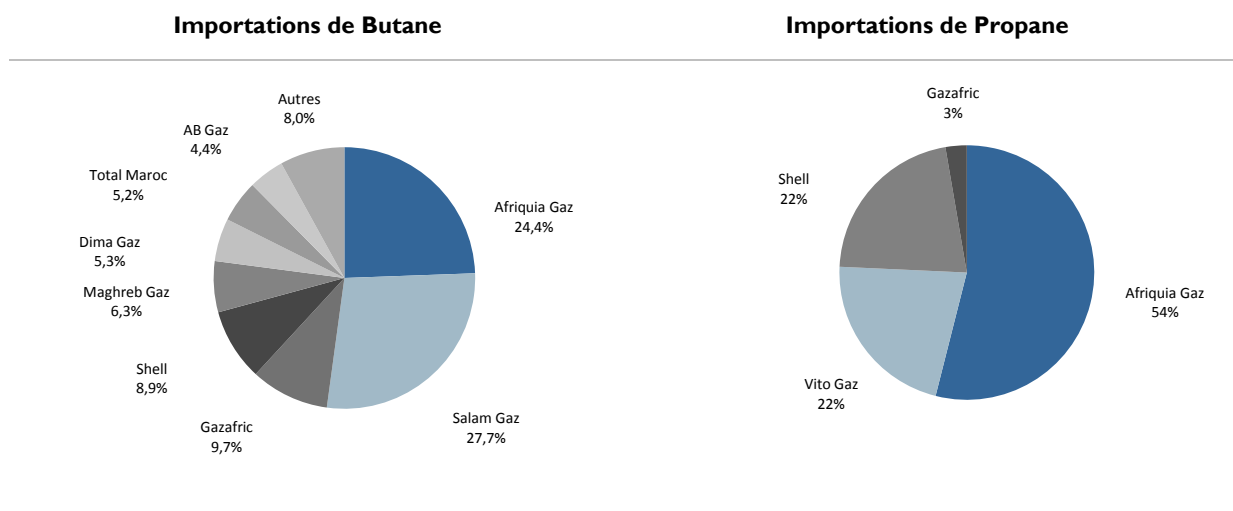
Le marché est donc principalement tourné vers l'importation de GPL et tous les opérateurs ont recours à des raffineurs étrangers pour satisfaire la majorité de leurs besoins.

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition des importations de GPL entre les opérateurs du secteur :

⁴ Y compris vrac

⁵ Source : Note d'information relative à l'émission obligataire de SAMIR, 2008.

Figure 10. Répartition du volume des importations de GPL en 2009⁶



Source : MEMEE

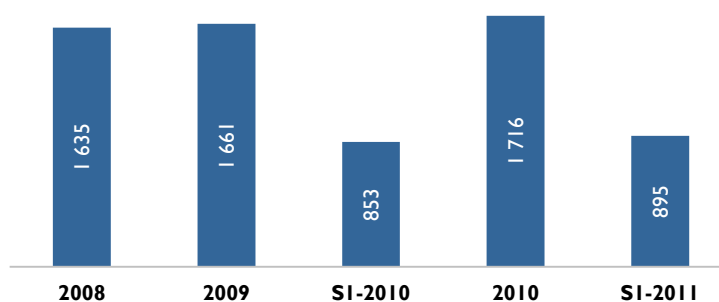
AFRIQUIA GAZ, SALAM GAZ (détenue à hauteur de 20% par AFRIQUIA GAZ) et GAZ AFRIC représentent à elles seules plus de 61,8% des importations de butane en 2009. Pour le propane, AFRIQUIA GAZ (et GAZAFRIC) effectue 57% de l'ensemble des importations du marché en 2009.

IV.2.4. Emplissage de GPL

L'activité d'emplissage consiste à remplir des bouteilles de produits butane et propane pour le compte de sociétés distributrices. Les bouteilles sont de formats standards et se déclinent selon quatre charges : 3kg, 6kg, 12kg pour le butane et 34 kg pour le propane. Ce secteur regroupe 36 centres emplisseurs répartis sur l'ensemble du Royaume, et détenus par une vingtaine de sociétés.

Le graphique suivant présente l'évolution des quantités vendues par les centres emplisseurs sur la période 2008-S1₂₀₁₁ :

Figure 11. Evolution des volumes de butane emplis (en milliers de TM)



Source : MEMEE, AFRIQUIA GAZ

La progression annuelle moyenne de l'activité nationale d'emplissage entre 2008 et 2010 est de 2,4% à 1,7 millions de TM.

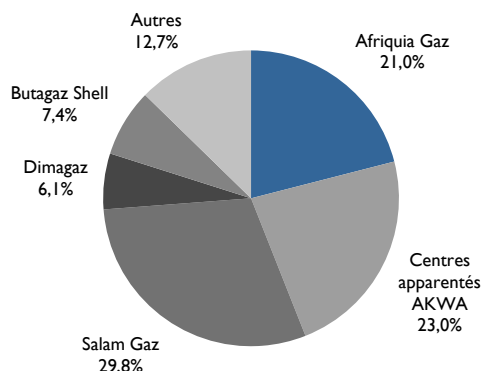
Au terme du 1^{er} semestre 2011, les volumes de butane emplis s'établissent à 895 millions de TM en progression de 4,9% en comparaison au premier semestre 2010.

⁶ GAZAFRIC est filiale de AFRIQUIA GAZ à hauteur de 50%.

Il convient de souligner que l'évolution de l'activité emplissage est fortement corrélée à celle de la distribution de GPL conditionnés et que de ce fait, sa progression repose principalement sur la hausse des ventes de butane et de propane conditionnés.

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition volumes de butane emplis en SI-2011 :

Figure 12. Répartition du volume global des volumes emplis des sociétés d'emplissage de GPL en SI-2011



Source : AFRIQUIA GAZ

AFRIQUIA GAZ et les autres centres contrôlés par AKWA Group en partenariat avec d'autres opérateurs (GAZAFRIC, MAGHREB GAZ et ABGAZ) détiennent une part de marché consolidée de 44,0%, viennent ensuite SALAM GAZ avec une part de 29,8% et SHELL MAROC avec 7,4%.

Les tableaux ci-dessous présentent les principaux opérateurs emplisseurs de butane en termes de volumes emplis :

Tableau 22 Tonnage de butane remplis par principaux opérateurs (en TM)

Opérateurs	Tonnage empli en 2008	% du total	Tonnage empli en 2009	% du total	Tonnage empli à fin SI 2010	% du total	Tonnage empli en 2010	% du total	Tonnage empli à fin SI 2011	% du total
SALAM GAZ	460 798	28,2%	444 278	26,7%	236 857	27,8%	484 967	28,3%	266 392	29,8%
AFRIQUIA GAZ	324 857	19,9%	354 294	21,3%	182 919	21,5%	368 640	21,5%	187 552	21,0%
SHELL MAROC	150 101	9,2%	144 299	8,7%	70 633	8,3%	132 725	7,7%	66 350	7,4%
GAZAFRIC	148 329	9,1%	162 422	9,8%	79 278	9,3%	160 614	9,4%	81 039	9,1%
DIMAGAZ	118 555	7,2%	110 397	6,6%	59 057	6,9%	115 473	6,7%	54 398	6,1%
MAGHREB GAZ	96 605	5,9%	102 134	6,1%	53 588	6,3%	105 661	6,2%	54 806	6,1%
AB GAZ	74 252	4,5%	86 655	5,2%	47 755	5,6%	95 891	5,6%	50 396	5,6%
Autres	261 099	16,0%	256 886	15,5%	122 450	14,4%	251 555	14,7%	134 293	15,0%
Total	1 634 596	100%	1 661 365	100%	852 537	100,0%	1 715 526	100,0%	895 226	100,0%

Source : MEMEE

L'emplissage de GPL est assez dispersé avec seulement 57,5% du volume total du marché en 2010 empli par les trois premiers centres emplisseurs.

Les deux principaux opérateurs emplisseurs de GPL sont d'une part, SALAM GAZ, qui couvre 29,8% du total national empli, et d'autre part, AFRIQUIA GAZ, couvrant 21,0% du volume national.

Les principaux opérateurs du secteur sont :

- Salam Gaz : Leader dans le domaine de l'emplissage des GPL, avec 29,8% de part de marché, Salam Gaz dispose de :
 - ▶ 12 centres emplisseurs situés à Sidi-Kacem, Tanger, Fès, Oujda, Nador, Errachidia, Tétouan, Taza, Al Hoceima, Skhirat, Larache et Marrakech ;
 - ▶ Un terminal de réception du butane à Nador, d'une capacité de 6 000 T.
- Shell Maroc : filiale de la multinationale Shell, Shell Maroc est opérationnelle depuis 1922. Ses principales activités concernent la production et la distribution de lubrifiants, stockage et distribution d'huiles et GPL, etc. ;
- Gazafric : Créé en 1974, Gazafric dispose de trois centres emplisseurs d'une capacité d'emplissage totale de 130 000 T/an :
 - ▶ A Agadir, la capacité est de 7000 T de butane et 600 T de propane,
 - ▶ A Tiznit, la capacité est de 400 T de butane.
 - ▶ En 2009, le plus grand centre emplisseur de Gazafric a été mis en service à Sidi Bibi, à 30 km d'Agadir, pour une capacité d'emplissage de 120 000 T/an et une capacité de stockage de 2 000 T.
- Maghreb Gaz : Maghreb Gaz dispose de deux centres emplisseurs, à Benslimane et Laacilate, et d'un terminal de stockage à Mohammedia. Sa capacité d'emplissage est de 120 000 T/an et sa capacité de stockage est de 4600 T pour le butane et 1100 T pour le propane ;
- AB Gaz : Situé dans le nord, sa capacité de stockage est de 700 T. Sa capacité de production atteint 80 000 T/an pour le butane.
- DIMAGAZ : DIMAGAZ est un opérateur marocain indépendant. Il dispose de deux centres emplisseurs.

L'activité d'emplissage de propane représente un volume très faible de 14 000 TM réparti entre un nombre réduit de centres emplisseurs.

SALAM GAZ (détenue à hauteur de 20% par AFRIQUIA GAZ) détient le plus grand nombre de centres emplisseurs avec 12 centres soit 33% du nombre total de centres suivie de AFRIQUIA GAZ avec 4 centres et SHELL Maroc et GAZAFRIC avec 3 centres.

Tableau 23 Centres emplisseurs de GPL des principaux opérateurs au 30 juin 2011

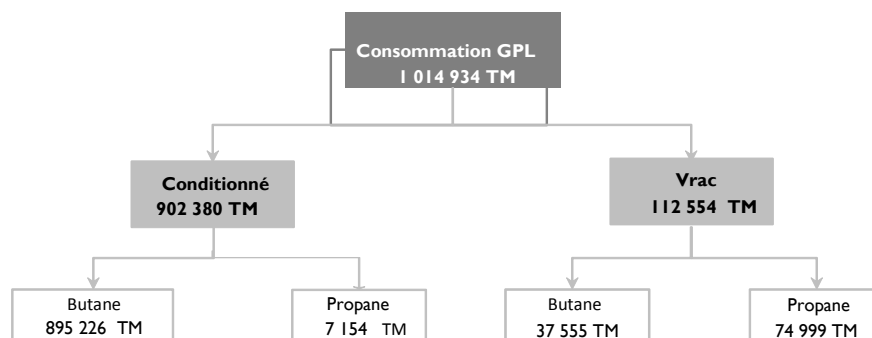
Société	Nombre de centres	% du total
SALAM GAZ	12	33%
AFRIQUIA GAZ	4	11%
SHELL	3	8%
GAZAFRIC	3	8%
MAGHREB GAZ	2	6%
DIMAGAZ	2	6%
AB GAZ	1	3%
GAZBER	1	3%
ISMAILIA GAZ	1	3%
COGEGAZ	1	3%
OUARGAZ	1	3%
TADLA GAZ	1	3%
SPIN	1	3%
ATLAS SAHARA	1	3%
PNA	1	3%
ZIZ GAZ (BSOU)	1	3%
Total	36	100%

Source : MEMEE

IV.2.5. Distribution de GPL

Le marché marocain des GPL est composé de deux types de produits : le butane et le propane. Chacun de ces deux produits se décline selon deux formes, conditionné et vrac. La décomposition de la demande en GPL au Maroc au 30 juin 2011 se décline de la manière suivante :

Figure 13. Structure de la demande en GPL au 30 juin 2011



Source : MEMEE

Le tableau ci dessous détaille la progression des volumes de vente des produits GPL conditionnés et vrac sur la période 2008 - S1₂₀₁₁ :

Figure 14. Evolution de la structure de la demande en GPL au 30 juin 2011

En TM	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Butane conditionné	1 635 180	1 661 365	852 537	1 715 526	895 226	1,6%	3,3%	5,0%
<i>Part du total butane</i>	<i>96,3%</i>	<i>96,1%</i>	<i>95,7%</i>	<i>95,8%</i>	<i>96,0%</i>	<i>-0,2 pts</i>	<i>-0,3 pts</i>	<i>+0,3 pts</i>
Butane vrac	63 315	67 696	38 497	76 000	37 555	6,9%	12,3%	-2,4%
<i>Part du total butane</i>	<i>3,7%</i>	<i>3,9%</i>	<i>4,3%</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,0%</i>	<i>0,2 pts</i>	<i>0,3 pts</i>	<i>-0,3 pts</i>
Total Butane	1 698 495	1 729 061	891 034	1 791 526	932 781	1,8%	3,6%	4,7%
Propane conditionné	14 027	13 486	7 363	13 850	7 154	-3,9%	2,7%	-2,8%
<i>Part du total propane</i>	<i>7,8%</i>	<i>8,1%</i>	<i>7,9%</i>	<i>8,0%</i>	<i>8,7%</i>	<i>0,3 pts</i>	<i>-0,1 pts</i>	<i>+0,8 pts</i>
Propane vrac	166 157	153 255	85 403	158 813	74 999	-7,8%	3,6%	-12,2%
<i>Part du total propane</i>	<i>92,2%</i>	<i>91,9%</i>	<i>92,1%</i>	<i>92,0%</i>	<i>91,3%</i>	<i>-0,3 pts</i>	<i>0,1 pts</i>	<i>-0,8 pts</i>
Total Propane	180 184	166 741	92 766	172 663	82 153	-7,5%	3,5%	-11,4%
Total GPL	1 878 679	1 895 802	983 800	1 964 189	1 014 934	0,9%	3,6%	3,2%
GPL conditionné	1 649 207	1 674 851	859 900	1 729 376	902 380	1,5%	3,3%	4,9%
<i>Part du total GPL</i>	<i>87,8%</i>	<i>88,3%</i>	<i>87,4%</i>	<i>88,0%</i>	<i>88,9%</i>	<i>0,5 pts</i>	<i>-0,9 pts</i>	<i>+1,5 pts</i>
GPL vrac	229 472	220 951	123 899	234 813	112 554	-3,7%	6,3%	-9,2%
<i>Part du total GPL</i>	<i>12,2%</i>	<i>11,6%</i>	<i>12,6%</i>	<i>12,0%</i>	<i>11,1%</i>	<i>-0,1 pts</i>	<i>0,3 pts</i>	<i>-1,5 pts</i>

Source : MEMEE

Les volumes de butane vendus sur la période considérée évoluent de 2,7% par an en moyenne sur la période 2008-2010, principalement en raison de la progression du Butane 12 kg.

Les volumes de propane vendus évoluent de -2,1% par an en moyenne sur la période 2008-2010. La part du propane vrac se maintient entre 92,0% et 92,2%.

Les tableaux ci-dessous présentent la part de marché de Afriquia Gaz sur les différents segments de GPL :

Figure 15. Evolution de la part de marché de Afriquia Gaz sur le segment du Butane

	Tonnage distribué en 2008	Tonnage distribué en 2009	Tonnage distribué a S1 ₂₀₁₀	Tonnage distribué en 2010	Tonnage distribué a S1 ₂₀₁₁
AFRIQUIA GAZ	702 181	721 196	368 629	741 267	383 846
Tonnage distribué	41,4%	41,7%	41,4%	41,4%	41,2%

Source : Afriquia Gaz

Figure 16. Evolution de la part de marché de Afriquia Gaz sur le segment du Propane

	Tonnage distribué en 2008	Tonnage distribué en 2009	Tonnage distribué a S1 ₂₀₁₀	Tonnage distribué en 2010	Tonnage distribué a S1 ₂₀₁₁
AFRIQUIA GAZ	81 449	80 161	49 297	88 858	45 823
Tonnage distribué	45,7%	48,1%	53,1%	51,5%	55,8%

Source : Afriquia Gaz

Les principaux distributeurs de GPL au Maroc sont :

- Afriquia Gaz ;
- Shell : opérateur mondial, d'origine néerlandaise, dans le domaine pétrolier ;
- Total : opérateur d'origine française, présent sur toute la chaîne pétrolière ;
- Ziz : opérateur marocain, présent notamment dans la région sud ;
- Dimagaz : opérateur marocain indépendant, présent sur les régions centre et nord-est.

AFRIQUIA GAZ est le leader incontesté du marché des GPL avec 45,5% des ventes de butane et 55,8% des ventes de propane.

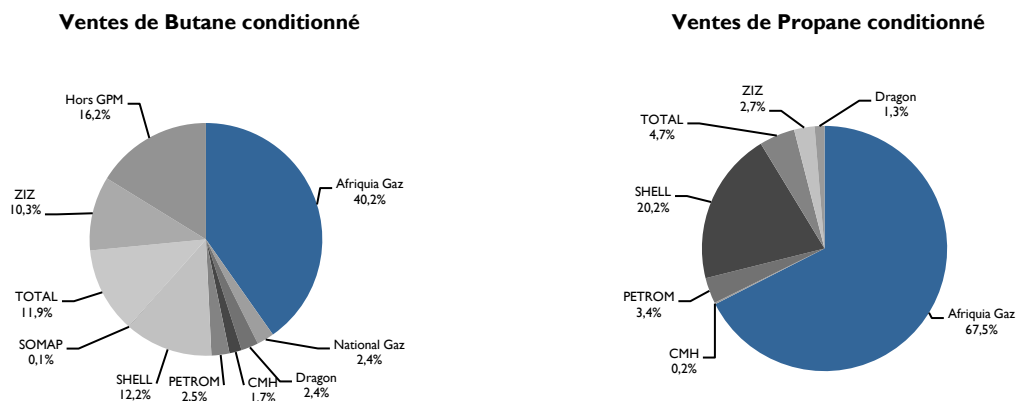
IV.2.6. Distribution du GPL conditionné

De manière générale, les produits conditionnés sont destinés à l'usage domestique tandis que les produits en vrac répondent à une demande industrielle et professionnelle : industries céramiques, métallurgiques, agroalimentaires, etc.

Concernant le GPL conditionné, représentant 88,0% de la demande, le marché propose les produits suivants :

- Le butane B3 (cylindre de 3 Kg) ;
- Le butane B6 (cylindre de 6 kg) ;
- Le butane B12 (cylindre de 12 Kg) ;
- Le propane P34 (cylindre de 34 Kg).

Figure 17. Répartition du volume des ventes de GPL conditionné au 30 juin 2011



Source : MEMEE

Sur le marché du GPL conditionné, AFRIQUIA GAZ détient 40,2% des ventes de butane et 67,5% des ventes de propane. AFRIQUIA GAZ est suivie par SHELL, avec 12,2% dans le butane conditionné et 20,2% dans le propane conditionné, et ensuite TOTAL avec respectivement 11,9% et 4,7% dans le butane et propane conditionnés.

La distribution du GPL conditionné connaît une concurrence forte entre les différents opérateurs qui s'explique par :

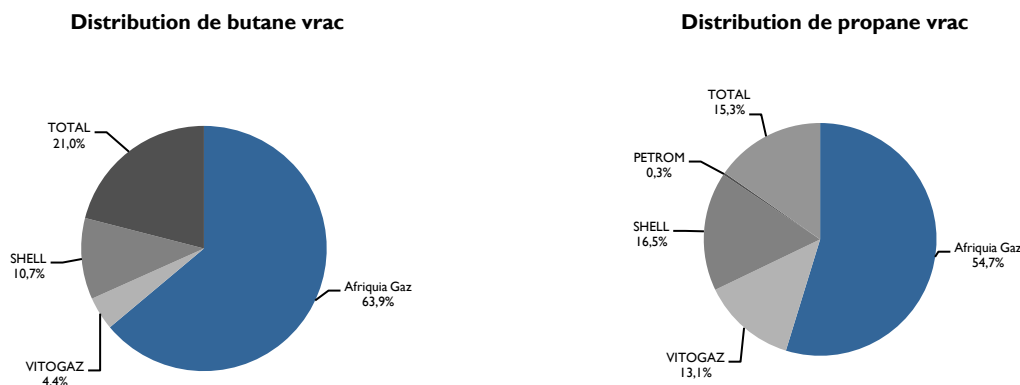
- Les écarts des taux de consignation entre les opérateurs : certains nouveaux entrants pratiquent une politique commerciale agressive, en appliquant un taux de consignation plus faible (prix de la consigne) ;
- Le phénomène du ramassage et le commerce illicite des emballages ;
- Le lancement de marques régionales pour les bouteilles B6 et B12.

IV.2.7. Distribution de GPL vrac

Le segment vrac ne représente pour sa part qu'environ 12% du marché GPL. L'évolution des ventes du GPL vrac est principalement liée à la croissance de la production industrielle.

La structure du marché du GPL vrac se présente de la manière suivante :

Figure 18. Structure du marché des GPL vrac au 30 juin 2011



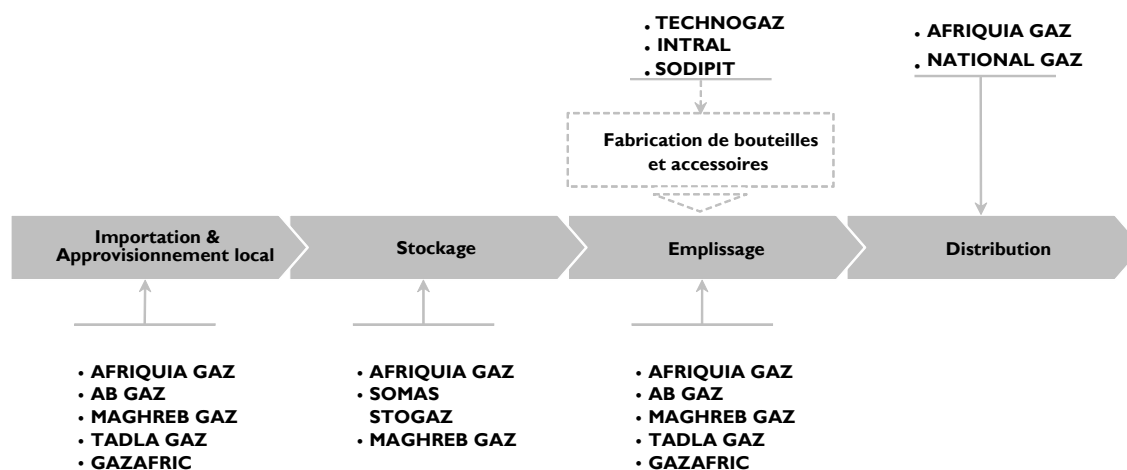
Source : MEMEE

Le marché du GPL vrac est un marché concentré avec seulement 4 principaux acteurs à savoir AFRIQUIA GAZ, avec 63,9% de part de marché dans le butane et 54,7% dans le propane, SHELL avec 10,7% dans le butane et 16,5% dans le propane, TOTAL avec 21,0% dans le butane et 15,3% dans le propane et VITOGAZ avec respectivement 4,4% et 13,1% dans le butane et propane vrac.

V. Métiers de AFRIQUIA GAZ

AFRIQUIA GAZ intervient, directement et à travers ses filiales et les autres filiales du Pôle Gaz de AKWA Group, sur l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur du GPL : approvisionnement, stockage, fabrication de bouteilles et accessoires, emplissage et distribution de GPL conditionné et vrac.

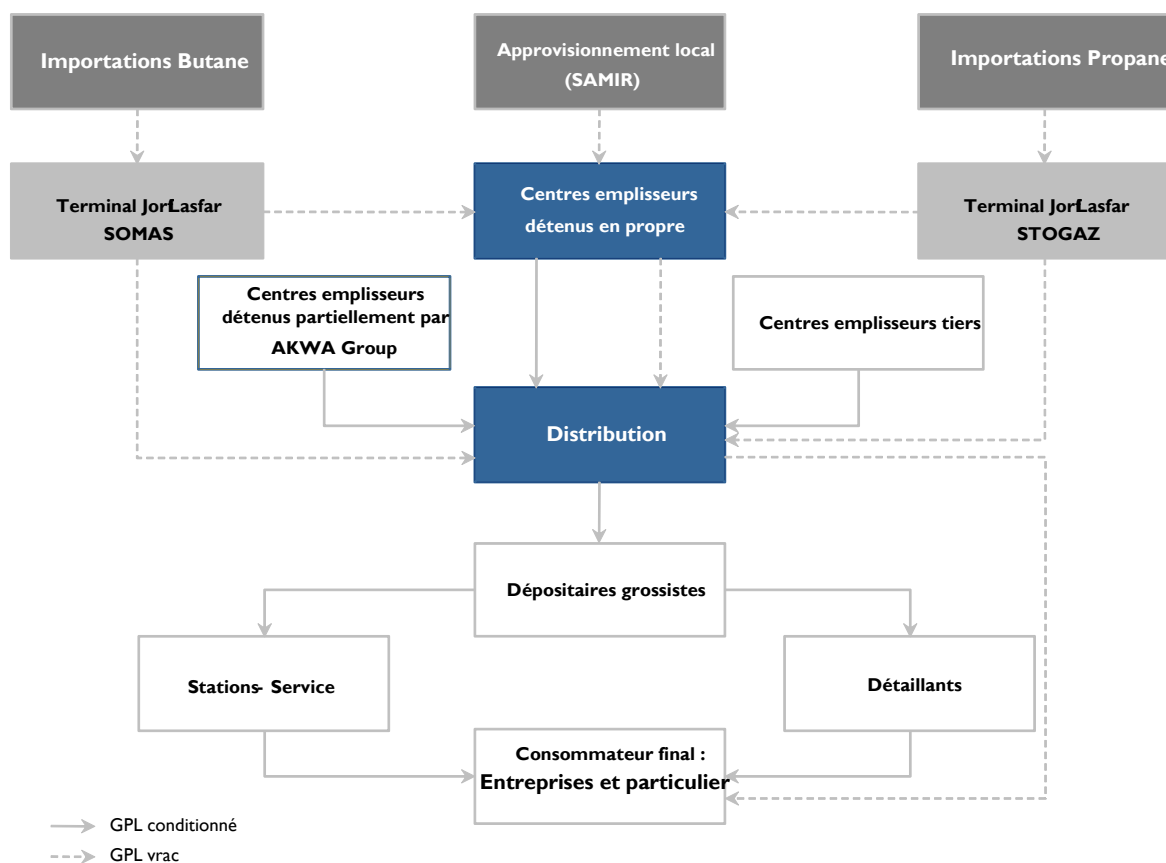
Figure 19. Présence de AKWA Group et AFRIQUIA GAZ sur la chaîne de valeur du GPL



Source : AFRIQUIA GAZ

Le schéma de distribution de GPL se décline de la manière suivante :

Figure 20. Schéma de distribution du GPL



Source : AFRIQUIA GAZ

V.1. Activité « Emplissage »

L'activité emplissage est fortement corrélée à l'activité distribution de GPL conditionné. A ce titre, AFRIQUIA GAZ, dans le cadre de la distribution de GPL conditionné, fait appel à trois types de centres emplisseurs :

- Les centres d'emplissage propres à AFRIQUIA GAZ (situés à Marrakech, Mohammedia, Jorf Lasfar et Beni Mellal) ;
- Les centres d'emplissage détenus en participation ou entrant dans le périmètre de AKWA Group (MAGHREB GAZ, AB GAZ, TADLA GAZ, SALAM GAZ et GAZAFRIC) ;
- Les centres emplisseurs d'autres sociétés.

Le choix de l'un de ces trois modes d'emplissage dépend principalement de la localisation géographique des centres et de leur proximité avec le lieu de distribution et de l'optimisation de la supply chain.

Les centres emplisseurs détenus en propre interviennent essentiellement pour le compte de AFRIQUIA GAZ, mais également pour le compte d'autres distributeurs de GPL conditionné.

Le tableau ci-dessous donne la part des donneurs d'ordre dans la production des centres d'emplissage détenus directement par AFRIQUIA GAZ entre 2008 et le 30 juin 2011 :

Tableau 24 Part des donneurs d'ordre dans la production des centres d'emplissages détenu par Afriquia Gaz

En TM	2008	2009	SI-2010	2010	SI-2011
AFRIQUIA GAZ	92,0%	91,1%	91,7%	91,0%	90,0%
CMH	2,8%	2,6%	2,5%	2,5%	2,4%
NATIONAL GAZ	0,0%	0,5%	0,8%	0,8%	0,9%
DRAGONGAZ	1,2%	1,2%	1,4%	1,5%	2,0%
ZIZ	4,0%	4,6%	3,5%	3,5%	3,3%
SHELL	0,0%	0,0%	0,1%	0,7%	1,4%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les volumes emplis dans les centres d'emplissage propres à AFRIQUIA GAZ progressent en 2009 de 9,1% par rapport à 2008 en moyenne annuelle pour atteindre 354 310 tonnes. En 2010 la part de AFRIQUIA GAZ s'élève à 91,0% soit 0,1% de moins que l'année précédente et les volumes emplis s'établissent à 368 640 tonnes en progression de 4,0%.

Evolution de l'activité Emplissage en 2008/2009

L'activité des différents centres d'emplissage a évolué comme suit :

- Le centre d'emplissage de Mohammedia a réalisé une croissance de 25,3% suite à la redistribution de certains clients vers ce centre emplisseurs;
- L'emplissage effectué au niveau du centre de Beni Mellal est demeuré stable avec une variation de -0,1% ;
- L'emplissage effectué au niveau du centre de Jorf Lasfar a connu une baisse de 2,5% ;
- Le volume empli au niveau du centre de Marrakech a connu une augmentation de 7,9%.

AFRIQUIA GAZ et ses filiales ont enregistré une augmentation de tonnage de 59 464 TM, soit une hausse de 9,1%. AFRIQUIA GAZ a vu ses parts de marché progresser de 19,9% à 21,3%. La part de marché des centres emplisseurs apparentés (contrôlés par AKWA Group en partenariat avec d'autres opérateurs) passe quant à elle de 21,6% à 22,9%⁷.

⁷ Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution de l'activité Emplissage en 2009/2010

L'activité emplissage progresse de 4,0% comparativement à l'exercice précédent avec un volume total empli de 368 640 TM (vs. 354 294 TM à fin 2009).

L'évolution des volumes emplis par centre se décline comme suit :

- Le centre d'emplissage de Mohammedia a réalisé une croissance de 4,6%, en ligne avec la croissance du marché et l'ouverture de nouvelles unités industrielles clientes ;
- L'emplissage effectué au niveau du centre de Beni Mellal est demeuré stable avec une variation de 1,8% ;
- L'emplissage effectué au niveau du centre de Jorf Lasfar a connu une hausse de 2,6% ;
- Le volume empli au niveau du centre de Marrakech a connu une augmentation de 5,8%.

Evolution de l'activité Emplissage au 1^{er} semestre 2011

Les volumes emplis affichent une évolution de 2,5% au 30 juin 2011 et s'établissent à 187 552 T (contre 182 919 T au 30 juin 2010).

L'évolution des volumes emplis par centre se décline comme suit :

- L'emplissage effectué au niveau du centre Mohammedia a affiché une baisse 3,2% ;
- L'emplissage effectué au niveau du centre Beni Mellal a enregistré une hausse de 6,4% ;
- Le centre d'emplissage Jorf Lasfar a réalisé une performance négative de 1,5% ;
- Le volume empli au niveau du centre Marrakech a réalisé une hausse de 9,2%.

En termes de tonnage emplis, le centre d'emplissage Marrakech affiche la plus importante progression avec un volume supplémentaire de 4 970 T.

Le tableau ci-dessous décrit l'évolution du volume emplis par centre sur la période 2008-S1-2011 :

Tableau 25 Evolution du volume emplis par centre

En TM	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Mohammedia	93 070	116 647	61 986	121 967	59 995	25,3%	4,6%	-3,2%
Beni Mellal	67 238	67 174	33 566	68 372	35 717	-0,1%	1,8%	6,4%
Jorf Lasfar	67 720	65 988	33 491	67 705	32 994	-2,6%	2,6%	-1,5%
Marrakech	96 829	104 485	53 876	110 596	58 846	7,9%	5,8%	9,2%
Total	324 857	354 294	182 919	368 640	187 552	9,1%	4,0%	2,5%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'évolution globale de l'emplissage dans les centres de Afriquia Gaz est de 4,0%, le tonnage emplis est passé de 354 294 tonnes en 2009 à 368 640 tonnes en 2010, soit une augmentation de 14 346 tonnes. C'est l'équivalent de 27,0% de l'évolution du marché national.

Depuis 2003, AFRIQUIA GAZ a diminué la part du GPL empli dans des centres appartenant en partie à AKWA Group, au profit d'un emplissage davantage opéré dans ses centres détenus en propre. Le tableau suivant présente la part des ventes conditionnées de AFRIQUIA GAZ emplie par chaque catégorie de centres emplisseurs :

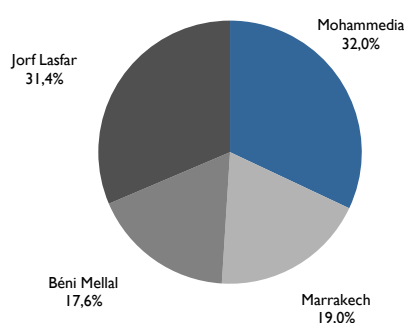
Tableau 26 Part des ventes conditionnées de Afriquia Gaz empli par centres emplisseurs

	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011
Centres propres	44,8%	47,5%	48,5%	51,6%	46,9%
Centres apparentés	52,5%	49,8%	49,4%	48,3%	50,5%
Centres confrères	2,6%	2,7%	2,1%	0,1%	2,5%
Total des ventes de GPL conditionné	100%	100%	100%	100%	100%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le graphique ci-dessous illustre la part de chaque centre d'emplissage détenu en propre dans le volume total empli :

Figure 21. Répartition du volume empli par centre d'emplissage au 30 juin 2011



Source : AFRIQUIA GAZ

Le tonnage de GPL empli dans les centres propres de AFRIQUIA GAZ passe de 324 857 TM à 354 295 TM en 2009, soit une augmentation de 9,1%. Les enlèvements des tiers ont évolué de 21,0% tandis que ceux de AFRIQUIA GAZ ont progressé de 8,0%.

En 2010, le total des volumes emplis progresse de 4,0% par rapport à 2009 et s'établit à 368 640 TM. Les volumes emplis pour le compte de AFRIQUIA GAZ progressent de 4,1% à 335 606 TM tandis que l'emplissage pour le compte de tiers recule de 17,8% à 24 613 TM.

Tableau 27 Tonnage de GPL empli dans les centres propres de AFRIQUIA GAZ

En TM	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Emplissage pour tiers	26 337	29 949	11 250	24 613	13 402	13,7%	-17,8%	19,1%
Cessions inter-centres	53 765	42 993	18 254	54 372	8 969	-20,0%	26,5%	-50,9%
Total Emplissage (tiers)	80 102	72 942	29 504	78 985	22 371	-8,9%	8,3%	-24,2%

Source : AFRIQUIA GAZ

V.2. Activité « Distribution »

L'activité distribution de GPL constitue le cœur de métier de AFRIQUIA GAZ, elle représente, en 2009, 88,2% du chiffre d'affaires total. En 2010 elle représente 83,5%.

AFRIQUIA GAZ dispose d'un panel de produits complet et propose du GPL en vrac et du GPL conditionné (Butane B3, Butane B6, Butane B12 et Propane P34). Les produits d'AFRIQUIA GAZ sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 28 Produits de Afriquia Gaz

	B3	B6	B12	P34	Vrac
Marques	CAMPING GAZ AFRIQUIA GAZ ULTRA GAZ NATIONAL GAZ	AFRIQUIA GAZ TISSIR GAZ	TISSIR GAZ AFRIQUIA GAZ ULTRA GAZ NATIONAL GAZ	AFRIQUIA GAZ META GAZ	AFRIQUIA GAZ
Description	Gaz butane conditionné en bouteille 3 et 6 kg		Gaz butane conditionné en bouteille 12 kg	Gaz propane conditionné en bouteille 34 kg	Gaz propane livré dans des citernes de 330 kg à 50 t.
Usage	Domestique essentiellement rural : cuisson et éclairage		Domestique urbain et rural : cuisson et eau chaude Professionnel dans les périodes de hausse des prix de propane	Domestique en batterie : villas. Professionnel : hôtels, restaurants, soudure, pressing, boulangerie.	Domestique : villas Professionnel : toute industrie nécessitant une chaudière ou four, hôtels, restaurants
Clientèle	Dépositaires, détaillants, consommateurs finaux et confrères		Dépositaires, détaillants, consommateurs finaux et confrères	Dépositaires, professionnels, domestiques et confrères	Professionnels et domestiques

Source : AFRIQUIA GAZ

La répartition des ventes de AFRIQUIA GAZ selon les différentes catégories de produits se décline comme suit :

Tableau 29 Répartition des ventes selon les catégories de produits

En TM	2008	% du total	2009	% du total	SI-2010	% du total	2010	% du total	SI-2011	% du total
Butane B3	197 473	25,2%	192 406	24,0%	96 410	23,1%	190 135	22,9%	94 624	22,0%
Butane B6	19 975	2,5%	22 457	2,8%	12 269	2,9%	24 971	3,0%	13 438	3,1%
Butane B12	449 090	57,3%	465 175	58,0%	237 917	56,9%	481 489	58,0%	251 797	58,6%
Butane vrac	35 642	4,5%	41 158	5,1%	22 033	5,3%	44 672	5,4%	23 989	5,6%
Total Butane	702 180	89,6%	721 196	90,0%	368 629	88,2%	741 267	89,3%	383 847	89,3%
Propane P34	7 879	1,0%	8 483	1,1%	4 735	1,1%	8 778	1,1%	4 826	1,1%
Propane vrac	73 571	9,4%	71 677	8,9%	44 562	10,7%	80 080	9,6%	41 000	9,5%
Total Propane	81 450	10,4%	80 160	10,0%	49 297	11,8%	88 858	10,7%	45 826	10,7%
Total GPL	783 630	100%	801 356	100%	417 925	100%	830 125	100%	429 673	100%

Source : AFRIQUIA GAZ

A l'instar du marché, les ventes de AFRIQUIA GAZ reposent en grande majorité sur les ventes de butane conditionné et plus particulièrement de Butane B3/B12 (80,9% du volume global de AFRIQUIA GAZ en 2010 contre 87,3% pour l'ensemble du marché).

Les produits en vrac comptent pour près de 15,1% du volume des ventes de AFRIQUIA GAZ tandis qu'au niveau du marché, ils ne représentent que 11,9% du total des volumes vendus.

L'évolution des ventes en volume de AFRIQUIA GAZ s'inscrit en croissance moyenne de 2,9% (hors croissance externe) entre 2008 et 2010. Cette progression s'explique par :

- La croissance du marché sur la même période de 2,3% ;
- Le déploiement d'efforts commerciaux notamment au niveau du segment du GPL conditionné.

L'activité de distribution de GPL ne répond à aucune saisonnalité particulière. Toutefois, les ventes connaissent une légère hausse lors de la période hivernale et lors du mois de Ramadan.

Outre l'activité de distribution de GPL, AFRIQUIA GAZ réalise des opérations avec confrères et majoritairement avec SALAM GAZ et GAZAFRIC. Ces opérations consistent en :

- l'emplissage par les confrères ;
- Les cessions inter-centres de GPL en vrac.

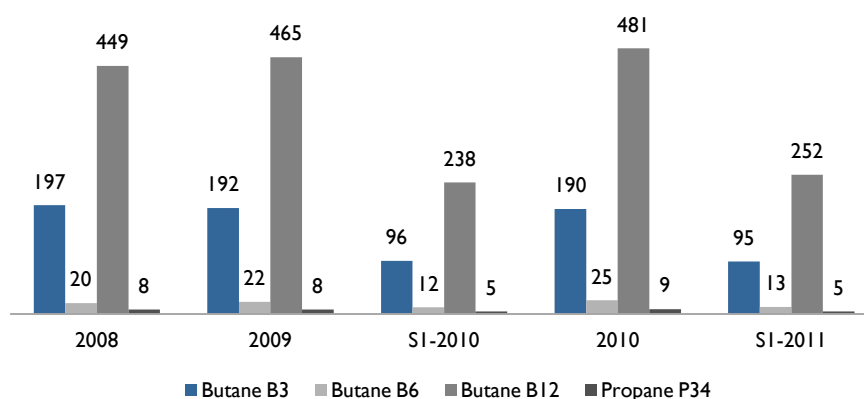
Les cessions inter centres permettent l'optimisation de l'approvisionnement sur les marchés internationaux afin d'éviter toute pénurie régionale de butane, ceci compte tenu de l'importance stratégique de l'approvisionnement en butane pour le Maroc. Les cessions inter-centres sont réalisées à marge quasi-nulle.

V.2.1. Distribution du GPL conditionné

La distribution du GPL conditionné s'appuie sur un réseau de dépositaires implantés sur l'ensemble du territoire national.

Le graphique ci dessous détaille l'évolution des ventes de GPL conditionné de AFRIQUIA GAZ entre 2008 et 2010 :

Figure 22. Ventes du GPL conditionné de AFRIQUIA GAZ sur la période 2008-S1-2011 (en milliers de TM)



Source : AFRIQUIA GAZ

Le développement du marché du GPL conditionné s'explique par deux principaux facteurs :

- L'urbanisation croissante appuyée par la politique gouvernementale en matière de logement social.
- La croissance de la demande émanant du secteur agricole (utilisation des pompes à eau fonctionnant au butane dans l'irrigation).

La progression des volumes distribués est principalement due à celle des ventes de butane B6/B12 dont l'importance par rapport aux ventes du reste des produits conditionnés évolue de 69,6% en 2008 à 71,8% en 2010.

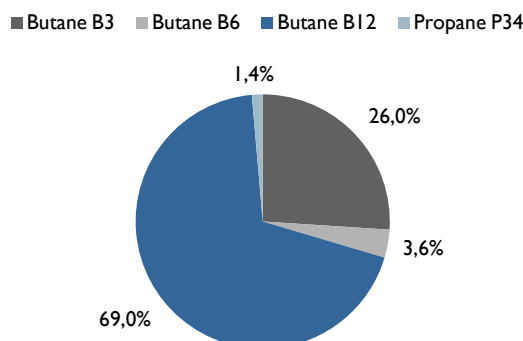
Les ventes de butane B3 affichent une tendance baissière sur la période considérée, avec un taux annuel moyen négatif de (-1,9%). Il convient de rappeler que les ventes de butane B3 sont affectées par la poursuite de la politique d'électrification des zones rurales.

Les ventes de propane P34 restent pour leur part, relativement peu importantes au niveau de la structure générale des ventes de AFRIQUIA GAZ (1,2% des ventes de GPL conditionné de la société en 2010).

Le marché national du GPL a évolué de 3,6% au titre de l'année 2010 en atteignant 1 964 189 tonnes soit l'équivalent d'un tonnage supplémentaire de 68 387 tonnes par rapport à 2009.

Le graphique ci-dessous détaille la structure des ventes de GPL conditionné de AFRIQUIA GAZ au 30 juin 2011 :

Figure 23. Structure des ventes de GPL conditionné de AFRIQUIA GAZ au 30 juin 2011



Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution de l'activité Distribution du GPL conditionné en 2009

Les ventes de GPL conditionné par AFRIQUIA GAZ ont atteint 688 521 tonnes en 2009, soit une progression de 2,1%.

Cette faible augmentation est due à la baisse de la demande du secteur agricole suite à la bonne pluviométrie à l'échelle nationale et, en particulier, dans les deux bassins de Chaouia-Ouardigha et Souss-Massa. Le développement de la consommation des bouteilles B12 et B6 continue à tirer la croissance du marché du GPL conditionné.

En ce qui concerne le propane conditionné, le volume total des ventes s'est élevé à 8 483 tonnes en 2009 contre 7 879 tonnes en 2008 soit une croissance de 7,7%.

Evolution de l'activité Distribution du GPL conditionné en 2010

En 2010, pour la Société Afriquia Gaz, et ses filiales de manière générale, la distribution de GPL conditionné a enregistré une évolution de 2,4% par rapport à l'année précédente, légèrement inférieure à l'évolution du marché national qui elle s'établit à 3,3%. Et ce tout en restant leader de la distribution du GPL avec 40,8% de part de marché (contre 41,1% en 2009).

Cette croissance continue de trouver son explication dans le développement de la consommation de la B12 et de la B6. Cependant elle reste pénalisée par la régression que connaît la B3.

Concernant le segment du propane conditionné, le volume total des ventes sur le marché national de propane conditionné P34 a atteint 13 850 tonnes à fin 2010 (vs. 13 486 tonnes en 2009). Sur ce marché, Afriquia Gaz réalise une évolution de 3,5%.

Evolution de l'activité Distribution du GPL conditionné au 30 juin 2011

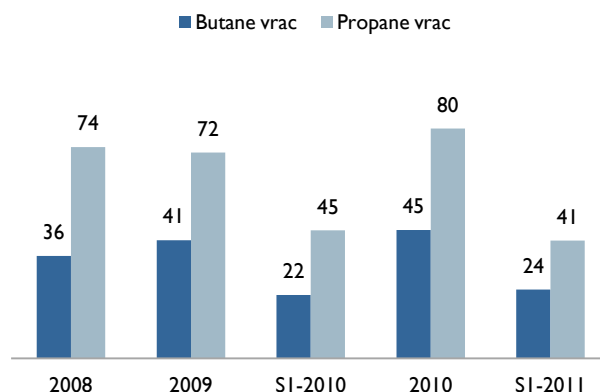
Au 30 juin 2011, les ventes de GPL conditionné progressent de 3,8% en comparaison au premier semestre 2010. Cette hausse est tirée par les ventes de butane B6, B12, et dans une moindre mesure le propane P34 tandis que le butane B3 affiche un recul de 1,8%, affecté la politique d'électrification rurale.

V.2.2. Distribution du GPL Vrac

Pour la distribution de GPL vrac, AFRIQUIA GAZ fournit directement les utilisateurs finaux via des citernes fixes installées et entretenues par la société.

Le graphique suivant présente l'évolution des ventes de GPL vrac de AFRIQUIA GAZ entre 2008 et le 1^{er} semestre 2011 :

Figure 24. Evolution des ventes de GPL vrac de AFRIQUIA GAZ (en milliers de tonnes)



Source : AFRIQUIA GAZ

Les ventes de GPL en vrac connaissent une progression importante, de l'ordre de 6,9% en moyenne par an annuelle entre 2008 et 2010, en raison d'une forte demande industrielle. Cette hausse repose autant sur la croissance des ventes de butane en vrac (12,0% par an entre 2008 et 2010) que sur la croissance des ventes de propane en vrac (4,3% par an entre 2008 et 2010).

En 2010 le marché national du GPL en vrac a connu une évolution de 6,3% par rapport à l'année dernière passant à 234 813 tonnes (contre 220 951 tonnes en 2009).

Evolution de l'activité Distribution du GPL vrac en 2008

AFRIQUIA GAZ a enregistré des ventes de GPL en vrac en progression de 12% en raison notamment d'une reprise constatée au niveau des différents secteurs de l'économie.

Le développement de l'activité Propane vrac est dû à la conclusion de nouveaux contrats avec des clients consommant exclusivement ce produit.

Evolution de l'activité Distribution du GPL vrac en 2009

En 2009, malgré la récession économique qui a touché la majorité des industries consommatrices de GPL (Céramique, métallurgie, etc.), AFRIQUIA GAZ a vu les volumes de GPL en vrac vendus progresser de 3,3%.

Evolution de l'activité Distribution du GPL vrac en 2010

Afriquia Gaz affiche une progression des ventes de GPL en vrac de 10,6%, supérieure à celle du marché qui s'établit à 6,3% et consolide ainsi sa position sur ce segment avec 53,6% de part de marché en 2010 (vs. 51,1% en 2009).

Evolution de l'activité Distribution du GPL au 1^{er} semestre 2011

Les ventes de GPL en vrac reculent de 2,4% au terme du 1^{er} semestre 2011. Cette évolution résulte de l'effet conjugué de (i) la hausse des ventes de butane vrac (+8,9%) et de (ii) la baisse des ventes de propane vrac (-8,0%). Il est à noter qu'en terme de volume, le propane vrac constitue 63,1% du total des ventes de GPL vrac en juin 2011.

V.3. Réseau de distribution

La logistique de distribution est l'un des paramètres les plus importants au sein de l'activité de AFRIQUIA GAZ, avec en particulier la taille et l'organisation du réseau de dépositaires.

Les dépositaires sont des intermédiaires grossistes chargés de la distribution des bouteilles de gaz sur les points de vente en détail.

AFRIQUIA dispose de 176 dépositaires à travers tout le Royaume. Le découpage géographique du territoire national, au 30 juin 2011 se présente de comme suit :

Tableau 30 Nombre de dépositaires par zone géographique

Zones	Principales villes	Nombre de dépositaires
Centre	Casablanca	28
Nord	Rabat, Fes, Meknès, Tanger, Tétouan	79
Sud	Marrakech, Agadir, Safi	69
Total		176

Source : AFRIQUIA GAZ

Ce découpage géographique permet à AFRIQUIA GAZ de couvrir une majeure partie du territoire national. Parallèlement, même si la distribution du vrac ne nécessite pas la présence de dépositaires dans le circuit de distribution, elle suit tout de même le même découpage géographique.

V.4. Approvisionnement

Les achats de AFRIQUIA GAZ peuvent être classés en trois catégories :

- Achats de matières premières ;
- Achats de matériel ;
- Achats de bouteilles et citernes.

V.4.1. Achats de matières premières

Le tableau suivant présente des achats globaux de matières premières effectués par AFRIQUIA GAZ sur la période 2008-2010 :

Tableau 31 Achats globaux de matières premières effectués par Afriquia Gaz

En TM	2008	2009	SI-2010	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/SI10
Achats de matières premières	454 122	481 398	261778	524 469	257 466	6,0%	8,9%	-1,6%
En dirhams	29 064	11 072	755	7 596	1 506	-61,9%	-31,4%	99,5%
En dollars US	425 058	470 326	261 023	516 873	255 960	10,6%	9,9%	-1,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

Afin de pallier l'insuffisance du raffinage local de GPL, qui ne représente en 2010 que 5,3% des besoins nationaux, AFRIQUIA GAZ importe la majeure partie de ses besoins. AFRIQUIA GAZ effectue ses importations directement auprès de producteurs internationaux tels que SONATRACH et CEPESA ainsi qu'indirectement par l'intermédiaire de courtiers spécialisés. Ces importations proviennent de divers pays (Algérie, Norvège, Espagne, Royaume-Uni, etc.) et sont acheminées essentiellement vers les terminaux de Jorf Lasfar et Mohammedia.

Les importations de GPL se font essentiellement à travers AFRIQUIA GAZ et GAZAFRIC, filiale à 50% de AFRIQUIA GAZ. Le tableau ci-dessous détaille les importations de GPL effectué par AFRIQUIA GAZ et GAZAFRIC en 2010 :

Tableau 32 Importations de GPL effectués par Afriquia Gaz et Gazafric

En TM	Butane	% du total	Propane	% du total	Global	% du total
AFRIQUIA GAZ	433 393	73,5%	91 076	94,4%	524 469	76,4%
GAZAFRIC	156 487	26,5%	5 445	5,6%	161 932	23,6%
Total	589 880	100,0%	96 521	100,0%	686 401	100,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

Au port de Mohammedia, les importations de butane sont réceptionnées dans les cavités communes de la société de stockage SOMAS dont la capacité totale de stockage s'établit à 110 000 TM et dans laquelle AFRIQUIA GAZ détient une participation directe de 8%.

Au port de JORF LASFAR, le terminal de réception possède actuellement une capacité actuelle de 600 000 TM en butane et 90 000 TM en propane.

AFRIQUIA GAZ tente de bénéficier d'économies d'échelle en passant des commandes pour des volumes plus importants. Ces économies d'échelle concernent principalement les coûts de logistique afférents aux dites commandes. En effet, l'augmentation des volumes réduit divers coûts rapportés à la tonne tels que les frais d'approche, les coûts administratifs, etc.

V.4.2. Achats de matériel

La société PETRODIS, filiale de AKWA Group, centralise l'ensemble des achats hors GPL de AFRIQUIA GAZ.

Les programmes d'achats sont réalisés selon des plans annualisés en fonction des besoins anticipés, avec pour objectif de bénéficier des prix les plus intéressants du marché. En effet, la taille de la Société, et l'effet vertical du groupe, permet à AFRIQUIA GAZ de bénéficier de prix d'approvisionnements concurrentiels.

V.4.3. Achats de bouteilles

AFRIQUIA GAZ achète ses bouteilles auprès de INTRAL et TECHNOGAZ (filiales de AKWA Group). Les achats d'accessoires de bouteilles se font au niveau de SODIPIT.

TECHNOGAZ

La société TECHNOGAZ, implantée à El Jadida et filiale à 50% de AKWA Group et à 50% de ZIZ, fournit et entretient les bouteilles de 3, 6, 12 et 34 kg pour le compte de AFRIQUIA GAZ. Sa capacité de production est de 600 000 bouteilles par an. TECHNOGAZ est certifiée ISO 9002.

INTRAL INDUSTRIES

INTRAL INDUSTRIES est une société filiale de OISMINE Group, holding détenue par AFRIQUIA SMD, spécialisée dans la fabrication de bouteilles de gaz. La capacité de production de la société s'élève à 1 million de bouteilles par an, soit une capacité journalière de 4 000 bouteilles. Le taux d'utilisation de l'outil industriel est de 50% et attribue à la société une importante flexibilité pour satisfaire la demande. En outre, la société écoule une partie de sa production dans des marchés régionaux (Afrique subsaharienne).

Toutefois, l'activité à l'international demeure marginale par rapport aux ventes nationales en grande partie réalisées avec AFRIQUIA GAZ.

L'activité de INTRAL comprend :

- La fabrication des récipients ;
- L'assemblage ;
- La peinture gravure de la marque ;
- Le contrôle qualité.

Les normes de fabrication de INTRAL sont conformes aux standards internationaux en la matière. La société est certifiée ISO 9002.

SODIPIT

SODIPIT est une filiale à 100% de AFRIQUIA GAZ spécialisée dans la réparation de bouteilles de gaz et la fabrication d'accessoires. La capacité de production de la société s'élève à 500 000 bouteilles par an, soit une capacité journalière de 2 000 bouteilles. Le taux d'utilisation de l'outil industriel est de 60%. La majeure partie des ventes de bouteilles est réalisée avec AFRIQUIA GAZ. Des projets de développement sont en cours d'étude afin de commercialiser au Maroc et à l'étranger des composants destinés au conditionnement de GPL.

L'activité de SODIPIT comprend les éléments suivants :

- Fabrication des récipients ;
- Assemblage ;
- Peinture gravure de la marque ;
- Contrôle qualité ;
- Production de composants : brûleurs, valves, sourdines, etc.

V.5. Logistique

Le transport est organisé en deux phases distinctes :

- Les matières premières GPL sont transportées dans des camions citernes, de la SAMIR ou des centres de stockage vers les centres d'emplissage ou vers les clients GPL vrac ;
- Les bouteilles sont transportées vers les clients dépositaires GPL conditionné situés au-delà d'un rayon de 100 à 150 km des centres emplisseurs détenus partiellement ou totalement par AFRIQUIA GAZ.

Afin de minimiser les coûts de transport et d'assurer une répartition optimisée des stocks, l'organisation de la distribution est assurée par TIMLOG, filiale de AKWA Group spécialisée dans le transport qui a repris, en 1994, la gestion des véhicules appartenant à AFRIQUIA GAZ. TIMLOG facture ses prestations en fonction du volume transporté.

La flotte de TIMLOG est constituée de plus de 250 camions-citernes.

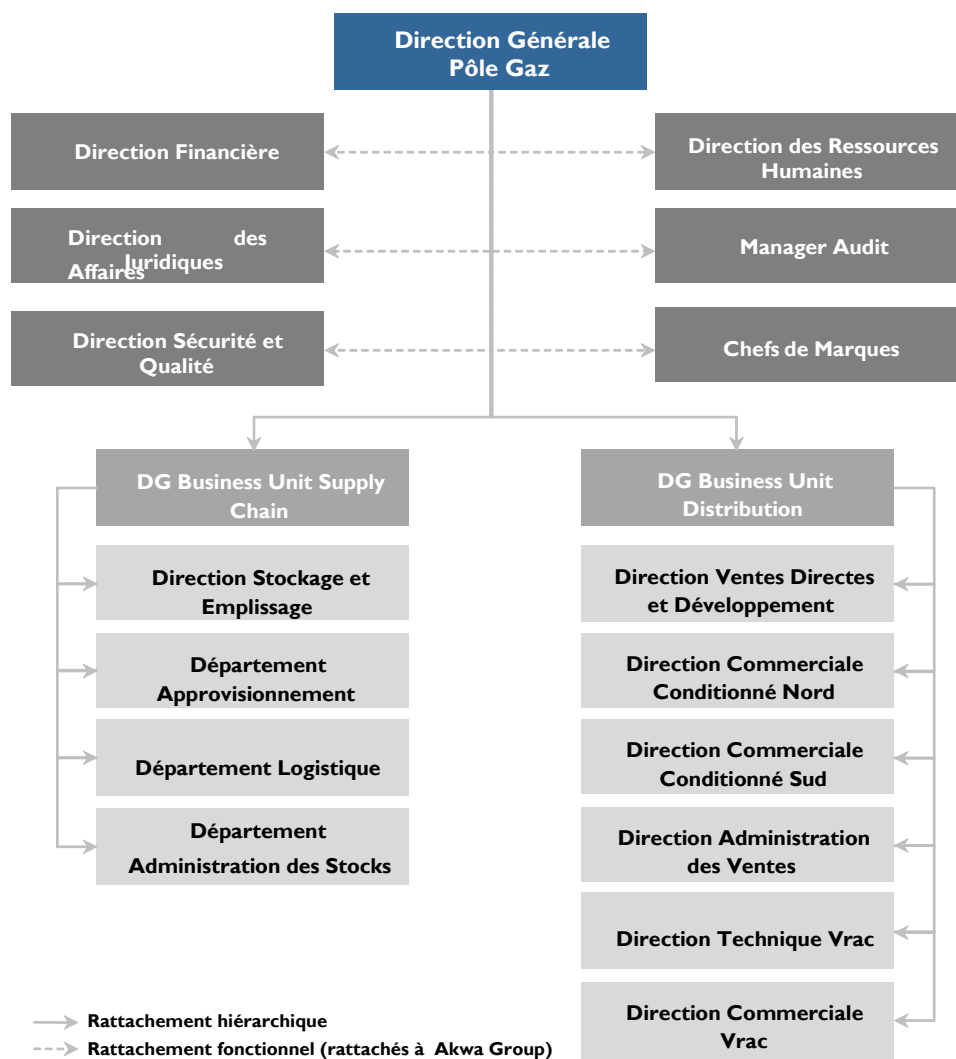
VI. Organisation

VI.1. Organisation de AFRIQUIA GAZ

AFRIQUIA GAZ fait partie du Pôle Gaz de AKWA Group organisé en Business Units (Directions Opérationnelles) rattachées au Directeur Général du Pôle Gaz et couvrant toutes les filiales faisant partie du Pôle. Ce mode d'organisation permet une focalisation de chaque « Direction opérationnelle » sur un métier de la chaîne de valeur du gaz tout en lui faisant bénéficier du support du Pôle (à travers la Direction Financière, la Direction Juridique, la Direction des Ressources Humaines et la Direction Sécurité et Qualité) et du Groupe (à travers les sociétés de moyens et les Directions Fonctionnelles AKWA Group).

L'organisation actuelle de la société est illustrée à travers l'organigramme suivant :

Figure 25. Organigramme fonctionnel de AFRIQUIA GAZ



Source : AFRIQUIA GAZ

Business Unit Supply Chain

La BU Supply Chain comprend toute l'activité logistique, de l'approvisionnement au dispatching en passant par le stockage, l'emplissage et la logistique :

- Elle supervise les terminaux de stockage, les centres emplisseurs et la logistique des sociétés détenues en propre ;
- Elle coordonne la gestion avec les DG respectifs des sociétés en participation : MAGHREB GAZ, AB GAZ, TADLA GAZ, SALAM GAZ, GAZ AFRIC, STOGAZ et SOMAS.

Business Unit Distribution

La BU Distribution regroupe toute l'activité commerciale, de gestion technique et d'administration des ventes pour l'ensemble des GPL (conditionné et vrac).

Direction Financière – Pôle Gaz

Le Pôle Gaz est renforcé par une Direction Financière qui assure :

- L'optimisation des ressources financières des filiales du Pôle et l'équilibre de leurs situations en ligne avec la stratégie financière du Groupe ;

- La gestion du crédit client des sociétés du Pôle ;
- La production des *reportings* nécessaires au pilotage des activités pour le DG Pôle et au suivi des ressources financières pour la Direction Financière Groupe.

VI.2. Moyens humains

VI.2.1. Effectif

Le tableau suivant présente l'évolution de l'effectif (fin de période) de AFRIQUIA GAZ (hors filiales) sur la période 2008-2010 :

Tableau 33 Evolution de l'effectif de Afriquia Gaz

	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Salariés	583	623	641	6,9%	2,9%
Employés temporaires	139	119	107	-14,4%	-10,1%
Effectif total	722	742	748	2,8%	0,8%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'effectif permanent de AFRIQUIA GAZ s'élève en 2010 à 641 personnes, en hausse annuelle moyenne de 4,9% sur la période 2008-2010.

Les employés temporaires sont essentiellement affectés à la division empiissage lors des périodes de hausse de l'activité notamment durant la période hivernale et le mois de Ramadan.

Le nombre d'employés temporaires est en baisse continue sur la période 2008-2010 en raison d'une politique de recrutement plus agressive.

VI.2.2. Ventilation de l'effectif

Le tableau suivant présente la ventilation de l'effectif par âge au 31 décembre 2010 :

Tableau 34 Ventilation de l'effectif par âge

Tranche d'âge	Effectif	Part
< 25 ans	53	7%
De 25 à 40 ans	320	43%
De 40 à 55 ans	305	41%
55 ans et +	70	9%
Total	748	100%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'effectif global moyen de la Société s'établit à 748 collaborateurs, dont l'âge moyen se situe à 38 ans (6% de femmes). L'ancienneté moyenne au sein de Afriquia Gaz est de 10 ans.

Le tableau suivant présente la ventilation de l'effectif par ancienneté :

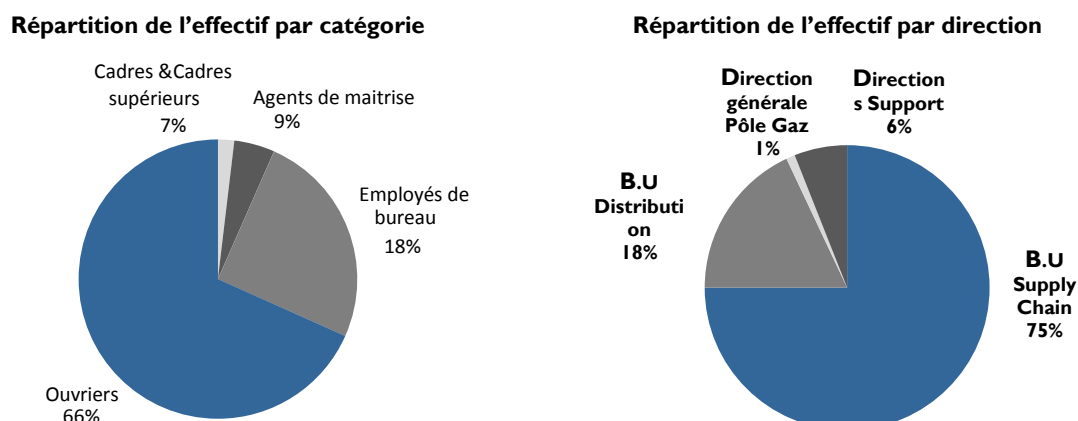
Tableau 35 Ventilation de l'effectif par ancienneté

Ancienneté	Effectif	Part
< 5 ans	245	33%
De 5 à 15 ans	245	33%
De 15 à 25 ans	195	26%
25 ans et +	63	8%
Total	748	100%

VI.2.3. Structure de l'effectif

Le graphique ci dessous décrit la structure de l'effectif à fin 2010 :

Figure 26. Répartition de l'effectif de AFRIQUIA GAZ par catégorie et par direction



Source : AFRIQUIA GAZ

L'activité empiissage, à travers les différents centres d'empiissage, représente une des principales sources d'emploi de AFRIQUIA GAZ à hauteur de 56%.

Les chiffres ci-dessus ne concernent que l'effectif permanent de AFRIQUIA GAZ.

Le taux d'encadrement de AFRIQUIA GAZ s'élève à 7% en 2010.

VI.2.4. Formation du personnel

La nécessité de mobiliser toutes les compétences actuelles et potentielles pour accompagner le développement de AFRIQUIA GAZ a imposé de mettre en place des outils ciblés de management des ressources humaines.

En effet, un plan de formation annuel a été mis en place. Il repose sur trois axes :

- La formation perfectionnement pour le développement des compétences ;
- La formation qualité pour améliorer les standards de qualité au sein de l'entreprise ;
- La mise à niveau technologique et managériale.

D'autre part, un système d'appréciation et de rétribution des performances a été mis en place dès 1998. Il consiste en l'identification d'objectifs et d'indicateurs de performance en début d'année, et en l'évaluation de l'atteinte de ces objectifs en fin d'année. Ce système permet une clarification des rôles et attributions, une émulation au sein des équipes ainsi que l'adhésion aux objectifs de l'entreprise.

Le tableau suivant présente l'évolution du budget de formation sur la période 2008-2010 :

Tableau 36 Evolution du budget de formation

En k MAD	2008	2009	Var. 09/08	2010	Var. 10/09
Budget de formation	919	941	2,4%	1331	41,5%
Nombre de bénéficiaires	87	73	-16,1%	116	58,9%

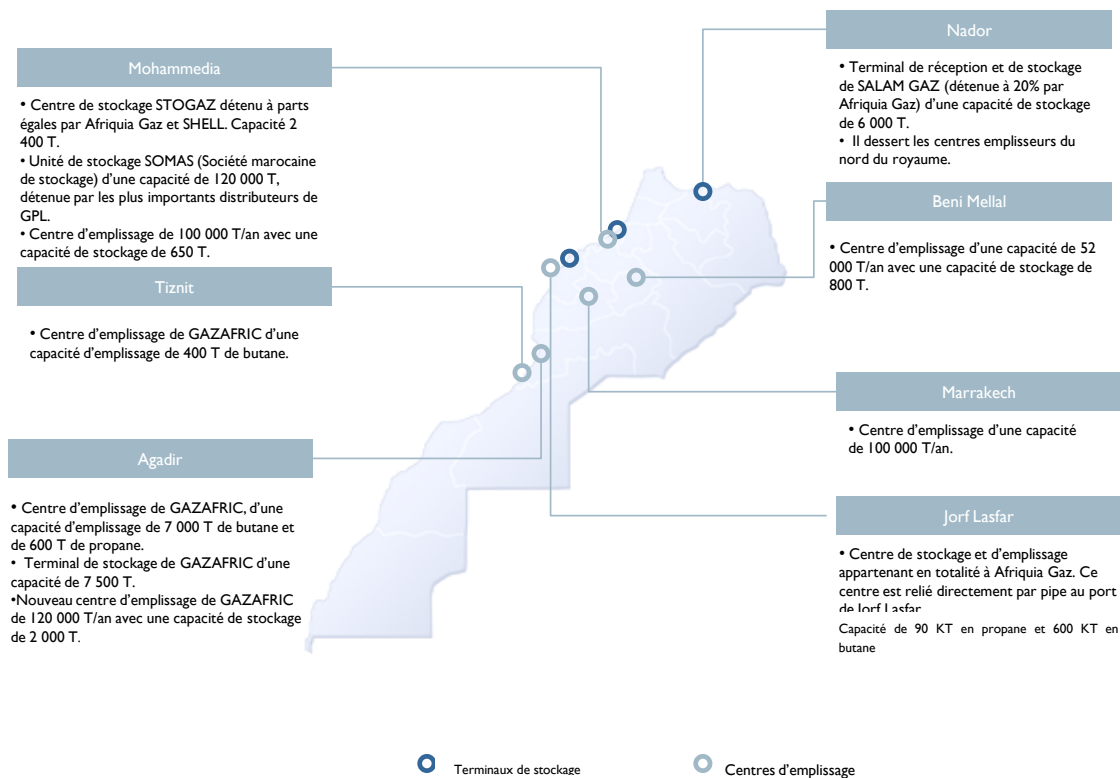
Source : AFRIQUIA GAZ

Enfin, la politique de rémunération adoptée, intégrant une rémunération par objectifs et une prime de fin d'année en fonction des résultats obtenus, permet d'améliorer le dynamisme des salariés.

VI.3. Moyens techniques

Le Groupe AFRIQUIA GAZ dispose de la plus importante infrastructure gazière au Maroc. Cette infrastructure couvre l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur du GPL : importation, stockage, emplissage et distribution.

Figure 27. Répartition géographique des installations de AFRIQUIA GAZ



Source : AFRIQUIA GAZ

VI.3.1. Centres d'emplissage détenus en propre

AFRIQUIA GAZ détient en propre 4 centres d'emplissage : Mohammedia, Jorf Lasfar, Beni Mellal et Marrakech.

Tableau 37 Description des centres d'emplissage détenus par Afriquia Gaz

	Capacité de stockage (t)	% du total	Capacité d'emplissage (T/an)	% du total
Mohammedia	650	3,0%	100 000	32,1%
Jorf Lasfar	18 700	87,0%	60 000	19,2%
Béni-Mellal	800	3,7%	52 000	16,7%
Marrakech	1 350	6,3%	100 000	32,1%
Total	21 500	100%	312 000	100%

Source : AFRIQUIA GAZ

■ Centre d'emplissage de Marrakech

AFRIQUIA GAZ dispose à Marrakech d'un des centres emplisseurs les plus importants du Royaume avec une capacité de production de 100 000 tonnes par an. Ce centre, opérationnel depuis 1994 et détenu à 100% par AFRIQUIA GAZ, dispose de trois unités d'emplissage :

- Une section d'emplissage de bouteilles de butane de 3 et 6 kg d'une capacité de 6 000 bouteilles par heure ;
- Une unité d'emplissage de bouteilles de butane de 12 kg d'une capacité de 3 000 bouteilles par heure ;
- Une unité de conditionnement des bouteilles de propane de 34 kg.

Le centre de Marrakech bénéficie également d'une unité de contrôle des bouteilles (tests hydrauliques), des cabines de peinture pour les bouteilles et des robinetteuses servant à changer les robinets défectueux.

Outre son activité de base d'emplissage, le centre de Marrakech dispose d'une capacité de stockage de 2 000 m³ pour le butane en plus d'un réservoir tampon⁸ de 150 m³. La capacité de stockage pour le propane s'élève quant à elle à 300 m³.

■ Centre d'emplissage de Mohammedia

Créé en 1996, sa capacité d'emplissage est de 100 000 T/an et sa capacité de stockage de 650 T.

Date de mise en service	1996
Capacité de stockage	650 T
Type de stockage	
- Butane	6 cigares de 150 m ³ 2 cigares de 100 m ³ 1 sphère de 4 000 m ³
- Propane	2 cigares de 100 m ³

Source : AFRIQUIA GAZ

⁸ Réservoir pour le stock de sécurité utilisé également pour la livraison des clients de GPL vrac de la région sud.

▪ Centre d'emplissage de Béni Mellal

Créé en 1991, sa capacité d'emplissage est de 52 000 T/an et sa capacité de stockage est de 800 T. Ce centre a été contrôlé par AFRIQUIA GAZ après l'acquisition de TISSIR PRIMAGAZ.

Date de mise en service	1996
Capacité de stockage	800 T
- Butane	14 cigares de 100 m ³
- Propane	2 cigares de 100 m ³

Source : AFRIQUIA GAZ

▪ Centre d'emplissage de Jorf Lasfar

Créé en 1983, sa capacité d'emplissage est d'environ 60 000 T/an.

Date de mise en service	1983
Capacité de stockage	18 700 T
Type de stockage	
- Butane	14 800 TM de butane
- Propane	3 900 TM de propane

Source : AFRIQUIA GAZ

VI.3.2. Centres d'emplissage détenus en participation

AFRIQUIA GAZ, du fait de son appartenance à AKWA Group, bénéficie également d'autres centres d'emplissage :

MAGHREB GAZ

MAGHREB GAZ est détenue à hauteur de 37,5% par AKWA Group, de 37,5% par SHELL MAROC et de 25,0% par ZIZ. MAGHREB GAZ dispose de deux centres emplisseurs, MAGHREB GAZ II et III à Benslimane et Laacilate, et d'un terminal de stockage à Mohammedia. Sa capacité d'emplissage est de 160 000 T/an et sa capacité de stockage est de 4 600 tonnes pour le butane et 1 100 tonnes pour le propane.

GAZAFRIC

Créée en 1974, GAZAFRIC est détenue à parts égales par AFRIQUIA GAZ et la famille BICHA. GAZAFRIC dispose de deux centres emplisseurs d'une capacité d'emplissage totale de 130 000 T/an :

- Agadir : la capacité de stockage est de 7 000 tonnes de butane et 600 tonnes de propane,
- Tiznit : la capacité de stockage est de 400 tonnes de butane.

Le plus grand centre emplisseur de GAZAFRIC a été mis en service en 2009 à Sidi Bibi, à 30 km d'Agadir, pour une capacité d'emplissage de 120 000 T/an et une capacité de stockage de 2 000 tonnes.

TADLA GAZ

TADLA GAZ, située dans le centre-est, est détenue à hauteur de 50% par AKWA Group et 50% par SHELL MAROC. Sa capacité d'emplissage est de 45 000 T/an pour le butane et 3 000 T/an pour le propane.

AB GAZ

AB GAZ, situé dans le nord, est filiale de AKWA Group à hauteur de 52,5% et ZIZ à 47,5%. La société bénéficie d'une capacité de stockage de 40 000 tonnes et d'une capacité d'emplissage de 80 000 T/an pour le butane.

SALAM GAZ

SALAM GAZ est détenue par SAMIR à hauteur de 50%, les autres actionnaires sont AFRIQUIA GAZ (20%), TOTAL MAROC (20%) et ZIZ (10%).

Le champ d'activité de Salam Gaz se structure autour de 3 métiers :

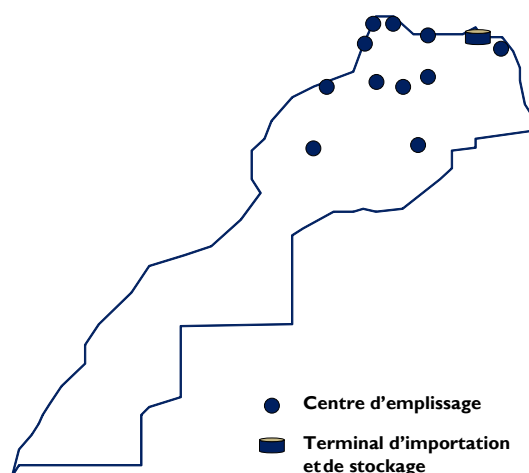
- La logistique dans le domaine des GPL (réception, stockage et transport) ;
- L'emplissage des bouteilles de gaz (butane et propane) ;
- L'entretien des bouteilles de gaz et des palettes.

Leader dans le domaine de l'emplissage des GPL, avec 30% de part de marché, SALAM GAZ dispose de :

- 12 centres emplisseurs situés à Sidi-Kacem, Tanger, Fès, Oujda, Nador, Errachidia, Tétouan, Taza, Al Hoceima, Skhirat, Larache et Marrakech.
- Un terminal de réception et de stockage du butane à Nador, d'une capacité de 200 000 T/an.

SALAM GAZ réalise 40% de son emplissage avec la société AFRIQUIA GAZ.

Figure 28. Répartition géographique des installations de SALAM GAZ



Source : AFRIQUIA GAZ

L'accès à ces différents centres permet à AFRIQUIA GAZ de couvrir une grande partie du territoire marocain et d'assurer une proximité avec les dépositaires.

VI.3.3. Stockage

Le stockage intervient après la réception des livraisons de GPL de SAMIR et des approvisionnements à l'international.

Terminal de stockage de Jorf Lasfar

Appartenant à AFRIQUIA GAZ, le Terminal de Jorf Lasfar est directement relié par pipe au port de Jorf Lasfar afin d'optimiser l'acheminement de GPL. Une extension de la capacité de stockage a été réalisée en 2011 ramenant la capacité totale à 3 900 tonnes pour le propane et 14 800 tonnes pour le butane.

Le nouveau terminal de stockage de GPL permet d'augmenter considérablement les capacités de stockage et de décongestionner le site de Mohammedia. Ce nouveau site, qui constitue le plus grand centre de stockage de gaz aérien du Maroc, est équipé d'un pipeline de 12" et a eu pour effet immédiat d'améliorer le débit de déchargement des navires. A terme, cet investissement de MAD 340 millions permettra une réduction considérable des coûts.

STOGAZ

STOGAZ, située à Mohammedia, est une joint-venture entre AFRIQUIA GAZ et SHELL MAROC. STOGAZ stocke du propane qui est acheminé depuis le port de Mohammedia par pipe jusqu'au site.

Ce centre dispose d'une capacité de stockage de propane de 2 400 TM et s'appuie sur une technologie de construction avant-gardiste, basée sur l'immersion de deux cylindres de stockage dans un bassin d'eau, permettant de limiter la fuite de gaz en cas d'incident.

GAZAFRIC

GAZAFRIC dispose d'un terminal de réception avec une capacité de stockage de 7 500 tonnes. Situé à Agadir, ce terminal contribue à l'approvisionnement des régions du sud du Maroc.

SOMAS

Créée en 1974, SOMAS compte parmi ses actionnaires les principaux distributeurs de GPL au Maroc. Elle assure, depuis Mohammedia, la réception de cargaisons de tous types de bateaux, en particulier des butaniers d'une capacité allant jusqu'à 40 000 tonnes en réfrigéré.

La société assure aussi le stockage de GPL dans des cavités souterraines et sa livraison via un réseau de pipes ainsi qu'une flotte de camions citernes. Elle dispose de capacités de stockage significatives matérialisées par deux cavités de capacités respectives de 123 739 m³ et 125 000 m³, pour une capacité totale de 250 000 m³ équivalent à 120 000 T soit près d'un mois de consommation nationale en GPL. Grâce à ses capacités de stockage, SOMAS assure au pays une sécurité d'approvisionnement en butane.

VI.3.4. Parc de bouteilles et de citernes

▪ Bouteilles

Le tableau ci dessous détaille l'évolution du parc de bouteilles de AFRIQUIA GAZ :

Tableau 38 Evolution du parc de bouteilles de Afriquia Gaz

	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
3 Kg	11 831 116	11 752 387	11 758 746	-0,7%	0,1%
6 Kg	854 727	937 570	1 037 648	9,7%	10,7%
12 Kg	6 613 241	6 986 204	7 370 345	5,6%	5,5%
34 kg	59 529	62 958	66 573	5,8%	5,7%
Total	19 358 613	19 739 119	20 233 312	2,0%	2,5%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les bouteilles de AFRIQUIA GAZ sont fabriquées par INTRAL et TECHNOGAZ.

L'évolution du parc de bouteilles, tirée notamment par la croissance des bouteilles de 6kg, 12kg et 34 kg, a évolué en moyenne de 2,2%/an entre 2008 et 2010.

Au 31 décembre 2010, le parc repose essentiellement sur les bouteilles de 3 kg (58,1%) et les bouteilles de 12 kg (36,4%).

La taille importante du parc de bouteilles de AFRIQUIA GAZ constitue un facteur primordial de son positionnement dans la mesure où il permet notamment la disponibilité des bouteilles à grande échelle sur le marché.

La réglementation en vigueur prévoit une durée de vie de 40 ans pour les bouteilles 12 kg et 34 kg, et de 30 ans pour les bouteilles de 3 kg et 6 kg. A fin 2010, en termes d'années d'existence, le parc de bouteilles de AFRIQUIA GAZ se décline comme suit :

Tableau 39 Parc de bouteilles en termes d'années d'existence

Age	Parc de bouteilles	% du parc
< 5 ans	3 858 879	19,1%

Entre 5 et 10 ans	4 443 427	22,0%
> 10 ans	11 931 006	59,0%
Total	20 233 312	100,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

▪ Citernes

Les citernes, utilisées pour la distribution de GPL en vrac, sont installées chez les clients mais demeurent propriété de AFRIQUIA GAZ. Leur durée de vie est fixée à 30 ans par la réglementation en vigueur.

VI.3.5. Fournisseurs de moyens administratifs et logistiques

Afin de renforcer les synergies entre les composantes de AKWA Group et de mettre à profit l'expertise développée par chacune d'elles dans son domaine d'activité, AFRIQUIA GAZ externalise en partie ses activités de support (achats, communication interne, système d'information, formation et comptabilité) aux sociétés de moyens du groupe, à savoir, AKWA Group (pilotage stratégique), TAFRAOUTI SA (gestion immobilière), PROACTIS (prestations de gestion administrative et comptable), TIMLOG (transport) et PETRODIS (ensemble des achats hors matières premières) ou à des directions fonctionnelles du groupe telles que la Direction Marketing, la Direction des Ressources humaines et la Direction Stratégie et Organisation.

Des contrats de gestion, bien définis, régissent la relation commerciale entre AFRIQUIA GAZ et ces sociétés de moyens :

- AKWA Group facture selon une clé de répartition des charges, comprenant principalement les salaires et les loyers de la holding ;
- PROACTIS facture selon une estimation du temps passé, par chaque département de la société, au service de AFRIQUIA GAZ ;
- TIMLOG facture le kilomètre parcouru avec une décote d'environ 30% par rapport au tarif en vigueur au niveau de la SNTL ;
- TAFRAOUTI SA facture l'espace bureau utilisé par AFRIQUIA GAZ au prorata du mètre carré utilisé, à un prix inférieur à celui du marché.

VI.3.6. Système de Management Qualité Sécurité Environnement

AFRIQUIA GAZ a mis en place un Système de Management Qualité Sécurité Environnement (SMQSE) qui couvre le siège et l'ensemble des centres d'emplissage et de stockage détenus en propre.

Ce SMQSE a été établi conformément aux exigences des normes ISO 9001 version 2008, ISO 14001 version 2009 et OHSAS 18001 version 2007. Il s'applique aux domaines de l'importation, du stockage, de l'emplissage, du transport et de distribution de gaz butane et propane (conditionné et vrac).

En outre, la Société a obtenu en 2011 la certification Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement pour l'ensemble de sa chaîne de valeurs qui regroupe l'importation, le stockage, l'emplissage, le transport et la distribution de GPL.

AFRIQUIA GAZ garantit la maîtrise totale des activités externalisées et ce grâce à la mise en œuvre des éléments suivants :

- Les Choix préalables d'externalisation intégrant les préoccupations de qualité des processus concernés et d'optimisation de leurs modalités de déploiement ;
- L'application d'un système de surveillance et de mesure des résultats obtenus ainsi qu'un dispositif de pilotage pour la régulation et la gestion maîtrisée de leur déploiement ;
- La caractérisation complète de ces processus et/ou la mise en œuvre d'un système documentaire complet qui est validé aussi bien en interne par les intervenants concernés au sein de AFRIQUIA GAZ que par les intervenants externes sollicités ;

- La réalisation au besoin de contrats d'interface, tel que celui validé avec PETRODIS, spécialisée dans le groupe en matière d'achats, qui définit toutes les exigences applicables à cet effet.

▪ **Contrôles Qualité**

Pour assurer le contrôle qualité des bouteilles qu'elle remplit, AFRIQUIA GAZ dispose de bancs d'épreuves servant à effectuer des tests hydrauliques sur les bouteilles de GPL. Ces tests consistent à mettre à l'épreuve des bouteilles de butane et de propane à des conditions de pression supérieures (respectivement 15 bars et 30 bars) aux normes requises par le Ministère de l'Énergie (2 bars pour les bouteilles de GPL).

Par ailleurs, tout au long de leur durée de vie réglementaire, les bouteilles sont contrôlées et subissent des tests hydrauliques tous les cinq ans, par des organismes affiliés au ministère de l'Énergie.

▪ **Procédures de sécurité**

Les mesures de sécurité mises en place par la société sont d'ordres préventif et curatif. Une couverture adéquate des risques industriels par des polices d'assurance spécialisées vient compléter le dispositif.

Les mesures curatives reposent sur l'équipement de sécurité adéquat dont dispose chacun des sites de production. Cet équipement composé entre autres d'extincteurs CO₂ et azote, de circuit anti-incendie permet d'appréhender tout risque d'anomalie.

Les mesures préventives reposent, quant à elles, sur un travail régulier d'amélioration des process, d'information, de sensibilisation et de responsabilisation, à travers :

- Un pari sur la technologie de pointe dans la construction des installations et dans les procédés de fabrication et leur contrôle dans les centres d'emballage et de stockage ;
- La sensibilisation des utilisateurs finaux aux risques inhérents à l'utilisation des gaz à travers des spots télévisés ;
- La responsabilisation de chaque salarié, en premier lieu des chefs de sites ainsi que du directeur technique, qui sont responsables de la sécurité et veillent au respect des procédures.

Enfin, la société a contracté différentes polices d'assurance pour couvrir sa responsabilité vis-à-vis des risques liés à une manipulation dangereuse des bouteilles de GPL.

Soulignons qu'à l'instar de l'ensemble des distributeurs et des emplisseurs au Maroc, les installations de AFRIQUIA GAZ répondent à des normes de sécurité très strictes et régulièrement contrôlées par les autorités compétentes. Par ailleurs, dans le cadre de l'appartenance de la société à AKWA Group, AFRIQUIA GAZ est tenue de respecter les normes établies par le comité HSE propre au Groupe.

VI.3.7. *Systeme d'information et de gestion*

▪ **Systeme informatique**

A l'origine, l'informatique de AFRIQUIA GAZ était gérée de façon centralisée par les informaticiens du

Groupe, sur la base d'outils développés en interne depuis 1978. Le manque d'intégration et d'évolutivité de ce système ont conduit à son abandon en 1996, et à son remplacement par un progiciel intégré regroupant l'ensemble des fonctions (comptables, financières, commerciales et de gestion de production).

Les applications adoptées par AFRIQUIA GAZ sont JD Edwards, pour l'application « Finance », et AFRIWARE (application spécifique à AKWA Group et à ses filiales) pour l'application « Gestion ».

Pour accompagner le fonctionnement du module intégré de suivi commercial et de production, un réseau de lignes spécialisées avec les sites de production et les dépositaires, est mis en place pour l'actualisation quotidienne des données relatives à la commercialisation et à la production.

▪ **Organisation comptable et financière**

L'organisation comptable et financière de la société s'insère dans la politique du Groupe, et repose sur une prise en charge des différentes fonctions par les équipes de PROACTIS.

PROACTIS s'occupe de tout ce qui concerne la comptabilité, la gestion de la paie, la gestion des assurances et prévoyance sociale, l'optimisation fiscale, la gestion du patrimoine foncier et le système d'information.

VI.4. Politique d'investissement

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des investissements de AFRIQUIA GAZ sur la période s'étalant de 2008 à fin juin 2011 :

Tableau 40 Evolution des investissements de Afriquia Gaz

En k MAD	2008	2009	SI-2010	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09
Stockage	36 144	94 775	71 246	101 710	37 195	162,2%	7,3%
Emplissage	42 655	37 375	17 958	18 238	8 872	-12,4%	-51,2%
Distribution	167 571	206 090	121 281	219 266	106 390	23,0%	6,4%
Total investissements	246 370	338 240	210 485	339 214	152 457	37,3%	0,3%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les investissements de AFRIQUIA GAZ progressent de 0,3% en 2010 pour atteindre plus de MAD 339,2 millions. La majeure partie des investissements est destinée au développement des capacités de stockage et du parc de bouteilles. Le reliquat inclut les achats du matériel de bureau, du matériel informatique, des aménagements, etc.

Au terme du premier semestre 2011, les investissements sont en baisse en raison principalement de la fin du programme d'investissement concernant le site de Jorf Lasfar.

VI.4.1. Infrastructure de stockage

AFRIQUIA GAZ a investi depuis 2007 dans la construction de deux installations de stockage au terminal de stockage de Jorf Lasfar :

- Stockage de propane : opérationnel depuis août 2009 avec une capacité de stockage après extension de 3 900 TM.
- Stockage de butane : construction en cours de plusieurs sphères de stockage pour un total de 14 800 TM après extension.

Un pipeline reliant les installations au niveau de Jorf Lasfar a été mis en service en janvier 2010.

Ces investissements permettront à AFRIQUIA GAZ de bénéficier d'une autonomie en terme de stockage vis-à-vis de la SOMAS pour le butane et des autres centres confrères pour le propane. A cela s'ajoute le fait que les capacités de stockage plus importantes de la société faciliteront une meilleure gestion des stocks permettant ainsi de minimiser les coûts d'importation en cas de libéralisation du marché.

Aussi, la mise à disposition des confrères des nouvelles capacités générera des gains en termes de rémunération sur stockage.

VI.4.2. Parc de bouteilles

Les principaux investissements dans le parc de bouteilles concernent :

- Le renforcement du stock-outil des centres emplisseurs, ce stock permet la poursuite des opérations d'emplissage après l'arrêt des livraisons et ce pour assurer celles de la journée suivante (tôt le matin).
- Le remplacement des bouteilles réformées et/ou au terme de la durée de vie réglementaire.
- Le développement du marché national par la consignation des nouvelles bouteilles.
- La requalification des bouteilles défectueuses (réparation à chaud de certains types de défauts répertoriés).

- L'acquisition d'accessoires accompagnants la bouteille : boîte à clapet, robinet, chapeau, etc.

VI.4.3. Citernes et installations

Le développement du marché et de l'activité de distribution en vrac nécessite une enveloppe budgétaire annuelle assez importante dont le plus gros est alloué au segment industriel « gros vrac ».

VI.4.4. Emplissage (matériel d'exploitation)

Pour améliorer les performances des centres emplisseurs et l'entretien des bouteilles, les principaux investissements concernent les éléments suivants :

- Bascules électroniques d'emplissage ;
- Carrousels ;
- Arrosages des cigares et des bras de chargement ;
- Cabines de peinture bouteilles ;
- Machines à laver ;
- Jaugeurs sphères et cigares ;
- Bascules d'emplissage ;
- Capsuleuses hydrauliques ;
- Casiers et containers pour la logistique des centres emplisseurs ;
- Chariots élévateurs pour la logistique des centres emplisseurs ;
- Stations pour le traitement des eaux usées ;
- Compresseurs pour unité de vidange ;
- Rénovation et entretien des halls d'emplissage ;
- Rénovation et maintien des réseaux électriques, GPL, eau, etc.

VI.5. Politique de partenariat

Le secteur gazier marocain se caractérise par la mise en commun des actifs de production de toute la filière.

Ainsi, AFRIQUIA GAZ a réalisé une partie de ses investissements en partenariat avec d'autres acteurs, en l'occurrence dans le cas de STOGAZ (co-investissement réalisé avec la Société SHELL).

En outre, AFRIQUIA GAZ détient une participation de 20% dans le capital de SALAM GAZ, en partenariat avec TOTAL, SAMIR et ZIZ, qui interviennent également dans cette activité.

Il n'est pas inenvisageable que d'autres investissements similaires soient réalisés à l'avenir avec d'autres partenaires.

VI.6. Politique de financement

AFRIQUIA GAZ a une politique de financement proactive. Ainsi, la Société opère des arbitrages entre les différentes sources de financement en fonction de leur coût.

Partie V. **SITUATION FINANCIERE SOCIALE DE
AFRIQUIA GAZ**

I. Analyse de l'état des soldes de gestion

Le tableau suivant reprend les données historiques de l'état des soldes de gestion de AFRIQUIA GAZ pour les exercices 2008, 2009, 2010 et le premier semestre 2011 :

Tableau 41 Données historiques de l'état des soldes de gestion

En K MAD	2008	2009	SI-2010	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. si- 11/S1-10
Ventes de marchandises	3 114 032	2 788 897	1 673 777	3 411 122	1 798 251	-10,4%	22,3%	7,4%
Achats revendus de marchandises	2 335 786	1 934 058	1 181 092	2 461 738	1 302 026	-17,2%	27,3%	10,2%
Marge brute sur vente en l'état (1)	778 246	854 839	492 685	949 384	496 224	9,8%	11,1%	0,7%
Ventes de biens et services produits ⁹	3 043	2 647	5 276	36 099	1 788	-13,0%	NS	-66,1%
Production (2)	3 043	2 647	5 276	36 099	1 788	-13,0%	NS	-66,1%
Achats consommés de matières et fournitures	47 251	66 759	67 470	98 465	28 334	41,3%	47,5%	-58,0%
Autres charges externes	169 958	192 633	103 570	230 767	101 448	13,3%	19,8%	-2,0%
Consommations de l'exercice (3)	217 209	259 392	171 040	329 232	129 782	19,4%	26,9%	-24,1%
Valeur ajoutée (1)+(2)-(3)	564 080	598 094	326 922	656 251	368 231	6,0%	9,7%	12,6%
Subventions d'exploitation	0	0	0	0	0	NS	NS	NS
Impôts et taxes	3 435	2 698	2 232	3 558	1 293	-21,4%	31,9%	-42,1%
Charges de personnel	84 340	86 458	44 053	89 765	50 983	2,5%	3,8%	15,7%
Excédent Brut d'exploitation (EBE)	476 306	508 938	280 637	562 928	315 955	6,9%	10,6%	12,6%
<i>Marge brute d'exploitation (EBE / CA)</i>	<i>15,3%</i>	<i>18,2%</i>	<i>16,7%</i>	<i>16,3%</i>	<i>17,6%</i>	<i>2,9 pts</i>	<i>-1,9pts</i>	<i>0,8 pts</i>
Autres produits d'exploitation	34 302	31 459	13 629	26 562	13 244	-8,3%	-15,6%	-2,8%
Autres charges d'exploitation	1 500	1 500	750	1 500	750	0,0%	0,0%	0,0%
Reprises d'exploitation, transfert de charges	7 903	370	24 962	2 612	555	-95,3%	605,9%	-97,8%
Dotations d'exploitation	151 263	158 826	79 915	160 893	79 538	5,0%	1,3%	-0,5%
Résultat d'exploitation	365 748	380 440	238 562	429 709	249 467	4,0%	12,9%	4,6%
<i>Marge opérationnelle (REX / CA)</i>	<i>11,7%</i>	<i>13,6%</i>	<i>14,2%</i>	<i>12,5%</i>	<i>13,9%</i>	<i>1,9 pts</i>	<i>-1,2pts</i>	<i>-0,3pts</i>
Produits financiers	60 376	57 823	26 989	58 485	28 753	-4,2%	1,1%	6,5%
Charges financières	40 309	41 037	23 637	47 909	26 307	1,8%	16,7%	11,3%
Résultat financier	20 067	16 787	3 352	10 577	2 446	-16,3%	-37,0%	-27,0%
Résultat non courant	-3 519	13 535	7 208	22 319	3 990	-484,6%	64,9%	-44,7%
Résultat avant impôt	382 295	410 761	249 121	462 605	255 902	7,4%	12,6%	2,7%
Impôt sur les sociétés	121 234	117 648	73 764	133 259	75 525	-3,0%	13,3%	2,4%
Résultat net de l'exercice	261 061	293 113	175 357	329 345	180 377	12,3%	12,4%	2,9%
<i>% Marge nette (RN / CA)</i>	<i>8,4%</i>	<i>10,5%</i>	<i>10,4%</i>	<i>9,6%</i>	<i>10,0%</i>	<i>2,1 pts</i>	<i>-0,9 pts</i>	<i>-0,4 pts</i>

Source : AFRIQUIA GAZ

⁹ Correspond aux différentes opérations réalisées par la Société au profit de ses clients (notamment réparations de bouteilles, etc.)

L'analyse ci-après présente les principaux postes de l'état des soldes de gestion de AFRIQUIA GAZ sur la période s'étalant de 2008 au premier semestre 2011 :

I.1. Chiffre d'affaires

Le tableau suivant détaille l'évolution de la structure du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices :

Tableau 42 Evolution de la structure du chiffre d'affaires

En K MAD	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Emplissage pour tiers	180 585	151 723	98 433	222 120	155 494	-16,0%	46,4%	58,0%
Cessions inter-centres	339 384	175 815	115 405	339 935	71 711	-48,2%	93,3%	-37,9%
Total Emplissage	519 969	327 538	213 838	562 055	227 205	-37,0%	71,6%	6,3%
Distribution Conditionné	1 682 913	1 699 718	858 190	1 721 242	897 592	1,0%	1,3%	4,6%
Distribution Vrac	911 150	761 641	601 749	1 127 824	673 454	-16,4%	48,1%	11,9%
Total Distribution	2 594 063	2 461 359	1 459 939	2 849 066	1 571 046	-5,1%	15,8%	7,6%
Chiffre d'affaires Gaz	3 114 032	2 788 897	1 673 777	3 411 121	1 798 251	-10,4%	22,3%	7,4%
Chiffre d'affaires Autres services	3 043	2 647	5 276	36 099	1 788	-13,0%	NS	-66,1%
Total Chiffre d'affaires	3 117 075	2 791 544	1 679 053	3 447 220	1 800 039	-10,4%	23,5%	7,2%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'évolution de la structure du chiffre d'affaires en volume se présente comme suit :

Tableau 43 Evolution de la structure du chiffre d'affaires en volume

En TM	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var.S1-11/S1-10
Emplissage pour tiers	26 337	29 949	11 250	24 613	13 402	13,7%	-17,8%	19,1%
Cessions inter-centres	53 765	42 993	18 254	54 372	8 969	-20,0%	26,5%	-50,9%
Total Emplissage	80 102	72 942	29 504	78 985	22 371	-8,9%	8,3%	-24,2%
Distribution conditionné	674 417	688 521	351 331	705 373	364 685	2,1%	2,4%	3,8%
Distribution vrac	109 213	112 835	66 595	124 752	64 989	3,3%	10,6%	-2,4%
Total Distribution	783 630	801 356	417 926	830 125	429 674	2,3%	3,6%	2,8%
Total volume vendu	863 732	874 298	447 430	909 110	452 045	1,2%	4,0%	1,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le chiffre d'affaires de AFRIQUIA GAZ a enregistré une progression moyenne de 5,2% sur la période 2008-2010 pour atteindre MAD 3 447 millions. En termes de volume, la croissance annuelle moyenne s'est établie à 3,1%.

Evolution du chiffre d'affaires entre 2008 et 2009

La baisse du chiffre d'affaires de 10,4% résulte de l'effet conjoint d'une variation positive du tonnage de 2,3% contrebalancée par la baisse des prix de reprise. En effet, vu la réglementation des prix de butane, le volume des ventes (emplissage et distribution) est un indicateur plus pertinent de l'évolution de l'activité. Cet indicateur progresse de 1,5% en 2009 principalement grâce à l'augmentation du volume des ventes de l'activité Distribution de 2,3%.

Le chiffre d'affaires de l'activité emplissage baisse de 37,0% en partie à cause de la baisse constatée des prix de reprise. En volume, la baisse s'élève à 9,0% induite par la baisse des cessions inter-centres de 20,0%.

Le tonnage empli dans les centres d'emplissage détenus en propre a augmenté de 9,1%. Les cessions inter-centres, dont l'objectif est l'approvisionnement réciproque, et ce avec une marge faible voire nulle, en produits de tous les centres emplisseurs, ont diminué de 10 772 tonnes, entraînant une régression du chiffre d'affaires correspondant de 48,0%.

L'évolution du tonnage des ventes du GPL conditionné est de 2,1%, le chiffre d'affaires a évolué de 1,0% pour atteindre MAD 1 699,7 millions. Cette légère variation est due au mix produit (dont une migration vers les bouteilles 12 kg).

Les ventes de GPL vrac ont connu une augmentation de 3,3% en volume mais la baisse des prix de ventes (suivant celle des cours à l'international) a entraîné une baisse du chiffre d'affaires vrac de 16,4%.

Evolution du chiffre d'affaires entre 2009 et 2010

En 2010, l'activité d'emplissage génère un chiffre d'affaires en progression de 71,6% en raison (i) de l'augmentation des prix de reprise à hauteur de 44%, passant d'une moyenne de 4 356,08 dhs/tonne en 2009 à 6 241,35 dhs/tonne en 2010, et (ii) dans une moindre mesure, de la progression des volumes emplis de 8,3% à 78 985 tonnes en 2010 (vs. 72 942 tonnes en 2009).

De la même manière, le chiffre d'affaires de l'activité distribution progresse de 15,8% à MAD 2 849,1 millions, tiré l'évolution des volumes distribués, principalement en ce qui concerne le vrac (+10,6% à 124 752 tonnes en 2010).

Globalement, la progression du chiffre d'affaires de la Société peut être appréciée à la lumière de la forte progression des prix de reprise.

Evolution du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2011

Au 30 juin 2011, le chiffre d'affaires progresse de 7,2% et s'établit MAD 1 800 millions (contre MAD 1 679 millions au 30 juin 2010). Cette évolution s'explique principalement par (i) la hausse des prix de reprise et (ii) la progression des volumes distribués de GPL conditionné (+3,8%).

En revanche, l'activité « Emplissage » affiche un recul du tonnage de 24,2% imputable à la baisse des cessions inter-centres. Cette situation ne présente pas d'impact significatif sur le chiffre d'affaires de la Société en raison du faible poids de cette activité (4,9% au 30 juin 2011).

1.2. Valeur ajoutée

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la valeur ajoutée au cours de la période s'étalant de 2008 à S1 - 2011 :

Tableau 44 Evolution de la valeur ajoutée

En K MAD	2008	2009	S1-10	2010	S1-11	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. 10/09
Ventes de marchandises	3 114 032	2 788 897	1 673 777	3 411 122	1 798 251	-10,4%	22,3%	7,4%
Achats revendus de marchandises	2 335 786	1 934 058	1 181 092	2 461 738	1 302 026	-17,2%	27,3%	10,2%
Marge brute sur vente en l'état (1)	778 246	854 839	492 685	949 384	496 224	9,8%	11,1%	0,7%
Marge brute (en % Ventes)	25,0%	30,7%	29,4%	27,8%	27,6%	+5,7 pts	-2,8 pts	-1,8 pts
Ventes de biens et services produits	3 043	2 647	5 276	36 099	1 788	-13,0%	NS	-66,1%
Production (2)	3 043	2 647	5 276	36 099	1 788	-13,0%	NS	-66,1%
Achats consommés de matières et fournitures	47 251	66 759	67 470	98 465	28 334	41,3%	47,5%	-58,0%
Autres charges externes	169 958	192 633	103 570	230 767	101 448	13,3%	19,8%	-2,0%
Consommations de l'exercice (3)	217 209	259 392	171 040	329 232	129 782	19,4%	26,9%	-24,1%
Valeur ajoutée (1)+(2)-(3)	564 080	598 094	326 922	656 251	368 231	6,0%	9,7%	12,6%
Taux de valeur ajoutée (VA/CA)	18,1%	21,4%	19,5%	19,0%	20,5%	+3,3 pts	-2,4 pts	-1,0 pts

Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution de la valeur ajoutée entre 2008 et 2009

L'amélioration de la marge brute de 9,8% s'explique principalement par l'optimisation des achats de la société grâce en partie à la baisse des cours à l'international.

Les achats consommés ont augmenté de 41,3% suite à une hausse non-récurrente des achats de travaux et études (+56,8%) liés à des achats d'études commerciales et stratégiques. La hausse de 13,3% des autres charges externes est principalement tirée par les redevances de crédit-bail et des frais de transport.

En outre, la Société a enregistré une progression du poste de charges relatifs aux intermédiaires et honoraires, de 4,5 MDh en 2008 à 11,7 MDh en 2009, en liaison avec l'acquisition de National Gaz.

Evolution de la valeur ajoutée entre 2009 et 2010

Parallèlement à la progression des achats revendus, due principalement à l'évolution des cours de matières, les ventes de la Société enregistrent une hausse de l'ordre de 22,3% s'établissant à 3 411 MDh en 2010 grâce à la hausse des prix de reprise.

La marge commerciale s'améliore donc, avec une progression de 11,1% par rapport à l'année précédente, et ce grâce à l'augmentation des prix de reprises et celle du tonnage, et à la bonne gestion des stocks de la Société.

Les bonnes performances commerciales de la Société expliquent ainsi l'amélioration de la Valeur ajoutée qui progresse de 9,7% à 656 MDH (contre 598 MDH en 2009).

Evolution de la valeur ajoutée au 1^{er} semestre 2011

En ligne avec les ventes, - qui progressent de 7,4% à 1 798 MDh en raison de (i) la hausse de la demande au niveau national et de la (ii) hausse des prix de reprise - les achats revendus de marchandises progressent de 10,2% entre les premiers semestres 2010 et 2011 et s'établissent à 1 302 MDh en fin de période (contre 1 181 MDh au 1^{er} semestre 2010). Cette progression s'explique par (i) la hausse de l'activité de la Société et (ii) de la fluctuation des cours des matières importées.

A fin juin 2011, la marge brute s'établit à 496 MDh en quasi stagnation par rapport à la même période de l'exercice 2010 malgré la hausse des volumes de GPL distribués par la Société. Cette stagnation est imputable à la dégradation du taux de marge induit par le durcissement des conditions d'approvisionnement en l'occurrence la hausse des prix à l'importation.

Malgré la baisse de la production au premier semestre 2011, la valeur ajoutée affiche une progression de 12,6% pour s'établir à 368 MDh (contre 327 MDh au 30/06/2010). Cette situation s'explique principalement par la baisse des achats consommés de matières et fournitures (-58%) en raison du repli des achats d'études et de prestations.

Les achats consommés et autres charges externes, sur la période s'étalant de 2008 à 2010 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 45 Evolution des Achats consommés et autres charges externes

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Achats de matières et fournitures consommables	2 942	3 262	4 026	10,9%	23,4%
Achats non-stockés de matières et fournitures	14 826	17 262	17 102	16,4%	-0,9%
Achats de travaux, études et prestations	29 484	46 235	77 336	56,8%	67,3%
Achats consommés de matières et fournitures	47 251	66 759	98 465	41,3%	47,5%
Location et charges locatives	11 414	14 833	15 162	30,0%	2,2%
Redevances de Crédit Bail	17 052	26 796	45 773	57,1%	70,8%
Entretien et réparation	38 744	29 119	41 217	-24,8%	41,5%
Primes d'assurances	4 074	4 182	4 865	2,6%	16,3%
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	4 504	11 715	10 989	160,1%	-6,2%
Redevances pour brevets, marques, droits	1 490	1 490	1 490	0,0%	0,0%
Transports	55 512	65 758	65 994	18,5%	0,4%
Déplacements, missions et réceptions	7 970	6 885	8 900	-13,6%	29,3%
Autres charges externes	29 197	31 855	36 377	9,1%	14,2%
Autres charges externes	169 958	192 633	230 767	13,3%	19,8%
Consommation de l'exercice (CE)	217 209	259 392	329 232	19,4%	26,9%
CE / CA	7,00%	9,30%	9,55%	2,3 pts	0,25 pts

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009 la consommation de l'exercice augmente de 19,4% à MAD 192,6 millions tirée par :

- L'augmentation des redevances de Crédit Bail en raison des contrats de lease-back des bouteilles conclus.
- La hausse des achats de travaux, études et prestations de 57% à MAD 46,2 millions ; il s'agit de frais relatifs à la restructuration de la filiale National Gaz principalement ;
- La rémunération d'intermédiaires et honoraires affiche une hausse de 160% à MAD 11,7 millions et concerne la rémunération de prestations notamment celles des Commissaires aux comptes, avocats et conseillers de la Société.

Les autres charges externes progressent de 20% à fin 2010 passant à MAD 230,8 millions (vs. MAD 192,6 millions en 2009) soit une progression des coûts de MAD 38 millions et concerne :

- Les achats de travaux, études et prestations affichent une augmentation de 67,3% à MAD 77,3 millions. Ce sont des coûts relatifs à l'acquisition de Dragon Gaz ;
- Les redevances crédit bail augmentent de 71% soit MAD 19 millions alloués aux nouveaux contrats conclus en décembre 2009 et en juin 2010 concernant le renouvellement des bouteilles de gaz.
- Les charges d'entretien et réparation des biens mobiliers et immobiliers s'établissent à MAD 41 millions (vs MAD 29 millions en 2009) soit une évolution des coûts de 40% par rapport à la même période que l'année dernière. Cette augmentation des coûts est induite par l'entretien des bouteilles à froid sans passer par le four (l'entretien à chaud étant en immobilisation) et la peinture des bouteilles dans tous les centres emplisseurs en propre et en sous-traitance chez Salam Gaz et Gazafric.

L'évolution entre 2009 et 2010 met en évidence l'engagement de la Direction Commerciale à poursuivre les recommandations marketing pour améliorer l'aspect de la bouteille et satisfaire le client final.

I.3. Excédent brut d'exploitation

Le tableau suivant présente l'évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation de AFRIQUIA GAZ durant la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 46 Evolution de l'Excédent brut d'exploitation

En K MAD	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Valeur ajoutée	564 080	598 094	326 922	656 251	368 231	6,0%	9,7%	12,6%
Impôts et taxes	3 435	2 698	2 232	3 558	1 293	-21,4%	31,9%	-42,1%
Charges de personnel	84 340	86 458	44 053	89 765	50 983	2,5%	3,8%	15,7%
Excédent Brut d'exploitation (EBE)	476 306	508 938	280 637	562 928	315 955	6,9%	10,6%	12,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

I.4. Evolution des charges de personnel

Tableau 47 Evolution des charges de personnel

En K MAD	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Charges de personnel	84 340	86 458	44 053	89 765	50 983	2,5%	3,8%	15,7%
Effectif permanent	583	623	621	641	660	6,9%	2,9%	+6,3%

Source : AFRIQUIA GAZ

Sur la période s'étalant de 2008 à 2010, l'excédent brut d'exploitation a connu une croissance annuelle moyenne de 8,7%. Cette performance est tirée principalement par la progression de la valeur ajoutée. La marge sur excédent brut d'exploitation est passée de 18,2% à 16,3% soit une diminution de 1,9 point entre 2009 et 2010 en raison de la hausse des cours non entièrement impactée sur les prix de vente.

Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2008 et 2009

Les charges de personnel passent de MAD 84,3 millions à MAD 86,5 millions soit une hausse de 2,5%. L'excédent brut d'exploitation est en progression de 6,9% à MAD 508,9 millions suite à la hausse de la valeur ajoutée de 6,0% entre 2008 et 2009.

En 2009, les charges de personnel par collaborateur s'inscrivent en léger repli de 4,0%, en raison (i) de départs à la retraite remplacés par des collaborateurs plus jeunes, et (ii) de l'optimisation du nombre d'heures supplémentaires travaillées.

Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2009 et 2010

Les charges de personnel passent à 89,7 millions avec une progression de 3,8%, soit une progression de la charge par collaborateur à KMAD 140 en 2010 (vs. KMAD 138) en 2009.

L'excédent brut d'exploitation s'inscrit en hausse de 10,6% à MAD 562,9 millions tiré par la croissance de la valeur ajoutée.

A noter que le niveau d'activité atteint en 2010 est comparable à celui réalisé en 2008, néanmoins la marge d'EBE demeure supérieure.

Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation au 1er semestre 2011

L'excédent brut d'exploitation de AFRIQUIA GAZ progresse de 12,6% au terme du 1^{er} semestre 2011 en raison principalement de (i) la hausse de la valeur ajoutée (+12,6%) et (ii) de la baisse des impôts et taxes (-42,1%).

Les charges de personnel s'établissent en fin de période à 51 MDh (contre 44 MDh au 30/06/2010) et cela en raison de la progression de l'effectif.

1.5. Résultat d'exploitation

Le tableau suivant décrit l'évolution du Résultat d'Exploitation de AFRIQUIA GAZ durant la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 48 Evolution du Résultat d'exploitation

En K MAD	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Excédent Brut d'exploitation (EBE)	476 306	508 938	280 637	562 927	315 955	6,9%	10,6%	12,6%
Autres produits d'exploitation	34 302	31 459	13 629	26 562	13 244	-8,3%	-15,6%	-2,8%
Autres charges d'exploitation	1 500	1 500	750	1 500	750	0,0%	0,0%	0,0%
Reprises d'exploitation, transfert de charges	7 903	370	24 962	2 612	555	-95,3%	NS	-97,8%
Dotations d'exploitation	151 263	158 826	79 915	160 893	79 538	5,0%	1,3%	-0,5%
Résultat d'exploitation	365 748	380 440	238 562	429 709	249 467	4,0%	13,0%	4,6%
Marge opérationnelle (REX / CA)	11,7%	13,6%	14,2%	12,5%	13,9%	1,9 pts	-1,2pts	-0,3pts

Source : AFRIQUIA GAZ

Les autres produits d'exploitation comprennent principalement les retenues de consignation : il s'agit d'une retenue effectuée chaque année sur la valeur de la consigne des bouteilles. Ce montant retenu annuellement, est contractuel et correspond à 1/10 de la consigne déposée.

Evolution du résultat d'Exploitation entre 2008 et 2009

La progression du résultat d'exploitation de 4,0%, à MAD 380,4 millions, se base essentiellement sur les éléments suivants :

- Progression de 6,9% de l'excédent brut d'exploitation ;
- Baisse des autres produits d'exploitation de 8,3% ;
- Baisse du poste « reprises d'exploitations, transferts de charges » à 369,5 KMAD en raison de reprises de provisions passées en 2007 et annulées en 2008 à hauteur de MAD 7,8 millions ;
- Hausse des dotations d'exploitation de 5,0% en 2009 suite à l'augmentation des investissements mis en place en 2008 et en 2009.

Evolution du résultat d'exploitation entre 2009 et 2010

La variation des dotations aux amortissements s'établit à 1,3% et, est en ligne avec les investissements (Stockage propane et Pipe line) mis en service en 2009 et en 2010.

La progression du résultat d'exploitation de 13% à MAD 429,7 millions est tirée principalement par la progression du volume d'activité, induisant une évolution positive de l'EBE de 10,6% à MAD 563 millions.

Les autres charges d'exploitation stagnent à MAD 1,5 millions sur toute la période étudiée et sont relatives à des jetons de présence.

En revanche, les autres produits d'exploitation affichent une baisse de 15,6% imputable à la baisse des produits accessoires relatifs aux « retenues 1/10 sur consignation des bouteilles » en liaison directe avec l'âge du parc bouteilles en consignation chez les dépositaires.

Evolution du résultat d'exploitation au 1^{er} semestre 2011

A fin juin 2011, le résultat d'exploitation de la Société progresse de 4,6% et s'établit à 249,5 MDh (vs. 238,6 MDh à fin juin 2011). Cette évolution est attribuable principalement à (i) la hausse des volumes et des prix du GPL conditionné vendus et (ii) à la baisse de la consommation.

1.6. Résultat financier

Le tableau suivant présente l'évolution du résultat financier sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre de l'exercice 2011 :

Tableau 49 Evolution du résultat financier

En K MAD	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Produits des titres de participation et autres titres immo.	25 305	50 043	18 913	39 814	20 395	97,8%	-20,4%	7,8%
Gains de change	2 433	296	298	1 624	803	-87,8%	NS	169,5%
Intérêts et autres produits financiers	32 638	7 469	7 778	17 046	7 546	-77,1%	128,2%	-3,0%
Reprises financières; transferts de charges	0	15	0	0	8	NS	NS	NS
Produits financiers	60 376	57 823	26 989	58 485	28 753	-4,2%	1,1%	6,5%
Charges d'intérêts	35 745	40 613	17 865	40 707	25 284	13,6%	0,2%	41,5%
Pertes de change	4 441	283	60	676	238	-93,6%	138,5%	296,4%
Autres charges financières	108	140	5 713	6 518	785	30,0%	NS	-86,3%
Dotations financières	15	0	0	8	0	-100,0%	NM	NS
Charges financières	40 309	41 037	23 637	47 908	26 307	1,8%	16,7%	11,3%
Résultat financier	20 067	16 787	3 352	10 577	2 446	-16,3%	-37,0%	-27,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution du résultat financier entre 2008 et 2009

Les produits des titres de participations ont connu une hausse de 97,8% passant de MAD 25,3 millions à MAD 50,0 millions grâce notamment aux dividendes perçus de NATIONAL GAZ.

La baisse du résultat financier enregistrée en 2009 est liée à la baisse des produits financiers de 4,2% suite au retour à un niveau plus normal des intérêts et autres produits financiers qui ont baissé de 77,1%, couplée à la hausse des charges financières et plus spécifiquement des charges d'intérêt qui ont augmenté de 13,6% suite à l'emprunt bancaire de MAD 160 millions contracté en 2009.

Evolution du résultat financier entre 2009 et 2010

Les dividendes perçus des filiales de Afriquia Gaz s'inscrivent en repli de 20,4% à MAD 39,8 millions. En effet, en 2009, la Société avait perçu des dividendes exceptionnels, en raison de la réalisation d'un résultat non courant important par ses filiales portant le dividende à MAD 50 millions.

La Société a réalisé durant l'année 2010 un gain de change de l'ordre de MAD 1,6 millions enregistrant une variation à la hausse de 449% en raison de fluctuations favorables des taux de change.

En outre, la trésorerie moyenne de l'entreprise ayant été globalement favorable, les placements à court terme effectués par la société ont permis de générer des intérêts et produits financiers de MAD 17 millions.

Par ailleurs, les autres charges financières s'établissent à MAD 6,5 millions en 2010 et concernent en partie des cessions de titres auto détenus pour MAD 5,45 millions.

Il découle de ces variations un repli du résultat financier de 37,0% à MAD 10,6 millions en 2010 (vs. MAD 16,8 millions en 2009).

Evolution du résultat financier au 1^{er} semestre 2011

Au premier semestre 2011, les produits financiers de la Société enregistrent une progression de 6,5% tirés par (i) une hausse des produits des titres de participation et (ii) des gains réalisés sur des opérations en devise.

Les charges financières s'établissent à 26,3 MDh en progression de 11,3% par rapport au 30 juin 2010 en raison principalement de la hausse des charges d'intérêts (+41,5%) à 25,3 MDh (contre 17,9 MDh au 30/06/2010) suite à l'émission obligataire réalisée à partir du deuxième semestre 2010. En revanche, les autres charges financières baissent et s'établissent à 785 KDh (contre 5 730 KDh au 30/06/2010) en raison de l'arrêt de la liquidation des titres auto détenus dans le cadre du programme de rachat.

Il résulte de ces variations un recul (-27,0%) du résultat financier de la Société qui s'établit à 2,5 MDh (contre 3,4 Mdh à fin juin 2010).

1.7. Résultat non courant

L'évolution du résultat non courant sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 50 Evolution du résultat non courant

En K MAD	2008	2009	SI-2010	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/SI-10
Produits des cessions d'immobilisations	57 346	90 509	91 854	95 735	0	57,8%	6,0%	-100,0%
Subventions d'équilibre	0	0	0	0	0	-	-	-
Reprises sur subventions d'investissement	0	0	0	0	0	-	-	-
Autres produits non courants	141	335	194	10 311	413	137,2%	NS	112,8%
Reprises non courantes; transferts de charges	37 282	11 627	5 813	11 626	5 813	-68,8%	0,0%	-
Produits non courants	94 769	102 470	97 862	117 673	6 226	8,1%	15,0%	-93,6%
Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées	55 606	88 699	90 219	93 823	0	59,5%	6,0%	NS
Subventions accordées	0	0	0	0	0	NS	NS	NS
Autres charges non courantes	42 682	236	435	1 531	2 237	-99,4%	NS	414,1%
Dotations non courantes aux amortis. et provisions	0	0	0	0	0	NS	NS	NS
Charges non courantes	98 288	88 935	90 654	95 355	2 237	-9,5%	7,2%	-97,5%
Résultat non courant	-3 519	13 535	7 208	22 319	3 990	NS	65,0%	-44,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution du résultat non courant entre 2008 et 2009

Les produits de cessions des immobilisations ont connu une hausse de 57,8% pour atteindre MAD 90,5 millions suite à des opérations de lease-back de bouteilles de gaz.

Le résultat non courant se redresse pour atteindre MAD 13,5 millions suite à une baisse des charges non courantes de 9,5% et l'augmentation des produits non courants de 8,1%.

Evolution du résultat non courant entre 2009 et 2010

En 2010 la société continue d'enregistrer des produits de cession d'immobilisations relatifs aux *lease-back* des bouteilles de gaz pour un montant de MAD 90 millions.

Par ailleurs, la Société enregistre des produits non courants de MAD 10 millions correspondant à la finalisation de la transaction concernant l'acquisition de Tissir Primagaz effectuée en 2005.

Concernant les charges non courantes elles augmentent de 7% sur l'année passant de MAD 88,9 millions en 2009 à MAD 95,4 millions en 2010. Cette évolution est expliquée par la hausse des autres charges non courantes de 548% correspondant à des pénalités CNSS pour MAD 2 millions.

In fine, le résultat non courant s'améliore de 65,0% passant à MAD 22,3 millions (vs MAD 13,5 millions en 2009).

Evolution du résultat non courant au 1er semestre 2011

Au titre du premier semestre de l'exercice 2011, la Société n'a pas effectué de cessions d'immobilisations.

Le résultat non courant s'établit à 4 MDh (contre 7,2 MDh à fin juin 2010).

1.8. Résultat net

Le tableau suivant traduit la progression du résultat net de AFRIQUIA GAZ sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 51 Evolution du résultat net

En K MAD	2008	2009	SI-2010	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/SI-10
Résultat d'exploitation	365 748	380 440	238 562	429 709	249 467	4,0%	-37,3%	4,6%
Résultat financier	20 067	16 787	3 352	10 577	2 446	-16,3%	-80,0%	-27,0%
Résultat non courant	-3 519	13 535	7 208	22 319	3 990	NS	-46,7%	-44,7%
Résultat avant impôt	382 295	410 761	249 121	462 604	255 902	7,4%	-39,4%	2,7%
Impôt sur les sociétés	121 234	117 648	73 764	133 259	75 525	-3,0%	-37,3%	2,4%
Résultat net	261 061	293 113	175 357	329 345	180 377	12,3%	-40,2%	2,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution du résultat net entre 2008 et 2009

Le résultat net progresse de 12,3% pour atteindre MAD 293,1 millions. Cette performance est expliquée par la hausse de la marge brute, les synergies capturées sur le transport, la gestion des stocks et la maîtrise des frais généraux.

Evolution du résultat net entre 2009 et 2010

Le résultat net de la Société progresse de 12,3% pour s'établir à MAD 329,3 millions à fin 2010. Cette évolution est expliquée par (i) la hausse des tonnages vendus en vrac, (ii) des prix de reprise et partant (iii) celle de la marge brute.

Evolution du résultat net au 1er semestre 2011

Au premier semestre 2011, le résultat net de Afriquia Gaz affiche une progression de 2,9% et s'établit à 180,4 MDh. Cette performance est attribuable à (i) l'amélioration de la marge commerciale (+1%) et (ii) la maîtrise des achats consommés de la Société.

II. Analyse bilancielle

Le tableau suivant reprend les données historiques du bilan de AFRIQUIA GAZ pour les exercices 2008, 2009, 2010 et le 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 52 Evolution des données bilancielles

En M MAD	2008	%	2009	%	2010	%	SI-2011	%	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI11/10
ACTIF											
Actif immobilisé	2 398	55,1%	2 586	55,0%	2 677	46,6%	2 768	47,7%	7,8%	3,5%	3,4%
Immobilisations en non valeur	16	0,4%	8	0,2%	5	0,1%	4	0,1%	-50,0%	-37,5%	-20,0%
Immobilisations incorporelles	713	16,4%	713	15,2%	713	12,4%	713	12,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Immobilisations corporelles	1 533	35,3%	1 643	34,9%	1 740	30,3%	1 831	31,5%	7,2%	5,9%	5,2%
Immobilisations financières	135	3,1%	223	4,7%	220	3,8%	220	3,8%	65,2%	-1,3%	0,0%
Actif circulant	1 566	36,0%	1 543	32,8%	2 815	49,0%	2 881	49,6%	-1,5%	82,4%	2,3%
Stocks	87	2,0%	120	2,5%	154	2,7%	208	3,6%	37,9%	28,3%	35,1%
Créances de l'actif circulant	1 350	31,0%	1 286	27,3%	2 661	46,3%	2 673	46,0%	-4,7%	106,9%	0,5%
TVP	130	3,0%	137	2,9%	0,2	0,0%	0	0,0%	5,4%	-99,9%	-100,0%
Écarts de conversion Actif	0	0,0%	0	0,0%	0,1	0,0%	0	0,0%	NS	NS	-100,0%
Trésorerie Actif	385	8,8%	575	12,2%	252	4,4%	158	2,7%	49,4%	-56,2%	NM
Total Actif	4 349	100,0%	4 704	100,0%	5 744	100,0%	5 808	100,0%	8,2%	22,1%	NM
PASSIF											
Capitaux permanents	2 413	55,5%	2 635	56,0%	2 923	50,9%	2 848	49,0%	9,2%	10,9%	-2,6%
Capitaux Propres	1 649	37,9%	1 712	36,4%	1 800	31,3%	1 738	29,9%	3,8%	5,1%	-3,4%
Capitaux propres assimilés	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	NS	NS	NM
Dettes de financement	681	15,7%	852	18,1%	1 063	18,5%	1 056	18,2%	25,1%	24,8%	-0,7%
Provisions durables pour R&C	83	1,9%	72	1,5%	60	1,0%	54	0,9%	-13,3%	-16,7%	-10,0%
Passif circulant	1 924	44,2%	2 069	44,0%	2 821	49,1%	2 960	51,0%	7,5%	36,3%	4,9%
Dettes du passif circulant	1 922	44,2%	2 067	43,9%	2 820	49,0%	2 957	50,9%	7,5%	36,4%	4,9%
Autres provisions pour R&C	2	0,0%	2	0,0%	1	0,1%	3	0,1%	0,0%	-50,0%	200,0%
Écart de conversion Passif	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	NS	NS	NM
Trésorerie Passif	12	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	-100,0%	NS	NM
Total Passif	4 349	100,0%	4 704	100,0%	5 744	100,0%	5 808	100,0%	8,2%	22,1%	NM

Source : AFRIQUIA GAZ

Le bilan de AFRIQUIA GAZ se caractérise par une prédominance des emplois et ressources à long terme. En effet, l'actif immobilisé représente entre 55,1% et 47,7% du total bilan sur la période étudiée. Les immobilisations corporelles représentent le principal poste d'immobilisations, avec une part passant de 35, 3% en 2008 à 31,5% au premier semestre 2011.

Par ailleurs, les capitaux permanents enregistrent une tendance en ligne avec l'évolution de l'actif immobilisé (49,0% au 30/06/2011 vs. 55,5% en 2008), marquant une bonne adéquation des ressources à long terme.

II.1. Actif immobilisé

Le tableau ci-après décrit l'évolution de l'actif immobilisé sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 53 Evolution de l'actif immobilisé

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S111/10
Immobilisations en non valeur	16 466	7 658	4 554	3 556	-53,5%	-40,5%	-21,9%
Immobilisations incorporelles	713 000	713 000	713 000	713 000	0,0%	0,0%	0,0%
Immobilisations corporelles	1 533 320	1 642 509	1 739 277	1 831 298	7,1%	5,9%	5,3%
Immobilisations financières	135 441	222 538	220 204	220 204	64,3%	-1,0%	0,0%
Actif immobilisé	2 398 227	2 585 705	2 677 035	2 768 059	7,8%	3,5%	3,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les immobilisations progressent en moyenne de 5,7 % sur la période 2008 - 2010. Cette progression est induite par d'importants investissements destinés au renforcement des capacités de stockage et au renouvellement et accroissement du parc de bouteilles de gaz. Cette tendance se perpétue pour le 1^{er} semestre 2011.

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à MAD 713 millions et concernent le fond commercial.

Le tableau ci-dessous présente le détail de l'évolution des immobilisations corporelles et financières sur les trois derniers exercices et au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 54 Evolution des immobilisations corporelles et financières

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S111/10
Terrains	48 254	48 254	48 254	48 254	0,0%	0,0%	0,0%
Constructions	124 356	195 842	184 283	181 351	57,5%	-5,9%	-1,6%
Installations techniques, matériel et outillage	1 279 767	1 300 974	1 306 181	1 367 132	1,7%	0,4%	4,7%
Matériel de transport	3 519	2 814	2 090	1 483	-20,1%	-25,7%	-29,0%
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	17 414	17 978	15 966	14 870	3,2%	-11,2%	-6,9%
Autres immobilisations corporelles	5	3	2	1	-32,4%	-33,3%	-50,0%
Immobilisations corporelles en cours	60 005	76 644	182 501	218 206	27,7%	138,1%	19,6%
Immobilisations corporelles	1 533 320	1 642 509	1 739 277	1 831 298	7,1%	5,9%	5,3%
Autres créances financières	444	444	444	444	0,0%	0,0%	0,0%
Titres de participation	134 996	222 094	219 760	219 760	64,5%	-1,1%	0,0%
Immobilisations financières	135 441	222 538	220 204	220 204	64,3%	-1,0%	0,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'augmentation des immobilisations financières en 2009 est due à l'acquisition de NATIONAL GAZ pour un montant de MAD 87,1 millions. En 2010 elles affichent une légère diminution de 1,0%.

Les installations techniques comprennent essentiellement des réservoirs de gaz d'une capacité de 3, 12 et 34 kg. Ces réservoirs de gaz sont répartis chez les consignataires et utilisateurs.

Par ailleurs, le niveau des immobilisations corporelles en cours s'explique par la poursuite du programme d'investissement de la Société sur le projet de Jorf Lasfar.

Le tableau suivant présente l'évolution des investissements en immobilisations corporelles sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 55 Evolution des investissements en immobilisations

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Terrains	0	0	0	-	-
Constructions	8 357	15 508	4 016	85,6%	-74,1%
Installations techniques, matériel et outillage	198 811	230 583	220 486	16,0%	-4,4%
Matériel de transport	2 234	607	697	-72,8%	14,8%
Mobilier, mat. de bureau et aménagements divers	7 651	2 537	821	-66,8%	-67,6%
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	-	-
Immobilisations corporelles en cours	31 063	90 735	111 253	192,1%	22,6%
Immobilisations corporelles	248 117	339 970	337 273	37,0%	-0,8%

Source : AFRIQUIA GAZ

Par rapport à l'année 2008, les investissements, en 2009, ont augmenté de MAD 91,8 millions soit 37,0% et correspondent aux acquisitions des bouteilles neuves et au démarrage de la deuxième phase du terminal de Jorf Lasfar dédiée au stockage du butane. Le coût de la première phase du terminal dédiée au stockage du propane a été étalé sur la période 2007-2009.

Sur l'année 2010, les investissements ont gardé le même niveau que l'année précédente à hauteur de MAD 337 millions ; niveau qui est lié en partie au (i) renouvellement du parc de bouteilles et, (ii) aux investissements relatifs à Jorf Lasfar.

II.2. Financement permanent

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du financement permanent sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 56 Evolution du financement permanent

En M MAD	2008	En %	2009	En %	2010	En %	S1-2011	En %	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S11/10
Capitaux permanents	2 413	55,5%	2 635	56,0%	2 923	50,9%	2 848	49,0%	9,2%	10,9%	-2,6%
Capitaux Propres	1 649	37,9%	1 712	36,4%	1 800	31,3%	1 738	29,9%	3,8%	5,1%	-3,4%
Capitaux propres assimilés	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	NS	NS	NM
Dettes de financement	681	15,7%	852	18,1%	1 063	18,5%	1 056	18,2%	25,1%	24,8%	-0,7%
Provisions durables pour R&C	83	1,9%	72	1,5%	60	1,0%	54	0,9%	-13,3%	-16,7%	-10,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

II.2.1. Capitaux propres

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des capitaux propres sur la période s'étalant de 2008 au premier semestre 2011 :

Tableau 57 Evolution des capitaux propres

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S11/10
Capital social	343 750	343 750	343 750	343 750	0,0%	0,0%	0,0%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	882 423	882 423	882 423	882 423	0,0%	0,0%	0,0%
Réserve légale	34 375	34 375	34 375	34 375	0,0%	0,0%	0,0%
Autres réserves	127 140	157 140	157 140	157 140	23,6%	0,0%	0,0%
Report à nouveau	42	791	53 279	139 654	NS	NS	162,1%
Résultat de l'exercice	261 061	293 113	329 345	180 377	12,3%	12,4%	-45,2%
Capitaux Propres	1 648 792	1 711 592	1 800 312	1 737 719	3,8%	5,2%	-3,5%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le tableau suivant détaille la politique de distribution de dividendes opérée par AFRIQUIA GAZ au cours des trois derniers exercices :

Tableau 58 Distribution de dividendes

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Dividendes distribués en n+1	230 313	240 625	250 938	4,5%	4,3%
Pay out	88,2%	82,1%	76,2%	-6,1 pts	-5,9 pts

Source : AFRIQUIA GAZ

La distribution des dividendes a enregistré une croissance annuelle moyenne de 4,4% sur la période (2008 – 2010), pour atteindre MAD 251 millions au titre de l'exercice 2010.

Par ailleurs le ratio de distribution de dividendes (*Pay out*) passe à 76,2% en recul de 5,9 points par rapport à 2009.

Evolution des fonds propres entre 2008 et 2009

AFRIQUIA GAZ enregistre une hausse de ses fonds propres de 3,8% à MAD 1 711,6 millions. En 2009, le renforcement des fonds propres de la société s'appuie sur :

- Une capacité bénéficiaire entraînant une hausse du résultat net de 12,3% ;
- Augmentation des réserves facultatives de 23,6%.

Sur la période considérée, les provisions durables pour risques et charges se sont inscrit en repli de MAD 27,1 millions en 2008 et de MAD 11,6 millions en 2009. En effet, ces provisions sont liées à la plus value latente sur l'apport des titres de Primagaz et Primagaz Holding. L'IS sur cette plus value ayant été provisionné afin de l'étaler sur 10 ans, le montant a été régularisé en 2008 suite à la baisse du taux d'IS de 35% à 30%. En 2009, la reprise sur provision de MAD 11,6 millions correspond à la reprise normale du montant provisionné.

Evolution des fonds propres entre 2009 et 2010

La Société consolide ses fonds propres qui progressent de 5,2% passant à MAD 1 800 millions. Cette augmentation est tirée par le résultat de l'exercice qui enregistre une hausse de 12,3% et s'établit à MAD 329 millions. Le report à nouveau d'une partie du résultat, et le maintien de la provision pour impôt lié à la fusion absorption de Tissir Primagaz contribue significativement au renforcement des fonds propres.

Evolution des fonds propres au 1^{er} semestre 2011

Au terme du premier semestre de l'exercice, les fonds propres de la société affichent une baisse et s'établissent à MAD 1 737 millions (vs. MAD 1 800 millions à fin 2010). Cette évolution est attribuable à (i) l'impact du résultat net, celui-ci étant un résultat semestriel et à la hausse du report à nouveau.

II.3. Endettement net

Le tableau suivant présente l'évolution des dettes financières sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 59 Evolution des dettes financières

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI11/10
Emprunts obligataires	400 000	400 000	600 000	600 000	-	50,0%	0,0%
Autres dettes de financement	280 909	451 799	462 348	455 736	60,8%	2,3%	-1,4%
C.M.T	0	160 000	153 976	135 068	NS	-3,7%	-12,3%
C.F.S	153 437	167 652	182 186	190 361	9,3%	8,7%	4,5%
Dettes de consignation	127 473	124 147	126 186	130 308	-2,6%	1,6%	3,3%
Dettes de financement	680 909	851 799	1 062 884	1 055 736	25,1%	24,8%	-0,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le calcul de l'endettement net, présenté ci-dessous, ne prend pas en considération la CFS¹⁰ et les dettes de consignation, considérées comme des quasi-fonds propres.

Le tableau ci-après détaille l'évolution de l'endettement net sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 60 Evolution de l'endettement net

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI11/10
Emprunt obligataire	400 000	400 000	600 000	600 000	0,0%	50,0%	0,0%
Autres dettes financières – CMT	0	160 000	153 976	135 068	NS	-3,8%	-12,3%
Trésorerie – Passif	12 068	0	0	0	-100,0%	NM	NM
Titres et valeurs de placement	129 521	137 154	150	150	5,9%	-1,0%	0,0%
Trésorerie – Actif	384 777	575 231	251 891	158 422	49,5%	-56,2%	-37,1%
Endettement net	-102 229	-152 385	501 935	576 496	49,1%	NS	14,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'emprunt bancaire contracté en 2009 a servi en partie au financement de l'acquisition de NATIONAL GAZ.

Evolution de l'endettement net entre 2008 et 2009

L'endettement net a baissé de 49,1% en 2009 malgré le recours à des emprunts bancaires d'une valeur de MAD 160 millions.

Evolution de l'endettement net entre 2009 et 2010

Entre 2009 et 2010, la dette nette de la société s'établit à 502 MDH (vs. -152 MDH en 2009) en raison :

¹⁰ Contribution pour Financement de Stock

- De l'opération de refinancement de l'emprunt obligataire ayant contribué à l'augmentation de la dette nette de MAD 200 millions ;
- De l'arrêt du programme de rachat, conduisant à un apurement des TVP auto détenus ;
- Du repli de la trésorerie nette de 460 MDH qui demeure largement excédentaire à MAD 252 millions en 2010 (vs. MAD 712 millions en 2009).

Evolution de l'endettement net au 1^{er} semestre 2011

Malgré la baisse des dettes financières due au remboursement du CMT, l'endettement net de la Société progresse et s'établit au terme du premier semestre à MAD 576,5 millions (contre MAD 502 millions à fin 2010) en raison de la baisse des disponibilités (-37,1%) à 158,4 MDh.

Sur la période étudiée, le ratio d'endettement net se présente de la manière suivante :

Tableau 61 Evolution du ratio d'endettement financier

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S111/10
Fonds propres	1 648 792	1 711 592	1 800 312	1 737 719	3,8%	5,2%	-3,5%
Endettement net	-102 229	-152 385	501 935	576 496	-49,1%	NS	14,9%
Ratio d'endettement net	-6,6%	-9,8%	21,8%	24,9%	-3,2 pts	+31,6 pts	+3,1 pts

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2010 la dette nette de la Société devient positive pour la première fois et s'établit à MAD 501,9 millions. Il en découle un *gearing* en progression à 27,9% à fin 2010. Cette évolution s'explique principalement par la hausse du BFR de la Société de 99% suite à la forte progression de la créance envers l'état (principalement la caisse de compensation).

A S1-2011, le ratio d'endettement financier s'établit à 24,9% pour une dette nette de 576,5 MDh. Cette évolution trouve son origine dans (i) le repli de la trésorerie, et (ii) la comptabilisation d'un résultat net semestriel uniquement.

II.4. Besoin en Fonds de Roulement

II.4.1. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail de l'évolution des stocks sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 :

Tableau 62 Evolution des stocks

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S111/10
Marchandises	84 117	117 272	151 446	205 313	39,4%	29,1%	35,6%
Matières et fournitures consommables	2 540	2 540	2 540	2 540	-	-	-
Stocks	86 657	119 812	153 986	207 853	38,3%	28,5%	35,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le stock de marchandises correspond aux stocks de GPL. Le niveau du stock dépend principalement d'une logique d'optimisation des coûts d'approvisionnement sur le marché international.

Le stock de matières et fournitures consommables correspond principalement à des pièces de rechanges.

Evolution du stock entre 2008 et 2009

Les stocks de la Société progressent de 38% entre 2008 et 2009 et s'établissent à 119,8 MDh en fin de période. Cette évolution est liée à la progression du stock de marchandises de 39% à 117,3 MDh en 2009.

Evolution du stock entre 2009 et 2010

Les stocks de AFRIQUIA GAZ enregistrent une variation à la hausse de 28,5% due à l'augmentation de la valeur des stocks marchandises qui passent à MAD 151 millions en 2010, en ligne avec la hausse des cours de matières premières.

Evolution du stock au 1er semestre 2011

A la date du 30 juin 2011, les stocks de la Société sont en hausse de 35,0% tirés par le stock de marchandises. Cette hausse s'explique principalement par la progression des cours de matière première.

II.4.2. Créances de l'Actif Circulant

L'évolution des créances de l'Actif Circulant sur la période s'étalant de 2008 à S1-2011 se présente comme suit :

Tableau 63 Evolution des créances de l'actif circulant

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/10
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 308	884	1 283	86	-32,4%	45,1%	-93,3%
Clients et comptes rattachés (brut)	415 076	352 161	500 041	504 737	-15,2%	42,0%	0,9%
Provisions pour dépréciation	28 811	36 378	42 540	44 670	26,3%	16,9%	5,0%
Clients et comptes rattachés (net)	386 265	315 783	457 501	460 067	-18,2%	44,9%	0,6%
Personnel débiteur	2 672	2 128	2 284	1 422	-20,4%	7,3%	-37,7%
Etat débiteur	763 957	698 720	1 746 002	1 928 488	-8,5%	149,9%	10,5%
Comptes d'associés débiteurs	0	0	0	0	NS	NS	NS
Autres débiteurs	193 380	263 228	451 428	266 289	36,1%	71,5%	-41,0%
Comptes de régularisation – Actif	2 037	5 086	2 694	17 013	149,7%	-47,0%	531,5%
Total	1 349 619	1 285 829	2 661 193	3 222 771	-4,7%	107,0%	21,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

Entre 2008 et 2009, le poste « Clients et comptes rattachés » s'inscrit en repli de 18,2% à 315,8 MMAD. Au 31 Décembre 2010, les créances clients s'établissent à 457,5 MMAD. Cette évolution est principalement due à la hausse du chiffre d'affaires, en ligne avec celle des prix de reprise (prix moyen en 2010 de 6 241 Dh vs. 4 356 Dh en 2009).

Les provisions pour dépréciation du compte clients progressent en 2009 de 28,8 MMAD à 36,4 MMAD en raison de la progression de la facture moyenne en 2008, en ligne avec la hausse des prix de vente enregistrée la même année. Néanmoins il y a lieu de noter que la part des créances provisionnées s'inscrit en repli en 2010 à 8,5% de l'encours brut (vs. 10,3% en 2009) dénotant un effort de recouvrement plus efficace en 2010.

Les créances sur l'Etat correspondent principalement à des créances sur la Caisse de Compensation. En 2009, ces créances ont connu une baisse de 27,4% passant ainsi de MAD 418,1 millions à MAD 303,5 millions suite à l'amélioration des conditions de remboursement de la Caisse de Compensation. Les autres éléments du poste Etat débiteur sont principalement (i) la TVA à récupérer, et (ii) les acomptes au titre de l'IS. En 2010 le compte « Etat débiteurs » enregistre une hausse de 150% à MAD 1 746 millions dénotant une dégradation significative des conditions de règlement de l'Etat à travers la Caisse de Compensation.

La ligne « autres débiteurs » correspond principalement à des avances financières rémunérées accordées à d'autres sociétés de AKWA Group dans le cadre de conventions réglementées. En 2009, ce poste s'établit à MAD 263,2 millions, soit une augmentation de 36,1%, suite à des avances financières à court terme d'un montant de MAD 159,0 millions. En 2010 l'augmentation s'établit à 71,5% à MAD 451,4 millions suite à des avances inter-filiales payables à moins d'un an.

Les comptes de régularisation sont principalement composés d'intérêts courus et non échus d'un montant de MAD 3,0 millions en 2010.

En 2010, les créances de l'actif circulant progressent sous le poids des créances État (IS, TVA et Caisse de Compensation) qui atteignent MAD 451,4 millions, et des créances clients (en raison de la progression des prix de vente et de la progression des clients « vrac » disposant de conditions de paiement plus favorables).

Au terme du 1^{er} semestre 2011, les créances de l'actif circulant affichent une progression de 21,1% sous l'effet de la hausse des comptes « Etat débiteur » et des comptes de régularisations. Cette hausse est induite par les mêmes raisons présentées auparavant, dont principalement la dégradation des conditions de règlement de la caisse de compensation.

II.4.3. Dettes du Passif Circulant

Tableau 64 Evolution des dettes du passif circulant

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Dettes du passif circulant	1 921 701	2 066 618	2 819 664	2 956 842	7,5%	36,4%	4,9%
. Fournisseurs et comptes rattachés	1 805 224	1 997 182	2 620 067	2 700 857	10,6%	31,2%	3,1%
. Clients créditeurs, avances et acomptes	1 041	0	0	0	NS	NS	NS
. Personnel	2 443	2 234	2 262	3 683	-8,6%	1,3%	62,8%
. Organismes sociaux	5 300	4 960	5 496	5 497	-6,4%	10,8%	0,0%
. Etat	98 635	42 795	174 930	194 803	-56,6%	308,8%	11,4%
. Comptes d'associés	1 379	7 516	0	1	NS	NS	NS
. Autres créanciers	542	657	1 248	1 272	21,1%	89,9%	1,9%
. Comptes de régularisation - Passif	7 136	11 275	15 662	50 729	58,0%	38,9%	223,9%
Autres provisions pour risques et charges	2 024	2 009	1 335	3 325	-0,8%	-33,5%	149,0%
Ecart de conversion - Passif	0	17	0	0	NS	NS	NS
Total Passif Circulant	1 923 726	2 068 645	2 820 999	2 960 167	7,5%	36,4%	4,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le poste « Etat-créditeur » correspond principalement à des dettes de TVA collectée pour un montant de MAD 38,9 millions à fin 2009. A fin 2010, ce poste progresse de 308,8%, principalement en raison de la hausse de la TVA collectée, en ligne avec la hausse des prix de reprise, et donc du chiffre d'affaires.

Le solde du compte courant d'associés s'élève en 2009 à MAD 7,5 millions comparé à MAD 1,4 millions en 2008. Ce montant correspond à des dividendes à payer.

Au 31 décembre 2010, les dettes du passif circulant enregistrent une progression (+36,4% à MAD 2 821 millions) accompagnant la hausse du chiffre d'affaires et des charges d'exploitation. En effet, l'évolution du passif circulant est principalement portée par la hausse du poste « Fournisseurs et comptes rattachés » qui progresse de 31,2% à MAD 2 620 millions (vs. MAD 1 997,2 à fin 2009), en raison de la hausse des prix de matières. Cette évolution suit celle des achats revendus qui progressent de 27%.

Au terme du premier semestre 2011, le total du passif circulant affiche une hausse de 4,9%, porté par les éléments suivant :

- Hausse des dettes fournisseurs, en raison de la hausse des commandes effectuées par la Société à des cours plus élevés ;
- Hausse de la dette envers l'Etat, composée principalement par la TVA collectée (consécutivement à une hausse des volumes et des prix de vente) ;
- Hausse du poste « comptes de régularisation – Passif » en raison de la comptabilisation de produits constatés d'avance de 20 395 KDh (dividendes reçus relatifs à l'année 2010, le résultat semestriel ne prend en compte que la quote part sur 6 mois), et de l'enregistrement de provisions comptables relatives aux intérêts courus non échus de la dette obligataire sur 6 mois.

II.4.4. Besoin en Fonds de Roulement

L'évolution du Besoin en Fonds de Roulement de AFRIQUIA GAZ sur la période 2008 à 2010 se décline comme suit :

Tableau 65 Evolution du besoin en fond de roulement

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/10
Stocks	86 657	119 812	153 985	207 853	38,3%	28,5%	35,0%
Créances de l'actif circulant	1 349 618	1 285 828	2 661 194	2 673 364	-4,7%	107,1%	0,5%
Passif circulant	1 923 726	2 068 645	2 820 999	2 956 842	7,5%	36,4%	4,8%
Besoin en fonds de roulement	-487 450	-663 005	-5 820	-75 626	-36,0%	-99,1%	1199,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le Besoin en fonds de roulement de AFRIQUIA GAZ est resté négatif sur toute la période étudiée.

En 2009, L'excédent en fonds de roulement s'est apprécié de MAD 175,6 millions, il est accompagné d'un effort considérable en matière de maîtrise du crédit client.

En 2010, le l'excédent en fonds de roulement a diminué à MAD 5,8 millions (vs. MAD 663 millions en 2009) et son évolution s'explique principalement par la hausse des créances de l'actif circulant et particulièrement les créances envers l'Etat, en raison de la dégradation des conditions de règlement de la caisse de compensation.

Au 1^{er} semestre 2011, l'excédent en fonds de roulement s'apprécie de MAD 69,8 millions et s'établit à MAD 75,6 millions (contre MAD 5,8 millions à fin 2010). Cette hausse est attribuable principalement à la hausse des dettes du passif circulant et en particulier les dettes fournisseurs.

II.5. Ratios de rotation

L'évolution des ratios de rotation des stocks sur les trois derniers exercices se présente de la manière suivante :

Tableau 66 Evolution des ratios de rotation des stocks

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Délai de rotation des stocks de marchandises ^[1] (en jours d'achats revendus de marchandises)	13	22	22	9	0
Délai de rotation des stocks de matières et fournitures ^[2] (en jours d'achats consommés de matières et fournitures)	19	14	9	-5	-5
Délai de paiement des clients ^[3] (en jours de CA TTC)	37	34	40	-3	6
Délai de règlement des fournisseurs ^[4] (en jours de consommation)	43	47	45	4	-2

Source : AFRIQUIA GAZ

Les délais de rotation des stocks de marchandises ne sont pas significatifs. En effet, la politique de gestion de stocks de AFRIQUIA GAZ répond principalement à un souci d'optimisation du coût de constitution des stocks en profitant des mouvements des prix sur le marché international.

Le délai de paiement des clients est en augmentation de 6 jours sur l'année 2010 en raison de l'augmentation des créances clients.

Ces réalisations sont la résultante de plusieurs actions dont les plus importantes sont :

- Un effort de recouvrement ;
- Une Gestion de proximité des dossiers sensibles ;
- La Mise en place de nouveau processus de prévention en 2008, à travers :
 - ▶ L'instauration d'un système de relance ;
 - ▶ La Corrélation entre les performances du client et ses conditions de règlement.
 - ▶ La mise à jour des conditions de règlement clients sur le système.

II.6. Ratios de liquidité

Les ratios de liquidité de la société sur la période s'étalant de 2008 au premier semestre 2011 :

Tableau 67 Evolution des ratios de liquidité

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/10
Liquidité générale	101,4%	102,4%	108,7%	102,7%	1,0 pts	6,3 pts	-6,0 pts
<i>(AC + Trésorerie)/PC</i>							
Liquidité réduite	96,9%	96,6%	103,3%	95,6%	-0,3 pts	+6,7 pts	-7,7 pts
<i>(Créances +TVP+ Trésorerie)/PC</i>							
Liquidité instantanée	26,7%	34,4%	8,9%	5,4%	7,7 pts	-25 pts	-3,5 pts
<i>(TVP+Trésorerie)/PC</i>							

Source : AFRIQUIA GAZ

Le niveau de liquidité générale passe de 101,4% en 2008 à 102,4% en 2009. Cette hausse s'explique par une augmentation 49,5% de la trésorerie-Actif. Le passif circulant a enregistré une croissance de 7,5% suite à la hausse des dettes fournisseurs et du compte courant d'associés. En moyenne sur la période s'étalant de 2008 à 2010, l'actif circulant et la trésorerie couvrent 104,2% des engagements courants de AFRIQUIA GAZ.

En 2010, la liquidité réduite reste stable à 103,3% en comparaison avec 2009 et 2008. En effet, la progression importante des créances de l'actif circulant en 2010 (+1 375 MMAD) compense largement (i) le repli de la trésorerie actif (y compris TVP) de MAD 459,8 millions, et (ii) la progression du passif circulant de MAD 753 millions.

Le ratio de liquidité immédiate enregistre un recul significatif de 25,5 points s'établissant à 8,9% à fin 2010 en raison de (i) la baisse (-64,6%) de la trésorerie Actif et de la baisse significative des TVP qui passent à MAD 150 mille (contre MAD 137 millions en 2009).

Contrairement à la liquidité réduite, le niveau de liquidité générale s'apprécie de 6,3 points pour s'établir à 108,7% en 2010, en raison de la progression plus soutenue de l'Actif circulant qui réalise une progression de 82,6% à MAD 2 815 millions.

Au terme du 1^{er} semestre 2011, la trésorerie Actif de la Société affiche une diminution de 37,3% et impacte à la baisse tous les niveaux de liquidité.

II.7. Trésorerie

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la trésorerie sur les trois derniers exercices et au premier semestre 2011 :

Tableau 68 Evolution de la trésorerie

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/10
Trésorerie et TVP	514 297	712 385	252 041	158 572	38,5%	-64,6%	-37,1%
Trésorerie – Passif	12 068	0	0	0	-100,0%	-	-
Trésorerie nette	502 229	712 385	252 041	158 572	41,8%	-64,6%	-37,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution de la trésorerie nette entre 2008 et 2009

La trésorerie nette reste largement excédentaire malgré une légère dégradation en 2008. La hausse du niveau de trésorerie nette s'est élevée à MAD 210,2 millions liée principalement à une variation négative du Besoin en Fonds de Roulement de MAD 175,6 millions.

Evolution de la trésorerie nette entre 2009 et 2010

En 2010 la trésorerie nette affiche un repli de 64,6% soit une baisse de MAD 460 millions. Cette évolution trouve son explication principalement dans la baisse des TVP (suite à l'arrêt du programme de rachat) et de la trésorerie Actif. La trésorerie Passif demeure nulle au même titre que l'exercice précédent.

Evolution de la trésorerie nette au 1er semestre 2011

Au terme du premier semestre de l'exercice 2011, la trésorerie nette suit la même tendance baissière de la trésorerie Actif (-37,1%) et s'établit à MAD 158,6 millions. Cette baisse est imputable à la diminution des disponibilités détenues par Afriquia Gaz. En effet, la Société continue de puiser dans ses ressources propres tout en gardant une trésorerie nette positive.

II.8. Equilibre financier

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'équilibre financier au cours des trois derniers exercices et du premier semestre 2011 :

Tableau 69 Evolution de l'équilibre financier

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/10
Financement permanent	2 413 021	2 635 085	2 923 264	2 847 710	9,2%	10,9%	-2,6%
Actif immobilisé	2 398 227	2 585 705	2 677 036	2 768 059	7,8%	3,5%	3,4%
Fonds de roulement	14 794	49 380	246 228	79 651	233,8%	398,6%	-67,7%
Actif circulant (hors TVP)	1 436 291	1 405 640	2 815 179	2 881 246	-2,1%	100,3%	2,3%
Passif circulant	1 923 726	2 068 645	2 820 999	2 960 167	7,5%	36,4%	4,9%
Besoin en fonds de roulement	-487 435	-663 005	-5 821	-78 921	-36,0%	-99,1%	NS
Trésorerie nette	502 229	712 385	252 048	158 572	41,8%	-64,6%	-37,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

Evolution de l'équilibre financier entre 2008 et 2009

Le fond de roulement est passé de MAD 14,8 millions en 2008 à MAD 49,4 millions en 2009, soit une amélioration de MAD 34,6 millions. Cette amélioration s'explique par le financement partiel des emplois stables par des dettes à moyen terme (nouveaux emprunts contractés en 2009).

Evolution de l'équilibre financier entre 2009 et 2010

Le fond de roulement enregistre une augmentation de 398,6% passant à MAD 246 millions (contre MAD 49 millions en 2009). Cette situation s'explique par la prédominance des financements permanents suite à :

- L'augmentation des DLMT (renouvellement de l'emprunt obligataire à hauteur de MAD 600 millions à partir de juillet 2010) ;
- Au maintien des provisions pour impôt liée à la fusion-absorption de Tissir Primagaz.

Par ailleurs, la conclusion d'un nouveau contrat de *lease-back* de bouteilles et de citernes à hauteur de MAD 90 millions a pour effet de réduire l'actif immobilisé, améliorant de ce fait le fond de roulement.

Concernant l'excédent du besoin en fonds de roulement, il se dégrade de 99,1 % suite à l'augmentation de l'actif circulant hors trésorerie et du compte « clients et comptes rattachés » et plus précisément les créances envers l'Etat.

Evolution de l'équilibre financier au 1er semestre 2011

Au terme du premier semestre 2011, le fond de roulement de Afriquia Gaz affiche une baisse de 67,7% à MAD 79,7 millions (vs. MAD 246,3 millions au 31/12/2010). Cette évolution résulte de l'effet conjugué de (i) la baisse du financement permanent liée à la diminution du résultat net et (ii) la hausse de l'actif immobilisé liée à la hausse du poste « installations techniques, matériel et outillages » et des immobilisations corporelles en cours.

L'excédent en fonds de roulement s'améliore et progresse de plus de 73 MDh en raison de la hausse des dettes fournisseurs et du poste « comptes de régularisation Passif ».

II.9. Evolution des engagements hors bilan

Le tableau ci-après détaille l'évolution des engagements hors bilan sur la période 2008 – 2010 :

Tableau 70 Evolution des engagements hors bilan

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Engagements donnés					
- Avals et cautions	56 258,3	75 187,0	81 829	33,6%	8,8%
- Autres	-	-	-	N.M	N.M
- Sûretés données	-	-	-	N.M	N.M
Engagements reçus					
- Avals et cautions	-	-	-	N.M	N.M
- Autres	-	-	-	N.M	N.M
- Sûretés reçues	-	17 262,5	-	N.M	N.M

Source : AFRIQUIA GAZ

Les engagements donnés comprennent des cautions relatives à des crédits d'importation et des engagements liés à des locations longues durées. Ces derniers sont étalés sur une durée maximale de 48 mois.

Les engagements donnés progressent en ligne avec la valeur des importations et des locations longue durée.

En 2009, les sûretés reçues concernent des hypothèques sur des terrains pour 3 800 KMAD et des cautions pour un montant de 13 462 KMAD relatives à des créances clients.

III. Analyse du tableau de flux de trésorerie

Le tableau de financement de AFRIQUIA GAZ sur la période s'étalant de 2008 à 2010 se présente comme suit :

Tableau 71 Tableau de financement de Afriquia Gaz sur la période 2008-2010

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Capacité d'autofinancement	364 674	430 936	470 538	18,2%	9,2%
- Distributions de dividendes	206 250	230 313	240 625	11,7%	4,5%
Autofinancement	158 424	200 624	229 913	26,6%	14,6%
Cession et réduction d'immobilisations	57 346	90 509	95 736	57,8%	5,8%
Augmentation des capitaux propres et assimilés	0	0	0	NS	NS
Augmentation dettes de financement	34 445	202 348	625 077	487,5%	208,9%
Total des ressources stables	250 215	493 481	950 725	97,2%	92,7%
Acquisitions et augmentations d'immobilisations	250 251	427 067	337 273	70,7%	-21,0%
Remboursement des capitaux propres	0	0	0	NS	NS
Remboursement des dettes de financement (reprise consignation)	33 966	31 459	413 992	-7,4%	1216,0%
Emplois en non valeur	4 215	370	2 612	-91,2%	605,9%
Total des emplois stables	288 432	458 895	753 876	59,1%	64,3%
Variation du BFR	32 780	-167 937	520 188	-612,3%	-409,8%
Variation de la trésorerie	-70 997	202 522	-323 340	-385,3%	-259,7%
Trésorerie début d'exercice	443 706	372 709	575 231	-16,0%	54,3%
Trésorerie fin d'exercice	372 709	575 231	251 891	54,3%	-56,2%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les résultats dégagés par AFRIQUIA GAZ ont permis à la société d'accroître sa capacité d'autofinancement de 13,6% en moyenne annuelle entre 2008 et 2010, pour atteindre près de MAD 470,6 millions en 2010.

Tout en ayant une politique de distribution de dividendes active (croissance des dividendes distribués de 8,1% par an en moyenne sur la période (2008-2010), AFRIQUIA GAZ génère un autofinancement important de près de MAD 230 millions en 2010, en croissance annuelle moyenne de 20,6% sur la période considérée.

Il y a lieu de noter que les emplois stables ont augmenté significativement en raison des investissements réalisés par la Société courant 2010. La croissance des investissements traduit la politique de développement des capacités de stockage concrétisée à travers le nouveau centre de stockage de Jorf Lasfar d'une capacité totale de 14 800 TM pour le butane et 2 600 TM pour le propane et dont l'enveloppe globale s'élève à MAD 340 millions ainsi que l'augmentation des achats de bouteilles neuves.

Partie VI. **SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
DU GROUPE AFRIQUIA GAZ**

I. Périmètre de consolidation

I.1. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés annuels du Groupe AFRIQUIA GAZ sont établis suivant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS tels qu'adoptés par l'Union Européenne et en application de la loi n°52-10 modifiant et complétant le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993.

Les comptes consolidés de AFRIQUIA GAZ relatifs aux exercices 2008, 2009, 2010 ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes.

Les comptes consolidés de AFRIQUIA GAZ relatifs aux exercices SI 2010 et SI 2011 ont fait l'objet d'une attestation de revue limitée par les commissaires aux comptes.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Celui-ci est présumé pour les sociétés contrôlées à plus de 50% ou celles où le groupe est majoritaire au Conseil d'Administration et dont le pourcentage de contrôle dépasse 40%.

Les sociétés sous influence notable dont le pourcentage de contrôle est au moins égal à 20% sont mises en équivalence.

I.2. Effets de l'application des normes IFRS

Les principaux effets liés à l'application des normes IFRS se détaillent comme suit :

- Les conditions d'activation des charges à l'actif étant plus restrictives en IFRS, les immobilisations en non valeurs ont été portées directement en déduction des capitaux propres d'ouverture ;
- Possibilités offertes par les normes IFRS pour le retraitement des frais suivants :
- Imputation sur la prime d'émission des frais externes liés directement à l'opération d'augmentation du capital ;
- Diminution du montant de la dette des frais liés à l'émission de l'emprunt obligataire ;
- Imputation sur la valeur des titres des frais externes directement liés à la transaction d'acquisition des titres.
- Conformément aux normes IFRS, les contrats de location répondant aux critères de location financement tels que stipulés par ces normes ont fait l'objet d'un retraitement (inscription à l'actif immobilisé des biens et constatation d'une dette de financement) ;
- Annulation de la provision pour investissements à caractère fiscal ;
- La valeur du fond de commerce inscrite à l'actif des sociétés au niveau des comptes sociaux et qui ne répond pas aux critères requis par les normes IFRS pour leur activation a été annulée en consolidation ;
- Application de l'approche par composants sur les immobilisations corporelles sujettes à des entretiens ou à des remplacements ;
- Consolidation des sociétés dans lesquelles la société exerce une influence notable ou un contrôle exclusif ;
- Ventilation au niveau du bilan passif des dettes financières à plus ou moins d'un an ;
- Harmonisation des règles comptables entre les différentes sociétés du Groupe et notamment concernant les durées d'amortissement ;
- Révision de la durée d'amortissement des sphères et citernes de 10 ans à 20 ans ;
- Allongement des durées de reprises des consignations de 10 à 20 ans afin de les aligner sur les durées d'amortissement des immobilisations y afférentes ;
- Revue de la durée d'amortissement du matériel informatique de 79 mois à 60 mois ;
- Constatation des impôts différés ;

- En IFRS, les ventes réalisées et qui n'ont pas pour objet d'augmenter les fonds propres de la société sont exclues du chiffre d'affaires. Ce retraitement n'a pas d'impact sur le résultat net.

I.3. Périmètre de consolidation des 3 derniers exercices

I.3.1. Périmètre au 31.12.2008

Le périmètre de consolidation Groupe AFRIQUIA GAZ au 31 décembre 2008 se présente comme suit :

Tableau 72 Périmètre de consolidation à fin 2008

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
AFRIQUIA GAZ	100%	100%	Intégration globale
SODIPIT	100%	100%	Intégration globale
OMNIUM DE STOCKAGE	100%	100%	Intégration globale
GAZAFRIC	50%	50%	Mise en équivalence
STOGAZ	50%	50%	Mise en équivalence
PROACTIS	25%	25%	Mise en équivalence
SALAM GAZ	20%	20%	Mise en équivalence

Source : AFRIQUIA GAZ

I.3.2. Périmètre au 31.12.2009

Le périmètre de consolidation Groupe AFRIQUIA GAZ au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

Tableau 73 Périmètre de consolidation à fin 2009

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
AFRIQUIA GAZ	100%	100%	Intégration globale
SODIPIT	100%	100%	Intégration globale
NATIONAL GAZ	100%	100%	Intégration globale
OMNIUM DE STOCKAGE	100%	100%	Intégration globale
GAZAFRIC	50%	50%	Mise en équivalence
STOGAZ	50%	50%	Mise en équivalence
PROACTIS	25%	25%	Mise en équivalence
SALAM GAZ	20%	20%	Mise en équivalence

Source : AFRIQUIA GAZ

Le groupe AFRIQUIA GAZ a procédé, en février 2009, à l'acquisition de la société National Gaz. Les comptes de cette dernière ont été consolidés à compter du premier février 2009.

1.3.3. Périmètre au 31.12.2010

Le périmètre de consolidation Groupe AFRIQUIA GAZ au 31 décembre 2010 se présente comme suit :

Tableau 74 Périmètre de consolidation à fin 2010

Titres	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
AFRIQUIA GAZ	100%	100%	Intégration globale
SODIPIT	100%	100%	Intégration globale
NATIONAL GAZ	100%	100%	Intégration globale
DRAGON GAZ	100%	100%	Intégration globale
OMNIUM STOCKAGE	100%	100%	Intégration globale
GAZAFRIC	50%	50%	Mise en équivalence
STOGAZ	50%	50%	Mise en équivalence
PROACTIS	25%	25%	Mise en équivalence
SALAM GAZ	20%	20%	Mise en équivalence

Source : AFRIQUIA GAZ

Le groupe AFRIQUIA GAZ a procédé, en juin 2010, à l'acquisition de la société DRAGON GAZ. Les comptes de cette dernière ont été consolidés à compter du premier juillet 2010. La consolidation de cette dernière n'a pas eu une incidence significative sur les comptes consolidés du groupe.

1.3.4. Périmètre au 30.06.2011

Le périmètre de consolidation Groupe AFRIQUIA GAZ au 30 juin 2011 se présente comme suit :

Tableau 75 Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Titres	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
AFRIQUIA GAZ	100%	100%	Intégration globale
SODIPIT	100%	100%	Intégration globale
NATIONAL GAZ	100%	100%	Intégration globale
DRAGON GAZ	100%	100%	Intégration globale
OMNIUM STOCKAGE	100%	100%	Intégration globale
GAZAFRIC	50%	50%	Mise en équivalence
STOGAZ	50%	50%	Mise en équivalence
PROACTIS	25%	25%	Mise en équivalence
SALAM GAZ	20%	20%	Mise en équivalence

Source : AFRIQUIA GAZ

Le groupe AFRIQUIA GAZ n'a procédé à aucun changement de périmètre entre le 31 décembre 2010 et le 30 juin 2011.

II. Analyse du compte de résultat consolidé

Le tableau suivant reprend les données historiques du compte de résultat consolidé du Groupe AFRIQUIA GAZ pour les exercices 2008, 2009, 2010 et S1-2011 :

Tableau 76 Evolution du compte de résultat consolidé

En K MAD	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S110
Produits des activités ordinaires	2 811 722	2 605 783	1 630 666	3 245 578	1 805 615	-7,3%	24,6%	10,7%
Autres produits	21 725	20 793	17 989	31 448	22 498	-4,3%	51,2%	25,1%
Coût des biens et services vendus	-2 057 252	-1 752 701	-1 173 578	-2 288 310	-1 300 759	-14,8%	30,6%	10,8%
Charges de personnel	-94 500	-108 946	-65 645	-106 658	-60 424	15,3%	-2,1%	-8,0%
Autres charges et produits opérationnels	-190 724	-190 865	-70 586	-212 982	-86 358	0,1%	11,6%	22,3%
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements	490 971	574 064	338 847	669 076	380 572	16,9%	16,6%	12,3%
Dotations aux amortissements	-162 113	-164 931	-93 612	-188 608	-95 041	1,7%	14,4%	1,5%
Résultat opérationnel	328 858	409 133	245 235	480 468	285 531	24,4%	17,4%	16,4%
Produits de trésorerie et équivalents	28 653	1 532	1 664	3 382	2 453	-94,7%	120,8%	47,4%
Coût de l'endettement financier brut	-38 918	-49 438	-29 720	-64 783	-26 035	27,0%	31,0%	-12,4%
Coût de l'endettement financier net	-10 265	-47 906	-28 056	-61 401	-23 582	366,7%	28,2%	-15,9%
Autres charges et produits financiers	-323	5 747	2 704	3 498	-11 013	-1879,3%	-39,1%	-507,3%
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	318 270	366 974	219 882	422 566	250 936	15,3%	15,1%	14,1%
Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE	25 965	27 069	16 268	35 063	22 508	4,3%	29,5%	38,4%
Impôts sur les résultats	-108 200	-109 366	-65 496	-123 718	-75 586	1,1%	13,1%	15,4%
Résultat net consolidé	236 035	284 677	170 654	333 911	197 858	20,6%	17,3%	15,9%
Autres charges et produits	0	0	0	0	0	-	-	-
Résultat global de la période	236 035	284 677	170 654	333 911	197 858	20,6%	17,3%	15,9%
Résultat net-Part du Groupe	236 035	284 677	170 654	333 911	197 858	20,6%	17,3%	15,9%
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	-	-	-
Résultat net par action en DH	69	83	50	97	58	20,3%	16,9%	16,0%
Résultat dilué par action en DH	69	83	50	97	58	20,3%	16,9%	16,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'analyse ci-dessous présente les principaux postes de l'état des soldes de gestion sur la période s'étalant de 2008 au premier semestre 2011.

II.1. Produits des activités ordinaires

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices, entre 2008 et 2010 :

Tableau 77 Evolution du chiffre d'affaires

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Ventes de marchandises	2 758 207	2 543 903	3 191 262	-7,8%	25,4%
Vente de services	49 472	55 937	40 642	13,1%	-27,3%
Autres produits	4 043	5 943	13 674	47,0%	130,1%
Chiffre d'affaires consolidé	2 811 722	2 605 783	3 245 578	-7,3%	24,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les ventes de marchandises comprennent essentiellement les ventes de butane et propane (vrac et conditionné).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe AFRIQUIA GAZ a connu durant la période 2008-2010 une croissance annuelle moyenne de 7,4%. L'évolution du chiffre d'affaires est fortement liée aux variations des prix de reprise en ce qui concerne le butane (structure des prix) et à l'évolution des cours sur le marché international en ce qui concerne le propane.

La contribution des différentes filiales au chiffre d'affaires consolidé pour la période s'étalant de 2008 à 2010 se présente comme suit¹¹ :

Tableau 78 Evolution de la contribution des filiales au chiffre d'affaires

En M MAD	2008	% du CA	2009	% du CA	2010	% du CA	Var. 09/08	Var. 10/09
AFRIQUIA GAZ	2 758	98,1%	2 448	94,0%	3 016	92,9%	-11,2%	23,2%
NATIONAL GAZ	0	0,0%	96	3,7%	126	3,9%	NM	31,3%
DRAGON GAZ	0	0,0%	0	0,0%	49	1,5%	NM	NM
Vente de marchandises au Maroc	2 758	98,1%	2 544	97,6%	3 191	98,3%	-7,8%	25,4%
AFRIQUIA GAZ	21	0,8%	28	1,1%	28	0,9%	33,3%	0,0%
SODIPIT	28	1,0%	25	1,0%	11	0,3%	-10,7%	-56,0%
NATIONAL GAZ	0	0,0%	3	0,1%	1	0,0%	100,0%	-66,7%
Ventes des services au Maroc	49	1,8%	56	2,1%	41	1,2%	14,3%	-26,8%
Autres	4	0,1%	6	0,2%	14	0,4%	50,0%	133,3%
Chiffre d'affaires consolidé	2 812	100,0%	2 606	100,0%	3 246	100,0%	-7,3%	24,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les prestations de services de AFRIQUIA GAZ et NATIONAL GAZ sont essentiellement composées de retenues de consignation.

Les ventes de services de SODIPIT concernent essentiellement les travaux de requalification des bouteilles de gaz. Ce chiffre d'affaires de SODIPIT est cyclique, et réalisé en fonction du plan de maintenance des clients (en lien avec l'âge des bouteilles des gaz possédées par les clients), expliquant de ce fait la baisse du chiffre d'affaires en 2010, car il correspond à une année où les clients ont effectué des maintenances en quantité plus réduite.

En 2010, AFRIQUIA GAZ réalise environ 94% du chiffre d'affaires de l'ensemble consolidé. En croissance de 22,9% en comparaison avec 2009.

Au premier semestre 2011, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 1 806 MDh, en progression de 10,7% par rapport au premier semestre 2010 principalement en raison de la progression des prix de reprise (effet prix).

¹¹ OMNIUM DE STOCKAGE ne génère pas de chiffre d'affaires. En effet, la société est une holding dont les principaux revenus sont les dividendes remontés de sa participation dans SOMAS.

II.2. Autres produits

Le tableau suivant présente l'évolution des autres produits sur la période s'étalant de 2008 à 2010:

Tableau 79 Evolution des autres produits

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Production immobilisée SODIPIT	19 783	20 491	30 928	3,6%	50,9%
Autres produits	1 942	302	520	-84,4%	72,2%
Autres produits	21 725	20 793	31 448	-4,3%	51,2%

Source : AFRIQUIA GAZ

La production immobilisée est relative à la réparation de bouteilles effectuée par SODIPIT pour le compte de AFRIQUIA GAZ.

Au 30 juin 2011, les autres produits du groupe s'établissent à 22,5 MDH (vs. 18,0 MDH au 30 juin 2010).

II.3. Coût des biens et services vendus

L'historique des coûts des biens et services vendus est détaillé dans le tableau suivant :

Tableau 80 Evolution des coûts de biens et services produits

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Achats revendus de marchandises	1 976 918	1 662 786	2 159 388	-15,9%	29,9%
Achats consommés de matières et fournitures	80 334	89 915	128 921	11,9%	43,4%
Total	2 057 252	1 752 701	2 288 310	-14,8%	30,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les achats revendus de marchandises se composent principalement d'achats de butane et propane. Leur coût dépend principalement des cours internationaux.

En 2010 les achats revendus de marchandises de la Société ont augmenté de 29,9% sous l'effet de la hausse des prix des matières à l'échelle internationale et s'établissent à MAD 2 159 millions.

Concernant les achats consommés de matières et fournitures, ils enregistrent une hausse de 43,4% pour atteindre MAD 129 millions (contre MAD 90 millions en 2009). Cette hausse s'explique principalement par la progression des études achetées par AFRIQUIA GAZ de MAD 29 millions lors de l'acquisition de Dragon Gaz.

Au premier semestre 2011, le coût des biens et services vendus s'établit à 1 300,8 MDH (vs. 1 173,6 au premier semestre 2010), tiré par la progression des cours des matières premières.

La part de AFRIQUIA GAZ dans les achats revendus de marchandises s'élève à 97%, et dans les achats consommés à 74% du total consolidé en 2009.

II.4. Charges de personnel

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des charges de personnel sur la période s'étalant de 2008 au à 2010:

Tableau 81 Evolution des charges de personnel

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Charges de personnel	71 066	74 712	76 668	5,1%	2,6%
Charges sociales	23 434	34 234	29 991	46,1%	-12,4%
Salaires et charges	94 500	108 946	106 659	15,3%	-2,1%
Rémunérations payées en actions	-	-	-	NS	NS
Frais de personnel	94 500	108 946	106 659	15,3%	-2,1%
Effectif	818	869	1 012	6,2%	16,5%
Charges du personnel/collaborateur	116	125	105	8,5%	-15,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009, les charges de personnel de l'ensemble consolidé ont progressé de MAD 71,1 millions à MAD 74,7 millions (+5,1%). Cette évolution est due principalement à l'effet de périmètre induit par la consolidation de NATIONAL GAZ à partir de 2009.

Pour l'année 2010 les charges de personnel s'établissent à MAD 76,7 millions pour une évolution de 2,6%.

La variation des charges sociales s'explique par le fait qu'en 2009, SODIPIT a entamé un plan de restructuration, le coût global s'est élevé à MAD 8 millions relatif aux départ volontaire de 35 personnes.

En 2010, ce plan de restructuration a été achevé par le départ de 20 autres personnes. Le coût y afférent s'est élevé en 2010 à MAD 4 millions.

Il découle de ce plan de restructuration un repli des charges de personnel au premier semestre 2011 à 60,4 MDh (vs. 65,6 MDh au premier semestre 2010).

II.5. Autres produits et charges opérationnels

L'évolution des autres produits et charges opérationnels sur la période s'étalant de 2008 à 2010 est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 82 Evolution des autres produits et charges opérationnels

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Autres charges externes	142 593	177 498	203 096	24,5%	14,4%
Impôts et taxes	3 497	3 390	6 298	-3,1%	85,8%
Autres charges d'exploitation	1 500	1 500	1 500	0,0%	0,0%
Autres reprises d'exploitation	-1 532	-948	-4 112	-38,1%	333,8%
Provisions nettes pour dépréciation des créances clients	2 411	9 425	6 200	290,9%	-34,2%
Charges fiscales	42 257	-	-	-100,0%	NS
Total	190 726	190 865	212 982	0,1%	11,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2008, les charges fiscales constatées concernent l'impact fiscal de MAD 40,0 millions de l'opération de fusion-absorption de TISSIR PRIMAGAZ et PRIMAGAZ HOLDING MAROC par AFRIQUIA GAZ.

La hausse des autres charges externes en 2009 concerne principalement les charges de transport au niveau de AFRIQUIA GAZ.

En 2009, la hausse des provisions nettes pour dépréciation des créances clients concerne essentiellement AFRIQUIA GAZ et est due à l'augmentation des taux de provisionnement pour certains clients consécutivement à la progression de la facture moyenne en 2008.

En 2010, la variation des autres produits et charges opérationnels (+ 11,6%) est due essentiellement à l'intégration de Dragon Gaz dans le périmètre de consolidation et à la hausse des charges d'entretien et réparation (MAD 44,3 millions en 2010 vs. MAD 30,8 millions en 2009) ainsi que des charges de transport (MAD 74,2 millions en 2010 vs. MAD 67,3 millions en 2009).

Concernant la hausse des impôts et taxes, il s'agit principalement de droits d'enregistrement passés pour un montant de MAD 1,0 millions.

Au 30 juin 2011, les autres charges et produits opérationnels s'établissent à 86,4 MDh (vs. 70,6 MDh au premier semestre 2010) principalement en raison du changement de périmètre lié à l'acquisition de Dragon Gaz durant le deuxième semestre 2010.

II.6. Dotations aux amortissements

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des dotations aux amortissements sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 83 Evolution des dotations aux amortissements

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Dotations aux amortissements des immo. incorpo.	396	0	0	-100,0%	NS
Dotations aux amortissements des immo. corpo.	161 717	164 931	188 608	2,0%	14,4%
Total	162 113	164 931	188 608	1,7%	14,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'augmentation des dotations aux amortissements par rapport à 2009 est due essentiellement

- A l'intégration de Dragon Gaz dans le périmètre de consolidation pour MAD 6 millions ;
- De la comptabilisation sur une année entière des dotations relatives au terminal de Jorf Lasfar ;
- Aux immobilisations acquises (investissement de MAD 337 millions) en 2010.

II.7. Résultat opérationnel

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du résultat opérationnel sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 84 Evolution du résultat opérationnel

En K MAD	2008	2009	S1-2010	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/S1-10
Produits des activités ordinaires	2 811 722	2 605 783	1 630 666	3 245 578	1 805 615	-7,3%	24,6%	10,7%
Autres produits	21 725	20 793	17 989	31 448	22 498	-4,3%	51,2%	25,1%
Coût des biens et services vendus	-2 057 252	-1 752 701	-1 173 578	-2 288 310	-1 300 759	-14,8%	30,6%	10,8%
Charges de personnel	-94 500	-108 946	-65 645	-106 658	-60 424	15,3%	-2,1%	-8,0%
Autres charges et produits opérationnels	-190 724	-190 865	-70 586	-212 982	-86 358	0,1%	11,6%	22,3%
Rés. opérationnel avant dot. aux amort.	490 971	574 064	338 847	669 076	380 572	16,9%	16,6%	12,3%
Dotations aux amortissements	-162 113	-164 931	-93 612	-188 608	95 041	1,7%	14,4%	-201,5%
Résultat opérationnel	328 858	409 133	245 235	480 468	285 531	24,4%	17,4%	16,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009, le résultat opérationnel a enregistré une croissance de 24,4% pour atteindre MAD 409,1 millions. Cette performance trouve son origine principalement dans la baisse de 14,8% du coût des biens et services vendus.

En 2010, l'activité du groupe AFRIQUIA GAZ a connu une progression significative, entraînant une hausse des produits des activités ordinaires de 24,6% comparativement à 2009. Cette progression du chiffre d'affaires est imputable à plusieurs facteurs :

- Hausse des volumes écoulés par le groupe AFRIQUIA GAZ en raison (i) de la progression naturelle du marché et (ii) de la mise en service par certains clients de nouvelles unités industrielles ;
- Progression des prix appliqués (prix moyen en hausse de 3,3%).

Par ailleurs, les autres produits du Groupe ont enregistré une progression de 51,2%, s'établissant à MAD 31,4 millions en 2010 (vs. MAD 20,8 millions en 2009).

En ligne avec l'évolution du chiffre d'affaires, le coût des biens et services vendus du Groupe progresse de 30,6% à MAD 2 288,3 millions (vs. MAD 1 752,2 millions en 2009).

Pour leur part, les charges de personnel ont enregistré une légère baisse passant à MAD 106,7 millions contre MAD 108,9 millions.

Le poste « autres charges et produits opérationnels » s'établit à MAD 213 millions contre MAD 191 millions l'année précédente en raison de l'intégration, en 2010, de DRAGON GAZ dans le périmètre de consolidation et à la hausse des charges d'entretien et réparation et des charges de transport.

Il découle de ces évolutions un résultat opérationnel avant dotations aux amortissements en progression de 16,6% à MAD 669,1 millions.

En outre, les dotations aux amortissements du groupe AFRIQUIA GAZ progressent de 14,4% en raison (i) de la poursuite du renforcement de son parc de bouteilles, (ii) de l'intégration de DRAGON GAZ dans le périmètre de consolidation, et enfin (iii) la mise en service de nouveaux investissements. Ainsi, les dotations aux amortissements s'établissent à 188,6 MDh au terme de l'année 2010 (vs. 164,9 MDh en 2009).

Il en résulte une progression du résultat opérationnel de 17,4% à MAD 480,5 millions (vs. MAD 409,1 en 2009).

II.8. Coût d'endettement financier net et autres charges et produits financiers

L'évolution du coût de l'endettement se présente comme suit :

Tableau 85 Evolution du coût de l'endettement

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Charges d'intérêts sur les emprunts et encours bancaires	-38 918	-49 438	-64 738	27,0%	30,9%
Produits de placement	28 653	1 532	3 382	-94,7%	120,8%
Coût d'endettement net	-10 265	-47 906	-61 401	366,7%	28,2%
Autres charges et produits financiers	-108	20	-2 224	-119%	NS
Effet de l'actualisation de dettes à plus d'un an	-1 622	-1 593	-2 685	-2%	68,5%
Produits des titres de participation non consolidés	1 407	7 320	8 407	420%	14,8%
Total des autres charges et produits financiers	-323	5 747	3 498	N.S	-39,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009, le coût de l'endettement net s'est élevé à MAD 47,9 millions suite à une hausse de 27,0% des charges d'intérêts induite par le recours à un emprunt bancaire de MAD 160 millions.

En 2010, le coût de l'endettement financier a enregistré une hausse de 28% pour s'établir à MAD 61,4 millions. Cette hausse est induite par l'augmentation des charges d'intérêts relatives aux emprunts et concours bancaires qui s'établissent à MAD 64,8 millions à fin 2010.

Au premier semestre 2011, le coût de l'endettement financier net s'améliore et s'établit à -23,6 MDh (vs. -28,1 MDh en S1-2010), en raison de la mise en place d'une gestion dynamique de la trésorerie du groupe.

II.9. Résultat net consolidé

Le tableau suivant présente l'évolution du résultat net de l'ensemble consolidé sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 86 Evolution du résultat net

En K MAD	2008	2009	SI-2010	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/SI-10
Résultat opérationnel	328 858	409 133	245 235	480 468	285 531	24,4%	17,4%	16,4%
Coût de l'endettement financier net	-10 265	-47 906	-28 056	-61 401	-23 582	NS	28,2%	-15,9%
Autres charges et produits financiers	-323	5 747	2 704	3 498	-11 013	NS	-39,1%	-507,3%
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	318 270	366 974	219 882	422 566	250 936	15,3%	15,1%	14,1%
Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE	25 965	27 069	16 268	35 063	22 508	4,3%	29,5%	38,4%
Impôts sur les résultats	-108 200	-109 366	-65 496	-123 718	-75 586	1,1%	13,1%	15,4%
Résultat net consolidé	236 035	284 677	170 654	333 911	197 858	20,6%	17,3%	15,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009, le résultat net consolidé a augmenté de 20,6% tiré par une augmentation de 24,4% du résultat opérationnel. Le résultat des sociétés mises en équivalence progresse en 2009 avec une croissance de 4,3%, grâce notamment à une bonne performance de GAZAFRIC.

En 2010, le coût de l'endettement financier net progresse de 28,2% en raison de la hausse de la dette nette du groupe induite par la levée d'un crédit à moyen et long terme, et la levée d'une émission obligataire dont l'encours est plus élevé (induisant des charges d'intérêt plus importantes).

Le résultat net du Groupe progresse de 17,3% en 2010 et s'établit ainsi à MAD 333,9 millions contre MAD 284,7 millions en 2009, principalement en raison de la progression du résultat opérationnel en ligne avec l'évolution des prix de reprise.

Au 1^{er} semestre 2011, le résultat net progresse de 15,9% en raison de (i) la hausse du résultat opérationnel de 16,4%, (ii) de la bonne performance des sociétés mises en équivalence et (iii) de la baisse du coût de l'endettement financier net.

La quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence se présente comme suit :

Tableau 87 Evolution de la quote part du résultat des sociétés mises en équivalence

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/09	Var. 10/09
Salam Gaz	19 987	18 897	22 790	-5,5%	20,6%
Gazafric	5 544	7 900	12 049	42,5%	52,5%
Stogaz	75	209	119	178,7%	-43,1%
Proactis	359	63	105	-82,5%	66,7%
Total	25 965	27 069	35 063	4,3%	29,5%
Résultat net, part du groupe	236 034	284 677	333 911	20,6%	17,3%
Résultat net ajusté, part du groupe	236 034	284 677	333 911	20,6%	17,3%
Nombre d'actions (en milliers)	3 438	3 438	3 438	0,0%	0,0%
Résultat par action (en MAD)	69	83	97	20,6%	16,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le bénéfice par action est en constante augmentation avec un taux de croissance annuel moyen sur la période 2008 - 2010 de 18,6%.

III. Analyse du bilan consolidé

Le bilan consolidé du Groupe AFRIQUIA GAZ au titre des trois derniers exercices et au 1^{er} semestre 2011 se présente de la manière suivante :

Tableau 88 Evolution des éléments du bilan consolidé

En M MAD	2008	%	2009	%	2010	%	S1-2011	%	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/10
Ecart d'acquisition	573	13,2%	578	11,9%	625	9,9%	625	9,8%	0,9%	8,1%	0,0%
Immobilisations incorporelles	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	NM	NM	NM
Immobilisations corporelles	1 607	37,0%	1 894	39,1%	2 120	33,7%	2 208	34,5%	17,8%	11,9%	4,2%
Immobilisations financières	22	0,5%	22	0,5%	21	0,3%	21	0,3%	0,4%	-4,5%	-1,4%
Titres mis en équivalence	137	3,2%	140	2,9%	149	2,4%	157	2,5%	2,2%	6,4%	5,5%
Autres immobilisations financières	0	0,0%	0	0,0%	1	0,0%	3	0,0%	0,0%	NM	151,8%
Actif immobilisé	2 339	53,9%	2 634	54,3%	2 917	46,3%	3 014	47,2%	12,6%	10,7%	3,3%
Autres actifs non courants	180	4,2%	75	1,5%	11	0,2%	102	1,6%	-58,3%	-85,3%	822,8%
Impôts différés actif	157	3,6%	130	2,7%	129	2,0%	119	1,9%	-17,4%	-0,7%	-7,5%
Total des autres actifs non courants	338	7,8%	205	4,2%	140	2,2%	221	3,5%	-39,3%	-31,7%	57,8%
Total Actif non courant	2 677	61,7%	2 839	58,6%	3 057	48,6%	3 235	50,6%	6,1%	7,7%	5,8%
Stocks	94	2,2%	127	2,6%	156	2,5%	209	3,3%	34,4%	22,8%	33,8%
Clients	412	9,5%	332	6,8%	454	7,2%	478	7,5%	-19,5%	36,7%	5,3%
Titres de placement	0	0,0%	44	0,9%	4	0,1%	3	0,0%	NS	-90,9%	-28,4%
Actif d'impôt exigible	0	0,0%	5	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	-	-100,0%	NS
Autres créances et comptes de régularisation	773	17,8%	920	19,0%	2 337	37,1%	2 284	35,7%	19,0%	154,0%	-2,3%
Actifs d'exploitation	1 279	29,5%	1 427	29,4%	2 952	46,9%	2 974	46,5%	11,5%	106,9%	0,7%
Trésorerie Actif	386	8,9%	582	12,0%	285	4,5%	183	2,9%	50,9%	-51,0%	-35,8%
Total des actifs courants	1 665	38,3%	2 009	41,4%	3 237	51,4%	3 156	49,4%	20,6%	61,1%	-2,5%
Total Actif	4 342	100,0%	4 848	100,0%	6 294	100,0%	6 391	100,0%	11,6%	29,8%	1,5%

En M MAD	2008	%	2009	%	2010	%	SI-2011	%	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
PASSIF											
Capital	344	7,9%	344	7,1%	344	5,5%	344	5,4%	0,0%	NS	-0,1%
Prime d'émission	843	19,4%	843	17,4%	843	13,4%	843	13,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Réserves consolidées	26	0,6%	25	0,5%	205	3,3%	296	4,6%	-5,9%	7,2%	44,4%
Résultat consolidé	236	5,4%	285	5,9%	334	5,3%	198	3,1%	20,6%	17,2%	-40,8%
Total Capitaux propres part du groupe	1 449	33,4%	1 496	30,9%	1 725	27,4%	1 680	26,3%	3,3%	15,3%	-2,6%
Intérêts minoritaires	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	-	NS	-
Total Capitaux propres	1 449	33,4%	1 496	30,9%	1 725	27,4%	1 680	26,3%	3,3%	15,3%	-2,6%
Dettes de financement à plus d'un an	513	11,8%	323	6,7%	963	15,3%	925	14,5%	-37,1%	198,1%	-4,0%
Autres passifs non courants	388	8,9%	420	8,7%	479	7,6%	452	7,1%	8,3%	14,0%	-5,7%
Impôts différés - Passif		0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	-	NM	NM
Total des passifs non courants	900	20,7%	742	15,3%	1 442	22,9%	1 376	21,5%	-17,6%	94,3%	-4,5%
Fournisseurs et comptes rattachés	1 802	41,5%	2 033	41,9%	2 749	43,7%	2 830	44,3%	12,9%	35,2%	2,9%
Dettes de financement à moins d'un an	18	0,4%	447	9,2%	61	1,0%	61	1,0%	NS	-86,3%	0,6%
Passif d'impôt exigible	0	0,0%	1	0,0%	15	0,2%	10	0,2%	NS	14,0%	-32,9%
Autres dettes et comptes de régularisation	154	3,5%	112	2,3%	234	3,7%	345	5,4%	-26,9%	108,9%	47,6%
Dettes d'exploitation	1 973	45,4%	2 594	53,5%	3 059	48,6%	3 246	50,8%	31,5%	17,9%	6,1%
Trésorerie et équivalents	20	0,5%	15	0,3%	67	1,1%	88	1,4%	-24,3%	346,7%	31,4%
Total des passifs courants	1 993	45,9%	2 610	53,8%	3 126	49,7%	3 334	52,2%	30,9%	19,7%	6,7%
Total Passif	4 342	100,0%	4 848	100,0%	6 294	100,0%	6 391	100,0%	11,6%	29,8%	1,5%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'analyse des comptes du bilan de l'ensemble consolidé sur la période 2008 - S1₂₀₁₁ se présente comme suit :

III.1. Actif non-courant

L'évolution des rubriques de l'actif non-courant sur la période s'étalant de 2008 au 1^{er} semestre 2011 se présente de la façon suivante :

Tableau 89 Evolution de l'actif non-courant

En K MAD	2008	2009	2010	S1-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. S1-11/10
Ecart d'acquisition	572 501	577 730	625 289	625 289	0,9%	8,2%	0,0%
Immobilisations incorporelles	-	-	-	0	-	NS	-
Immobilisations corporelles	1 607 306	1 893 551	2 120 169	2 208 040	17,8%	12,0%	4,1%
Immobilisations financières	21 940	22 033	20 697	20 697	0,4%	-6,1%	0,0%
Titres mis en équivalence	137 201	140 196	149 424	157 184	2,2%	6,6%	5,2%
Autres immobilisations financières	461	461	1 029	2 518	0,0%	123,2%	144,7%
Actif immobilisé	2 339 409	2 633 971	2 916 608	3 013 728	12,6%	10,7%	3,3%
Autres actifs non courants	180 293	75 129	11 285	101 510	-58,3%	-85,0%	799,5%
Impôts différés actif	157 490	130 062	128 858	119 380	-17,4%	-0,9%	-7,4%
Total des autres actifs non courants	337 783	205 191	140 143	220 890	-39,3%	-31,7%	57,6%
Total Actif non courant	2 677 192	2 839 162	3 056 751	3 234 618	6,1%	7,7%	5,8%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2010, le Groupe a poursuivi son effort d'investissement et a mis en service de nouvelles installations de stockage de propane à Jorf Lasfar. En outre, le Groupe a également renforcé son parc de bouteilles. Il découle de cette politique une progression des immobilisations corporelles de 12% à MAD 2,1 milliards.

Au 30 juin 2011, l'actif immobilisé du Groupe progresse de 3,3% tiré par la hausse (i) des immobilisations corporelles qui s'inscrivent dans la continuité du programme d'extension de la capacité de stockage, de (ii) la hausse de la valeur des titres mis en équivalence, suite à la hausse de la situation nette retraitée des filiales mises en équivalence Salam Gaz et Gazafric qui se détaille comme suit (+5,5 MDh et +2,3 MDh respectivement) et (iii) à la hausse des immobilisations financières.

Il résulte de ces variations un total actif non courant de MAD 3,2 milliards en progression de 5,8% à fin juin 2011.

L'analyse détaillée des postes de l'actif non courant sur la période s'étalant de 2008 à 2010 se présente comme suit :

III.1.1. Ecart d'acquisition

Sur la période 2008-2010, aucune dépréciation du Goodwill n'a été constatée. Le montant de l'écart d'acquisition comptabilisé au 31 décembre 2010 comprend un mouvement de KMAD 47 559 lié à l'acquisition de la société DRAGON GAZ au cours de l'exercice 2010.

■ Immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente l'évolution de la structure des immobilisations corporelles nettes sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 90 Evolution de la structure des immobilisations corporelles nettes

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Terrains	48 254	58 270	58 317	20,8%	0,1%
Constructions	115 019	185 894	174 753	61,6%	-6,0%
Installations techniques, matériel et outillage	1 363 956	1 547 298	1 684 740	13,4%	8,9%
Matériel de transport	4 481	8 217	4 371	83,4%	-46,8%
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	15 586	17 224	15 485	10,5%	-10,1%
Autres immobilisations corporelles	5	3	2	-40,0%	-33,3%
Immobilisations corporelles en cours	60 005	76 645	182 502	27,7%	138,1%
Immobilisations corporelles nettes	1 607 306	1 893 551	2 120 169	17,8%	12,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les immobilisations corporelles concernent les immobilisations inscrites à l'actif des sociétés du Groupe ainsi que celles prises en crédit bail dont la valeur nette s'élève à KMAD 321 871 au 31 décembre 2010 et à KMAD 261 006 au 31 décembre 2009.

■ Immobilisations financières

Tableau 91 Evolution des immobilisations financières

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Titres de participation (non consolidés)	21 940	22 033	20 697	0,4%	-6,1%
Autres immobilisations financières	461	461	1 029	0,0%	123,2%
Total net	22 401	22 494	21 726	0,4%	-3,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les autres immobilisations financières concernent essentiellement des dépôts et cautionnement d'une échéance entre 1 et 5 ans.

III.1.2. Titres mis en équivalence

Le tableau ci-dessous résume les pourcentages de contrôle dans les sociétés mises en équivalence ainsi que l'évolution de la valeur des titres mis en équivalence sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 92 Pourcentages de contrôle et évolution de la valeur titres des sociétés mises en équivalence

En K MAD	Pourcentage de contrôle	Valeur des titres mis en équivalence		
		2008	2009	2010
GAZAFRIC	50%	39 247	40 397	44 938
SALAM GAZ	20%	74 526	76 099	80 563
STOGAZ	50%	22 945	23 154	23 272
PROACTIS	25%	483	546	651
Total		137 201	140 196	149 424

Source : AFRIQUIA GAZ

Les principales informations financières sur les sociétés mises en équivalence se présentent comme suit :

GAZAFRIC

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Chiffre d'affaires	1 251 472	864 395	1 126 435	-30,9%	30,3%
Résultat opérationnel	22 645	35 913	24 345	58,6%	-32,2%
Résultat net	14 430	17 376	22 803	20,4%	31,2%
Total bilan	649 464	688 650	948 008	6,0%	37,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

SALAM GAZ

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Chiffre d'affaires	3 456 334	2 344 334	3 831 484	-32,2%	63,4%
Résultat opérationnel	128 928	134 682	156 810	4,5%	16,4%
Résultat net	96 762	104 451	119 782	7,9%	14,7%
Total bilan	1 378 973	1 886 501	3 322 597	36,8%	76,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

STOGAZ

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Chiffre d'affaires	8 476	8 615	8 797	1,6%	2,1%
Résultat opérationnel	1 479	1 569	1 088	6,1%	-30,7%
Résultat net	150	446	209	197,3%	-53,1%
Total bilan	67 977	66 686	64 208	-1,9%	-3,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

PROACTIS

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Chiffre d'affaires	34 853	36 941	39 152	6,0%	6,3%
Résultat opérationnel	7	24	452	242,9%	6114,3%
Résultat net	206	242	213	17,5%	-12,0%
Total bilan	18 840	18 513	19 843	-1,7%	7,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

III.1.3. Autres actifs non-courants

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des autres actifs non-courants durant la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 93 Evolution des autres actifs non-courants

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Avances au personnel	2 672	2 129	2 284	-20,3%	7,3%
Divers débiteurs	177 621	73 000	9 000	-58,9%	-87,7%
Total net	180 293	75 129	11 284	-58,3%	-85,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les autres actifs non-courants correspondent principalement à des avances faites aux parties liées.

Au 31 décembre 2009, les autres actifs non-courants se composent principalement des avances accordés au personnel ainsi que des avances faites à AKWA Group et OISMINE pour respectivement MAD 40 millions et MAD 24 millions.

Au 31 décembre 2010, les autres actifs non courants se composent principalement des avances au personnel ainsi que des avances faites à des parties liées.

III.1.4. Impôts différés

Le Groupe AFRIQUIA GAZ a opté dans la comptabilisation des impôts différés pour la compensation de ses impôts différés actifs et passifs.

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des impôts différés actifs et passifs et de la position nette :

Tableau 94 Evolution des impôts différés ainsi que la position nette

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Impôts différés Actif	157 490	130 062	128 858	119 380	-17,4%	-0,9%	-7,4%
Impôts différés Passif	0	0	0	0	-	-	-
Position nette	157 490	130 062	128 858	119 380	-17,4%	-0,9%	-7,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009, l'impôt différé a enregistré une baisse de 17,4% à MAD 130 millions. Cette baisse est due à deux facteurs :

- Une baisse de MAD 21,2 millions suite à un changement de périmètre lié à l'entrée de NATIONAL GAZ ;
- Une baisse de MAD 6,9 millions correspondant au reclassement de l'effet de l'actualisation de la dette d'impôt liée à l'absorption de TISSIR PRIMAGAZ et PRIMAGAZ HOLDING MAROC.

En 2010, l'actif d'impôt différé demeure stable à MAD 128,9 millions, soit une évolution de -0,9% par rapport à 2009.

A fin juin 2011, la position nette de l'impôt différé enregistre une baisse de 7,4% en ligne avec l'actif d'impôt différé.

III.2. Actif courant

La composition des actifs courants sur les exercices 2008, 2009 et 2010 se présente comme suit :

Tableau 95 Evolution de la composition des actifs courants

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Stocks	94 289	126 710	156 389	208 716	34,4%	23,4%	33,5%
Clients	411 939	331 638	453 564	478 251	-19,5%	36,8%	5,4%
Titres de placement	493	43 653	4 248	2 863	NS	-90,3%	-32,6%
Actif d'impôt exigible		4 901	792	161	NS	-83,8%	-79,7%
Autres créances et comptes de régularisation	772 639	919 683	2 336 940	2 283 594	19,0%	154,1%	-2,3%
Actifs d'exploitation	1 279 360	1 426 585	2 951 933	2 973 585	11,5%	106,9%	0,7%
Trésorerie Actif	385 715	582 048	285 001	182 912	50,9%	-51,0%	-35,8%
Total des actifs courants	1 665 075	2 008 633	3 236 934	3 156 497	20,6%	61,1%	-2,5%

Source : AFRIQUIA GAZ

La croissance de 20,6% de l'actif courant constatée en 2009 s'explique par une appréciation de la majorité des éléments hormis les créances clients qui ont baissé de 19,5% grâce à la politique active de recouvrement et à la réduction des délais de paiement des clients.

En 2010, en application de sa politique d'approvisionnement dynamique, le Groupe a vu ses stocks progresser de 23,4% à MAD 156 millions par anticipation d'une éventuelle hausse du cours des matières premières.

Par ailleurs, les créances clients du groupe progressent de 36,8% à MAD 453,6 millions en raison (i) de la progression de la part des clients « vrac » dont les délais sont de 75j pour les clients industriels et 10j pour les déposataires et (ii) de la progression des prix de vente.

Suite à l'arrêt du programme de rachat, les titres et valeurs de placement du Groupe ont enregistré un repli de 90,3% à MAD 4,2 millions (vs. 43,6 MDh au 31/12/2009).

Les autres créances et comptes de régularisation ont pour leur part enregistré une forte croissance (+154,1%) et s'établissent à MAD 2 337 millions au terme de l'année 2010 en raison de la créance enregistrée sur la caisse de compensation.

Au terme du premier semestre 2011, les éléments d'actif d'exploitation affichent une progression de 0,7% sous l'effet conjugué de la hausse des stocks du Groupe suite à la hausse des prix, et du repli des autres créances et comptes de régularisation.

III.2.1. Stocks

Le tableau suivant présente l'évolution des stocks sur la période s'étalant de 2009 à 2010 :

Tableau 96 Evolution des stocks

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Stocks de GPL	84 117	117 272	151 737	39,4%	29,4%
Stocks	95 187	127 608	157 287	34,1%	23,3%
Dépréciation	898	898	898	0,0%	0,0%
Total net	94 289	126 710	156 389	34,4%	23,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les stocks sont principalement constitués de stocks de GPL qui s'établissent à MAD 151 737 millions en 2010.

Les variations des niveaux de stocks ne sont pas significatives dans la mesure où la gestion des stocks répond à un besoin d'optimisation du coût d'approvisionnement du GPL sur le marché international.

III.2.2. Créances clients

Tableau 97 Evolution des créances clients et du taux de provisionnement

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Clients et comptes rattachés	435 263	370 127	498 215	-15,0%	34,6%
Dépréciation	23 324	38 489	44 651	65,0%	16,0%
Total net	411 939	331 638	453 564	-19,5%	36,8%
Taux de provisionnement	5,4%	10,4%	9,0%	5,0 pts	- 1,4 pts

Source : AFRIQUIA GAZ.

Au terme de l'exercice 2009, les créances clients et comptes rattachés ont baissé de 15% à MAD 370,1 millions. Le montant des dotations pour provisions des créances clients a connu une croissance importante de 65%. Cette hausse importante des provisions s'explique par l'augmentation des taux de provisionnement pour certains clients de AFRIQUIA GAZ lié à une augmentation de la facture moyenne en 2008, et ce dans une logique de prudence.

En 2010, les créances clients et comptes rattachés enregistrent une augmentation de 34,6% et s'établissent à MAD 498,2 millions principalement en raison de la progression des prix de reprise. A l'inverse, le taux de provisionnement passe à 9% contre 10,4% en 2009 dénotant ainsi de l'effort accru fourni par l'entreprise en matière de recouvrement (la politique de provisionnement n'ayant pas changé).

Les créances échues partiellement provisionnées s'élèvent à MAD 17,9 millions en 2008, MAD 16,4 millions en 2009 et à MAD 5,4 millions en 2010.

III.3. Trésorerie et titres de placement

La trésorerie et équivalents de trésorerie évoluent de la manière suivante :

Tableau 98 Evolution de la trésorerie et équivalents

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Trésorerie – Actif	385 714	582 048	285 001	182 912	50,9%	-51,0%	-35,8%
Trésorerie – Passif	20 194	15 290	66 536	88 027	-24,3%	335,2%	32,3%
Trésorerie et équivalents	365 520	566 758	218 465	94 885	55,1%	-61,4%	-56,6%
Titres de placement	493	43 653	4 248	2 863	NS	-90,3%	-32,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'évolution de la trésorerie et équivalents est détaillée dans la partie liée à l'analyse du tableau des flux de trésorerie.

III.3.1. Autres créances et comptes de régularisation

Le tableau ci-dessous détaille la composition des autres créances et comptes de régularisation sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 99 Evolution des autres créances et comptes de régularisation

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 308	884	1 284	-32,4%	45,2%
Personnel	568	399	335	-29,8%	-16,0%
Etat-débiteurs	766 615	731 858	1 973 415	-4,5%	169,6%
TVA récupérable	142 579	205 727	197 000	44,3%	-4,2%
Caisse de compensation	535 995	303 518	1 460 000	-43,4%	381,0%
Autres débiteurs	625	181 340	359 064	NS	98,0%
Autres comptes de régularisation – Actif	3 523	5 202	2 842	47,7%	-45,4%
Total net	772 639	919 683	2 336 940	19,0%	154,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les autres créances et comptes de régularisation ont connu une augmentation de 19% entre 2008 et 2009. Cette hausse s'explique par des avances payables à moins d'un an à hauteur de MAD 190 millions accordées à d'autres sociétés (non consolidées) de AKWA Group dans le cadre de conventions de financement.

La rubrique Etat-débiteurs constitue 80% des autres créances. En 2009, cette rubrique se compose principalement de la TVA récupérable pour MAD 205,7 millions et de créances vis-à-vis de la Caisse de Compensation pour MAD 303,5 millions. Ces créances ont connu une baisse de 43,4% en 2009 grâce notamment à la baisse des cours de GPL sur le marché international par rapport aux niveaux observés en 2008.

En 2010, la rubrique Etat débiteurs a connu une hausse de 170% et est composée principalement de la TVA pour MAD 197 millions et des créances vis-à-vis de la Caisse de compensation pour MAD 1 460 millions, en augmentation de 381% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par la forte fluctuation des cours de GPL qui impacte les prix à la hausse.

III.4. Passif non-courant

III.4.1. Dettes de financement à plus d'un an

Le tableau suivant présente l'évolution des dettes de financement à plus d'un an sur la période s'étalant de 2008 à SI₂₀₁₁ :

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Dettes de financement à + 1 an	512 736	322 543	963 430	924 760	-37,1%	198,7%	-4,0%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009, AFRIQUIA GAZ a souscrit un nouvel emprunt bancaire à moyen terme d'un montant total de MAD 160 millions destiné en partie à financer l'acquisition de NATIONAL GAZ.

Les dettes de financement relatives aux contrats de location financement (leasing) s'élèvent à fin 2009, à MAD 210 millions contre MAD 145 millions en 2008. Ces contrats concernent la location financement de bouteilles.

Les dettes de financement à plus d'un an progressent de 198,7% passant à MAD 963,4 millions. Elles sont principalement constituées d'un emprunt obligataire de MAD 600 millions émis en juillet 2010, dont la maturité est de cinq ans remboursable *in fine*.

▪ Autres passifs non courants

Le tableau suivant présente l'évolution des autres passifs non courants sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 100 Evolution des autres passifs non-courants

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Provisions pour risques et charges	45 165	44 005	35 062	-2,6%	-20,3%
Autres passifs non courants	342 563	375 742	444 000	9,7%	18,2%
Total	387 728	419 747	479 062	8,3%	14,1%

Source : AFRIQUIA GAZ

En 2009, les autres passifs non-courants correspondent essentiellement aux consignations pour MAD 208 millions et à la contribution pour le financement des stocks pour MAD 167 millions.

Au 31 décembre 2010, les autres passifs non courants sont essentiellement relatifs aux consignations pour MAD 261 millions et à la contribution pour le financement des stocks pour MAD 182 millions.

Les consignations font l'objet de reprises annuelles à hauteur de 1/20 par an. La part à reprendre en 2011 est constatée au niveau des passifs circulants.

Le détail des provisions pour risques et charges se présente comme suit :

Tableau 101 Evolution des provisions pour risques et charges

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Provision pour impôts	45 165	44 005	35 062	-2,6%	-20,3%
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	NS	NS
Total	45 165	44 005	35 062	-2,6%	-20,3%

Source : AFRIQUIA GAZ

La consommation de la provision pour impôt correspond à l'étalement de l'imposition de la plus value de fusion.

Au 31 décembre 2010, le passif non courant du Groupe se présente comme suit :

Tableau 102 Evolution du passif non-courant

En M MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Capital	344	344	344	343 750	0,0%	0,0%
Prime d'émission	843	843	843	842 674	0,0%	0,0%
Réserves consolidées	26	25	205	296 034	729,6%	44,3%
Résultat consolidé	236	285	334	197 858	17,3%	-40,7%
Total Capitaux propres part du groupe	1 449	1 496	1 725	1 680 319	15,3%	-2,6%
Intérêts minoritaires	0	0	0	3	0,0%	0,0%
Total Capitaux propres	1 449	1 496	1 725	1 680 319	15,3%	-2,6%
Dettes de financement à plus d'un an	513	323	963	924 760	198,7%	-4,0%
Autres passifs non courants	388	420	479	451 657	14,1%	-5,7%
Impôts différés – Passif		-	-	-	-	-
Total des passifs non courants	900	742	1 442	1 376 417	94,3%	-4,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le passif non courant du Groupe progresse de 94,3% à MAD 1 442,5 millions principalement en raison de la progression des capitaux propres du groupe (progression des réserves consolidées à MAD 205,1 millions essentiellement en raison du report à nouveau du résultat non distribué de 2010 pour 78 MDh (résultat net de 329 MDh, dividendes 2010 de 251 MDh), et le reclassement aux capitaux propres des dividendes relatifs aux actions propres pour 7,9 MMAD) ainsi que celle des dettes de financement à plus d'un an qui augmentent de 198,7 % en 2010.

A fin juin 2011, le passif non courant du Groupe affiche une baisse de 4,6% attribuable à la baisse conjointe du résultat consolidé et des éléments du passif non courant.

III.5. Passif courant

III.5.1. Fournisseurs et comptes rattachés

L'évolution de la rubrique Fournisseurs et comptes rattachés sur la période s'étalant de 2008 à 2010 se présente comme suit :

Tableau 103 Evolution des dettes fournisseurs

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Fournisseurs et comptes rattachés	1 801 795	2 033 473	2 748 966	2 829 543	12,9%	35,2%	2,9%
Total	1 801 795	2 033 473	2 748 966	2 829 543	12,9%	35,2%	2,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'échéance des dettes fournisseurs est à moins d'un an. Les dettes fournisseurs s'élèvent à MAD 2 829,5 millions en progression de 2,9% au terme du 1^{er} semestre 2011 principalement en raison de la hausse des cours de GPL.

III.5.2. Dettes de financement à moins d'un an

Le tableau suivant présente l'évolution des dettes de financement à moins d'un an sur la période s'étalant de 2008 à 2010 :

Tableau 104 Evolution des dettes de financement à moins d'un an

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 09/08	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Dettes de financement à - 1 an	17 548	447 216	61 006	61 351	NS	-86,4%	0,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

Malgré la dégradation des conditions de paiement de la Caisse de Compensation, les dettes de financement à moins d'un an s'inscrivent en repli de 86,4% en 2010, principalement en raison de la levée obligatoire ayant apporté une ressource supplémentaire de MAD 200 millions.

A fin juin 2011, les dettes de financement à court terme s'inscrivent au même niveau qu'en 2010.

III.5.3. Autres dettes et comptes de régularisation

L'évolution des autres dettes et comptes de régularisation sur la période s'étalant de 2008 à 2010 se présente comme suit :

Tableau 105 Evolution des autres dettes et comptes de régularisation

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Dettes fiscales	110 320	54 105	186 248	-51,0%	244,2%
Dettes sociales	10 188	9 203	9 732	-9,7%	5,7%
Autres dettes et comptes de régularisation	33 029	48 942	37 877	48,2%	-22,6%
Total	153 537	112 250	233 856	-26,9%	108,3%

Source : AFRIQUIA GAZ

Au 31 décembre 2010, le poste dettes fiscales comprend essentiellement la TVA collectée pour un montant de MAD 154 millions contre MAD 39 millions au 31 décembre 2009 et les provisions pour impôts à moins d'un an pour MAD 11 millions au 31 décembre 2010 et 2009.

Les autres dettes et comptes de régularisation concernent essentiellement les retenues de consignation à moins d'un an pour MAD 30 millions au 31/12/2010 contre MAD 28 millions au 31/12/2009.

Au 30 juin 2011, le passif courant du Groupe se présente comme suit :

Tableau 106 Evolution du passif non-courant

En K MAD	2008	2009	2010	SI-2011	Var. 10/09	Var. SI-11/10
Fournisseurs et comptes rattachés	1 802	2 033	2 749	2 830	35,2%	2,9%
Dettes de financement à moins d'un an	18	447	61	61	-86,4%	0,6%
Passif d'impôt exigible	0	1	15	10	962,0%	-34,6%
Autres dettes et comptes de régularisation	154	112	234	345	108,3%	47,7%
Dettes d'exploitation	1 973	2 594	3 059	3 246	17,9%	6,1%
Trésorerie et équivalents	20	15	67	88	335,2%	32,3%
Total des passifs courants	1 993	2 610	3 126	3 334	19,8%	6,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les passifs courants du Groupe progressent de 19,78% à MAD 3 125,8 millions principalement en raison :

- De la progression du compte fournisseurs consécutivement à la hausse des cours de GPL ;
- De la progression du compte passif d'impôt exigible de 962% à MAD 15,4 millions ;
- Des autres dettes et comptes de régularisation qui elles progressent de 108,3% et s'établissent à MAD 233,9 millions, elles comprennent essentiellement les retenues de consignation à moins d'un an (30 Mdhs), la TVA collectée (154 Mdhs) et les provisions pour impôts à moins d'un an (11 Mdhs).

- De la trésorerie passif qui augmente de MAD 51,2 millions.

Au terme du premier semestre 2011, le total des passifs courants du Groupe affiche une progression de 6,7% imputable aux évolutions suivantes :

- La hausse des dettes fournisseurs suite à la hausse des cours des combustibles à l'échelle internationale ;
- La hausse du compte « autres dettes et comptes de régularisation » de 47,7% à MAD 345,4 millions (vs. MAD 233,9 millions à fin 2010) ;
- La hausse de la trésorerie passif qui augmente de MAD 21,5 millions.

IV. Analyse du tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie relatif aux exercices 2008, 2009 et 2010 se présente comme suit :

Tableau 107 Evolution des flux de trésorerie

En K MAD	2008	2009	2010	Var. 09/08	Var. 10/09
Résultat net consolidé	236 035	284 677	333 911	20,6%	17,3%
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie					
* Dotations aux amortissements	162 113	164 930	188 608	1,7%	14,4%
* Charges produits sans effets de trésorerie	-11 609	-16 527	-30 727	42,4%	85,9%
* Reprises de dettes de consignation	-21 262	-25 327	-29 918	19,1%	-21,0%
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	-3 965	-4 318	-9 338	8,9%	116,3%
Marge brute d'autofinancement	361 312	403 435	452 536	11,7%	12,2%
Variation des actifs et passifs d'exploitation	52 550	90 803	-520 681	72,8%	-673,4%
Flux net de trésorerie généré par l'activité	413 862	494 238	-68 145	19,4%	-113,8%
Acquisition de titres non consolidés	-2 107	0	0	-100,0%	NS
Cession de sociétés non consolidés	0	0	0	NS	NS
Acquisition de titres consolidés net de la trésorerie acquise		-87 097	-77 384	NS	-11,2%
Investissements en immobilisations corporelles	-202 032	-260 731	-265 965	29,1%	2,0%
Variation de périmètre		-26 497	0	NS	-100,0%
Autres	-27	0	2 336	-100,0%	NS
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-204 166	-374 325	-341 012	83,3%	-8,9%
Dividendes versés aux actionnaires d'AFRIQUIA GAZ	-206 250	-230 313	-240 625	11,7%	4,5%
Souscription d'emprunt	0	160 000	600 000	NS	275,0%
Remboursement d'emprunt	0	0	-406 024	NS	NS
Variations des autres actifs et passifs financiers	-86 198	151 637	107 513	-275,9%	-29,1%
Autres	0	0	0	NS	NS
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-292 448	81 325	60 864	-127,8%	-25,2%
Mouvements de conversion	0	0	0	NS	NS
Variation de trésorerie	-82 752	201 238	-348 293	-324,6%	-287,4%
Trésorerie d'ouverture	448 274	365 520	566 758	20,6%	17,3%
Trésorerie de clôture	365 522	566 758	218 466	50,8%	-60,4%

Source : AFRIQUIA GAZ

Flux net de trésorerie généré par l'activité

La baisse du flux net de trésorerie généré par l'activité en 2010 à MAD -68,1 millions (vs. MAD 494,2 millions en 2009) provient principalement de la détérioration de la variation des actifs et passifs d'exploitation consécutivement à une dégradation des conditions de paiement de la caisse de compensation.

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

En 2010, le flux net sortant de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'élève à MAD -341 millions, en baisse de 8,9% par rapport à 2009.

Cette situation est due principalement à l'acquisition de la société de distribution de GPL Dragon Gaz pour un montant de 77,4 MDH (net de la trésorerie acquise de MAD -13,3 millions).

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

A fin 2010, le solde positif des flux de trésorerie liés aux opérations de financement s'établit à MAD 60,9 millions en diminution de 25,2% en raison de l'effet conjugué du remboursement d'un emprunt de MAD 406 millions et à la souscription d'un autre emprunt obligataire de MAD 600 millions.

Partie VII. **PERSPECTIVES**

AVERTISSEMENT

Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de AFRIQUIA GAZ.

AFRIQUIA GAZ publie ses comptes consolidés selon les normes IFRS. Toutefois, les comptes prévisionnels présentés dans la partie ci-après correspondent à une consolidation selon les normes préconisées par le CGNC des comptes sociaux prévisionnels des sociétés consolidées par intégration globale, à savoir AFRIQUIA GAZ, NATIONAL GAZ, DRAGON GAZ, SODIPIT et OMNIUM DE STOCKAGE.

Les comptes consolidés prévisionnels ont fait l'objet des retraitements suivants :

- Elimination des opérations intra-groupe ;
- Retraitement des titres de participation des sociétés consolidées ;
- Retraitement des titres de participation des sociétés mises en équivalence ;
- Elimination des immobilisations en non-valeur ;
- Prise en compte de l'imposition différée ;
- Intégration et amortissement de l'écart d'acquisition de NATIONAL GAZ.

Les comptes consolidés prévisionnels présentés ci-après peuvent sensiblement différer des comptes consolidés IFRS arrêtés au titre de la période prévisionnelle.

Dans un objectif de comparabilité entre les exercices, des comptes consolidés pro forma de l'exercice 2010, aux normes CGNC, non audités par les commissaires aux comptes, sont présentés. Ces comptes présentent les mêmes retraitements appliqués aux comptes consolidés prévisionnels.

I. Perspectives de développement du secteur du GPL

Les produits de GPL conditionnés sont destinés à l'usage domestique tandis que les produits en vrac répondent à une demande industrielle et professionnelle (industries céramiques et métallurgiques, agriculture, etc.).

Ainsi, la demande en GPL conditionné – particulièrement le butane – est corrélée à l'accroissement du nombre de ménages, à l'urbanisation de la population ainsi que le développement du nombre de logements tandis que l'évolution des ventes du GPL en vrac est liée à la croissance de la production industrielle en général.

Selon les projections du Haut Commissariat au Plan (HCP), le nombre de ménages devrait passer d'environ 6,4 millions de ménages en 2009 à plus de 6,8 millions de ménages en 2012 et dépasser les 10,1 millions de ménages à horizon 2030. Ainsi, la croissance annuelle moyenne du nombre de ménages est estimée à 2,2% sur la période prévisionnelle. En milieu urbain, ce taux devrait s'établir à 2,8% par an. En effet, le taux d'urbanisation de la population devrait gagner 1,5 point passant de 63,5% en 2009 à 65,0% en 2012. A l'horizon 2030, le taux d'urbanisation devrait se situer aux alentours de 68,0%.

Cette croissance démographique induit une demande croissante en logements, alors que l'offre existante est insuffisante.

Pour faire face au déficit en matière de logement et répondre à une demande en constante progression, l'Etat mène depuis plusieurs années une politique volontariste qui vise la production de 100 000 logements sociaux par an.

Au cours des dernières années, cet objectif a été atteint avec une production cumulée de logements sociaux en milieu urbain dépassant les 500 000 unités entre 2006 et 2009.

De nouvelles mesures ont été adoptées par la Loi de Finances 2010 pour accroître la production de logements au cours des prochaines années, notamment les logements sociaux et à faible valeur immobilière totale (VIT).

Par ailleurs, l'augmentation du nombre d'unités hôtelières, dans le cadre du Plan Azur, devrait contribuer à la croissance de la consommation de GPL conditionné.

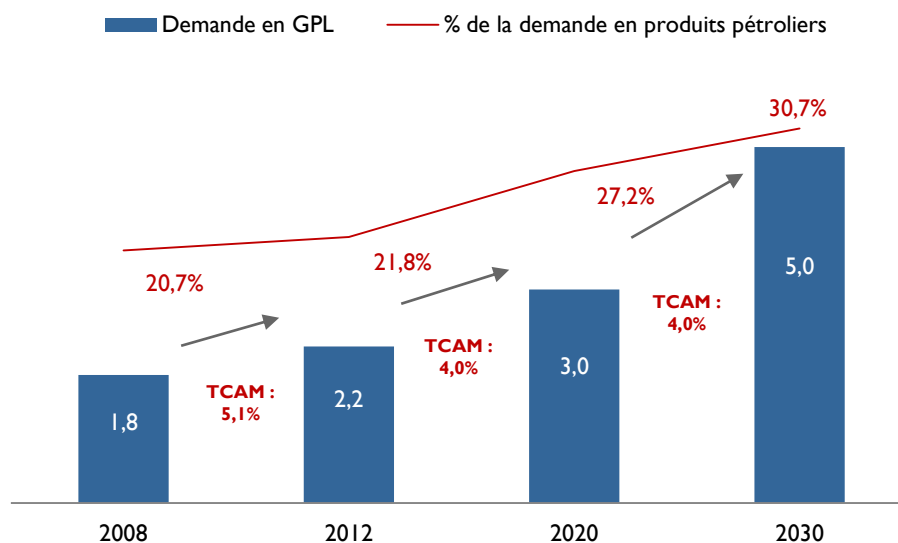
Concernant la production industrielle, les investissements prévus dans les différentes branches, notamment la métallurgie, devraient se traduire par une hausse sensible de la consommation de GPL.

Le Pacte National pour l'Emergence Industrielle affiche un objectif de MAD 50 milliards d'investissements privés sur la période 2009 – 2015 et une augmentation du PIB industriel de MAD 50 milliards sur la même période¹².

Selon les estimations du Ministère de l'Energie et des Mines, la croissance annuelle moyenne des besoins en GPL du Maroc devrait s'établir à 5,1% sur la période 2008 – 2012, passant de 1,8 million de tonnes en 2008 à 2,2 millions de tonnes en 2012. Cette croissance devrait se poursuivre jusqu'en 2030 et la part des GPL dans la demande de produits pétroliers devrait gagner 1,1 point, passant de 20,7% en 2008 à 21,8% en 2012.

Sur la période 2012-2030, la consommation du GPL devrait connaître une croissance annuelle moyenne de 4,7%, pour s'établir à 5,0 millions de tonnes.

Figure 29. Evolution des besoins en GPL sur la période 2008-2030 (en millions de tonnes)



Source : MEMEE

Compte tenu de ces perspectives de croissance de la demande, l'Etat marocain a opté pour une stratégie qui s'articule autour de 3 axes :

- **Développement des capacités d'importation et de réception**

La part de SAMIR dans l'approvisionnement national ne représente plus que 5,3% et devrait baisser dans les prochaines années. Cette situation nécessite de l'ensemble des opérateurs du secteur des investissements importants en matière de capacités de réception afin d'assurer un approvisionnement suffisant, continu et régulier pour le marché.

¹² Source : Pacte National Pour l'Emergence Industrielle 2009 – 2015

- **Développement des capacités de stockage et de transport**

Les capacités de stockage existantes au niveau des distributeurs représentent 45 jours de consommation. Cet axe vise principalement le renforcement du stock de sécurité du pays à travers un investissement massif en infrastructures de stockage et de transport. L'objectif étant d'atteindre 60 jours de consommation.

Les projets de développement entrepris par le Maroc permettront de satisfaire les besoins nationaux en GPL jusqu'à l'horizon 2020.

- **Développement du gaz naturel**

Dans sa stratégie énergétique, le Maroc prévoit la possibilité de recourir au gaz naturel comme source d'énergie « propre ». Ce choix stratégique ouvre des perspectives très intéressantes aux opérateurs du GPL dans la mesure où ils sont les mieux placés pour jouer un rôle important dans ce domaine.

Le développement du gaz naturel constitue une option de diversification intéressante pour les opérateurs du secteur du GPL. Néanmoins, l'introduction de cette solution énergétique nécessitera des investissements massifs en termes de capacités de réception (port gazier, unité de regazéification), de stockage et de transport (réseau de gazoducs).

II. Orientations stratégiques de AFRIQUIA GAZ

La société AFRIQUIA GAZ, leader de la distribution de GPL au Maroc, est engagée depuis quelques années dans une politique de développement volontariste.

En effet, la Société multiplie les opérations stratégiques avec à son actif le rapprochement opéré en 2005 avec TISSIR PRIMAGAZ, l'acquisition (i) en 2009 du distributeur NATIONAL GAZ dans la région de l'Oriental, et (ii) en 2010 de DRAGON GAZ, ou encore plus récemment, en 2011, la mise en service de terminal de stockage de Jorf Lasfar.

Toutes ces actions ont permis à AFRIQUIA GAZ de s'imposer comme un opérateur incontournable de la place. La société est, aujourd'hui, le premier importateur de GPL au Maroc, détient la plus importante capacité de stockage et d'emplissage et écoule plus de 40% des volumes commercialisés du secteur.

AFRIQUIA GAZ est également le premier opérateur gazier au Maroc à avoir obtenu la triple certification qualité, environnement, hygiène et sécurité.

Encouragée par le succès rencontré par sa stratégie passée et par la solidité et le dynamisme de l'économie marocaine, AFRIQUIA GAZ ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. En effet, la Société entend consolider son *leadership* à travers la poursuite de son programme d'investissement pour l'extension de ses capacités de stockage afin de mieux répondre à l'accroissement de la demande.

Outre les investissements que AFRIQUIA GAZ prévoit de réaliser dans des infrastructures de stockage et d'emplissage stratégiques en cours ou futurs, la Société compte également maintenir les investissements récurrents qui s'inscrivent dans le cadre de son activité. Ces derniers comprennent notamment le renouvellement et la mise à niveau du parc de bouteilles ainsi que les installations de citernes chez les clients.

La qualité et la sécurité des installations étant une priorité pour AFRIQUIA GAZ eu égard à sa responsabilité citoyenne et aux exigences dictées par sa certification et sa position de *leader*.

S'agissant de croissance externe, AFRIQUIA GAZ reste à l'affût de toute opportunité viable tant sur le marché national qu'international. Un effort considérable de prospection est déployé par la Société dans le but de se saisir de toute opération pouvant contribuer à la consolidation de sa position actuelle.

Par ailleurs, AFRIQUIA GAZ S.A. ambitionne de pénétrer le marché de distribution du Gaz Naturel Liquéfié (GNL) et ce, depuis les années 90 avec la volonté d'être un acteur incontournable sur ce marché. Ce projet est en effet d'une importance stratégique pour le pays puisque, outre son impact favorable sur l'environnement, l'utilisation du gaz naturel au Maroc aura pour effet de stimuler la croissance économique du pays, d'élargir le spectre énergétique marocain et donc de sécuriser l'approvisionnement énergétique du pays.

III. Données financières prévisionnelles

III.1. Comptes de résultats consolidés prévisionnels

Le tableau suivant présente l'évolution attendue des principaux agrégats des comptes de résultats consolidés de AFRIQUIA GAZ sur la période 2010-2012 :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Chiffres d'affaires	3 245 578	3 320 181	3 523 454	4,2%
Autres produits d'exploitation	31 448	33 097	34 654	5,0%
Achats revendus de marchandises	2 159 388	2 048 171	2 214 229	1,3%
Achats consommés	128 921	275 613	280 051	47,4%
Charges externes	205 166	213 603	218 664	3,2%
Charges de personnel	106 659	108 911	111 316	2,2%
Autres charges d'exploitation	1 500	1 500	1 500	0,0%
Impôts et taxes	6 316	5 175	5 180	-9,4%
Dotations d'exploitation	188 608	195 914	211 120	5,8%
Résultat d'exploitation	480 468	504 391	516 047	3,6%
Charges et produits financiers	-57 903	-48 179	-47 669	N.S
Résultat courant	422 565	456 211	468 379	5,3%
Charges et produits non courants	0	10 173	10 173	
Impôts sur les résultats	123 718	150 263	153 860	11,5%
Résultat net des entreprises intégrées	298 847	316 122	324 692	4,2%
Quote-part dans les résultats des sociétés MEE	35 063	27 250	27 250	-11,8%
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	333 910	343 372	351 942	2,7%
Résultat minoritaires	0	0	0	
Résultat net part Groupe	333 910	343 372	351 942	2,7%

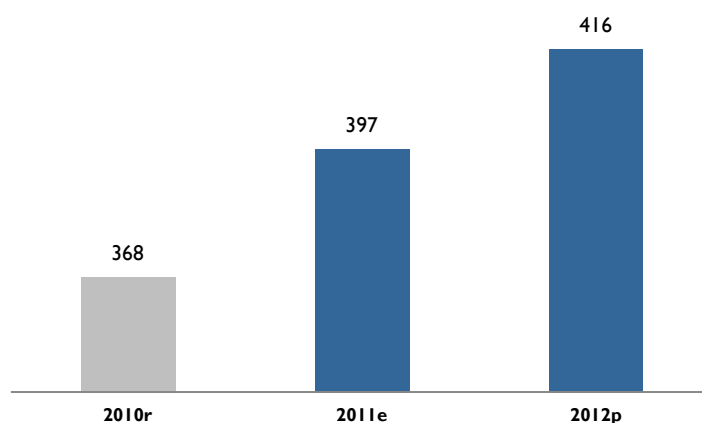
Source : AFRIQUIA GAZ

III.1.1. Evolution du chiffre d'affaires prévisionnel

■ Chiffre d'affaires social prévisionnel de AFRIQUIA GAZ

L'évolution du volume de l'activité « Emplissage » sur la période prévisionnelle 2010-2012^p se présente de la façon suivante :

Figure 30. Evolution des tonnages emplis par AFRIQUIA GAZ sur la période 2010-2012^p (en milliers de tonnes)

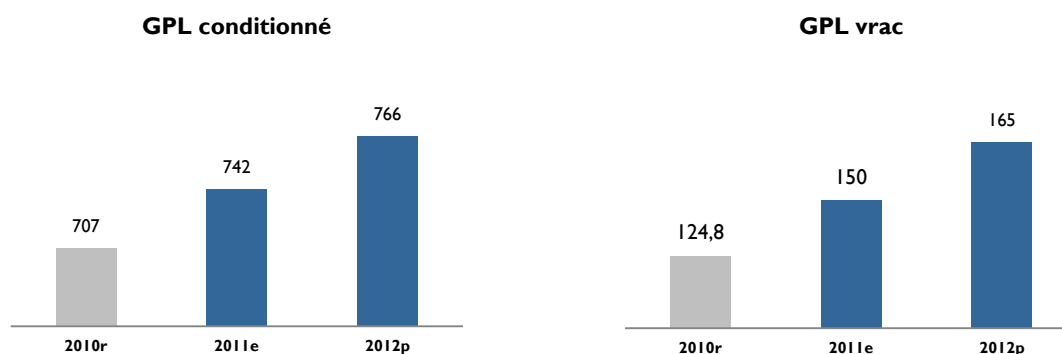


Source : AFRIQUIA GAZ

Les tonnages emplis par AFRIQUIA GAZ devraient croître en moyenne annuelle de 6,3% sur la période prévisionnelle pour atteindre 416 kT en 2012.

L'évolution prévisionnelle des tonnages vendus par AFRIQUIA GAZ (activité Distribution) devrait se présenter comme suit :

Figure 31. Evolution des tonnages vendus par AFRIQUIA GAZ sur la période 2010-2012^p (en milliers de tonnes)



Source : AFRIQUIA GAZ

Ainsi, les tonnages vendus de GPL conditionné devraient croître en moyenne de 4,1% sur la période 2010 – 2012^p.

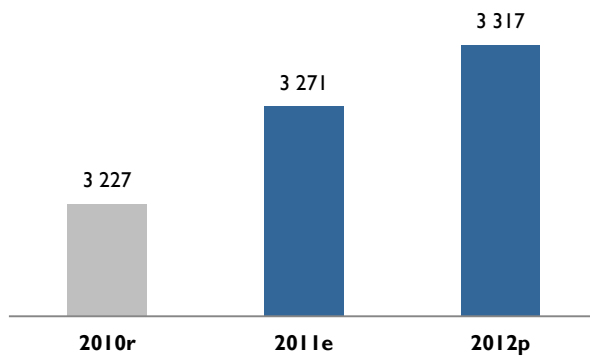
Concernant les ventes de GPL en vrac, elles devraient progresser en moyenne d'environ 13,4%. Cette progression s'explique par le développement des ventes destinées à l'industrie, notamment le secteur de la métallurgie.

Globalement, les volumes distribués par AFRIQUIA GAZ devraient progresser en moyenne de 5,1% sur la période prévisionnelle.

Les ventes de biens et services produits se composent essentiellement de services de réparation et d'entretien de bouteilles. Elles représentent une part négligeable du chiffre d'affaires.

Les projections de prix retenues sont basées sur la moyenne observée sur la période historique des prix de butane (réglementé) et propane (variable en fonction des cours à l'international). Les prix de distribution moyens prévisionnels sur la période 2010-2012p se présentent ainsi :

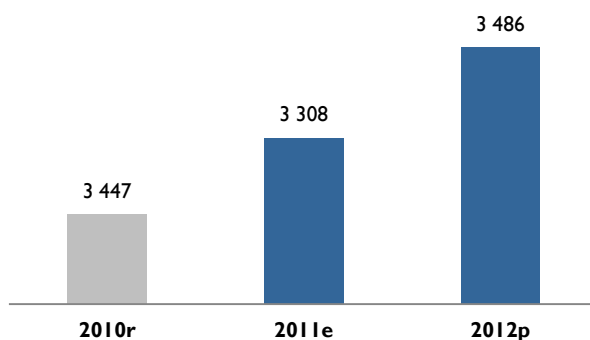
Figure 32. Evolution du prix de distribution prévisionnel (moyen pondéré) sur la période 2010-2012p (en MAD / T)



Source : AFRIQUIA GAZ

Compte tenu de ces hypothèses, le chiffre d'affaires prévisionnel social de AFRIQUIA GAZ devrait progresser comme suit :

Figure 33. Evolution du chiffre d'affaires social prévisionnel sur la période 2010-2012p (en MAD millions)



Source : AFRIQUIA GAZ

La répartition du chiffre d'affaires social prévisionnel sur la période 2010-2012^p entre les différentes activités se présente comme suit :

En K MAD		2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Emplissage		562 055	389 032	397 614	-15,9%
	% du CA	16,3%	11,8%	11,4%	
Distribution		2 849 066	2 917 287	3 086 878	4,1%
	% du CA	82,6%	88,2%	88,6%	
Autres services		36 099	1 500	1 500	-79,6%
	% du CA	1,0%	0,0%	0,0%	
Chiffre d'affaires global		3 447 220	3 307 819	3 485 992	0,6%

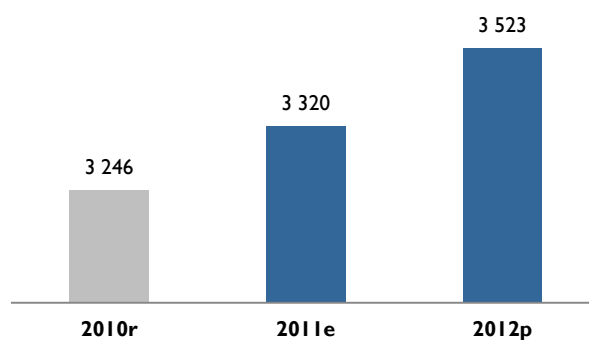
Source : AFRIQUIA GAZ

Sur la période 2010 – 2012^p, le TCAM du chiffre d'affaires prévisionnel s'établit à 6,2%.

▪ **Chiffre d'affaires consolidé prévisionnel du Groupe AFRIQUIA GAZ**

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé prévisionnel sur la période 2010-2012^p se présente ainsi :

Figure 34. Evolution du chiffre d'affaires consolidé prévisionnel sur la période 2010-2012^p (en MAD millions)



Source : AFRIQUIA GAZ

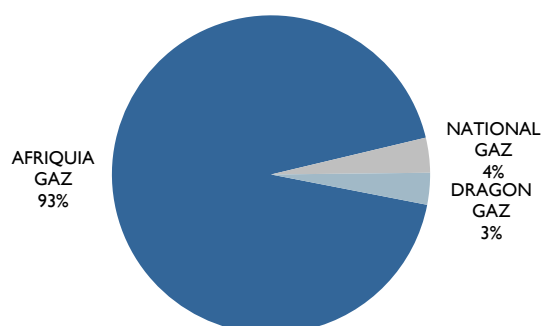
Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires des sociétés consolidées par intégration globale ainsi que les retraitements de consolidation sur la période prévisionnelle 2010-2012^p :

En K MAD	2010r ¹³	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
AFRIQUIA GAZ	3 044	3 308	3 486	7%
NATIONAL GAZ	127	144	151	9%
SODIPIT ¹⁴	11	32	34	76%
OMNIUM DE STOCKAGE	-	-	-	NM
DRAGON GAZ ¹⁴	49	312	328	159%
Autres	14	-	-	-100%
Chiffre d'affaires consolidé avant retraitements	3 246	3 796	3 999	NS
Elimination des opérations intra-groupe	-	-476	-476	0%
Chiffre d'affaires consolidé après retraitements	3 246	3 320	3 523	4%

Source : AFRIQUIA GAZ

Le graphique suivant présente la participation moyenne sur la période 2010-2012^p des sociétés consolidées par intégration globale au chiffre d'affaires consolidé du Groupe AFRIQUIA GAZ :

Figure 35. Contribution moyenne au chiffre d'affaires consolidé prévisionnel sur la période 2010-2012^p



Source : AFRIQUIA GAZ

¹³ Données retraitées des opérations intragroupes

¹⁴ Retraité à partir de 2011

III.1.2. Evolution de la marge brute prévisionnelle

L'évolution de la marge brute consolidée prévisionnelle du Groupe AFRIQUIA GAZ sur la période 2010 – 2012^P se présente ainsi :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Chiffres d'affaires ¹⁵	3 245 578	3 320 181	3 523 454	4,2%
Achats revendus de marchandises	2 159 388	2 048 171	2 214 229	1,3%
Marge brute sur ventes en l'état	1 086 190	1 272 010	1 309 224	9,8%

Source : AFRIQUIA GAZ

La marge brute sur ventes en l'état devrait augmenter en moyenne de 9,8% sur la période 2010 – 2012^P, passant de MAD 1 086,2 millions en 2010 à MAD 1 309,2 millions en 2012. Cette progression résulte principalement de l'augmentation des volumes écoulés par AFRIQUIA GAZ et NATIONAL GAZ.

Il y a lieu de noter qu'à partir de 2011, le chiffre d'affaires du groupe fait l'objet d'un reclassement au niveau de National Gaz et Dragon Gaz pour tenir compte des subventions d'exploitation, expliquant ainsi la progression du taux de marge brute.

¹⁵ Le chiffre d'affaires retenu pour le calcul de la marge brute inclut pour une part négligeable des ventes de biens et services produits.

III.1.3. Evolution du résultat d'exploitation consolidé prévisionnel

L'évolution du résultat d'exploitation prévisionnel se présente comme suit :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Marge brute sur ventes en l'état	1 086 190	1 272 010	1 309 224	9,8%
Autres produits d'exploitation	51 357	33 097	34 654	5,0%
Achats consommés	128 921	275 613	280 051	1,3%
Charges externes	205 166	213 603	218 664	47,4%
Charges de personnel	106 659	108 911	111 316	3,2%
Autres charges d'exploitation	1 500	1 500	1 500	2,2%
Impôts et taxes	6 316	5 175	5 180	0,0%
Dotations d'exploitation	188 608	195 914	211 120	-9,4%
Résultat d'exploitation	480 468	504 391	516 047	3,6%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les autres produits d'exploitation correspondent aux variations de stocks de produits et aux autres produits d'exploitation des sociétés consolidées par intégration globale.

Les dotations d'exploitation devraient augmenter en moyenne de 5,8% par an sur la période 2010 – 2012^p. Cette évolution est en liaison avec le programme d'investissement de la société.

Le résultat d'exploitation consolidé devrait progresser de 3,6% en moyenne annuelle sur la période prévisionnelle pour atteindre MAD 516,1 millions en 2012^p.

III.1.4. Evolution du résultat financier consolidé prévisionnel

L'évolution prévisionnelle du résultat financier consolidé sur la période 2010 – 2012^p se présente de la manière suivante :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Résultat financier consolidé	-57 903	-48 179	-48 179	N.S

Source : AFRIQUIA GAZ

Le résultat financier négatif est lié aux charges d'intérêt relatives (i) à l'emprunt obligataire émis en 2010 et (ii) à l'emprunt bancaire contracté en 2009 par AFRIQUIA GAZ.

III.1.5. Evolution du résultat net consolidé prévisionnel

Le tableau suivant reflète l'évolution prévisionnelle du résultat net consolidé sur la période 2010-2012^p :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Résultat d'exploitation	480 468	504 391	516 047	3,6%
Charges et produits financiers	-57 903	-48 179	-48 179	-9,3%
Résultat courant	422 565	456 211	456 211	5,3%
Charges et produits non courants	0	10 173	10 173	
Impôts sur les résultats	123 718	150 263	150 263	11,5%
Résultat net des entreprises intégrées	298 847	316 122	316 122	4,2%
Quote-part dans les résultats des sociétés MEE	35 063	27 250	27 250	-11,8%
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	333 910	343 372	343 372	2,7%
Résultat minoritaires	0	0	0	
Résultat net part Groupe	333 910	343 372	343 372	2,7%

Source : AFRIQUIA GAZ

Sur la période 2010 – 2012^p, le résultat net des entreprises intégrées devrait évoluer suivant un TCAM de 4,2% pour s'établir à MAD 324,5 millions en 2012.

La quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence correspond à la part revenant à AFRIQUIA GAZ dans le résultat des sociétés consolidées par mise en équivalence à savoir GAZAFRIC, STOGAZ, SALAM GAZ et PROACTIS. Cette quote-part devrait rester stable sur la période 2011-2012^p.

Le résultat net consolidé du Groupe AFRIQUIA GAZ devrait passer de MAD 333,9 millions en 2010 (consolidation pro-forma) à MAD 351,8 millions en 2012, soit une croissance annuelle moyenne de 2,6.

III.2. Bilan consolidé prévisionnel

Le tableau suivant présente l'évolution prévisionnelle des principaux agrégats bilanciaux du Groupe AFRIQUIA GAZ sur la période 2010r – 2011p :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
ACTIF				
Ecart d'acquisition	21 874	21 874	21 874	0,0%
Immobilisations incorporelles	689 838	713 500	713 500	1,7%
Immobilisations corporelles	1 907 093	2 075 169	2 160 172	6,4%
Immobilisations financières	106 189	106 189	106 189	0,0%
Impôts différés – Actif	14 377	1 762	1 546	-67,2%
Titres mis en équivalence	115 210	115 210	115 210	0,0%
ACTIF IMMOBILISE	2 854 580	3 033 704	3 118 491	4,5%
ECART DE CONVERSION ACTIF	42	8	8	-56,2%
STOCKS	156 151	221 515	233 405	22,3%
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	2 889 078	2 102 790	1 942 331	-18,0%
Clients et comptes rattachés	456 800	382 519	392 882	-7,3%
Autres créances	2 432 278	1 720 271	1 549 449	-20,2%
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	4 248	4 248	4 248	0,0%
ACTIF CIRCULANT	3 049 519	2 328 562	2 179 992	-15,5%
TRESORERIE – ACTIF	285 077	131 586	139 584	-30,0%
TOTAL GENERAL	6 189 177	5 493 852	5 438 067	-6,3%

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	1 852 426	1 963 201	2 036 131	4,8%
Capital social	343 750	343 750	343 750	0,0%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	882 423	882 423	882 423	0,0%
Réserves consolidées	266 120	367 433	431 793	27,4%
Résultat net part du groupe	333 910	343 372	351 942	2,7%
INTERETS MINORITAIRES	0	0	0	N.M
Impôts différés – Passif	26 223	26 223	26 223	0,0%
DETTES DE FINANCEMENT	1 246 820	1 266 039	1 285 746	1,5%
Emprunts obligataires	600 000	600 000	600 000	0,0%
Autres dettes de financement	646 820	666 039	685 746	3,0%
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES	60 067	49 894	39 721	-18,7%
ECARTS DE CONVERSION – PASSIF	0	0	0	N.M
FINANCEMENT PERMANENT	3 159 312	3 279 134	3 361 598	3,2%
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	2 961 660	2 186 937	2 036 219	-17,1%
Fournisseurs et comptes rattachés	2 752 937	2 083 521	1 939 060	-16,1%
Autres dettes	208 723	103 416	97 159	-31,8%
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	1 669	1 669	1 669	0,0%
ECARTS DE CONVERSION – PC	1	0	0	-100,0%
PASSIF CIRCULANT	2 963 329	2 188 606	2 037 888	-17,1%
TRESORERIE – PASSIF	66 536	26 112	38 581	-23,9%
TOTAL GENERAL	6 189 178	5 493 851	5 438 067	-6,3%

Source : AFRIQUIA GAZ

III.2.1. Evolution prévisionnelle de l'actif immobilisé consolidé

Le tableau suivant détaille l'évolution prévisionnelle de l'actif immobilisé du Groupe AFRIQUIA GAZ sur la période 2010-2012p :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Ecart d'acquisition	21 874	21 874	21 874	0,0%
Immobilisations incorporelles	689 838	713 500	713 500	1,7%
Immobilisations corporelles	1 907 093	2 075 169	2 160 172	6,4%
Immobilisations financières	106 189	106 189	106 189	0,0%
Impôts différés – Actif	14 377	1 762	1 546	-67,2%
Titres mis en équivalence	115 210	115 210	115 210	0,0%
Actif immobilisé	2 854 580	3 033 704	3 118 491	4,5%

Source : AFRIQUIA GAZ

L'évolution moyenne de 4,5% par an de l'actif immobilisé net consolidé du Groupe AFRIQUIA GAZ sur la période prévisionnelle résulte principalement de l'augmentation des immobilisations corporelles en liaison avec le programme d'investissement portant essentiellement sur l'achèvement du terminal de stockage de Jorf Lasfar et le renouvellement du parc des bouteilles (activité de distribution).

Le tableau suivant détaille l'évolution prévisionnelle des investissements par nature sur la période 2011^e-2012^p :

En K MAD	2011e	2012p
Stockage	86 000	0
Emplissage	22 913	23 191
Distribution	213 225	229 173
Divers	2 050	2 272
Investissement total	324 188	254 636

Source : AFRIQUIA GAZ

L'écart d'acquisition de NATIONAL GAZ est amorti sur une période de 5 ans. En 2012, l'écart d'acquisition net devrait s'établir à MAD 5,5 millions.

Les immobilisations financières correspondent principalement aux titres de participation non consolidés. La valeur des titres mis en équivalence est considérée stable sur la période 2010-2012p.

III.2.2. Evolution des fonds propres consolidés prévisionnels

Le niveau des fonds propres consolidés devrait évoluer sur la période prévisionnelle de la manière suivante :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Capitaux Propres – Part du Groupe	1 852 426	1 963 201	2 036 131	4,8%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les fonds propres consolidés devraient connaître au cours de la période prévisionnelle une croissance annuelle moyenne de 4,7%, passant ainsi de MAD 1 852,4 millions en 2010 à MAD 2 029,0 millions à fin 2012^p.

Cette progression repose principalement sur la capacité bénéficiaire de AFRIQUIA GAZ, et ce malgré une politique de dividendes active.

Les dividendes distribués par le Groupe AFRIQUIA GAZ sur la période prévisionnelle 2010-2012^p se présentent ainsi :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Distribution de dividendes	-240 625	-250 938	-275 000	6,9%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les dividendes distribués aux actionnaires de la société mère devront connaître un TCAM de 6,9% sur la période prévisionnelle pour atteindre MAD 275,0 millions en 2012.

III.2.3. Evolution prévisionnelle des dettes de financement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution prévisionnelle des dettes de financement consolidées sur la période 2010-2012^p :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Emprunts obligataires	600 000	600 000	600 000	0,0%
Autres dettes de financement	646 820	666 039	685 746	3,0%
Dettes de financement consolidées	1 246 820	1 266 039	1 285 746	1,5%

Source : AFRIQUIA GAZ

Les dettes de financement consolidées devraient connaître une croissance annuelle moyenne de 1,5% sur la période 2010-2012^p principalement en raison de l'émission obligataire effectuée en 2010 d'un montant de MAD 600 millions. Les autres dettes de financement consolidées prévisionnelles se composent principalement des contributions pour financement du stock et des dettes de consignation dont la croissance est liée à l'activité.

III.2.4. Evolution du besoin en fonds de roulement consolidé prévisionnel

Le tableau suivant présente l'évolution prévisionnelle du besoin en fonds de roulement consolidé sur la période 2010-2012p :

En K MAD	2010r	2011e	2012p	TCAM ₁₀₋₁₂
Stocks	156 151	221 515	233 405	22,3%
Créances de l'actif circulant	2 889 078	2 102 790	1 942 331	-18,0%
Clients et comptes rattachés	456 800	382 519	392 882	-7,3%
Autres créances	2 432 278	1 720 271	1 549 449	-20,2%
Dettes du passif circulant	3 399 757	2 749 560	2 624 806	-12,1%
Fournisseurs et comptes rattachés	2 752 937	2 083 521	1 939 060	-16,1%
Autres dettes	646 820	666 039	685 746	3,0%
Ecart de conversion – AC	1	0	0	N.S
Autres provisions pour risques et charges	1 669	1 669	1 669	N.S
Ecart de conversion – PC	1	0	0	N.M
BFR	-356 196	-426 924	-450 739	N.M
<i>En jours du CA HT</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	
Variation du BFR	762 999	-70 728	-23 816	

Source : AFRIQUIA GAZ

Le besoin en fonds de roulement devrait atteindre MAD 77,0 millions en 2012. Cette baisse reflète une approche conservatrice dans l'établissement des prévisions du BFR.

Le niveau des stocks devrait augmenter traduisant ainsi une volonté de la société de constituer un niveau plus important de stocks.

Les autres créances correspondent principalement aux créances sur le personnel et l'Etat et aux avances accordées aux autres sociétés de AKWA Group. Le délai de paiement des autres créances devrait passer de 215 jours à 134 jours du CA TTC.

III.3. Tableau des flux de trésorerie consolidés prévisionnels

Le tableau suivant reprend les principaux postes du tableau des flux de trésorerie consolidé sur la période prévisionnelle :

En K MAD	2010r	2011e	2012p
Résultat net des sociétés intégrées	298 847	316 122	324 692
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	0	0	0
* Dotations nettes consolidées	191 639	190 914	206 121
* Reprises subventions d'investissements	-10 579	-10 173	-10 173
* Variation des impôts différés	-14 377	216	216
* Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	-2 112	0	0
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	463 419	497 079	520 856
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	8 407	27 250	27 250
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-563 467	-46 688	-6 160
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-91 641	477 641	541 945
Acquisitions d'immobilisations nettes d'impôt	-351 631	-358 991	-291 124
Cessions d'immobilisations nettes d'impôt	97 772	0	0
Variation immobilisations financières	-85 000	0	0
Incidence des variations de périmètre	0	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-338 860	-358 991	-291 124
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-240 625	-250 938	-275 000
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0
Augmentation du capital en numéraire	0	0	0
Augmentation des dettes de financement	713 187	45 178	47 377
Remboursement des dettes de financement	-415 479	-25 959	-27 670
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	57 083	-231 718	-255 293
Variation de trésorerie	-373 418	-113 068	-4 471
Trésorerie d'ouverture	591 961	218 543	105 475
Trésorerie de clôture	218 543	105 475	101 003

Source : AFRIQUIA GAZ

La capacité d'autofinancement consolidée de AFRIQUIA GAZ devrait progresser à MAD 520,7 millions en 2012, ceci grâce à l'augmentation du résultat net dégagé par les sociétés consolidées.

Les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence devraient augmenter sur la période 2010-2012^p, passant ainsi de MAD 8,4 millions en 2010 à MAD 27,3 millions en 2012^p. Cette évolution est basée sur l'hypothèse que le résultat des sociétés mises en équivalence sera distribué en totalité sur la période prévisionnelle.

La trésorerie nette devrait se maintenir excédentaire et atteindre MAD 101,0 millions en 2012^p.

Grâce à sa capacité d'autofinancement et à sa trésorerie excédentaire, AFRIQUIA GAZ disposera des moyens nécessaires pour financer ses projets d'investissement futurs, se développer dans de nouvelles activités, et, généralement, pouvoir saisir toute opportunité de croissance externe qui se présente.

Partie VIII. **FACTEURS DE RISQUE**

I. Risques concurrentiels

Le marché de la distribution de GPL est concurrentiel. Toutefois il convient de souligner que l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché national du conditionné est peu probable en raison de l'importance de l'investissement de départ. Ainsi, les coûts des installations élevés et le réseau de distribution existant, couvrant presque la totalité du territoire marocain, constituent des barrières à l'entrée.

Sur le marché du vrac, AFRIQUIA GAZ est liée par des contrats.

II. Risques liés à l'évolution du marché

L'évolution récente du marché fait apparaître clairement une tendance haussière de la consommation nationale de GPL conditionné. L'élément remarquable dans ce segment de marché est le recul des ventes de butane B3, au profit d'une hausse des ventes de butane B6 et B12. La raison principale de ce phénomène est la poursuite de la politique d'électrification rurale.

Vu le niveau atteint par le Programme d'Electrification Rurale Global « PERG » (plus de 90%), les ventes de B3 devraient se stabiliser au cours des prochaines années.

Concernant la distribution de GPL en vrac, l'évolution du marché dépend étroitement de la demande industrielle, plus aléatoire. Toutefois, la structure des ventes de AFRIQUIA GAZ accorde à la distribution du vrac moins de 10% du chiffre d'affaires contre plus de 90% pour le conditionné.

III. Risques liés à la libéralisation

La libéralisation des prix de l'ensemble des GPL, pressentie à moyen terme, entraînera une déréglementation des prix et une fluctuation des marges pour les distributeurs. Actuellement, seul le propane bénéficie de cette mesure, et ce, depuis 1995. Cela permet aux différents distributeurs de GPL, dont AFRIQUIA GAZ, de bénéficier d'une expérience réussie, du passage d'un marché réglementé à un marché libéralisé.

IV. Risque de dépendance à des clients particuliers

Au sein du portefeuille de clients de AFRIQUIA GAZ, aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires global. Par ailleurs, au niveau de la distribution de GPL en vrac et notamment à destination des clients institutionnels, AFRIQUIA GAZ dispose de contrats d'exclusivité.

V. Risques liés à la sécurité

L'ensemble des installations et des équipements (Centre d'emplissage, Bouteilles, citernes et transport) de AFRIQUIA GAZ répondent aux normes de sécurité en vigueur au Maroc.

Par ailleurs, dans le cadre du programme Hygiène, Sécurité et Environnement, propre à AKWA Group et à l'ensemble de ses filiales, AFRIQUIA GAZ travaille en permanence dans le but d'améliorer ses process de production.

VI. Risques liés aux fluctuations des cours à l'international

Les cours de GPL sur les marchés internationaux subissent des fluctuations importantes liées aux cours du pétrole brute et du gaz naturel.

Les prix du propane étant libéralisés, AFRIQUIA GAZ est exposée, à l'instar des autres acteurs de GPL, dans le cadre de ses importations, aux fluctuations des cours de GPL à l'international. Ces fluctuations sont généralement répercutées sur les clients mais peuvent, rarement, avoir une incidence sur les résultats de la société liée à l'impact de ces variations sur le chiffre d'affaires « Propane ».

Dans la mesure où la part du propane dans l'activité de AFRIQUIA GAZ est inférieure à 10% du chiffre d'affaires, ce risque reste d'une portée très limitée.

En ce qui concerne l'activité « Butane », les fluctuations des cours à l'international ne présentent, actuellement, aucun risque dans la mesure où les prix de reprise sont réglementés et subventionnés à travers la Caisse de Compensation.

Partie IX. **FAITS EXCEPTIONNELS, LITIGES ET
AFFAIRES CONTENTIEUSES**

A la date d'établissement du présent dossier d'information, il n'existe pas de faits exceptionnels, de litiges ni d'affaires contentieuses susceptibles d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société AFRIQUIA GAZ.

Partie X.

ANNEXES

I. Données comptables et financières

I.1. Principes et méthodes comptables – Comptes sociaux

I.1.1. Actif immobilisé

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

I.1.2. Actif circulant (hors trésorerie)

- **Stocks**

Les stocks de butane sont valorisés au prix de reprise tel que défini par la structure des prix. Les stocks de propane et pièces de rechange sont valorisés à leur prix de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

- **Créances**

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

I.1.3. Passif circulant (hors trésorerie)

- **Dettes du passif circulant**

Les dettes du passif circulant sont comptabilisées à leur valeur nominale.

I.1.4. Trésorerie

Les montants sont comptabilisés à leur valeur nominale.

1.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation – Comptes consolidés IFRS

1.2.1. Contexte de l'élaboration des états financiers consolidés de l'exercice 2008, 2009 et 2010.

Les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010.

Les états financiers et les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 22 février 2011.

Les états financiers consolidés du Groupe AFRIQUIA GAZ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ont été établis selon les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) applicables au 31 décembre 2010 telles qu'adoptées dans l'Union Européenne (UE). Pour les besoins de comparaison, les états financiers 2010 reprennent les éléments 2009 et 2008.

L'ensemble des nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés par l'IASB et d'application obligatoire dans l'Union Européenne dès le 1^{er} janvier 2009, a été appliqué.

1.2.2. Conformité aux normes comptables

Les états financiers consolidés de AFRIQUIA GAZ S.A. ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) adoptées dans l'UE (Union Européenne) et obligatoires au 31 décembre 2009 et qui ne présentent, dans les états financiers présentés, aucune différence avec les normes comptables publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

AFRIQUIA GAZ a appliqué les normes et interprétations comptables suivantes :

- Norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et Amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers – informations à fournir concernant le capital ». Le 18 août 2005, l'IASB a émis la norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et l'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers – informations à fournir concernant le capital ». Cette norme et cet amendement, adoptés dans l'UE le 11 janvier 2006 et publiés au Journal officiel de l'UE le 27 janvier 2006, sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2008.
- Interprétation IFRIC 10 « Information financière intermédiaire et pertes de valeur (dépréciation) », adoptée dans l'UE le 1^{er} juin 2007 et publiée au Journal Officiel de l'UE le 2 juin 2007. L'interprétation IFRIC 10 stipule que les pertes de valeur affectant les écarts d'acquisition et certains actifs financiers (placements en instruments de capitaux propres « disponibles à la vente » et instruments de capitaux propres non cotés évalués au coût) comptabilisées dans les états financiers intermédiaires ne doivent pas être reprises dans des états financiers intermédiaires ou annuels ultérieurs.
- IFRS 3 - Regroupements d'entreprises, et IAS 27 - Etats financiers consolidés et individuels, révisées, publiées par l'IASB le 10 janvier 2008, adoptées dans l'UE le 3 juin 2009, et publiées au Journal officiel de l'UE le 12 juin 2009. Ces normes sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2010. Toutefois, AFRIQUIA GAZ a choisi de les appliquer par anticipation à compter du 1^{er} janvier 2009.

La norme IFRS 3 révisée introduit des modifications à la méthode d'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3 avant révision, dont notamment :

- ▶ l'option d'évaluer les intérêts minoritaires détenus dans l'entreprise acquise soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise, soit à leur juste valeur. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.
- ▶ la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition,
- ▶ la constatation des coûts directs liés à l'acquisition en charges de la période,
- ▶ dans le cas d'un regroupement réalisé par étapes, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

L'incidence de l'adoption anticipée des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées sur les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 de AFRIQUIA GAZ concerne principalement la détermination de l'écart d'acquisition de National Gaz sans incidences puisque AFRIQUIA GAZ a acquis 100% des actions de cette filiale.

1.2.3. Présentation et principes de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes. Les états financiers consolidés sont présentés en Dirham et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire. Ils intègrent les comptes de AFRIQUIA GAZ et de ses filiales après élimination des transactions intragroupes.

▪ Compte de résultat

AFRIQUIA GAZ a choisi de présenter son compte de résultat dans un format qui ventile les charges et les produits par nature.

Résultat opérationnel et résultat des activités ordinaires

Le résultat des activités ordinaires intègre le résultat opérationnel, les autres produits des activités ordinaires, les autres charges des activités ordinaires (comprenant les dépréciations d'écarts d'acquisition et autres actifs incorporels).

Coût du financement et autres charges et produits financiers

Le coût du financement net comprend :

- le coût de financement brut qui inclut les charges d'intérêts sur les emprunts calculés au taux d'intérêt effectif ;
- les produits financiers perçus sur les placements de trésorerie.

Les autres charges et produits financiers intègrent essentiellement les résultats de change (autres que ceux relatifs aux opérations d'exploitation classées dans le résultat opérationnel), les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les résultats issus des activités ou sociétés consolidées non classés en résultat des activités cédées ou en cours de cession.

▪ Bilan

Les actifs et passifs dont la maturité est inférieure au cycle d'exploitation, généralement inférieur à 12 mois, sont classés en actifs ou passifs courants. Si leur échéance excède cette durée, ils sont classés en actifs ou passifs non courants.

▪ Tableau des flux de trésorerie consolidés

AFRIQUIA GAZ a choisi de présenter son tableau des flux de trésorerie consolidé selon la méthode indirecte.

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité correspond aux variations des postes de bilan des créances d'exploitation, des stocks, des provisions ainsi que des dettes d'exploitation.

▪ Recours à des estimations et jugements

Dans le cadre de son processus d'arrêté des comptes, AFRIQUIA GAZ est amené à procéder à certaines estimations et jugements et à retenir certaines hypothèses. La Direction de AFRIQUIA GAZ fonde ses estimations et jugements sur son expérience passée ainsi que sur diverses autres hypothèses, qu'elle juge raisonnable de retenir selon les circonstances. Ces estimations et jugements permettent d'apprécier le caractère approprié de la valeur comptable. Les résultats tirés de ces estimations, jugements et hypothèses pourraient aboutir à des montants différents si d'autres estimations, jugements ou hypothèses avaient été utilisées. Les principaux éléments qui font l'objet d'estimations et jugements sont, les provisions pour litiges, les provisions pour restructuration, les dépréciations pour créances clients, pour stocks et les produits constatés d'avance.

La Direction revoit ses estimations, jugements et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que sur la base de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes périodes ultérieures.

▪ **Méthodes de consolidation**

La liste des principales filiales et sociétés associées du Groupe est présentée à la note 2 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2010, 2009 et 2008 ».

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés ainsi que pour la préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004 pour les besoins de la transition IFRS.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Intégration globale

Toutes les sociétés dans lesquelles AFRIQUIA GAZ exerce le contrôle, c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle est notamment présumé exister lorsque AFRIQUIA GAZ détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité et qu'aucun autre actionnaire ou groupe d'actionnaires n'exerce un droit significatif lui permettant d'opposer un veto ou de bloquer les décisions ordinaires prises par le Groupe.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Le contrôle existe également lorsque AFRIQUIA GAZ, détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs, du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat, du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent, ou du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent.

Mise en équivalence

AFRIQUIA GAZ consolide par mise en équivalence les sociétés associées dans lesquelles elle détient une influence notable ainsi que les co-entreprises dans lesquelles elle partage par accord contractuel le contrôle avec un nombre limité d'autres actionnaires.

L'influence notable est présumée exister lorsque AFRIQUIA GAZ détient, directement ou indirectement, 20% ou davantage de droits de vote d'une entité, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas. L'existence d'une influence notable peut être mise en évidence par d'autres critères tels qu'une représentation au Conseil d'Administration ou à l'organe de direction de l'entité détenue, une participation au processus d'élaboration des politiques, l'existence d'opérations significatives avec l'entité détenue ou l'échange de personnels dirigeants.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciaux, les produits et charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

▪ **Goodwill et regroupements d'entreprises**

Conformément aux dispositions de la norme IFRS I « Première application du référentiel IFRS », AFRIQUIA GAZ a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition en application de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Une nouvelle version de cette norme est entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010. Toutefois, AFRIQUIA GAZ a choisi de les appliquer par anticipation à compter du 1^{er} janvier 2009.

La norme IFRS 3 révisée introduit des modifications à la méthode d'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3 avant révision, dont notamment :

- L'option d'évaluer les intérêts minoritaires détenus dans l'entreprise acquise soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise, soit à leur juste valeur. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition,
- La comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition,
- La constatation des coûts directs liés à l'acquisition en charges de la période,
- Dans le cas d'un regroupement réalisé par étapes, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

A la date d'acquisition, le goodwill est évalué à son coût, celui-ci étant l'excédent du prix du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Ultérieurement, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des dépréciations représentatives des pertes de valeur. Le goodwill est affecté à des groupes d'unités génératrices de trésorerie puis est soumis à des tests de dépréciations chaque année ou plus fréquemment quand il existe des indications de perte de valeur. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en autres charges des activités ordinaires.

En cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, l'excédent entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis est comptabilisé en goodwill.

En application des dispositions prévues par la norme IFRS 3, le goodwill n'est plus amorti.

▪ **Méthodes de conversion des transactions en devises**

Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie de fonctionnement aux taux en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat de la période.

▪ **Méthodes de conversion des comptes des états financiers des activités à l'étranger**

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le Goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en dirham en utilisant le cours de change à la date de clôture.

Les produits et les charges sont convertis en dirham en utilisant des cours de change approchant les cours de change aux dates de transactions.

Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

▪ **Actifs**

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, le modèle du coût historique est appliqué aux immobilisations incorporelles qui sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. Un amortissement est constaté pour les actifs dont la durée d'utilité est finie. Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture. Les durées d'utilité estimées sont comprises entre 2 et 5 ans. A contrario, les marques, bases

d'abonnés et parts de marchés générées en interne ne sont pas reconnues en tant qu'immobilisations incorporelles.

AFRIQUIA GAZ a choisi de ne pas utiliser l'option offerte par la norme IFRS I consistant à choisir d'évaluer au 1^{er} janvier 2004 certaines immobilisations incorporelles à leur juste valeur à cette date.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Frais de recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement sont activées lorsque la faisabilité du projet peut être raisonnablement considérée comme assurée.

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés : l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme, qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et développement engagés par AFRIQUIA GAZ ne sont pas significatifs et sont inscrites en charges.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer de l'immobilisation dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Lorsqu'une immobilisation corporelle comprend des composants significatifs ayant des durées de vie différentes, ils sont comptabilisés et amortis de façon séparée.

L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilité de l'actif. Les principales durées d'utilisation sont revues à chaque clôture et sont les suivantes :

- | | |
|-----------------------------------|-----------|
| • Constructions et bâtiments | 20 ans |
| • Bouteilles de gaz | 20 ans |
| • Matériels informatiques | 5 ans |
| • Matériels et mobilier de bureau | 10 ans |
| • Matériels de transport | 4 à 5 ans |

AFRIQUIA GAZ a choisi de ne pas utiliser l'option offerte par la norme IFRS I consistant à choisir d'évaluer au 1^{er} janvier 2004 certaines immobilisations corporelles à leur juste valeur à cette date.

Le Groupe comptabilise, dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle, le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au groupe et son coût peut être évalué de façon fiable.

Tous les coûts d'entretien et de maintenance courants sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des actifs immobilisés

Le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'ils ont pu perdre de leur valeur. Les valeurs comptables des autres actifs immobilisés font également l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Actifs financiers

Les actifs financiers, dont l'échéance est supérieure à 3 mois sont classés suivant l'une des quatre catégories suivantes :

- Les actifs à la juste valeur par le résultat ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs disponibles à la vente.
- Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers négociés afin d'être revendus à très court terme, détenus à des fins de transaction.

Les profits et pertes provenant de la variation de juste valeur sur des actifs financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés en résultat dans la période où ils surviennent.

Il s'agit pour le cas de AFRIQUIA GAZ des titres de placement.

- Actifs financiers détenus jusqu'à échéance

Les actifs financiers détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers non dérivés, autres que les prêts et créances, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont initialement évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. Au 31 décembre 2009, le groupe ne détient aucun actif financier détenu jusqu'à échéance.

- Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces actifs font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Chez AFRIQUIA GAZ les prêts au personnel sont constatés au niveau de la rubrique « Autres actifs non courants ».

- Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente regroupent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou ne sont pas affectés aux autres catégories d'actifs financiers.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur. Les profits et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres jusqu'à ce que l'investissement soit vendu, encaissé ou sorti d'une autre manière ou jusqu'à ce qu'il soit démontré que l'investissement a perdu tout ou partie de sa valeur durablement, date à laquelle le profit ou la perte cumulé, enregistré jusqu'alors dans les capitaux propres, est transféré dans le compte de résultat.

Pour les actifs financiers qui sont négociés activement sur les marchés financiers organisés, la juste valeur est déterminée par référence aux prix de marché publiés à la date de clôture.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à leur coût d'achat. En cas d'indication objective de dépréciation durable, une perte de valeur irréversible est constatée en résultat.

Lorsqu'un actif financier disponible à la vente porte des intérêts, le montant de ces intérêts, calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, est comptabilisé en résultat.

Les principaux actifs financiers disponibles à la vente correspondent aux titres de participation non consolidés relatifs à des titres de sociétés non cotées.

Stocks

Les stocks sont composés essentiellement de stocks de butane et de propane et sont valorisés au coût moyen pondéré. Ces stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation. Une dépréciation est constituée par comparaison du coût à la valeur nette de réalisation.

Créances d'exploitation et autres

Elles comprennent les créances clients et autres débiteurs et sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les fonds de caisse, les dépôts à vue, les disponibilités en comptes courants ainsi que les placements à court terme très liquides, assortis d'une échéance à l'origine inférieure ou égale à trois mois.

Actifs détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Les actifs et passifs concernés sont reclassés en actifs détenus en vue de la vente et passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente, sans possibilité de compensation. Les actifs ainsi reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des frais de cession et leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur et ne sont plus amorties.

Une activité est considérée comme cédée ou en cours de cession quand les critères de classification comme actif détenu en vue de la vente ont été satisfaits ou lorsque AFRIQUIA GAZ a cédé l'activité. Les activités cédées ou en cours de cession sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat des périodes publiées comprenant le résultat net après impôt des activités cédées ou en cours de cession jusqu'à la date de cession, et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités cédées ou en cours de cession. De même, les flux de trésorerie générés par les activités cédées ou en cours de cession sont ventilés au sein des lignes présentant les flux de trésorerie générés par l'activité, les investissements et le financement.

▪ **Passifs**

Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes d'exploitation et les comptes bancaires créditeurs.

▪ **Emprunts**

Les emprunts sont initialement enregistrés au coût, qui correspond à la juste valeur du montant reçu net des coûts liés à l'emprunt.

La ventilation des emprunts entre le passif courant / non courant est basée sur les échéanciers contractuels.

- Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'a recours à aucun instrument financier dérivé et notamment à aucune couverture de change hormis celles consistant à figer le cours des opérations réalisées en monnaies étrangères. De plus, l'activité de la société étant réglementée, l'impact des variations des monnaies n'a aucun effet sur le résultat de l'opération.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'à la fin de la période concernée, le Groupe a une obligation légale, réglementaire, contractuelle résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie attendue soit nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de façon fiable. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a soit commencé à exécuter le plan, soit rendu public le plan. Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

Les contributions au financement des stocks sont comptabilisées au niveau des autres passifs non courants et sont comptabilisées au coût historique.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables :

- sauf dans le cadre de la comptabilisation initiale d'un goodwill pour lequel il existe une différence temporelle ; et
- pour des différences temporelles taxables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, sauf si la date à laquelle la différence temporelle s'inversera peut être contrôlée et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible ou lorsqu'il existe un passif d'impôt exigible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés :

- sauf quand l'actif d'impôt différé lié à la différence temporelle déductible est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ;
- pour les différences temporelles déductibles liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible et qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer la différence temporelle.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation comprennent les dettes fournisseurs et autres créiteurs. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lors du transfert des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des biens et dès que ces produits peuvent être évalués de manière fiable.

Les produits des activités ordinaires liés aux ventes de butane ou de propane sont comptabilisés au moment de la livraison aux clients et sont évalués au prix de vente convenu avec ces derniers.

Coût des biens et services vendus

Les coûts des biens et services vendus comprennent essentiellement l'achat de butane et de propane et sont comptabilisés nets des subventions reçues.

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les intérêts perçus sur les placements.

Les produits de placement sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis.

Impôts

La charge d'impôt comprend la charge d'impôts exigible et la charge (ou le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres.

Engagements contractuels et actifs et passifs éventuels

Sur une base annuelle, AFRIQUIA GAZ et ses filiales établissent un recensement détaillé de l'ensemble des obligations contractuelles, engagements financiers et commerciaux, obligations conditionnelles auxquels ils sont partis ou exposés. De manière régulière, ce recensement est actualisé par les services compétents et revu par la Direction du Groupe.

Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Information par secteur d'activité

L'activité du groupe est organisée par secteur d'activité :

- Distribution de GPL ;
- Industrie : fabrication et réparation de bouteilles.

Le chiffre d'affaires de chacune des activités prend en compte les produits liés aux consommations de leurs produits par les clients ainsi que les prestations réciproques à chacune de ces activités. Ces dernières sont évaluées sur la base des prix appliqués à la concurrence.

Le résultat opérationnel résulte de la différence entre les produits et les charges opérationnels ventilés par imputation directe, soit à défaut, par le biais de clefs de répartition fondées sur des critères économiques.

Information par secteur géographique

Le deuxième niveau d'information sectorielle est constitué des zones géographiques dans lesquelles opère le Groupe (100% au Maroc).

Trésorerie nette

Elle correspond à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie déduction faite des emprunts.

Résultat par action

Le résultat par action présenté au compte de résultat est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en faisant le rapport entre :

- le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et,
- la somme du nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice et le nombre moyen d'actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion de l'ensemble des actions potentielles dilutives en actions ordinaires.

Au 31 décembre 2010, il n'existe aucune action potentielle dilutive.

I.3. Etats de synthèse de AFRIQUIA GAZ sur les trois derniers exercices (comptes sociaux)

I.3.1. Bilans des trois derniers exercices

■ Bilan SI-2011

ACTIF	EXERCICE		EXERCICE PREC	
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)	50 985 281,08	47 429 066,19	3 556 214,89	4 554 274,48
. Frais préliminaires	32 814 091,24	32 814 091,24	- 0,00	139 850,00
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	18 171 189,84	14 614 974,95	3 556 214,89	4 414 424,48
. Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
A IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	713 077 906,72	77 906,72	713 000 000,00	713 000 000,00
C . Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-
T . Brevets, marques, droits et valeurs similaires	77 906,72	77 906,72	-	-
I . Fonds commercial	713 000 000,00	-	713 000 000,00	713 000 000,00
F . Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	2 893 245 875,83	1 061 947 468,87	1 831 298 406,96	1 739 277 061,76
I . Terrains	48 254 317,56	-	48 254 317,56	48 254 317,56
M . Constructions	264 559 337,21	83 207 973,39	181 351 363,82	184 282 975,28
M . Installations techniques matériel et outillage	2 313 540 225,03	946 407 938,39	1 367 132 286,64	1 306 181 282,38
O . Matériel de transport	11 611 932,25	10 128 466,71	1 483 465,54	2 089 732,74
I . Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	36 952 531,06	22 082 925,83	14 869 605,23	15 966 115,51
L . Autres immobilisations corporelles	121 040,00	120 164,55	875,45	1 625,45
I . Immobilisations corporelles en cours	218 206 492,72	-	218 206 492,72	182 501 012,84
S IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	225 679 355,97	5 475 152,00	220 204 203,97	220 204 203,97
E . Prêts immobilisés	-	-	-	-
. Autres créances financières	444 414,24	-	444 414,24	444 414,24
. Titres de participation	225 234 941,73	5 475 152,00	219 759 789,73	219 759 789,73
. Autres titres immobilisés	-	-	-	-
ECART DE CONVERSION-ACTIF (E)	-	-	-	-
. diminution des créances immobilisées	-	-	-	-
. Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 882 988 419,60	1 114 929 593,78	2 768 058 825,82	2 677 035 540,21
STOCKS (F)	207 852 800,74	-	207 852 800,74	153 985 067,27
. Marchandises	205 313 266,16	-	205 313 266,16	151 445 532,69
. Matières et fournitures consommables	2 539 534,58	-	2 539 534,58	2 539 534,58
A . Produits en cours	-	-	-	-
C . Produits intermédiaires et produits résiduels	-	-	-	-
T . Produits finis	-	-	-	-
I CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	2 718 237 082,32	44 873 287,96	2 673 363 794,36	2 661 193 654,39
F . Fournis, débiteurs, avances et acomptes	288 500,00	203 000,00	85 500,00	1 283 500,00
. Clients et comptes rattachés	504 737 352,96	44 670 287,96	460 067 065,00	457 501 253,37
C . Personnel	1 422 003,11	-	1 422 003,11	2 284 254,33
I . Etat	1 928 487 742,03	-	1 928 487 742,03	1 746 002 057,18
R . Compte courants associés	-	-	-	-
C . Autres débiteurs	266 288 941,09	-	266 288 941,09	451 428 496,48
U . Comptes de régularis Actif	17 012 543,13	-	17 012 543,13	2 694 093,03
L TITRE ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	150 000,00	-	150 000,00	150 000,00
A	150 000,00	-	150 000,00	150 000,00
N ECART DE CONVERSION-ACTIF (I)	29 499,69	-	29 499,69	7 763,32
T (Eléments circulants)	29 499,69	-	29 499,69	7 763,32
TOTAL II (F+G+H+I)	2 926 269 382,75	44 873 287,96	2 881 396 094,79	2 815 336 484,98
T TRESORERIE ACTIF				

R	.Chèques et valeurs à encaisser		-	-	-
E	. Banques,T.G et C.C.P	158 016 931,92		158 016 931,92	251 670 799,67
S	. Caisse,Régies d'avances et accréditifs	404 652,99	-	404 652,99	220 137,36
O	TOTAL III	158 421 584,91	-	158 421 584,91	251 890 937,03
	TOTAL GENERAL I+II+III	6 967 679 387,26	1 159 802 881,74	5 807 876 505,52	5 744 262 962,22

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
CAPITAUX PROPRES			
.	Capital social ou personnel (1)	343 750 000,00	343 750 000,00
.	moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé		
	dont versé		
.	Prime d'émission, de fusion, d'apport	882 423 153,52	882 423 153,52
F	. Ecart de reevaluation		
I	. Réserve légale	34 375 000,00	34 375 000,00
N	. Autres réserves	157 140 000,00	157 140 000,00
A	. Report à nouveau (2)	139 654 441,37	53 278 935,31
N	. Résultats nets en instance d'affectation (2)		
C	. Résultat net de l'exercice (2)	180 376 750,05	329 345 406,55
E	Total des capitaux propres (A)	1 737 719 344,94	1 800 312 495,38
M	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	-	-
E	. Subventions d'investissement		
N	. Provisions réglementées	-	-
T	. Provisions pour charges		
	. Provisions pour investissements		
P			
E		-	-
R	DETTES DE FINANCEMENT (C)	1 055 736 260,24	1 062 883 903,83
M	. Emprunts obligataires	600 000 000,00	600 000 000,00
	. Autres dettes de financement	135 067 551,61	153 975 880,88
A	. Autres dettes de financement : C.F.S	190 360 534,21	182 721 530,80
N	. Autres dettes de financement : COSIGNATIONS RESERVOIRS	130 308 174,42	126 186 492,15
E			
N			
T	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	54 253 915,74	60 067 170,74
	. Provisions pour risques	1 934 600,00	1 934 600,00
	. Provisions pour charges	52 319 315,74	58 132 570,74
	ECART DE CONVERSION PASSIF (E)	-	-
	. Augmentation des créances immobilisées	-	-
	. Diminution des dettes de financement	-	-
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	2 847 709 520,92	2 923 263 569,95
P	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	2 956 842 345,58	2 819 664 057,95
A	. Fournisseurs et comptes rattachés	2 700 856 934,86	2 620 066 642,61
S	. Clients créditeurs, avances et acomptes		
S	. Personnel	3 682 970,02	2 261 971,29
I	. Organismes sociaux	5 497 319,35	5 495 872,90
F	. Etat	194 803 023,96	174 930 262,64
	. Comptes d'associés	657,00	-
C	. Autres créanciers	1 272 267,27	1 247 558,32
I	. Comptes de régularisation passif	50 729 173,12	15 661 750,19
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	3 324 639,02	1 335 334,32
C	ECARTS DE CONVERSION PASSIF (elements circulants) (H)		
U	TOTAL II (F+G+H)	2 960 166 984,60	2 820 999 392,27
T	TRESORERIE PASSIF		
R	. Crédits d'escompte		
E	. Crédits de trésorerie		
S	. Banques		
O	TOTAL III	-	-
		5 807 876 505,52	5 744 262 962,22

■ Bilan de l'exercice 2010

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PREC
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)	50 985 281,08	46 431 006,60	4 554 274,48	7 657 693,46
. Frais préliminaires	32 814 091,24	32 674 241,24	139 850,00	4 430 833,01
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	18 171 189,84	13 756 765,36	4 414 424,48	3 226 860,45
. Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
A IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	713 077 906,72	77 906,72	713 000 000,00	713 000 000,00
C . Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-
T . Brevets, marques, droits et valeurs similaires	77 906,72	77 906,72	-	-
I . Fonds commercial	713 000 000,00	-	713 000 000,00	713 000 000,00
F . Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	725 184 778,02	985 907 716,26	1 739 277 061,76	1 642 509 338,97
I . Terrains	48 254 317,56	-	48 254 317,56	48 254 317,56
M . Constructions	259 497 820,96	75 214 845,68	184 282 975,28	195 841 633,76
M . Installations techniques matériel et outillage	2 186 495 511,35	880 314 228,97	1 306 181 282,38	1 300 974 399,69
O . Matériel de transport	11 611 932,25	9 522 199,51	2 089 732,74	2 813 571,17
I . Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	36 703 143,06	20 737 027,55	15 966 115,51	17 978 078,25
L . Autres immobilisations corporelles	121 040,00	119 414,55	1 625,45	3 125,45
I . Immobilisations corporelles en cours	182 501 012,84	-	182 501 012,84	76 644 213,09
S IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	225 679 355,97	5 475 152,00	220 204 203,97	222 538 003,97
E . Prêts immobilisés	-	-	-	-
. Autres créances financières	444 414,24	-	444 414,24	444 414,24
. Titres de participation	225 234 941,73	5 475 152,00	219 759 789,73	222 093 589,73
. Autres titre immobilisés	-	-	-	-
ECART DE CONVERSION-ACTIF (E)	-	-	-	-
. diminution des créances immobilisées	-	-	-	-
. Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 714 927 321,79	1 037 891 781,58	2 677 035 540,21	2 585 705 036,40
STOCKS (F)	153 985 067,27	-	153 985 067,27	119 811 671,53
. Marchandises	151 445 532,69	-	151 445 532,69	117 272 136,95
. Matières et fournitures consommables	2 539 534,58	-	2 539 534,58	2 539 534,58
A . Produits en cours	-	-	-	-
C . Produits intermédiaires et produits résiduels	-	-	-	-
T . Produits finis	-	-	-	-
I CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	2 703 936 564,70	42 742 910,31	2 661 193 654,39	1 285 828 083,58
F . Fournis, débiteurs, avances et acomptes	1 486 500,00	203 000,00	1 283 500,00	883 500,00
. Clients et comptes rattachés	500 041 163,68	42 539 910,31	457 501 253,37	315 782 635,14
C . Personnel	2 284 254,33	-	2 284 254,33	2 128 176,76
I . Etat	1 746 002 057,18	-	1 746 002 057,18	698 719 716,92
R . Compte courants associés	-	-	-	-
C . Autres débiteurs	451 428 496,48	-	451 428 496,48	263 228 496,48
U . Comptes de régularis Actif	2 694 093,03	-	2 694 093,03	5 085 558,28
L TITRE ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	150 000,00	-	150 000,00	137 154 032,00
A	150 000,00	-	150 000,00	137 154 032,00
N ECART DE CONVERSION-ACTIF (I)	7 763,32	-	7 763,32	-
T (Éléments circulants)	7 763,32	-	7 763,32	-
TOTAL II (F+G+H+I)	2 858 079 395,29	42 742 910,31	2 815 336 484,98	1 542 793 787,11
T TRESORERIE ACTIF				
R . Chèques et valeurs à encaisser	-	-	-	-
E . Banques, T.G et C.C.P	251 670 799,67	-	251 670 799,67	575 048 334,53
S . Caisse, Régies d'avances et accreditifs	220 137,36	-	220 137,36	182 393,27

○ TOTAL III	251 890 937,03	-	251 890 937,03	575 230 727,80
TOTAL GENERAL I+II+III	6 824 897 654,11	1 080 634 691,89	5 744 262 962,22	4 703 729 551,31

■ Bilan de l'exercice 2009

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PREC.
	BRUT	AMORTIS.ET PROVIS.	NET	NET
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)	48 373 170,47	40 715 477,01	7 657 693,46	16 466 005,72
. Frais préliminaires	32 814 091,24	28 383 258,23	4 430 833,01	10 587 284,43
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	15 559 079,23	12 332 218,78	3 226 860,45	5 878 721,29
. Primes de remboursement des obligations	0,00			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	713 077 906,72	77 906,72	713 000 000,00	713 000 000,00
. Immobilisations en recherche et développement				
. Brevets, marques, droits et valeurs similaires	77 906,72	77 906,72		
. Fonds commercial	713 000 000,00		713 000 000,00	713 000 000,00
. Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	2 481 166 311,59	838 656 972,62	1 642 509 338,97	1 533 320 081,62
. Terrains	48 254 317,56		48 254 317,56	48 254 317,56
. Constructions	255 243 317,94	59 401 684,18	195 841 633,76	124 356 423,10
. Installations techniques, matériel et outillage	2 054 106 734,52	753 132 334,83	1 300 974 399,69	1 279 766 824,54
. Matériel de transport	10 914 732,25	8 101 161,08	2 813 571,17	3 519 274,64
. Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	35 881 956,23	17 903 877,98	17 978 078,25	17 413 535,41
. Autres immobilisations corporelles	121 040,00	117 914,55	3 125,45	4 625,45
. Immobilisations corporelles en cours	76 644 213,09		76 644 213,09	60 005 080,92
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	228 013 155,97	5 475 152,00	222 538 003,97	135 440 670,24
. Prêts immobilisés				
. Autres créances financières	444 414,24		444 414,24	444 414,24
. Titres de participation	227 568 741,73	5 475 152,00	222 093 589,73	134 996 256,00
. Autres titres immobilisés				
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)	0,00		0,00	0,00
. Diminution des créances immobilisées				
. Augmentation des dettes de financement				
Total I (A+B+C+D+E)	3 470 630 544,75	884 925 508,35	2 585 705 036,40	2 398 226 757,58
STOCKS (F)	119 811 671,53	0,00	119 811 671,53	86 656 964,92
. Marchandises	117 272 136,95		117 272 136,95	84 117 430,34
. Matières et fournitures consommables	2 539 534,58		2 539 534,58	2 539 534,58
. Produits en cours				
. Produits intermédiaires et produits résiduels				
. Produits finis				
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 322 409 287,58	36 581 204,00	1 285 828 083,58	1 349 618 331,99
. Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 086 500,00	203 000,00	883 500,00	1 307 580,00
. Clients et comptes rattachés	352 160 839,14	36 378 204,00	315 782 635,14	386 265 106,66
. Personnel débiteur	2 128 176,76		2 128 176,76	2 671 637,32
. Etat débiteur	698 719 716,92		698 719 716,92	763 957 255,81
. Comptes d'associés débiteurs				
. Autres débiteurs	263 228 496,48		263 228 496,48	193 379 896,48
. Comptes de régularisation actif	5 085 558,28		5 085 558,28	2 036 855,72
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	137 154 032,00	0,00	137 154 032,00	129 520 622,00
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (I)	0,00		0,00	15 262,52
Total II (F+G+H+I)	1 579 374 991,11	36 581 204,00	1 542 793 787,11	1 565 811 181,43
TRESORERIE-ACTIF				
. Chèques et valeurs à encaisser				
. Banque, TG et CCP	575 048 334,53		575 048 334,53	384 616 067,82
. Caisse, régies d'avances et accreditifs	182 393,27		182 393,27	160 500,00
Total III	575 230 727,80	0,00	575 230 727,80	384 776 567,82
TOTAL GENERAL (I+II+III)	5 625 236 263,66	921 506 712,35	4 703 729 551,31	4 348 814 506,83

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PREC.
CAPITAUX PROPRES		
. Capital social ou personnel (1)	343 750 000,00	343 750 000,00
. moins: actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé		
dont versé		
. Prime d'émission, de fusion, d'apport	882 423 153,52	882 423 153,52
. Ecart de réévaluation		
. Réserves légales	34 375 000,00	34 375 000,00
. Autres réserves	157 140 000,00	127 140 000,00
. Report à nouveau (2)	790 914,37	42 265,90
. Résultats nets en instance d'affectation (2)		
. Résultat net de l'exercice (2)	293 113 020,94	261 061 148,47
Total des capitaux propres (A)	1 711 592 088,83	1 648 791 567,89
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0,00	0,00
. Subventions d'investissement		
. Provisions réglementées		
. Provisions pour charges		
. Provisions pour investissements		
DETTES DE FINANCEMENT (C)	851 799 023,36	680 909 353,10
. Emprunts obligataires	400 000 000,00	400 000 000,00
. Autres dettes de financement : C.M.T	160 000 000,00	
. Autres dettes de financement : C.F.S	167 651 865,73	153 436 545,33
. Autres dettes de financement : Consignations réservoirs	124 147 157,63	127 472 807,77
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES CHARGES (D)	71 693 680,74	83 320 190,74
. Provisions pour risques	1 934 600,00	1 934 600,00
. Provisions pour charges	69 759 080,74	81 385 590,74
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	0,00	0,00
. Augmentation des créances immobilisées		
. Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A + B + C + D + E)	2 635 084 792,93	2 413 021 111,73
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	2 066 618 353,45	1 921 701 314,82
. Fournisseurs et comptes rattachés	1 997 181 790,69	1 805 223 629,35
. Clients créditeurs, avances et acomptes		1 041 034,94
. Personnel	2 233 760,24	2 443 454,05
. Organismes sociaux	4 959 804,19	5 299 691,55
. Etat	42 794 976,57	98 635 450,23
. Comptes d'associés	7 516 269,51	1 379 404,51
. Autres créanciers	656 618,74	542 286,96
. Comptes de régularisation - Passif	11 275 133,51	7 136 363,23
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	2 009 000,00	2 024 262,52
ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (Eléments circulants) (H)	17 404,93	0,00
TOTAL II (F+ G + H)	2 068 644 758,38	1 923 725 577,34
TRESORERIE - PASSIF		
. Crédits d'escompte		
. Crédits de trésorerie		
. Banques (Soldes créditeurs)		12 067 817,76
TOTAL III	0,00	12 067 817,76
TOTAL GENERAL I + II + III	4 703 729 551,31	4 348 814 506,83

(1) Capital personnel débiteur.

(2) Bénéfice (+) déficitaire (-)

■ Bilan de l'exercice 2008

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE
	BRUT	AMORTIS.ET PROVIS.	NET	PREC. NET
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)	48 003 670,47	31 537 664,75	16 466 005,72	21 858 213,62
. Frais préliminaires	32 814 091,24	22 226 806,81	10 587 284,43	14 696 340,49
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	15 189 579,23	9 310 857,94	5 878 721,29	7 161 873,13
. Primes de remboursement des obligations	0,00		0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	713 077 906,72	77 906,72	713 000 000,00	713 000 000,00
. Immobilisations en recherche et développement				
. Brevets, marques, droits et valeurs similaires	77 906,72	77 906,72		
. Fonds commercial	713 000 000,00		713 000 000,00	713 000 000,00
. Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	2 231 705 048,98	698 384 967,36	1 533 320 081,62	1 473 682 873,44
. Terrains	48 254 317,56		48 254 317,56	55 394 317,56
. Constructions	170 502 774,50	46 146 351,40	124 356 423,10	124 982 501,57
. Installations techniques, matériel et outillage	1 910 229 436,52	630 462 611,98	1 279 766 824,54	1 247 249 043,46
. Matériel de transport	10 307 734,85	6 788 460,21	3 519 274,64	2 297 196,67
. Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	32 284 664,63	14 871 129,22	17 413 535,41	12 533 757,26
. Autres immobilisations corporelles	121 040,00	116 414,55	4 625,45	6 125,45
. Immobilisations corporelles en cours	60 005 080,92		60 005 080,92	31 219 931,47
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	140 915 822,24	5 475 152,00	135 440 670,24	133 306 475,85
. Prêts immobilisés				
. Autres créances financières	444 414,24		444 414,24	417 019,85
. Titres de participation	140 471 408,00	5 475 152,00	134 996 256,00	132 889 456,00
. Autres titres immobilisés				
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)	0,00		0,00	0,00
. Diminution des créances immobilisées				
. Augmentation des dettes de financement				
Total I (A+B+C+D+E)	3 133 702 448,41	735 475 690,83	2 398 226 757,58	2 341 847 562,91
STOCKS (F)	86 656 964,92	0,00	86 656 964,92	224 477 211,76
. Marchandises	84 117 430,34		84 117 430,34	221 937 677,18
. Matières et fournitures consommables	2 539 534,58		2 539 534,58	2 539 534,58
. Produits en cours	0,00		0,00	0,00
. Produits intermédiaires et produits résiduels	0,00		0,00	0,00
. Produits finis	0,00		0,00	0,00
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 378 429 694,99	28 811 363,00	1 349 618 331,99	1 278 951 354,74
. Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 510 580,00	203 000,00	1 307 580,00	2 366 829,12
. Clients et comptes rattachés	415 076 469,66	28 811 363,00	386 265 106,66	410 369 695,80
. Personnel débiteur	2 671 637,32		2 671 637,32	2 450 609,31
. Etat débiteur	763 957 255,81		763 957 255,81	762 745 786,42
. Comptes d'associés débiteurs	0,00		0,00	0,00
. Autres débiteurs	193 379 896,48		193 379 896,48	99 846 074,62
. Comptes de régularisation actif	2 036 855,72		2 036 855,72	1 172 359,47
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	129 520 622,00	0,00	129 520 622,00	258 841 807,18
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (I)	15 262,52		15 262,52	0,00
Total II (F+G+H+I)	1 594 622 544,43	28 811 363,00	1 565 811 181,43	1 762 270 373,68
TRESORERIE-ACTIF				
. Chèques et valeurs à encaisser	0,00		0,00	249 805 489,46
. Banque, TG et CCP	384 616 067,82		384 616 067,82	193 740 162,30
. Caisse, régies d'avances et accreditifs	160 500,00		160 500,00	160 500,00
Total III	384 776 567,82	0,00	384 776 567,82	443 706 151,76

TOTAL GENERAL (I+II+III)	5 113 101 560,66	764 287 053,83	4 348 814 506,83	4 547 824 088,35
---------------------------------	-------------------------	-----------------------	-------------------------	-------------------------

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PREC.
CAPITAUX PROPRES		
. Capital social ou personnel (1)	343 750 000,00	343 750 000,00
. moins: actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé		
dont versé		
. Prime d'émission, de fusion, d'apport	882 423 153,52	882 423 153,52
. Ecart de réévaluation		
. Réserves légales	34 375 000,00	25 200 000,00
. Autres réserves	127 140 000,00	101 140 000,00
. Report à nouveau (2)	42 265,90	50 564,00
. Résultats nets en instance d'affectation (2)		
. Résultat net de l'exercice (2)	261 061 148,47	241 416 701,90
Total des capitaux propres (A)	1 648 791 567,89	1 593 980 419,42
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0,00	10 000 000,00
. Subventions d'investissement		
. Provisions réglementées		
. Provisions pour charges		
. Provisions pour investissements		10 000 000,00
DETTES DE FINANCEMENT (C)	680 909 353,10	680 429 777,24
. Emprunts obligataires	400 000 000,00	400 000 000,00
. Autres dettes de financement : C.M.T		
. Autres dettes de financement : C.F.S	153 436 545,33	140 312 346,42
. Autres dettes de financement : Consignations réservoirs	127 472 807,77	140 117 430,82
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES CHARGES (D)	83 320 190,74	110 448 694,20
. Provisions pour risques	1 934 600,00	1 934 600,00
. Provisions pour charges	81 385 590,74	108 514 094,20
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	0,00	0,00
. Augmentation des créances immobilisées		
. Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A + B + C + D + E)	2 413 021 111,73	2 394 858 890,86
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	1 921 701 314,82	2 152 373 820,54
. Fournisseurs et comptes rattachés	1 805 223 629,35	1 994 981 512,89
. Clients créditeurs, avances et acomptes	1 041 034,94	1 041 034,94
. Personnel	2 443 454,05	1 537 106,81
. Organismes sociaux	5 299 691,55	3 078 058,28
. Etat	98 635 450,23	141 047 713,91
. Comptes d'associés	1 379 404,51	12 064,51
. Autres créanciers	542 286,96	507 695,75
. Comptes de régularisation - Passif	7 136 363,23	10 168 633,45
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	2 024 262,52	268 000,00
ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (Eléments circulants) (H)	0,00	323 376,95
TOTAL II (F + G + H)	1 923 725 577,34	2 152 965 197,49
TRESORERIE - PASSIF		
. Crédits d'escompte		
. Crédits de trésorerie		
. Banques (Soldes créditeurs)	12 067 817,76	
TOTAL III	12 067 817,76	0,00

TOTAL GENERAL I + II + III	4 348 814 506,83	4 547 824 088,35
-----------------------------------	-------------------------	-------------------------

(1) Capital personnel débiteur. (2) Bénéfice (+) déficitaire (-)

1.3.2. Comptes de Produits et Charges des trois derniers exercices

■ CPC de l'exercice SI-2011

NATURE	OPERATIONS		TOTAUX AU	TOTAUX AU
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	30/06/2011	30/06/2010
	I	2	3 = I+2	3 = I+2
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
E .Ventes de m/ses (en l'état)	1 798 250 850,20		1 798 250 850,20	1 673 776 980,99
X .Ventes de biens et services produits	1 788 243,42		1 788 243,42	5 276 173,63
P Chiffre d'affaires	1 800 039 093,62	-	1 800 039 093,62	1 679 053 154,62
L .Variation de stocks de produits			-	0,00
O .Immobilisations produites par l'entreprise por elle-même			-	0,00
T .Subventions d'exploitation			-	0,00
A .Autres produits d'exploitation	13 243 987,73		13 243 987,73	13 628 580,30
T .Reprises d'exploitation ,transfert de charges	555 336,35		555 336,35	24 961 684,51
	1 813 838		1 813 838	
O TOTAL I	417,70	-	417,70	1 717 643 419,43
II CHARGES D'EXPLOITATION				
. Achats revendus de m/ses	1 302 026 373,36		1 302 026 373,36	1 181 091 743,01
. Achats consommés de matières te fournitures	28 334 294,52		28 334 294,52	67 469 978,16
. Autres charges externes	101 331 394,25	116 164,40	101 447 558,65	103 569 711,59
. impots et taxes	1 293 024,01		1 293 024,01	2 232 445,26
. Charges de personnel	50 982 840,85		50 982 840,85	44 052 893,79
. Autres charges d'exploitation	750 000,00		750 000,00	750 000,00
. Dotation d'exploitation	79 537 812,20		79 537 812,20	79 915 192,71
	1 564 255		1 564 371	
N TOTAL II	739,19	116 164,40	903,59	1 479 081 964,52
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	678,51	-	514,11	238 561 454,91
PRODUITS FINANCIERS				
F . Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	20 395 492,50		20 395 492,50	18 913 370,00
N . Gain de change	803 210,03		803 210,03	298 128,21
A . Interêts et autres produits financiers	7 546 171,00		7 546 171,00	7 777 841,14
N . Reprises financiees,transferts de charges	7 763,32		7 763,32	0,00
	28 752		28 752	
I TOTAL IV	636,85	-	636,85	26 989 339,35
V CHARGES FINANCIERES				
R . Charges d'interêts	25 283 759,39		25 283 759,39	17 865 002,24
. Pertes de change	237 814,18		814,18	59 914,75
. Autres charges financieres	784 990,04		784 990,04	5 712 539,02
. Dotations financieres			-	0,00
	26 306		26 306	
R TOTAL V	563,61	-	563,61	23 637 456,01
VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)	073,24	-	073,24	3 351 883,34
	252 028		251 912	
VII RESULTAT COURANT (III+VI)	751,75	-	587,35	241 913 338,25
VIII PRODUITS NON COURANTS				
. Produits de cessions d'immobilisation			-	91 854
. Subvention d'equilibre			-	107,92
N . Reprises sur subventions d'investissement			-	-
O . Autres produits non courants	412 879,07		412 879,07	194 459,71

N	. Reprises non courantes ,transferts de charges	5 813 255,00	-	5 813 255,00	5 813 255,00	0,00
		6 226		6 226		
C	TOTAL VIII	134,07	-	134,07		97 861 822,63
O IX	CHARGES NON COURANTES					
U	. Valeur nettes d'amortissement des immobilisations cédées	-	-	-	-	0,00
R	. Subventions accordées	-	-	-	-	90 219 268,51
A	.Autres charges non courantes	2 236 544,37	-	2 236 544,37	-	434 847,98
T	. Dotations non courantes aux amortissements et provisions	-	-	-	-	0,00
		2 236		2 236		
	TOTAL IX	544,37	-	544,37		90 654 116,49
	RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	589,70	-	589,70		7 207 706,14
X	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	256 018	-	255 902		249 121 044,39
XI	IMPOT SUR LES RESULTATS	341,45	-	177,05	75 525	73 763 945,00
XII		256 018		427,00	180 376	
XII	RESULTAT NET	341,45	-	116 164,40	750,05	175 357 099,39
		1 848 817		1 848 817		
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	188,62		188,62		1 842 494 581,41
		1 592 798		1 668 440		
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	847,17	-	116 164,40	438,57	1 667 137 482,02
		256 018		180 376		
XVI	RESULTAT NET (XIV-XV)	341,45	-	116 164,40	750,05	175 357 099,39

■ CPC de l'exercice SI-2010

NATURE	OPERATIONS		TOTAUX AU 30/06/2010 3 = 1+2	TOTAUX AU 30/06/2009 3 = 1+2
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
E .Ventes de m/ses (en l'etat)	1 673 776 980,99		1 673 776 980,99	1 416 223 938,85
X .Ventes de biens et services produits	5 276 173,63		5 276 173,63	1 550 902,01
P Chiffre d'affaires	1 679 053 154,62	-	1 679 053 154,62	1 417 774 840,86
L .Variation de stocks de produits			-	0,00
O .Immobilisations produites par l'entreprise por elle-même			-	0,00
T .Subventions d'exploitation			-	0,00
A .Autres produits d'exploitation	13 628 580,30		13 628 580,30	16 650 626,00
T .Reprises d'exploitation ,transfert de charges	24 961 684,51		24 961 684,51	369 500,00
	1 717 643		1 717 643	
O TOTAL I	419,43	-	419,43	1 434 794 966,86
II CHARGES D'EXPLOITATION				
. Achats revendus de m/ses	1 181 091 743,01		1 181 091 743,01	982 806 133,77
. Achats consommés de matières te fournitures	67 469 978,16		67 469 978,16	25 283 281,43
. Autres charges externes	103 191 160,75	378 550,84	103 569 711,59	102 601 230,00
. impots et taxes	2 232 445,26		2 232 445,26	1 338 452,00
. Charges de personnel	44 052 893,79		44 052 893,79	44 076 953,47
. Autres charges d'exploitation	750 000,00		750 000,00	750 000,00
. Dotation d'exploitation	79 915 192,71		79 915 192,71	76 621 817,16
	1 478 703		1 479 081	
TOTAL II	413,68	378 550,84	964,52	1 233 477 867,83
	238 940		238 561	
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	005,75	-	378 550,84	201 317 099,03
PRODUITS FINANCIERS				
F . Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	18 913 370,00		18 913 370,00	23 671 930,99
N . Gain de change	298 128,21		298 128,21	107 704,40
A . Interêts et autres produits financiers	7 777 841,14		7 777 841,14	2 670 466,86
N . Resprises financiees,transferts de charges			-	15 262,52
	26 989		26 989	0,00
TOTAL IV	339,35	-	339,35	26 465 364,77
V CHARGES FINANCIERES				
R . Charges d'interêts	17 865 002,24		17 865 002,24	23 517 931,00
. Pertes de change	59 914,75		914,75	84 536,63
. Autres charges financieres	5 712 539,02		5 712 539,02	68 703,27
. Dotations financieres			-	2 092,03
	23 637		23 637	
TOTAL V	456,01	-	456,01	23 673 262,93
	3 351		3 351	
VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)	883,34	-	883,34	2 792 101,84
	242 291		241 913	
VII RESULTAT COURANT (III+VI)	889,09	-	378 550,84	204 109 200,87
VIII PRODUITS NON COURANTS				
. Produits de cessions d'immobilisation	91 854 107,92		91 854 107,92	40 552 175,00
. Subvention d'equilibre			-	-
N . Reprises sur subventions d'investissement			-	-
O . Autres produits non courants	194 459,71		194 459,71	37 746,00
N . Reprises non courantes ,transferts de charges	5 813 255,00		5 813 255,00	5 813 255,00
			-	0,00

C	TOTAL VIII	822,63	97 861	-	822,63	97 861	46 403 176,00
O IX	CHARGES NON COURANTES						
U	. Valeur nettes d'amortissement des		-	-	-	-	0,00
R	immobilisations cédées	90 219 268,51		-	90 219 268,51		39 831 640,96
A	. Subventions accordées			-	-		0,00
N	.Autres charges non courantes	434 847,98			434 847,98		85 770,21
T	. Dotations non courantes aux amortissements et provisions			-	-	-	0,00
			90 654			90 654	
	TOTAL IX	116,49	7 207	-	116,49	7 207	39 917 411,17
X	RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	706,14	249 499	-	706,14	249 121	6 485 764,83
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	595,23		-	378 550,84	044,39	210 594 965,70
XII	IMPOT SUR LES RESULTATS					73 763	60 742 755,00
XII			249 499			175 357	
I	RESULTAT NET	595,23		-	378 550,84	099,39	149 852 210,70
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	581,41	1 842 494		581,41	1 842 494	1 507 663 507,63
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	986,18	1 592 994	-	378 550,84	482,02	1 357 811 296,93
XVI	RESULTAT NET (XIV-XV)	595,23	249 499	-	378 550,84	099,39	149 852 210,70

▪ **CPC de l'exercice 2010**

	NATURE	OPERATIONS		TOTAUX AU	TOTAUX AU
		Propres à	Concernant	31/12/2010	31/12/2009
		l'exercice	les exercices précédents	3 = 1+2	3 = 1+2
		1	2		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
E	.Ventes de m/ses (en l'etat)	3 411 121 878,71		3 411 121 878,71	2 788 897 189,66
X	. Ventes de biens et services produits	36 098 507,17		36 098 507,17	2 647 105,48
P	Chiffre d'affaires	3 447 220 385,88	-	3 447 220 385,88	2 791 544 295,14
L	. Variation de stocks de produits			-	0,00
O	. Immobilisations produites par			-	0,00
I	l'entreprise por elle-même			-	0,00
T	. Subventions d'exploitation			-	0,00
A	. Autres produits d'exploitation	26 561 825,48		26 561 825,48	31 458 569,14
T	. Reprises d'exploitation ,transfert de			-	0,00
I	charges	2 612 110,61		2 612 110,61	369 500,00
O	TOTAL I	3 476 394 321,97	-	3 476 394 321,97	2 823 372 364,28
N II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	. Achats revendus de m/ses	2 461 738 003,46		2 461 738 003,46	1 934 058 480,90
	. Achats consommés de matières te		-	-	0,00
	fournitures	98 464 795,20		98 464 795,20	66 758 589,52
	. Autres charges externes	230 352 155,63	414 813,68	230 766 969,31	192 632 912,69
	. impots et taxes	3 537 594,66	20 759,00	3 558 353,66	2 698 404,70
	. Charges de personnel	89 764 713,13		89 764 713,13	86 457 623,38
	. Autres charges d'exploitation	1 500 000,00		1 500 000,00	1 500 000,00
	. Dotation d'exploitation	160 892 518,96		160 892 518,96	158 826 315,76
	TOTAL II	3 046 249 781,04	435 572,68	3 046 685 353,72	2 442 932 326,95
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	430 144 540,93	- 435 572,68	429 708 968,25	380 440 037,33
	PRODUITS FINANCIERS				
F	. Produits des titres de participation et		-	-	0,00
I	autres titres immobilisés	39 814 465,50		39 814 465,50	50 043 177,49
N	. Gain de change	1 624 380,29	-	1 624 380,29	295 861,57
A	. Interêts et autres produits financiers	17 046 509,54	-	17 046 509,54	7 468 978,13
N	. Resprises financiees,transferts de		-	-	15 262,52
C	charges		-	-	0,00
I	TOTAL IV	58 485 355,33	-	58 485 355,33	57 823 279,71
E V	CHARGES FINANCIERES				
R	. Charges d'interêts	40 706 927,77	-	40 706 927,77	40 613 351,37
	. Pertes de change	675 940,99		675 940,99	283 460,58
	. Autres charges financieres	6 517 869,40		6 517 869,40	139 763,84
	. Dotations financieres	7 763,32	-	7 763,32	0,00
	TOTAL V	47 908 501,48	-	47 908 501,48	41 036 575,79
VI	RESULTAT FINANCIER (IV-V)	10 576 853,85	-	10 576 853,85	16 786 703,92
VII	RESULTAT COURANT (III+VI)	440 721 394,78	- 435 572,68	440 285 822,10	397 226 741,25
VIII	PRODUITS NON COURANTS				
	. Produits de cessions d'immobilisation	95 735 503,48		95 735 503,48	90 508 516,00
	. Subvention d'equilibre		-	-	-
	. Reprises sur subventions		-	-	-
N	d'investissement		-	-	-
O	. Autres produits non courants	10 311 275,49		10 311 275,49	334 535,13
N	. Reprises non courantes ,transferts de	11 626 510,00		11 626 510,00	11 626 510,00

	charges		-	-	0,00
C	TOTAL VIII	117 673 288,97	-	117 673 288,97	102 469 561,13
O IX	CHARGES NON COURANTES				
U	. Valeur nettes d'amortissement des	-	-	-	0,00
R	immobilisations cédées	93 823 368,50	-	93 823 368,50	88 698 858,76
A	. Subventions accordées		-	-	0,00
N	.Autres charges non courantes	1 531 240,02		1 531 240,02	236 126,68
T	. Dotations non courantes aux		-	-	0,00
	amortissements et provisions			-	0,00
	TOTAL IX	95 354 608,52	-	95 354 608,52	88 934 985,44
X	RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	22 318 680,45	-	22 318 680,45	13 534 575,69
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	463 040 075,23	- 435 572,68	462 604 502,55	410 761 316,94
XII	IMPOT SUR LES RESULTATS			133 259 096,00	117 648 296,00
XIII	RESULTAT NET	463 040 075,23	- 435 572,68	329 345 406,55	293 113 020,94
XIV	TOTAL DES PRODUITS	3 652 552 966,27		3 652 552 966,27	2 983 665 205,12
	(I+IV+VIII)				
XV	TOTAL DES CHARGES	3 189 512 891,04	- 435 572,68	3 323 207 559,72	2 690 552 184,18
	(II+V+IX+XII)				
XVI	RESULTAT NET	463 040 075,23	- 435 572,68	329 345 406,55	293 113 020,94
	(XIV-XV)				

■ **CPC de l'exercice 2009**

NATURE	OPERATIONS		Totaux de l'exercice 3= 1 + 2	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
	1	2		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
. Ventes de marchandises (en l'état)	2 788 897 189,66		2 788 897 189,66	3 114 032 085,46
. Ventes de biens et services produits	2 647 105,48		2 647 105,48	3 043 127,11
. Chiffre d'affaires	2 791 544 295,14		2 791 544 295,14	3 117 075 212,57
. Variation de stocks de produits (+-) (1)	0,00			
. Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00			
. Subventions d'exploitation	0,00			
. Autres produits d'exploitation	31 458 569,14		31 458 569,14	34 301 858,01
. Reprises d'exploitation; transferts de charges	369 500,00		369 500,00	7 903 216,81
Total I	2 823 372 364,28	0,00	2 823 372 364,28	3 159 280 287,39
CHARGES D'EXPLOITATION				
. Achats revendus (2) de marchandises	1 934 058 480,90		1 934 058 480,90	2 335 786 044,51
. Achats consommés (2) de matières et fournitures	66 758 589,52		66 758 589,52	47 251 332,27
. Autres charges externes	189 689 315,64	2 943 597,05	192 632 912,69	169 957 581,84
. Impôts et taxes	2 684 441,40	13 963,30	2 698 404,70	3 434 743,79
. Charges de personnel	86 457 623,38		86 457 623,38	84 339 650,01
. Autres charges d'exploitation	1 500 000,00		1 500 000,00	1 500 000,00
. Dotations d'exploitation	158 826 315,76		158 826 315,76	151 263 259,19
Total II	2 439 974 766,60	2 957 560,35	2 442 932 326,95	2 793 532 611,61
RESULTAT D'EXPLOITATION III (I - II)	383 397 597,68	-2 957 560,35	380 440 037,33	365 747 675,78
PRODUITS FINANCIERS				
. Produits des titres de partic. et autres titres immo.	50 043 177,49		50 043 177,49	25 304 741,00
. Gains de change	295 861,57		295 861,57	2 433 130,21
. Intérêts et autres produits financiers	7 468 978,13		7 468 978,13	32 638 409,97
. Reprises financières; transferts de charges	15 262,52		15 262,52	
Total IV	57 823 279,71	0,00	57 823 279,71	60 376 281,18
CHARGES FINANCIERES				
. Charges d'intérêts	40 613 351,37		40 613 351,37	35 745 098,25
. Pertes de change	283 460,58		283 460,58	4 441 318,53
. Autres charges financières	139 763,84		139 763,84	107 543,62
. Dotations financières	0,00			15 262,52
Total V	41 036 575,79	0,00	41 036 575,79	40 309 222,92
RESULTAT FINANCIER VI (IV - V)	16 786 703,92	0,00	16 786 703,92	20 067 058,26
RESULTAT COURANT VII (III + VI)	400 184 301,60	-2 957 560,35	397 226 741,25	385 814 734,04
PRODUITS NON COURANTS				
. Produits des cessions d'immobilisations	90 508 516,00		90 508 516,00	57 345 766,00
. Subventions d'équilibre	0,00			
. Reprises sur subventions d'investissement	0,00			
. Autres produits non courants	334 535,13		334 535,13	141 011,93
. Reprises non courantes; transferts de charges	11 626 510,00		11 626 510,00	37 281 943,55
Total VIII	102 469 561,13	0,00	102 469 561,13	94 768 721,48
CHARGES NON COURANTES				
. Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées	88 698 858,76		88 698 858,76	55 606 391,64
. Subventions accordées	0,00			
. Autres charges non courantes	236 126,68		236 126,68	42 681 712,41
. Dotations non courantes aux amortis. et provisions	0,00			
Total IX	88 934 985,44	0,00	88 934 985,44	98 288 104,05

RESULTAT NON COURANT X (VIII - IX)	13 534 575,69	0,00	13 534 575,69	-3 519 382,57
RESULTAT AVANT IMPOTS (VII +/- X)	413 718 877,29	-2 957 560,35	410 761 316,94	382 295 351,47
IMPOTS SUR LES RESULTATS			117 648 296,00	121 234 203,00
RESULTAT NET XIII (XI - XII)	413 718 877,29	-2 957 560,35	293 113 020,94	261 061 148,47
TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)	2 983 665 205,12	0,00	2 983 665 205,12	3 314 425 290,05
TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)	2 569 946 327,83	2 957 560,35	2 690 552 184,18	3 053 364 141,58
RESULTAT NET (Total Produits - Total charges)	413 718 877,29	-2 957 560,35	293 113 020,94	261 061 148,47

▪ **CPC de l'exercice 2008**

NATURE	OPERATIONS		Totaux de l'exercice 3= 1 + 2	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
	1	2		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
. Ventes de marchandises (en l'état)	3 114 032 085,46		3 114 032 085,46	2 816 885 085,85
. Ventes de biens et services produits	3 043 127,11		3 043 127,11	3 154 362,43
. Chiffre d'affaires	3 117 075 212,57		3 117 075 212,57	2 820 039 448,28
. Variation de stocks de produits (+-) (1)	0,00		0,00	0,00
. Immobilisations produites par l'entreprise pour elle- même	0,00		0,00	0,00
. Subventions d'exploitation	0,00		0,00	0,00
. Autres produits d'exploitation	33 965 694,05	336 163,96	34 301 858,01	35 039 408,87
. Reprises d'exploitation; transferts de charges	7 903 216,81		7 903 216,81	14 807 106,77
Total I	3 158 944 123,43	336 163,96	3 159 280 287,39	2 869 885 963,92
CHARGES D'EXPLOITATION				
. Achats revendus (2) de marchandises	2 335 786 044,51		2 335 786 044,51	2 084 603 410,67
. Achats consommés (2) de matières et fournitures	47 251 332,27		47 251 332,27	49 458 387,76
. Autres charges externes	168 885 954,11	1 071 627,73	169 957 581,84	154 600 268,24
. Impôts et taxes	2 957 228,89	477 514,90	3 434 743,79	3 789 012,21
. Charges de personnel	84 339 650,01		84 339 650,01	83 851 209,32
. Autres charges d'exploitation	1 500 000,00		1 500 000,00	1 500 000,00
. Dotations d'exploitation	151 263 259,19		151 263 259,19	140 609 791,81
Total II	2 791 983 468,98	1 549 142,63	2 793 532 611,61	2 518 412 080,01
RESULTAT D'EXPLOITATION III (I - II)	366 960 654,45	-1 212 978,67	365 747 675,78	351 473 883,91
PRODUITS FINANCIERS				
. Produits des titres de partic. et autres titres immo.	25 304 741,00		25 304 741,00	23 821 660,29
. Gains de change	2 433 130,21		2 433 130,21	2 600 697,33
. Intérêts et autres produits financiers	32 638 409,97		32 638 409,97	8 117 082,83
. Reprises financières; transferts de charges	0,00		0,00	0,00
Total IV	60 376 281,18	0,00	60 376 281,18	34 539 440,45
CHARGES FINANCIERES				
. Charges d'intérêts	35 745 098,25		35 745 098,25	36 699 363,00
. Pertes de change	4 441 318,53		4 441 318,53	1 068 795,87
. Autres charges financières	107 543,62		107 543,62	99 865,91
. Dotations financières	15 262,52		15 262,52	0,00
Total V	40 309 222,92	0,00	40 309 222,92	37 868 024,78
RESULTAT FINANCIER VI (IV - V)	20 067 058,26	0,00	20 067 058,26	-3 328 584,33
RESULTAT COURANT VII (III + VI)	387 027 712,71	-1 212 978,67	385 814 734,04	348 145 299,58
PRODUITS NON COURANTS				
. Produits des cessions d'immobilisations	57 345 766,00		57 345 766,00	50 158 916,60
. Subventions d'équilibre	0,00		0,00	0,00
. Reprises sur subventions d'investissement	0,00		0,00	0,00
. Autres produits non courants	141 011,93		141 011,93	38 810,71
. Reprises non courantes; transferts de charges	37 281 943,55		37 281 943,55	28 564 262,00
Total VIII	94 768 721,48	0,00	94 768 721,48	78 761 989,31
CHARGES NON COURANTES				
. Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées	55 606 391,64		55 606 391,64	48 712 990,56
. Subventions accordées	0,00		0,00	0,00
. Autres charges non courantes	42 681 712,41		42 681 712,41	1 174 651,43
. Dotations non courantes aux amortis. et provisions	0,00		0,00	10 000 000,00
Total IX	98 288 104,05	0,00	98 288 104,05	59 887 641,99

RESULTAT NON COURANT X (VIII - IX)	-3 519 382,57	0,00	-3 519 382,57	18 874 347,32
RESULTAT AVANT IMPOTS (VII +- X)	383 508 330,14	-1 212 978,67	382 295 351,47	367 019 646,90
IMPOTS SUR LES RESULTATS			121 234 203,00	125 602 945,00
RESULTAT NET XIII (XI - XII)	383 508 330,14	-1 212 978,67	261 061 148,47	241 416 701,90
TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)	3 314 089 126,09	336 163,96	3 314 425 290,05	2 983 187 393,68
TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)	2 930 580 795,95	1 549 142,63	3 053 364 141,58	2 741 770 691,78
RESULTAT NET (Total Produits - Total charges)	383 508 330,14	-1 212 978,67	261 061 148,47	241 416 701,90

1.3.3. Etats des Soldes de Gestion des trois derniers exercices (comptes sociaux)

■ ESG de l'exercice 2010

		EXERCICE	EXERCICE
		N	N-1
I	Ventes de marchandises (en l'etat)	3 411 121 878,71	2 788 897 189,66
2	- Achat revendus de marchandises	2 461 738 003,46	1 934 058 480,90
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	949 383 875,25	854 838 708,76
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE :(3+4+5)	36 098 507,17	2 647 105,48
3	. Ventes de biens et services produits	36 098 507,17	2 647 105,48
4	. Variation stocks de produits	-	-
5	. Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
III	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE:(6+7)	329 231 764,51	259 391 502,21
6	. Achats consommés de matières et fournitures	98 464 795,20	66 758 589,52
7	. Autres charges externes	230 766 969,31	192 632 912,69
IV	= VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	656 250 617,91	598 094 312,03
8	+ Subventions d'exploitation	-	-
V	9 - Impôts et taxes	3 558 353,66	2 698 404,70
10	- Charges de personnel	89 764 713,13	86 457 623,38
	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	562 927 551,12	508 938 283,95
	= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation	26 561 825,48	31 458 569,14
12	- Autres charges d'exploitation	1 500 000,00	1 500 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : transfert de charges	2 612 110,61	369 500,00
14	- Dotations d'exploitation	160 892 518,96	158 826 315,76
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	429 708 968,25	380 440 037,33
VII	RESULTAT FINANCIER	10 576 853,85	16 786 703,92
VIII	= RESULTAT COURANT (+ou-)	440 285 822,10	397 226 741,25
IX	RESULTAT NON COURANT	22 318 680,45	13 534 575,69
15	- Impôts sur les résultats	133 259 096,00	117 648 296,00
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ou-)	329 345 406,55	293 113 020,94
II-CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) -AUTOFINANCEMENT			
I	Résultat net de l'exercice		
	.Bénéfice	329 345 406,55	293 113 020,94
	.Perte -		
2	+ Dotation d'exploitation (1)	154 730 812,65	151 259 474,76
3	+ Dotation financières(1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation (2)		
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2)(3)	11 626 510,00	11 626 510,00
8	- Produits des cessions d'immobilis	95 735 503,48	90 508 516,00
9	+ Valeurs nettes d'amort des imm cédées	93 823 368,50	88 698 858,76
I	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	470 537 574,22	430 936 328,46
10	- Distributions de bénéfices	240 625 000,00	230 312 500,00
II	AUTOFINANCEMENT	229 912 574,22	200 623 828,46
	(1)A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie		
	(2) A L'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie		
	(3)Ycompris reprises sur subventions d'investissement		

■ ESG de l'exercice 2009

I. TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)		EXERCICE	EXERCICE PREC.
1	Ventes des marchandises (en l'état)	2 788 897 189,66	3 114 032 085,46
2	- Achats revendus de marchandises	1 934 058 480,90	2 335 786 044,51
	= Marge brute sur ventes en l'état	854 838 708,76	778 246 040,95
	+ Production de l'exercice : (3+4+5)	2 647 105,48	3 043 127,11
3	. Ventes de biens et services produits	2 647 105,48	3 043 127,11
4	. Variations stock de produits		
5	. Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
	- Consommation de l'exercice : (6+7)	259 391 502,21	217 208 914,11
6	. Achats consommés de matières et fournitures	66 758 589,52	47 251 332,27
7	. Autres charges externes	192 632 912,69	169 957 581,84
	= Valeur Ajoutée (I+II-III)	598 094 312,03	564 080 253,95
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	2 698 404,70	3 434 743,79
10	- Charges de personnel	86 457 623,38	84 339 650,01
	= Excédent brut d'exploitation (EBE)	508 938 283,95	476 305 860,15
	= ou Insuffisance brute d'exploitation (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation	31 458 569,14	34 301 858,01
12	- Autres charges d'exploitation	1 500 000,00	1 500 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	369 500,00	7 903 216,81
14	- Dotations d'exploitation	158 826 315,76	151 263 259,19
	= Résultat d'exploitation (+ ou -)	380 440 037,33	365 747 675,78
	+ Résultat financier	16 786 703,92	20 067 058,26
	= Résultat courant (+ ou -)	397 226 741,25	385 814 734,04
	+ Résultat non courant	13 534 575,69	-3 519 382,57
15	- Impôts sur les résultats	117 648 296,00	121 234 203,00
	= Résultat Net de l'Exercice (+ ou -)	293 113 020,94	261 061 148,47

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) – AUTOFINANCEMENT			
1	Résultat net de l'exercice :		
	. Bénéfice +	293 113 020,94	261 061 148,47
	. Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	151 259 474,76	142 480 688,19
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation (2)		
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2) (3)	11 626 510,00	37 128 503,46
8	- Produits des cessions d'immobilisations	90 508 516,00	57 345 766,00
9	+ Valeurs Nettes d'Amortissement des immobilisations cédées	88 698 858,76	55 606 391,64
	CAPACITE D' AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	430 936 328,46	364 673 958,84
10	- Distributions de bénéfices	230 312 500,00	206 250 000,00
	AUTOFINANCEMENT	200 623 828,46	158 423 958,84

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie.

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement.

■ ESG de l'exercice 2008

I. TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)		EXERCICE	EXERCICE PREC.
1	Ventes des marchandises (en l'état)	3 114 032 085,46	2 816 885 085,85
2	- Achats revendus de marchandises	2 335 786 044,51	2 084 603 410,67
	= Marge brute sur ventes en l'état	778 246 040,95	732 281 675,18
	+ Production de l'exercice : (3+4+5)	3 043 127,11	3 154 362,43
3	. Ventes de biens et services produits	3 043 127,11	3 154 362,43
4	. Variations stock de produits	0,00	0,00
5	. Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00	0,00
	- Consommation de l'exercice : (6+7)	217 208 914,11	204 058 656,00
6	. Achats consommés de matières et fournitures	47 251 332,27	49 458 387,76
7	. Autres charges externes	169 957 581,84	154 600 268,24
	= Valeur Ajoutée (I+II-III)	564 080 253,95	531 377 381,61
8	+ Subventions d'exploitation	0,00	0,00
9	- Impôts et taxes	3 434 743,79	3 789 012,21
10	- Charges de personnel	84 339 650,01	83 851 209,32
	= Excédent brut d'exploitation (EBE)	476 305 860,15	443 737 160,08
	= ou Insuffisance brute d'exploitation (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation	34 301 858,01	35 039 408,87
12	- Autres charges d'exploitation	1 500 000,00	1 500 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	7 903 216,81	14 807 106,77
14	- Dotations d'exploitation	151 263 259,19	140 609 791,81
	= Résultat d'exploitation (+ ou -)	365 747 675,78	351 473 883,91
	+/- Résultat financier	20 067 058,26	-3 328 584,33
	= Résultat courant (+ ou -)	385 814 734,04	348 145 299,58
	+/- Résultat non courant	-3 519 382,57	18 874 347,32
15	- Impôts sur les résultats	121 234 203,00	125 602 945,00
	= Résultat Net de l'Exercice (+ ou -)	261 061 148,47	241 416 701,90

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) – AUTOFINANCEMENT			
1	Résultat net de l'exercice :		
	. Bénéfice +	261 061 148,47	241 416 701,90
	. Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	142 480 688,19	130 927 176,60
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		10 000 000,00
5	- Reprises d'exploitation (2)		
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2) (3)	37 128 503,46	28 564 262,00
8	- Produits des cessions d'immobilisations	57 345 766,00	50 158 916,60
9	+ Valeurs Nettes d'Amortissement des immobilisations cédées	55 606 391,64	48 712 990,56
	CAPACITE D' AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	364 673 958,84	352 333 690,46
10	- Distributions de bénéfices	206 250 000,00	178 750 000,00
	AUTOFINANCEMENT	158 423 958,84	173 583 690,46

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie.

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement.

I.3.4. Tableaux de Financement des trois derniers exercices

■ Tableau de Financement de l'exercice 2010

MASSES	Exercice 2010	Exercice 2009	Variation a-b	
	a	b	Emplois c	Ressources d
1 Financement permanent	2 923 263 569,95	2 635 084 792,93		288 178 777,02
2 Actif immobilise	2 677 035 540,21	2 585 705 036,40	91 330 503,81	0,00
3 FONDS DE ROULEMENT (A)				196 848 273,21
FONCTIONNEL (1-2)	246 228 029,74	49 379 756,53		
4 Actif circulant	2 815 336 484,98	1 542 793 787,11	1 272 542 697,87	0,00
5 Passif circulant	2 820 999 392,27	2 068 644 758,38	0,00	752 354 633,89
6 BESOIN DE FINANCEMENT (B)				
GLOBAL (4-5)	-5 662 907,29	-525 850 971,27	520 188 063,98	0,00
7 TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) (A) - (B)	251 890 937,03	575 230 727,80		323 339 790,77

EMPLOIS ET RESSOURCES				
	EXERCICE 2010		EXERCICE 2009	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
. AUTOFINANCEMENT (A)		229 912 574,22	0,00	200 623 828,46
.Capacite d'autofinancement		470 537 574,22		430 936 328,46
.Distribution de benefices		-240 625 000,00		-230 312 500,00
. CESSION ET REDUCTION D'IMMOBILISATIONS (B)				
.Cessions d'immo . incorp.				
.Cessions d'immo . corp.		93 254 107,92		90 508 516,00
.Cessions d'immo . financ.		2 481 395,56		
.Recup. sur creances immob .		0,00		
TOTAL (B)	0,00	95 735 503,48		90 508 516,00
. AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)				
.Augment . de capital , apports				
.Subventions d'investissement				
TOTAL (C)		0,00		0,00
. AUGMENTATION DES DETTES FINANCEMENT (D)				
.CONSIGNATIONS				
.C.F.S.		2 039 334		28 132 919,00
.CREDITS BANCAIRES & AUTRES		15 069 665,07		14 215 320,40
		607 967 599,51		160 000 000,00
TOTAL I . RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	0,00	977 286 502,28	0,00	493 480 583,86
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
. ACQUISITION ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)				
.Acquisitions d'immo . incorp.				
.Acquisitions d'immo . corp. Apport fusion TPZ&PHM				
.Acquisitions d'immo . corp.	337 272 574,35		339 969 778,61	
.Acquisitions d'immo . financ.			87 097 333,73	

.Augmentation des creances immob .				
.Augmentation des creances immob .				
	TOTAL (E)	337 272 574,35	0,00	427 067 112,34
. REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
.Distribution de benefices				
. REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (reprise consignation et credit bancaire) (G)		413 991 718		31 458 569,14
. EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		2 612 110,61		369 500,00
TOTAL I I . EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		780 438 229,07	0,00	458 895 181,48
III . VARIATIONS DU FONDS DE ROULT FONCT.				
IV . VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT				
GLOBAL (B.F.G .)		520 188 063,98	0,00	
V. VARIATION DE LA TRESORERIE		0,00	323 339 790,77	202 521 977,74
TOTAL GENERAL		1 300 626 293,05	1 300 626 293,05	661 417 159,22
				661 417 159,22

■ Tableau de Financement de l'exercice 2009

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variations (a - b)	
			Emplois	Ressources
1 * Financement Permanent	2 635 084 792,93	2 413 021 111,73		222 063 681,20
2 * moins actif immobilisé	2 585 705 036,40	2 398 226 757,58	187 478 278,82	
3 * FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	49 379 756,53	14 794 354,15		34 585 402,38
4 * Actif circulant	1 542 793 787,11	1 565 811 181,43		23 017 394,32
5 * Moins Passif circulant	2 068 644 758,38	1 923 725 577,34		144 919 181,04
6 * BESOIN DE FINANCEMENT (4-5) (B)	-525 850 971,27	-357 914 395,91		167 936 575,36
7 * TRESORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) (A)-(B)	575 230 727,80	372 708 750,06	202 521 977,74	

II. EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)	230 312 500,00	430 936 328,46	206 250 000,00	364 673 958,84
. Capacité d'autofinancement		430 936 328,46		364 673 958,84
. Distributions de bénéficiaires	230 312 500,00		206 250 000,00	
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)	0,00	90 508 516,00	0,00	57 345 766,00
. Cessions d'immobilisations incorporelles				
. Cessions d'immobilisations corporelles		90 508 516,00		57 345 766,00
. Cessions d'immobilisations financières				
. Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (C)	0,00			
. Augmentation de capital, apports				
. Subventions d'investissements				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)	0,00	202 348 239,40	0,00	34 445 269,91
. Consignations		28 132 919,00		21 321 071,00
. C.F.S.		14 215 320,40		13 124 198,91
. Crédits bancaires		160 000 000,00		
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	230 312 500,00	723 793 083,86	206 250 000,00	456 464 994,75
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	427 067 112,34	0,00	250 250 830,14	0,00
. Acquisitions d'immobilisations incorporelles				
. Acquisitions d'immobilisations corporelles	339 969 778,61		248 116 635,75	
. Acquisitions d'immobilisations financières	87 097 333,73		2 106 800,00	
. Augmentations des créances immobilisées			27 394,39	
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENTS (G)	31 458 569,14		33 965 694,05	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	369 500,00		4 215 444,36	
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	458 895 181,48	0,00	288 431 968,55	0,00
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)		167 936 575,36	32 780 427,90	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	202 521 977,74			70 997 401,70
TOTAL GENERAL	891 729 659,22	891 729 659,22	527 462 396,45	527 462 396,45

■ **Tableau de Financement de l'exercice 2008**

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variations (a - b)	
			Emplois	Ressources
1 * Financement Permanent	2 413 021 111,73	2 394 858 890,86		18 162 220,87
2 * moins actif immobilisé	2 398 226 757,58	2 341 847 562,91	56 379 194,67	
3 * FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2)				
(A)	14 794 354,15	53 011 327,95	38 216 973,80	
4 * Actif circulant	1 565 811 181,43	1 762 270 373,68		196 459 192,25
5 * Moins Passif circulant	1 923 725 577,34	2 152 965 197,49	229 239 620,15	
6 * BESOIN DE FINANCEMENT (4-5) (B)	-357 914 395,91	-390 694 823,81	32 780 427,90	
7 * TRESORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) (A)-(B)	372 708 750,06	443 706 151,76		70 997 401,70

II. EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)	206 250 000,00	364 673 958,84	178 750 000,00	352 333 690,46
. Capacité d'autofinancement		364 673 958,84		352 333 690,46
. Distributions de bénéfices	206 250 000,00		178 750 000,00	
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		57 345 766,00		53 175 716,60
. Cessions d'immobilisations incorporelles				
. Cessions d'immobilisations corporelles		57 345 766,00		50 158 916,60
. Cessions d'immobilisations financières				2 106 800,00
. Récupérations sur créances immobilisées				910 000,00
AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (C)				
. Augmentation de capital, apports				
. Subventions d'investissements				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		34 445 269,91		29 819 580,29
. Consignations		21 321 071,00		17 781 736,00
. C.F.S.		13 124 198,91		
. Crédits bancaires				12 037 844,29
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	206 250 000,00	456 464 994,75	178 750 000,00	435 328 987,35
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	250 250 830,14		241 090 873,65	
. Acquisitions d'immobilisations incorporelles				
. Acquisitions d'immobilisations corporelles	248 116 635,75		241 090 873,65	
. Acquisitions d'immobilisations financières	2 106 800,00			
. Augmentations des créances immobilisées	27 394,39			
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENTS (G)	33 965 694,05		35 039 408,00	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	4 215 444,36		6 353 087,07	
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	288 431 968,55		282 483 368,72	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	32 780 427,90			367 557 410,20
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		70 997 401,70	341 653 028,83	
TOTAL GENERAL	527 462 396,45	527 462 396,45	802 886 397,55	802 886 397,55

1.3.5. Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise (AI)

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
Ne sont reprises ci-dessous que les méthodes propres à la société	
I. ACTIF IMMOBILISE	
A. EVALUATION DE L'ENTREPRISE	
1. Immobilisations en non-valeur	Valeur d'entrée
2. Immobilisations incorporelles	Valeur d'entrée
3. Immobilisations corporelles	Valeur d'entrée
4. Immobilisations financières	Valeur d'entrée
B. CORRECTIONS DE VALEUR	
1. Méthodes d'amortissement	Linéaire (constant).
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion – Actif	Actualisation du cours fin exercice
1. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1. Stocks	Coût moyen pondéré pour le propane et pièces de rechanges Prix de structure pour le butane Valeur d'entrée Montant nominal
2. Créances	
3. Titres et valeurs de placement	
B. CORRECTIONS DE VALEUR	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion – Actif	
2. FINANCEMENT PERMANENT	
1. Méthodes de réévaluation	
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	
3. Dettes de financement permanent	Valeur d'entrée
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion – Passif	Actualisation du cours fin exercice
3. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
1. Dettes du passif circulant	Coût d'achat
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion – Passif	Conversion des dettes en devises étrangères au cours du jour de clôture
4. TRESORERIE	
1. Trésorerie – Actif	
2. Trésorerie – Passif	
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	

1.3.6. Etat des dérogations (A2) – Exercice 2010

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

1.3.7. Etat des changements de méthodes (A3) – Exercice 2010

INDICATION DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

I.3.8. Tableau des immobilisations (B2) – Exercice 2010

NATURE	MONTANT BRUT	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT
	DEBUT EXERCICE	Acquisition	Product ion par l'entrep rise	Virement	Cession	Retr ait	Virement	BRUT
	2009	2010	pour elle même					FIN EXERCICE
IMMOBILISATION EN NON VALEURS	48 373 170,47	2 612 110,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 985 281,08
. Frais préliminaires	32 814							32
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	091,24							814 091,24
. Primes de remboursement des obligations	15 559							18
	079,23	2 612 110,61						171 189,84
	-							-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	713 077 906,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	713 077 906,72
. Immobilisations en recherche et développement	-							-
. Brevets, marques, droits et valeurs similaires	77							77 906,72
. Fonds commercial	906,72							713 000
. Autres immobilisations incorporelles	713 000							000,00
	000,00							-
	-							-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 481 166 311,59	337 272 574,35	0,00	5 395 829,11	93 254 107,92	0,00	5 395 829,11	2 725 184 778,02
. Terrains	48 254 317,56							48 254 317,56
. Constructions	255 243 317,94	4 015 753,02		238 750,00				259 497 820,96
. Installations techniques matériel et outillage	2 054 106 734,52	220 485 805,64		5 157 079,11	93 254 107,92			2 186 495 511,35
. Matériel de transport	10 914 732,25	697 200,00						11 611 932,25
. Mobilier, matériel de bureau et aménagement	35 881 956,23	821 186,83						36 703 143,06
. Autres immobilisations corporelles	121 040,00	0,00						121 040,00
. Immobilisations corporelles en cours	76 644							182 501
	213,09	111 252 628,86					5 395 829,11	012,84

I.3.9. Tableau des amortissements (B2 bis) – Exercice 2010

	Cumul debut exercice 1	dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	VIREMEN T	Cumul d'amortissem ent fin exercice 4=1+2-3
IMMOBILISATION EN NON VALEURS	40 715 477,01	5 715 529,59	-		46 431 006,60
Frais preliminaires	28 383 258,23	4 290 983,01	-		32 674 241,24
Charges à répartir sur plusieurs exercices	12 332 218,78	1 424 546,58	-		13 756 765,36
Primes de remboursement des obligations		-	-		-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	77 906,72	-	-		77 906,72
Immobilisations en recherche et developpement	-	-	-		-
Brevet,marques,droits et valeurs similaires	77 906,72	-	-		77 906,72
Fonds commercial	-	-	-		-
orelles Autres immobilisations mcc	-	-	-		-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	838 656 972,62	149 015 283,06	1 764 539,42		985 907 716,26
terrains	-	-	-		-
Constructions	59 401 684,18	15 813 161,50	-		75 214 845,68
Installations techniques materiel et outillage	753 132 334,83	128 946 433,56	1 764 539,42		880 314 228,97
Materiel de transport	8 101 161,08	1 421 038,43	-		9 522 199,51
Mobilier,materiel de bureau et aménagement	17 903 877,98	2 833 149,57	-		20 737 027,55
Immobilisations corporelles diverses	117 914,55	1 500,00	-		119 414,55

I.3.10. Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B3) – Exercice 2010

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
30/06/2010	233200	91 854 107,92	1 634 839,41	90 219 268,51	91 854 107,92	1 634 839,41	0,00
31/12/2010	233200	1 400 000,00	129 700,01	1 270 299,99	1 400 000,00	129 700,01	0,00
31/12/2010	251100	227 000,00	0,00	227 000,00	227 000,00	0,00	0,00
31/12/2010	251100	2 106 800,00	0,00	2 106 800,00	2 254 395,56	147 595,56	0,00
TOTAL		95 587 907,92	1 764 539,42	93 823 368,50	95 735 503,48	1 912 134,98	0,00

1.3.11. Tableau des titres de participation (B4) des trois derniers exercices

■ Tableau des titres de participation de l'exercice 2010

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital	Prix d'acquisition globale	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	resultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
NATIONALE GAZ		5 000 000,00	100%	87 097 333,73	87 097 333,73	31/12/2009	21 126 283,83	9 142 936,77	8 998 740,00
GAZAFRIC	Empl. GPL	15 000 000,00	50%	42 000 000,00	42 000 000,00	31/12/2009	45 029 418,92	17 376 052,56	7 500 000,00
SALAM GAZ	Empl. GPL	150 000 000,00	20%	30 000 000,00	30 000 000,00	31/12/2009	379 944 328,49	104 451 039,24	18 000 000,00
STOGAZ	Stockage GPL	45 000 000,00	50%	22 499 600,00	22 499 600,00	31/12/2009	46 336 561,71	445 793,77	
SODIPIT	Industrie	10 000 000,00	99,99%	18 058 000,00	18 058 000,00	31/12/2009	20 122 743,37	598 579,58	
SOMAS	Stockage GPL	60 000 000,00		11 192 006,00	11 192 006,00	31/12/2009	161 170 969,60	64 165 462,93	3 072 000,00
OMNIUM STOCKAGE	G.P.L	8 400 000,00	100%	8 400 000,00	8 400 000,00	30/06/2010	11 276 621,91	2 378 766,00	2 223 880,00
GENERAL TIRE AFRIQUIA MANAGEMENT	Pneumatique Gest. Managmt	126 000 000,00	4%	5 437 152,00	0,00				
Banque Populaire	Banque	2 000 000,00	25%	492 800,00	492 800,00				13 279,50
ALLO Gaz	Dist. GPL Gestion	1 093 341 000,00	0%	0,00	0,00				
SETTAT Golf	Golf	300 000,00	12%	37 000,00	0,00				
AB Gaz	Empl. GPL	500 000,00	2%	10 000,00	10 000,00		29 979 765,76	10 605 674,12	6 566,00
THERMALTHECH TECHNO SOUDURE	Industrie	1 000 000,00	0%	1 000,00	0,00				
	Industrie	8 000 000,00	0,00	200,00	200,00	31/12/2009	3 178 525,23	1 209 447,49	
TOTAL				225 234 941,73	219 759 789,73				39 814 465,50

■ Tableau des titres de participation de l'exercice 2009

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital Social	Participation au Capital en %	Prix d'acquisition globale	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produit inscrit au C. P. C de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NATIONAL GAZ	Distribution GPL	5 000 000,00	100,0%	87 097 333,73	87 097 333,73	31/12/2008	31 483 347,06	7 671 349,73	19 497 270,00
GAZAFRIC	Emplissage GPL	15 000 000,00	50,0%	42 000 000,00	42 000 000,00	31/12/2007	38 628 005,35	14 103 655,60	6 750 000,00
SALAM GAZ	Emplissage GPL	150 000 000,00	20,0%	30 000 000,00	30 000 000,00	31/12/2007	338 514 988,10	83 388 382,76	16 000 000,00
STOGAZ	Stockage GPL	45 000 000,00	50,0%	22 499 600,00	22 499 600,00	31/12/2008	45 740 417,59	150 350,35	
SODIPIT	Industrie	10 000 000,00	99,99%	18 058 000,00	18 058 000,00	31/12/2008	19 524 163,79	153 816,39	
SOMAS	Stockage GPL	60 000 000,00	8,0%	11 192 006,00	11 192 006,00	31/12/2007	97 233 244,31	25 145 552,54	4 032 000,00
OMNIUM STOCKAGE	GPL	8 400 000,00	100,0%	8 400 000,00	8 400 000,00	31/12/2008	9 289 261,91	582 745,00	3 499 464,00
GENERAL TIRE	Pneumatique	126 000 000,00	4,0%	5 437 152,00	0,00				
MAGHREB OXYGENE	Industrie	81 250 000,00	3,0%	2 106 800,00	2 106 800,00	31/12/2008	167 341 733,53	10 869 551,79	245 203,99
PROACTIS	Gestion	2 000 000,00	25,0%	492 800,00	492 800,00				
BANQUE POPULAIRE	Banque	1 093 341 000,00	0,0%	227 000,00	227 000,00				13 279,50
ALLO GAZ	Distribution GPL	300 000,00	12,0%	37 000,00	0,00				
SETTAT GOLF	Gestion	500 000,00	2,0%	10 000,00	10 000,00				
AB GAZ	Emplissage GPL	15 000 000,00	0,0%	9 850,00	9 850,00	31/12/2008	28 374 091,64	9 224 210,87	5 880,00
THERMALTHECH	Industrie	1 000 000,00	0,0%	1 000,00	0,00				
TECHNOSOUDURE	Industrie	8 000 000,00	0,0%	200,00	200,00				
AUTRES (REZORROUTE)									80,00
TOTAL				227 568 741,73	222 093 589,73				50 043 177,49

■ **Tableau des titres de participation de l'exercice 2008**

Raison sociale de la société émettrice 1	Secteur d'activité 2	Capital Social 3	Participation au Capital en % 4	Prix d'acquisition globale 5	Valeur comptable nette 6	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produit inscrit au C. P. C de l'exercice 10
						Date de clôture 7	Situation nette 8	Résultat net 9	
GAZAFRIC	Emplissage GPL	15 000 000,00	50,0%	42 000 000,00	42 000 000,00	31/12/2006	39 721 863,10	12 278 263,27	6 000 000,00
SALAM GAZ	Emplissage GPL	150 000 000,00	20,0%	30 000 000,00	30 000 000,00				16 000 000,00
STOGAZ	Stockage GPL	45 000 000,00	50,0%	22 499 600,00	22 499 600,00	31/12/2006	45 462 914,92	183 392,44	
SODIPIT	Industrie	10 000 000,00	99,99%	18 058 000,00	18 058 000,00	31/12/2006	19 979 101,68	821 553,00	1 699 881,00
SOMAS	Stockage GPL	60 000 000,00	8,0%	11 192 006,00	11 192 006,00				800 000,00
OMNIUM STOCKAGE	GPL	8 400 000,00	100,0%	8 400 000,00	8 400 000,00	31/12/2006	9 153 438,81	523 020,00	798 000,00
GENERAL TIRE	Pneumatique	126 000 000,00	4,0%	5 437 152,00	0,00				
MAGHREB OXYGENE	Industrie	81 250 000,00	3,0%	2 106 800,00	2 106 800,00				
PROACTIS	Gestion	2 000 000,00	25,0%	492 800,00	492 800,00				
		1 093 341							
BANQUE POPULAIRE	Banque	000,00	0,0%	227 000,00	227 000,00				
ALLO GAZ	Distribution GPL	300 000,00	12,0%	37 000,00	0,00				
SETTAT GOLF	Gestion	500 000,00	2,0%	10 000,00	10 000,00				
AB GAZ	Emplissage GPL	15 000 000,00	0,0%	9 850,00	9 850,00				6 860,00
THERMALTHECH	Industrie	1 000 000,00	0,0%	1 000,00	0,00				
TECHNOSOUDURE	Industrie	8 000 000,00	0,0%	200,00	200,00				
TOTAL				140 471 408,00	134 996 256,00				25 304 741,00

1.3.12. *Tableau des provisions (B5) des trois derniers exercices*

■ **Tableau des provisions de l'exercice 2010**

Nature	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES		Non courantes	Montant fin exercice
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières		
1. provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées	5 475 152,00							5 475 152,00
3. Provisions durables pour risques et charges	71 693 680,74						11 626 510,00	60 067 170,74
SOUS TOTAL (B)	77 168 832,74						11 626 510,00	65 542 322,74
4. Provision pour dépréciation de l'actif Circulant (Hors Trésorerie)	36 581 204,00	6 161 706,31						42 742 910,31
5. Autres Provisions pour risques et charges	2 009 000,00		7 763,32				681 429,00	1 335 334,32
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (A)	38 590 204,00	6 161 706,31	7 763,32				681 429,00	44 078 244,63
TOTAL (A+ B)	115 759 036,74	6 161 706,31	7 763,32				12 307 939,00	109 620 567,37

Tableau des provisions de l'exercice 2009

Nature	Montant débet d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé	5 475 152,00							5 475 152,00
2. Provisions réglementées								0,00
3. Provisions durables pour risques et charges	83 320 190,74						11 626 510,00	71 693 680,74
SOUS TOTAL (A)	88 795 342,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 626 510,00	77 168 832,74
4. Provision pour dépréciation de l'actif Circulant (Hors Trésorerie)	29 014 363,00	7 566 841,00						36 581 204,00
5. Autres Provisions pour risques et charges	2 024 262,52					15 262,52		2 009 000,00
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								0,00
SOUS TOTAL (B)	31 038 625,52	7 566 841,00	0,00	0,00	0,00	15 262,52	0,00	38 590 204,00
TOTAL (A+ B)	119 833 968,26	7 566 841,00	0,00	0,00	0,00	15 262,52	11 626 510,00	115 759 036,74

Tableau des provisions de l'exercice 2008

Nature	Montant débet d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé	5 475 152,00							5 475 152,00
2. Provisions réglementées	10 000 000,00						10 000 000,00	0,00
3. Provisions durables pour risques et charges	110 448 694,20						27 128 503,46	83 320 190,74
SOUS TOTAL (A)	125 923 846,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 128 503,46	88 795 342,74
4. Provision pour dépréciation de l'actif Circulant (Hors Trésorerie)	28 344 684,90	7 041 571,00			6 218 452,81		153 440,09	29 014 363,00
5. Autres Provisions pour risques et charges	268 000,00	1 741 000,00	15 262,52					2 024 262,52
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								0,00
SOUS TOTAL (B)	28 612 684,90	8 782 571,00	15 262,52	0,00	6 218 452,81	0,00	153 440,09	31 038 625,52
TOTAL (A+ B)	154 536 531,10	8 782 571,00	15 262,52	0,00	6 218 452,81	0,00	37 281 943,55	119 833 968,26

I.3.13. Tableau des créances (B6) des trois derniers exercices

■ Tableau des créances de l'exercice 2010

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	444 414,24	444 414,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts immobilisés								
Autres créances financières	444 414,24	444 414,24						
DE L'ACTIF CIRCULANT	2 703 936 564,70	0,00	2 703 936 564,70	0,00	0,00	1 746 002 057,18	398 319 613,70	132 718 601,36
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 486 500,00		1 486 500,00					
Clients et comptes rattachés	500 041 163,68	42 539 910	457 501 253					79 609 718,58
Personnel	2 284 254,33		2 284 254,33					
Etat	1 746 002 057,18		1 746 002 057,18			1 746 002 057,18		
Compte d'associés								
Autres débiteurs	454 428 496,48		454 428 496,48				398 319 613,70	53 108 882,78
Comptes de régularisation - Actif	2 694 093,03		2 694 093,03					

■ Tableau des créances de l'exercice 2009

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	444 414,24	444 414,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts immobilisés								
Autres créances financières	444 414,24	444 414,24						
DE L'ACTIF CIRCULANT	1 322 409 287,58	0,00	1 322 409 287,58	0,00	0,00	698 719 716,92	309 507 332,86	67 840 663,90
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 086 500,00		1 086 500,00					
Clients et comptes rattachés	352 160 839,14		352 160 839,14				46 278 836,38	67 840 663,90
Personnel	2 128 176,76		2 128 176,76					
Etat	698 719 716,92		698 719 716,92			698 719 716,92		
Compte d'associés								
Autres débiteurs	263 228 496,48		263 228 496,48				263 228 496,48	
Comptes de régularisation - Actif	5 085 558,28		5 085 558,28					

■ Tableau des créances de l'exercice 2008

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	444 414,24	444 414,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	444 414,24	444 414,24						
DE L'ACTIF CIRCULANT	1 378 632 694,99	0,00	1 378 632 694,99	0,00	0,00	763 957 255,81	235 594 610,75	49 653 026,25
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 510 580,00		1 510 580,00					
* Clients et comptes rattachés	415 076 469,66		415 076 469,66				42 214 714,27	49 653 026,25
* Personnel	2 671 637,32		2 671 637,32					
* Etat	763 957 255,81		763 957 255,81			763 957 255,81		
* Compte d'associés								
* Autres débiteurs	193 379 896,48		193 379 896,48				193 379 896,48	
* Comptes de régularisation - Actif	2 036 855,72		2 036 855,72					

I.3.14. Tableau des dettes (B7) des trois derniers exercices

■ Tableau des dettes de l'exercice 2010

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	1 062 883 903,8	1 014 096 161,53	48 787 742,30	0	0	182 721 531	0	0
* Emprunts obligataires	600 000 000	600 000 000,00						
* Autres dettes de financement CMT	146 008 281	123 782 364	22 225 917					
* Autres dettes de financement	316 875 622	290 313 797	26 561 825			182 721 530,80		
DU PASSIF CIRCULANT	2 819 664 057,95		2 819 664 057,95	0	1 530 435 783,24	180 426 135,54		0 446 470 291,31
* Fournisseurs et comptes rattachés	2 620 066 643		2 620 066 643		1 530 435 783,24			0 446 470 291,31
* Clients créditeurs, avances et acomptes	0,00		0,00					
* Personnel	2 261 971		2 261 971					
* Organismes sociaux	5 495 873		5 495 873			5 495 872,90		
* Etat	174 930 263		174 930 263			174 930 262,64		
* Compte d'associés	0		0					
* Autres créanciers	1 247 558		1 247 558					
* Comptes de régularisation - Passif	15 661 750		15 661 750					

■

Tableau des dettes de l'exercice 2009

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	851 799 023,36	399 314 260,21	452 484 763,15	0,00	0,00	167 651 865,73	0,00	0,00
* Emprunts obligataires	400 000 000,00		400 000 000,00					
* Autres dettes de financement CMT	160 000 000,00	138 973 805,99	21 026 194,01					
* Autres dettes de financement	291 799 023,36	260 340 454,22	31 458 569,14			167 651 865,73		
DU PASSIF CIRCULANT	2 066 618 353,45	0,00	2 066 618 353,45	0,00	1 204 279 437,11	47 754 780,76	117 710 155,63	291 194 919,02
* Fournisseurs et comptes rattachés	1 997 181 790,69		1 997 181 790,69		1 204 279 437,11		117 710 155,63	291 194 919,02
* Clients créditeurs, avances et acomptes				0,00				
* Personnel	2 233 760,24		2 233 760,24					
* Organismes sociaux	4 959 804,19		4 959 804,19			4 959 804,19		
* Etat	42 794 976,57		42 794 976,57			42 794 976,57		
* Compte d'associés	7 516 269,51		7 516 269,51					
* Autres créanciers	656 618,74		656 618,74					
* Comptes de régularisation - Passif	11 275 133,51		11 275 133,51					

Tableau des dettes de l'exercice 2008

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	680 909 353,10	645 869 945,10	35 039 408,00	0,00	0,00	153 436 545,33	0,00	0,00
* Emprunts obligataires	400 000 000,00	400 000 000,00						
* Autres dettes de financement	280 909 353,10	245 869 945,10	35 039 408,00			153 436 545,33		
DU PASSIF CIRCULANT	1 921 701 314,82	0,00	1 921 701 314,82	0,00	974 719 244,88	103 935 141,78	301 647 557,41	451 118 411,51
* Fournisseurs et comptes rattachés	1 805 223 629,35		1 805 223 629,35		974 719 244,88		301 647 557,41	451 118 411,51
* Clients créditeurs, avances et acomptes	1 041 034,94		1 041 034,94					
* Personnel	2 443 454,05		2 443 454,05					
* Organismes sociaux	5 299 691,55		5 299 691,55			5 299 691,55		
* Etat	98 635 450,23		98 635 450,23			98 635 450,23		
* Compte d'associés	1 379 404,51		1 379 404,51					
* Autres créanciers	542 286,96		542 286,96					
* Comptes de régularisation - Passif	7 136 363,23		7 136 363,23					

1.3.15. Tableau des sûretés réelles données ou reçues (B8) – Exercice 2010

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature ⁽¹⁾	Date et lieu d'inscription	Objet ⁽²⁾⁽³⁾	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données :				Néant	
Sûretés reçues :	3 800 000,00	Hypothèques			
	13 462 524,54	Cautionnement			

⁽¹⁾ – Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

⁽²⁾ Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)

(Entreprises liées, associés, membres du personnel)

⁽³⁾ Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

1.3.16. Tableau des engagements financiers reçus ou donnés hors opérations de crédit-bail (B9) – Exercice 2010

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	81 828 516,20	75 187 002,20
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires		
* Autres engagements donnés		
TOTAL (1)	81 828 516,20	75 187 002,20
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	NEANT	NEANT
* Autres engagements reçus		
TOTAL		

I.3.17. Etat de répartition du capital social (CI) – Exercice 2010

Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés(1)	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appel é	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
Afriquia SMDC	Rue Ibnou El ouannane Ain Sebâa casa	1 306 252	1 306 252	100	130 625 200,00		130 625 200,00
Akwa Holding	Km 7 , Rte Rabat Casa Ain Sebâa	1 031 513	1 031 513	100	103 151 300,00		103 151 300,00
Flottant Bourse	casablanca	720 094	719 052	100	72 009 400,00		72 009 400,00
Al watanya	83,Av;de l'Armée Royale casablanca	171 877	171 877	100	17 187 700,00		17 187 700,00
Atlanta	181,Bd d'anfa casablanca	137 500	137 500	100	13 750 000,00		13 750 000,00
C D G	Place My Hassan Tour Mamounia RABAT	68 750	68 750	100	6 875 000,00		6 875 000,00
RCAR	Place My Hassan Tour Mamounia RABAT	1 000	1 000	100	100 000,00		100 000,00
M.Mohamed BENNIS	77, Bd EL Figuigui casablanca	500	500	100	50 000,00		50 000,00
Sté <<BMCE CAPITAL BOURSE>>	Tour BMCE Rond Point Hassan II casa	5	1 047	100	500,00		500,00
M.Akhannouch Aziz	211 avenue de la Mecque Californie	2	2	100	200,00		200,00
M.Wakrim Ali	Rue des Jasmins Av A Ain sebâa	2	2	100	200,00		200,00
M.Mohamed Rachid IDRISI KAITOUNI	Rue Ibnou El ouannane Ain Sebâa casa	2	2	100	200,00		200,00
Maghreb Oxygène	Rue Ibnou El ouannane Ain Sebâa casa	2	2	100	200,00		200,00
M.Mohamed Bouzaid OUAISSI	Rue Ibnou El ouannane Ain Sebâa casa	0	1	100	100,00		100,00
Mme;Lamia MERZOUKI	68 Bd Abellah ben kaddour Casablanca	1	0	0	0,00		0,00
		3 437 500	3437500	100,00	343 750 000,00	-	343 750 000,00

(1) Quand le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

I.3.18. Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des trois derniers exercices (C2)
Tableau d'affectation des résultats de l'exercice 2010

	MONTANT		MONTANT
A.ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B.AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 29/03/2010.....)		.Reserve légale	
.Report à nouveau	790 914,37	.Autres réserves	
.Résultats nets en instance d'affectation	-	.Tantièmes(réseves reglementées)	-
.Resultat net de l'exercice	293 113 020,94	.Dividendes	240 625 000,00
.Prélèvements sur les reserves	-	.Autres affectations	-
.Autres prélèvements	-	.Report à nouveau	53 278 935,31
TOTAL A	293 903 935,31	TOTAL B	293 903 935,31

■ **Tableau d'affectation des résultats de l'exercice 2009**

		MONTANT		MONTANT
A ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER			B AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 05/05/2009)			Réserve légale	
			Réserve légale	10 000 000,00
Report à nouveau	42 265,90		Autres réserves	20 000 000,00
Résultats nets en instance d'affectation			Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	261 061 148,47		Dividendes	230 312 500,00
Prélèvements sur les réserves			Autres affectations	
Autres réserves			Report à nouveau	790 914,37
TOTAL A	261 103 414,37		TOTAL B	261 103 414,37

■ **Tableau d'affectation des résultats de l'exercice 2008**

A ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER			B AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 16/04/2007)			Réserve légale	9 175 000,00
Report à nouveau	50 564,00		Autres réserves	26 000 000,00
Résultats nets en instance d'affectation			Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	241 416 701,90		Dividendes	206 250 000,00
Prélèvements sur les réserves			Autres affectations	
Autres réserves			Report à nouveau	42 265,90
TOTAL A	241 467 265,90		TOTAL B	241 467 265,90

I.4. Etats de synthèse consolidés de AFRIQUIA GAZ relatifs aux trois derniers exercices

I.4.1. Bilan consolidé des trois derniers exercices

■ Bilan consolidé au premier semestre 2011

Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010 Données en KDH		30/06/11	31/12/10
ACTIF			
	Ecart d'acquisition	625 289	625 289
	Immobilisations incorporelles	-	-
	Immobilisations corporelles	2 208 040	2 120 169
	Immobilisations financières	20 697	20 697
	Titres mis en équivalence	157 184	149 424
	Autres Immobilisations financières	2 518	1 029
Actif immobilisé		3 013 728	2 916 608
	Autres actifs non courants	101 510	11 285
	Impôts différés actif	119 380	128 858
Total des autres actifs non courants		220 890	140 143
Total Actif non courant		3 234 618	3 056 751
	Stocks	208 716	156 389
	Clients	478 251	453 564
	Titres de placement	2 863	4 248
	Actif d'impôt exigible	161	792
	Autres créances et comptes de régularisation	2 283 594	2 336 940
Actifs d'exploitation		2 973 585	2 951 933
	Trésorerie Actif	182 912	285 001
Total des actifs courants		3 156 497	3 236 934
Total Actif		6 391 115	6 293 685

PASSIF

Capital	343 750	343 750
Prime d'émission	842 674	842 674
Réserves Consolidées	296 034	205 092
Résultat consolidés	197 858	333 911
Total Capitaux propres part du groupe	1 680 316	1 725 427
Intérêts minoritaires	3	3
Total Capitaux propres	1 680 319	1 725 430
Dettes de financement à plus d'un an	924 760	963 430
Autres passifs non courants	451 657	479 062
Impôts différés - Passif	-	-
Total des passifs non courants	1 376 417	1 442 492
Fournisseurs et comptes rattachés	2 829 543	2 748 966
Dettes de financement à moins d'un an	61 351	61 006
Passif d'impôt exigible	10 064	15 399
Autres dettes et comptes de régularisation	345 394	233 856
Dettes d'exploitation	3 246 352	3 059 227
Trésorerie et équivalents	88 027	66 536
Total des passifs courants	3 334 379	3 125 763
Total Passif	6 391 115	6 293 685

■ Bilan consolidé de l'exercice 2010

Bilan consolidé au 31 décembre 2010		31/12/10	31/12/09
ACTIF			
	Ecart d'acquisition	625 289	577 730
	Immobilisations incorporelles	-	-
	Immobilisations corporelles	2 120 169	1 893 551
	Immobilisations financières	20 697	22 033
	Titres mis en équivalence	149 424	140 196
	Autres Immobilisations financières	1 029	461
Actif immobilisé		2 916 608	2 633 971
	Autres actifs non courants	11 285	75 129
	Impôts différés actif	128 858	130 062
Total des autres actifs non courants		140 143	205 191
Total Actif non courant		3 056 751	2 839 162
	Stocks	156 389	126 710
	Clients	453 564	331 638
	Titres de placement	4 248	43 653
	Actif d'impôt exigible	792	4 901
	Autres créances et comptes de régularisation	2 336 940	919 683
Actifs d'exploitation		2 951 933	1 426 585
	Trésorerie Actif	285 001	582 048
Total des actifs courants		3 236 934	2 008 633
Total Actif		6 293 685	4 847 795

PASSIF			
	Capital	343 750	343 750
	Prime d'émission	842 674	842 674
	Réserves Consolidées	205 092	24 721
	Résultat consolidés	333 911	284 677
Total Capitaux propres part du groupe		1 725 427	1 495 822
	Intérêts minoritaires	3	3
Total Capitaux propres		1 725 430	1 495 825
	Dettes de financement à plus d'un an	963 430	322 543
	Autres passifs non courants	479 062	419 747
	Impôts différés - Passif	-	-
Total des passifs non courants		1 442 492	742 290
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 748 966	2 033 473
	Dettes de financement à moins d'un an	61 006	447 216
	Passif d'impôt exigible	15 399	1 450
	Autres dettes et comptes de régularisation	233 856	112 251
Dettes d'exploitation		3 059 227	2 594 390
	Trésorerie et équivalents	66 536	15 290
Total des passifs courants		3 125 763	2 609 680
Total Passif		6 293 685	4 847 795

■ **Bilan consolidé au 31 décembre 2009**

Etat de la situation financière consolidée au 31 décembre 2009 Données en KDH		31/12/09	31/12/08
ACTIF			
	Ecart d'acquisition	577 730	572 501
	Immobilisations incorporelles	-	
	Immobilisations corporelles	1 893 551	1 607 307
	Immobilisations financières	22 033	21 940
	Titres mis en équivalence	140 196	137 201
	Autres Immobilisations financières	461	461
Actif immobilisé		2 633 971	2 339 410
	Autres actifs non courants	75 129	180 293
	Impôts différés actif	130 062	157 490
Total des autres actifs non courants		205 191	337 783
Total Actif non courant		2 839 162	2 677 193
	Stocks	126 710	94 289
	Clients	331 638	411 939
	Titres de placement	43 653	493
	Actif d'impôts exigible	4 901	
	Autres créances et comptes de régularisation	919 683	772 639
Actifs d'exploitation		1 426 585	1 279 360
	Trésorerie Actif	582 048	
Total des actifs courants		2 008 633	1 665 074
Total Actif		4 847 795	4 342 267

PASSIF			
	Capital	343 750	343 750
	Prime d'émission	842 674	842 674
	Réserves Consolidées	24 721	26 268
	Résultat consolidés	284 677	236 034
Total Capitaux propres part du groupe		1 495 822	1 448 726
	Intérêts minoritaires	3	3
Total Capitaux propres		1 495 825	1 448 729
	Dettes de financement à plus d'un an	322 543	512 736
	Autres passifs non courants	419 747	387 728
	Passif d'impôt exigible	-	-
	Impôts différés - Passif	-	-
Total des passifs non courants		742 290	900 464
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 033 473	1 801 795
	Dettes de financement à moins d'un an	447 216	17 548
	Passif d'impôts exigible	1 450	153 537
	Autres dettes et comptes de régularisation	112 251	
Dettes d'exploitation		2 594 390	1 972 880
	Trésorerie et équivalents	15 290	20 194
Total des passifs courants		2 609 680	1 993 074
Total Passif		4 847 795	4 342 267

■ Bilan consolidé de l'exercice 2008

ACTIF (en K MAD)	Au 31 décembre 2008	Au 31 décembre 2007
Ecart d'acquisition	572 501	572 501
Immobilisations incorporelles		396
Immobilisations corporelles	1 607 306	1 525 719
Immobilisations financières	21 940	19 832
Titres mis en équivalence	137 201	133 543
Autres immobilisations financières	461	434
Actif immobilisé	2 339 409	2 252 425
Autres actifs non-courants	180 293	102 297
Impôts différés actif	157 490	166 523
Total des autres actifs non courants	337 783	268 820
Total Actif non courant	2 677 192	2 521 245
Stocks	94 289	233 155
Clients	411 939	426 919
Titres de placement	493	258 842
Actif d'impôt exigible		0
Autres créances et comptes de régularisation	772 639	771 130
Actifs d'exploitation	1 279 360	1 690 046
Trésorerie Actif	385 715	448 350
Total des actifs courants	1 665 075	2 138 396
Total Actif	4 342 267	4 659 641

PASSIF (en K MAD)	Au 31 décembre 2008	Au 31 décembre 2007
Capital	343 750	343 750
Prime d'émission	842 674	842 674
Réserves consolidées	26 268	141 394
Résultat consolidé	236 034	220 272
Total Capitaux propres part du groupe	1 448 726	1 548 090
Intérêts minoritaires	3	3
Total Capitaux propres	1 448 729	1 548 093
Dettes de financement à plus d'un an	512 736	484 329
Autres passifs non courants	387 728	377 603
Impôts différés - Passif		26 787
Total des passifs non courants	900 464	888 719
Fournisseurs et comptes rattachés	1 801 795	2 005 544
Dettes de financement à moins d'un an	17 548	38 432
Passif d'impôt exigible	0	0
Autres dettes et comptes de régularisation	153 537	178 776
Dettes d'exploitation	1 972 880	2 222 752
Trésorerie et équivalents	20 194	77
Total des passifs courants	1 993 074	2 222 829
Total Passif	4 342 267	4 659 641

I.4.2. Compte de résultat consolidé des trois derniers exercices

■ Compte de résultat consolidé de l'exercice SI-2011

Compte de résultat au 30 juin 2011 et 2010	30/06/11	30/06/10
Produits des activités ordinaires	1 805 615	1 630 666
Autres produits	22 498	17 989
Coût des biens et services vendus	- 1 300 759	- 1 173 578
Charges de personnel	- 60 424	- 65 645
Autres Charges et produits d'exploitation	- 86 358	- 70 586
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements	380 572	338 847
Dotations aux amortissements	- 95 041	- 93 612
Résultat opérationnel	285 531	245 235
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	2 453	1 664
Coût de l'endettement financier brut	- 26 035	- 29 720
Coût de l'endettement financier net	- 23 582	- 28 056
Autres charges et produits financiers	- 11 013	2 704
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	250 936	219 882
Quote part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	22 508	16 268
Impôts sur les résultats	- 75 586	- 65 496
Résultat net consolidé	197 858	170 654
Autres charges et produits	-	-
Résultat global de la période	197 858	170 654
Part du groupe	197 858	170 654
Intérêts minoritaires	-	-
Résultat par action (en MAD)	-	-
Résultat net-Part du groupe	197 858	170 654
Dont part minoritaires	-	-
Résultat net par action en DH	58	50
Résultat dilué par action en DH	58	50

Compte de résultat de l'exercice SI-2010

Compte de résultat au 30 juin 2010 et 2009		30/06/2010	30/06/2009
Produits des activités ordinaires		1 630 666	1 333 660
Autres produits		17 989	11 133
Coût des biens et services vendus	-	1 173 578	911 675
Charges de personnel	-	65 645	50 917
Autres charges et produits opérationnels	-	70 586	101 356
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements		338 847	280 845
Dotations aux amortissements	-	93 612	78 828
Résultat opérationnel		245 235	202 017
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		1 664	2 273
Coût de l'endettement financier brut	-	29 720	26 490
Coût de l'endettement financier net	-	28 056	24 219
Autres charges et produits financiers		2 704	638
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		219 882	178 436
Quote part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		16 268	20 943
Impôts sur les résultats	-	65 496	57 137
Résultat net consolidé		170 654	142 243
Autres charges et produits		-	-
Résultat global de la période		170 654	142 243
Part du groupe		170 654	142 243
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat par action (en MAD)			
Résultat net-Part du groupe		170 654	142 243
Dont part minoritaires		-	-
Résultat net par action en DH		50	41
Résultat dilué par action en DH		50	41

▪ **Compte de résultat consolidé de l'exercice 2010**

En K MAD	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Produits des activités ordinaires	3 245 578	2 605 783
Autres produits	31 448	20 793
Coût des biens et services vendus	2 288 310	-1 752 701
Charges de personnel	106 658	-108 946
Autres charges et produits opérationnels	212 982	-190 865
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements	669 076	574 064
Dotations aux amortissements	188 608	-164 931
Résultat opérationnel	480 468	409 133
Produits de trésorerie et équivalents	3 382	1 532
Coût de l'endettement financier brut	64 783	-49 438
Coût de l'endettement financier net	61 401	-47 906
Autres charges et produits financiers	3 498	5 747
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	422 566	366 974
Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE	35 063	27 069
Impôts sur les résultats	- 123 718	-109 366
Résultat net consolidé	333 911	284 677
Autres charges et produits	0	0
Résultat global de la période	333 911	284 677
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net-Part du Groupe	333 911	284 677
Résultat net par action en MAD	97	83
Résultat dilué par action en MAD	97	83

■ Compte de résultat consolidé de l'exercice 2009

En K MAD	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008
Produits des activités ordinaires	2 605 783	2 811 722
Autres produits	20 793	21 725
Coût des biens et services vendus	-1 752 701	-2 057 252
Charges de personnel	-108 946	-94 500
Autres charges et produits opérationnels	-190 865	-190 724
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements	574 064	490 971
Dotations aux amortissements	-164 931	-162 113
Résultat opérationnel	409 133	328 857
Produits de trésorerie et équivalents	1 532	28 653
Coût de l'endettement financier brut	-49 438	-38 918
Coût de l'endettement financier net	-47 906	-10 265
Autres charges et produits financiers	5 747	-323
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	366 974	318 269
Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE	27 069	25 965
Impôts sur les résultats	-109 366	-108 200
Résultat net consolidé	284 677	236 034
Autres charges et produits	0	0
Résultat global de la période	284 677	236 034
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net-Part du Groupe	284 677	236 034
Résultat net par action en MAD	83	69
Résultat dilué par action en MAD	83	69

▪ **Compte de résultat consolidé de l'exercice 2008**

En K MAD	Au 31 décembre 2008	Au 31 décembre 2007
Produits des activités ordinaires	2 811 722	2 503 772
Autres produits	21 725	18 471
Coût des biens et services vendus	-2 057 252	-1 787 328
Charges de personnel	-94 500	-95 983
Autres charges et produits opérationnels	-148 468	-149 790
Impôts et taxes non récurrents	-42 257	
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements	490 971	489 142
Dotations aux amortissements	-162 113	-144 809
Résultat opérationnel	328 857	344 333
Produits de trésorerie et équivalents	28 653	N.D.
Coût de l'endettement financier brut	-38 918	N.D.
Coût de l'endettement financier net	-10 265	-36 228
Autres charges et produits financiers	-323	371
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	318 269	308 476
Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE	25 965	26 350
Impôts sur les résultats	-108 200	-114 554
Résultat net consolidé	236 034	220 272
Autres charges et produits	0	0
Résultat global de la période	236 034	220 272
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net-Part du Groupe	236 034	220 272
Résultat net par action en MAD	69	64
Résultat dilué par action en MAD	69	64

I.4.3. Tableau des flux de trésorerie consolidé des trois derniers exercices

■ Tableau des flux de trésorerie consolidé de l'exercice 2010

En K MAD	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Résultat net consolidé	333 911	284 676
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie		
* Dotations aux amortissements	188 608	164 930
* Charges produits sans effets de trésorerie	-30 727	-16 527
* Reprises de dettes de consignation	-20 018	-25 327
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	-9 338	-4 318
Marge brute d'autofinancement	452 536	403 435
Variation des actifs et passifs d'exploitation	-520 681	90 803
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-68 145	494 237
Acquisition de titres non consolidés		
Cession de sociétés non consolidés		
Acquisition de titres consolidés net de la trésorerie acquise	-77 384	-87 097
Investissements en immobilisations corporelles	-265 965	-260 731
Titres de placement		
Variation de périmètre		-26 497
Autres	2 336	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-341 012	-374 324
Dividendes versés aux actionnaires d'AFRIQUIA GAZ	-240 625	-230 313
Souscription d'emprunt	600 000	160 000
Remboursement d'emprunt	-406 024	
Variations des autres actifs et passifs financiers	107 513	136 262
Autres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	60 864	65 950
Mouvements de conversion	0	0
Variation de trésorerie	-348 293	201 238
Trésorerie d'ouverture	566 758	365 520
Trésorerie de clôture	218 466	566 758

■ **Tableau des flux de trésorerie consolidé de l'exercice 2009**

En K MAD	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008
Résultat net consolidé	284 676	236 034
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie		
* Dotations aux amortissements	164 930	162 113
* Charges produits sans effets de trésorerie	-16 527	-11 609
* Reprises de dettes de consignation	-25 327	-21 262
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	-4 318	-3 965
Marge brute d'autofinancement	403 435	361 311
Variation des actifs et passifs d'exploitation	90 803	52 550
Flux net de trésorerie généré par l'activité	494 237	413 861
Acquisition de titres non consolidés		-2 107
Cession de sociétés non consolidés		
Acquisition de titres consolidés net de la trésorerie acquise	-87 097	
Investissements en immobilisations corporelles	-260 731	-202 032
Titres de placement		
Variation de périmètre	-26 497	
Autres		-27
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-374 324	-204 166
Dividendes versés aux actionnaires d'AFRIQUIA GAZ	-230 313	-206 250
Souscription d'emprunt	160 000	0
Variations des autres actifs et passifs financiers	136 262	-86 198
Autres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	65 950	-292 448
Mouvements de conversion	0	0
Variation de trésorerie	201 238	-82 753
Trésorerie d'ouverture	365 520	448 273
Trésorerie de clôture	551 758	365 520

Tableau des flux de trésorerie consolidé de l'exercice 2008

En K MAD	Au 31 décembre 2008	Au 31 décembre 2007
Résultat net consolidé	236 034	220 272
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie		
* Dotations aux amortissements	162 113	144 809
* Charges produits sans effets de trésorerie	-11 609	8 040
* Reprises de dettes de consignation	-21 262	-32 220
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	-3 965	-4 200
Marge brute d'autofinancement	361 311	336 701
Titres de placement	129 201	-258 842
Variation des actifs et passifs d'exploitation	-76 651	576 801
Flux net de trésorerie généré par l'activité	413 861	654 659
Acquisition de titres non consolidés	-2 107	
Cession de sociétés non consolidés		2 100
Investissements en immobilisations corporelles	-202 032	-241 091
Variation de périmètre		
Autres	-27	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-204 166	-238 991
Dividendes versés aux actionnaires d'AFRIQUIA GAZ	-206 250	-178 750
Variations des autres actifs et passifs financiers	-86 198	109 324
Autres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-292 448	-69 426
Mouvements de conversion		
Variation de trésorerie	-82 753	346 242
Trésorerie d'ouverture	448 273	102 031
Trésorerie de clôture	365 520	448 273

1.4.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés des trois derniers exercices

■ Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice 2010

	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Situation au 31 décembre 2008	343 750	842 674	262 303	1 448 726	3	1 448 729
Dividendes			-230 313	-230 313		-230 313
Résultat net de l'exercice			284 677	284 677		284 677
Titres d'auto-contrôle			-7 269	-7 269		-7 269
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2009	343 750	842 674	309 398	1 495 822	3	1 495 825
Dividendes			-240 625	-240 625		-240 625
Résultat net de l'exercice			333 911	333 911		333 911
Titres d'auto-contrôle			136 318	136 318		136 318
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2010	343 750	842 674	539 003	1 725 427	3	1 725 430

■ **Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice 2009**

	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Situation au 31 décembre 2007	343 750	842 674	361 667	1 548 090	3	1 548 093
Dividendes			-206 250	-206 250		-206 250
Résultat net de l'exercice			236 034	236 034		236 034
Titres d'auto-contrôle			-129 148	-129 148		-129 148
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2008	343 750	842 674	262 303	1 448 726	3	1 448 729
Dividendes			-230 313	-230 313		-230 313
Résultat net de l'exercice			284 677	284 677		284 677
Titres d'auto-contrôle			-7 269	-7 269		-7 269
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2009	343 750	842 674	309 398	1 495 822	3	1 495 825

■ **Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice 2008**

	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultats consolidées	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Situation au 31 décembre 2006	343 750	842 674	320 144	1 506 567	3	1 506 570
Dividendes			-178 749	-178 749		-178 749
Résultat net de l'exercice			220 272	220 272		220 272
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2007	343 750	842 674	361 667	1 548 090	3	1 548 093
Dividendes			-206 250	-206 250		-206 250
Résultat net de l'exercice			236 034	236 034		236 034
Titres d'auto-contrôle			-129 148	-129 148		-129 148
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2008	343 750	842 674	262 303	1 448 726	3	1 448 729

II.

Bulletin de souscription aux billets de trésorerie

I.I.I.I. BULLETIN DE SOUSCRIPTION FERME ET IRREVOCABLE

EMISSION DE BILLETS DE TRESORERIE DE AFRIQUIA GAZ

Destinataire

[...]

Fax : [...]

Date

[]

IDENTIFICATION DU SOUSCRIPTEUR

Nom, prénom / Dénomination / Raison sociale	Nom du teneur de compte
N° de compte	Dépositaire
Téléphone	Fax
Code d'identité¹⁶	Qualité souscripteur¹⁷
Nationalité du souscripteur	Nom et prénom du signataire
Siège social	Fonction (Personnes morales)
Adresse (si différente du siège social)	Mode de paiement

CARACTERISTIQUES DES BILLETS DE TRESORERIE

Emetteur	AFRIQUIA GAZ
Valeur nominale	MAD 100 000
Plafond du programme d'émission	MAD 800 000 000
Date de jouissance	A la date du règlement
Nombre de jours	Entre 10 jours et 364 jours
Maturité	De 10 jours à 12 mois

¹⁶ Code d'identité : CIN ou n° de passeport pour les personnes physiques, Registre de commerce pour les personnes morales résidentes et N° et date d'agrément pour les OPCVM

¹⁷ Qualité du souscripteur : A Personne physique (A1 Résidente – A2 Non résidente) B Personne morale (B1 Résidente – B2 Non résidente)
 C OPCVM D Etablissements de crédit
 E Sociétés d'assurances, organismes de retraite et de prévoyance F Fonds d'investissement, fonds de pension
 G Autres (compagnies financières et CDG) H Institutionnels de l'investissement de droit étranger

Intérêts	Post Compté
Taux facial	Sera fixé juste avant l'ouverture de la période de souscription
Remboursement	In fine

MODALITES DE SOUSCRIPTION

Maturité	Nombre de bons	Nominal global	Taux	Suite réservée à la soumission
----------	----------------	----------------	------	--------------------------------

Par la présente, nous autorisons notre dépositaire, ci-dessus désigné, à débiter notre compte de l'équivalent du montant des Billets Trésorerie qui nous seront attribués afin de créditer le compte de AFRIQUIA GAZ ouvert dans les livres de BMCE BANK le¹⁸, conformément au protocole en vigueur avec le dépositaire central MAROCLEAR.

Cachet et signature du souscripteur

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Un dossier d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur et auprès de l'organisme placeur ».

¹⁸ La date de règlement correspond à la date de jouissance.